




Universitat Autònoma de Barcelona

ADVERTIMENT. L'accés als continguts d'aquesta tesi queda condicionat a l'acceptació de les condicions d'ús establertes per la següent llicència Creative Commons:  http://cat.creativecommons.org/?page_id=184

ADVERTENCIA. El acceso a los contenidos de esta tesis queda condicionado a la aceptación de las condiciones de uso establecidas por la siguiente licencia Creative Commons:  <http://es.creativecommons.org/blog/licencias/>

WARNING. The access to the contents of this doctoral thesis it is limited to the acceptance of the use conditions set by the following Creative Commons license:  <https://creativecommons.org/licenses/?lang=en>

PRODUCTION DE LA VILLE : INNOVATION DES PROCESSUS PARTICIPATIFS ET CITOYENNETÉ URBAINE

THÈSE

présentée à la Faculté des sciences de la société de l'Université de Genève
et au département de sciences politiques et de droit public de l'Université
Autonome de Barcelone

par

Matthias Lecoq

sous la direction de
prof. Bernard Debarbieux
et **prof. Ismael Blanco**

pour l'obtention du grade de
Docteur ès sciences de la société
mention géographie
et **Docteur ès sciences politiques**

Membres du jury de thèse:

Marie-Hélène Bacqué, Université Paris Ouest Nanterre
Ismael Blanco, Université Autonome de Barcelone (co-directeur)
Loic Blondiaux, Université Paris I Panthéon-Sorbonne
Jordi Bonnet i Martí, Université de Gironne (suppléant)
Bernard Debarbieux, Université de Genève (co-directeur)
Catherine Neveu, Centre National de Recherche Scientifique
Marc Pradel, Université de Barcelone
Joan Subirats, Université Autonome de Barcelone (président)
Andres Walliser, Université Complutense de Madrid (suppléant)

Thèse n°62

Barcelone-Genève, mai 2017

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier mes directeurs de thèse qui m'ont permis de commencer ce travail et qui m'ont soutenu tout au long de ce long processus. Je tiens aussi à remercier tout le personnel des deux universités qui ont élaboré cette cotutelle qui a demandé plusieurs adaptations.

Je remercie tous les membres de mon jury avec qui c'est un privilège de pouvoir partager mon travail.

Je tiens aussi à remercier ceux qui, dans des périodes plus difficiles, ont été là pour lire mon travail et m'aider à avancer.

Enfin ma famille, sans qui cela n'aurait pas été possible. En particulier mes parents, ma compagne, et mon fils qui a été mon ultime motivation.

RESUME

Dans le contexte général de crise du politique qui questionne les notions de citoyenneté et de représentation, les processus de production de la ville, qui visent in fine les individus qui les habitent, présentent des développements intéressants. D'un côté, l'urbanisme innove par le biais d'initiatives citoyennes qui s'approprient l'espace public. De l'autre, même de manière disparate, la participation est intégrée dans les projets urbains.

Cette thèse vise deux objectifs principaux. Le premier est de décrire les rôles des habitants dans la production de la ville, et d'observer de quelles manières ils sont pris en compte dans les processus participatifs. Le deuxième est de comprendre comment ces différents rôles impliquent une forme renouvelée de l'action politique qui définirait la production de la ville comme un *espace de fabrication* de la citoyenneté.

A cet égard, Madrid et Genève, par leur histoire des luttes urbaines et leur dynamisme sur l'espace public, sont deux contextes pertinents pour illustrer les tendances rappelées plus haut. Par le biais d'une triangulation de techniques qualitatives, on a ainsi pu appréhender les différents rôles des habitants en lien avec la production de la ville en déterminant des situations citoyennes. Ces premiers résultats ont ensuite été utilisés pour mettre en place une démarche expérimentale. On a donc mis en place un projet d'urbanisme participatif qui a sollicité les différentes capacités de production des habitants. Méthodologiquement, les outils ethnographiques ont particulièrement été utilisés afin de pouvoir observer les effets de ce *traitement*.

En se basant sur l'idéal du projet politique de la *polis* défendu par Arendt, on observe que l'activité productrice de ville de l'habitant est un acte politique fondateur d'une communauté. Cette activité s'exerce autour de trois principaux rôles que l'on a décrits comme des pratiques spatiales, des actes de détournement et la participation organisée. Une participation dans les projets urbains qui évolue, sous la pression de facilitateurs qui s'insèrent dans une tradition d'*empowerment* ou d'*advocacy*, et qui recentre l'action des habitants sur l'espace public.

De cette manière, la citoyenneté se performe, devient actionnelle, et révèle les différentes spatialités de l'espace public en tant que support au développement d'une citoyenneté urbaine qui reconnaît l'action, l'intérêt général et l'égalité comme principes fondamentaux. Même s'il faut être vigilant quant à la considération de l'habitant comme agent producteur (notamment vis-à-vis de la problématique de la responsabilisation individuelle), ces résultats démontrent la possibilité d'ouverture du projet urbain vers des dynamiques politiques qui peuvent se positionner en résistance au fonctionnalisme et au néo-libéralisme urbain.

ABSTRACT

In the general context of the crisis in politics that questions the notions of citizenship and representation, the city's production processes, which ultimately targets the individuals who inhabit them, present interesting developments. On the one hand, urbanism innovates through citizen initiatives that take over public space. On the other hand, even in completely different ways, participation is integrated into urban projects.

This thesis has two main goals. The first is to describe the roles of the inhabitant in the production of the city, and to observe in what ways they are taken into account in participatory processes. The second is to understand how these different roles imply a renewed form of political action that would define the production of the city as a space for the creation of citizenship.

In this respect, Madrid and Geneva, by their history of urban struggles and their dynamism in the public space, are two relevant contexts to illustrate the trends mentioned above. Through a triangulation of qualitative techniques, we have been able to understand the different roles of the inhabitant in relation to the production of the city by determining citizen situations. These initial results were then used to set up an experimental approach. A participatory urbanization project was therefore put in place, which requested the different production capacities of the inhabitants. Methodologically, ethnographical tools were particularly used to observe the effects of this treatment.

On the basis of the ideal of the Polish political project defended by Arendt, it is observed that the activity of producing the city by the inhabitant is a political act that founds a community. This activity is centered around three main roles that have been described as spatial practices, diversion and organized participation. Participation in urban projects that evolve, under the pressure of facilitators who are part of a tradition of empowerment or advocacy, and who(?) refocus the action of the inhabitant on the public space.

In this way, citizenship is perfected, becomes actional, and reveals the different spatialities of the public space as a support for the development of an urban citizenship that recognizes action, the general interest and equality as fundamental principles. Even if we must be vigilant about the consideration of the inhabitant as a producer agent (especially with regard to the issues of individual accountability), these results demonstrate the possibility of opening the urban project to political dynamics that can be positioned as a resistance to functionalism and urban neo-liberalism.

TABLE DES MATIERES

AVANT PROPOS	17
1. INTRODUCTION	23
1.1 La politique et la ville.....	24
1.2 Participer à la production de la ville	28
1.3 L'individu se lie au collectif.....	32
1.4 Cette thèse.....	34
2. LA TRANSFORMATION DE LA PRODUCTION DE LA VILLE	37
2.1 Mouvement de pouvoirs en ville	38
2.2 Production de la ville	49
2.3 L'espace public politique.....	53
2.4 Pratiques émergentes	60
3. MÉTHODOLOGIE.....	75
3.1 Contexte	76
3.2 La recherche-action	80
3.3 L'étude de cas.....	86
3.4 Démarche expérimentale.....	99
3.5 Structure de travail.....	102
4. DE LA VIE QUOTIDIENNE À LA PARTICIPATION.....	103
4.1 Tactiques des habitants : vie quotidienne.....	104

4.2	Le détournement : stimuler la quotidienneté	119
4.3	Infléchir les pratiques urbanistiques par la participation	136
5.	LA PRODUCTION DE L'ESPACE COMME FONDEMENT DE LA CITOYENNETÉ URBAINE.....	171
5.1	Citoyennetés.....	172
5.2	Performativité pour une quotidienneté de la citoyenneté	179
5.3	Citoyenneté urbaine	184
6.	DÉMARCHE EXPÉRIMENTALE	195
6.1	Rappel : hypothèses, objectifs et méthodologie	196
6.2	Contexte	200
6.3	Diagnostiquer	204
6.4	Pratiquer l'espace et détourner.....	223
6.5	Architecture participative	234
6.6	Résultats.....	243
7.	CONCLUSION GÉNÉRALE ET PERSPECTIVES	265
7.1	266
7.2	268
7.3	271
7.4	272
	TABLE DES MATIÈRES	277
	BIBLIOGRAPHIE	287
	ANNEXES	307

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Photos du carnet de notes

Annexe 2 : Questionnaire de l'enquête préliminaire du projet DSMY14

Annexe 3 : Guide d'entretien dirigé de l'enquête préliminaire du projet DSMY14

Annexe 4 : Diagnostic intermédiaire du projet DSMY14

Annexe 5 : Retranscription de l'entretien avec Jean et Victor, participants du projet DSMY14

Annexe 6 : Retranscription de l'entretien avec Antoinette, participante du projet DSMY14

Annexe 7 : Retranscription de l'entretien avec Laurent, participant du projet DSMY14

Annexe 8 : Compte-rendu de la réunion du 4 novembre 2013 du projet DSMY14

LISTE DES ENTRETIENS

Diego Osorio, participant au Parking Day Genève, septembre 2014

Diego Peris, fondateur du collectif Todo por la Praxis, août 2012 et décembre 2015

Jon Aguirre, fondateur du collectif Paisaje Transversal, août 2012

Marc, Travailleur Social de l'Unité d'Action Communautaire des Pâquis, juillet 2015

Jean et Victor, participants du projet DSMY14, octobre 2015

Antoinette, participante du projet DSMY14, octobre 2015

Laurent, participant du projet DSMY14, octobre 2015

Sylvain Froideveaux, fondateur de l'association 60x60, janvier 2016

Michel Schweri, président de l'association des habitants de la Jonction, janvier 2016

Oscar Martinez, fondateur de Ciutat Beta, mars 2016

Domenico de Siena, fondateur de Civic Wise, janvier 2017

AVANT PROPOS

« La ville constitue la tentative la plus constante, et dans l'ensemble la plus réussie, faite par l'homme pour refaire le monde dans lequel il vit conformément à son désir le plus cher. Mais si la ville est le monde que l'homme a créé, elle est aussi le monde dans lequel il est dorénavant condamné à vivre. Ainsi, indirectement, et sans percevoir clairement la nature de son entreprise, en faisant la ville, l'homme s'est refait lui-même» (Robert Park, 1967 - cité dans Harvey, 2011).

Je fais partie de cette majorité de gens qui vit en ville. Les réseaux de transport, la densité, les parcs urbains, les logements, les centres d'activités, mais aussi les rues et les places façonnent mon quotidien ; les rythment comme les saisons, organisent l'année ; concrétisent la relation qui lie le temps à l'espace lorsque je me rends à mon lieu de travail, joue sur une place avec mon petit garçon, boit un café en terrasse ou dispose des services publics de mon quartier. La ville me propose un ensemble de ressources avec lesquelles bâtir mon quotidien. Avec lesquelles, comme dirait De Certeau (1981), élaborer des tactiques et des stratégies, et ainsi chercher à la détourner. Si la ville est mon contexte de vie et que, de ce fait, je me définis comme membre d'une société urbaine de plus en plus dense et nombreuse, la ville est alors, pour moi, mon contexte de lutte. Cet endroit où je peux concrétiser ma volonté d'engagement pour la politique et dans lequel je crois encore à la place de l'individu dans la définition d'un avenir commun. J'aime en effet cette idée de *multitude* que définissent Hardt et Negri, et j'aime croire que j'en fait partie lorsque je sillonne les rues et les places et que cela peut définir ma relation avec les autres. Pendant longtemps, la critique postmoderne m'a fasciné en mettant en avant l'individualisation croissante et le retrait de l'individu vers des activités de consommation. Fait plus que vérifié, mais qui a cependant besoin d'être dépassé pour redonner un sens au *commun*, pour pouvoir continuer à construire depuis la création collective. La ville peut alors être plus qu'un cumul d'activités économiques

ou de superlatifs. Elle devient un espace du politique capable de défier les relations d'échelle : c'est dans son universalité et sa taille inhumaine que se requalifie l'activité politique quotidienne et individuelle ! Je suis alors cet individu *qui prend les places* et mobilise les espaces publics pour poser la question de notre avenir commun. La ville est alors réellement ce territoire total qui mobilise les savoirs, les capitaux, les pouvoirs, mais aussi génère des formes de contestation capables de s'adapter à ces nouvelles problématiques et de défier l'organisation actuelle. En définissant les processus sociaux et politiques, la ville devient un espace de résistance biopolitique qui permet de se confronter à ces mécanismes de pouvoirs qui ont infiltré tous les domaines de la vie, en s'opposant à eux sur tous les terrains.

Dans cet éventail de terrains, l'espace public révèle un potentiel symbolique comme lieu de regard et d'apprentissage, de confrontation d'idées, de cultures. Il présente aussi une réalité physique : symbole d'un côté de la prédominance de l'idéologie néolibérale qui façonne nos espaces publics, mais aussi de la résistance créatrice qui dépasse la postmodernité pour offrir de nouvelles perspectives à la politique. C'est ce qui le lie nostalgiquement avec l'idée de la *polis*, mais qui le fait également vivre avec nos nouveaux modes d'organisation issues de la culture de réseau.

La question de l'émergence de la *polis* telle que posée dans la Grèce antique est alors autant dépassée que pertinente. Si la cité n'existe pas sans ses habitants, et qu'Athènes n'est une ville que parce que c'est la ville des Athéniens, c'est que ce sont les individus qui déterminent la ville. Ce groupe d'*animaux politiques* va donc déterminer les dynamiques collectives de construction de la ville et de ce fait le projet de société. C'est le message de Thomas More qui a choisi la ville pour incarner l'utopie en liant l'espace au temps des relations sociales et politiques ; c'est une manière d'arriver à transcender l'imaginaire collectif vers la réalisation de projets de société qui décrivent l'horizon vers lequel nous nous dirigeons.

Ainsi, il faut reconnaître que si la vanité et les logiques économiques sont souvent les principales motivations des métropoles lorsqu'elles engagent de grands projets urbains, les expériences urbaines sont aussi une manière de définir un avenir collectif qui renoue le lien entre l'agir (la production) et la société. Mes expériences au Venezuela, en Grèce et mes années passées en Espagne m'ont réconcilié avec ce mouvement. De manière très diverse, mais avec une constante : la ville. Elle est à chaque fois un support au mouvement des habitants, à leur exigence de futur et d'expérimentation. Le quartier d'*Exarchia* à Athènes, l'avenue de *las Fuerzas Armadas* à Caracas, la *Plaça Catalunya* à Barcelone et la *Puerta del Sol* à Madrid pendant le mouvement des indignés, puis plus tard le *Campo de Cebada* à Madrid avec le patchwork d'intervenants qui sont nés à ce moment-là et qui ont par la suite proposé des projets riches et transformateurs d'une profession (architecture, urbanisme) et d'un contexte urbain (mobilier expérimental, réévaluation de friches urbaines).

Le mouvement des places qui est né autour de la Méditerranée dans les années 2010 au Caire (*place Tahrir*), à Madrid (*puerta del Sol*), Istanbul (*place Taksim*) ou encore à Athènes (*place Syntagma*) a démontré que l'espace public s'est défini comme un appui démocratique à la politique. Tant dans sa dimension spatiale, par l'occupation physique de la place et la construction et gestion collective d'un espace éphémère ; que dans sa dimension symbolique comme lieu d'échange et de confrontation des idées.

La conviction qui guide cette thèse est qu'il est donc nécessaire de comprendre comment le citoyen peut être engagé dans le processus de production de la ville pour pouvoir créer de nouveaux des espaces du politique afin de lui rendre son sens démocratique premier qui était de pouvoir gérer collectivement la *polis*. On le détaillera plus tard, mais l'urbanisme néo-libéral, qui définit clairement la manière dont a été produite la ville dans le dernier siècle, a exclu le citoyen de la ville pour

faire la part belle à la valeur d'échange et à la gestion des flux. La ville n'est plus considérée comme une Cité mais comme un lieu d'échange (de marchandises, de capitaux, de personnes, etc.), réduisant la politique à un outil de gestion de ces flux. Le projet collectif défini par l'imaginaire grec de la *polis* est alors réduit au spectacle d'une démocratie représentative qui ne trouve de légitimité que dans l'argument du *moins pire*.

Donner une place centrale au citoyen dans le processus de production de la ville (par le biais de ses espaces publics), c'est donc chercher à repositionner la politique comme une activité quotidienne qui définirait ce qu'est la citoyenneté urbaine à l'heure où la majorité de la population mondiale vit dans un contexte urbain. C'est ouvrir une perspective d'action collective concrète capable de faire face aux défis d'échelle, de diversité et de défiance qui animent nos sociétés. Et c'est aussi s'intéresser à de nouvelles interprétations de la citoyenneté ; liées à la culture de réseau, au détournement, et à une gestion de la temporalité différenciée. C'est ouvrir de nouvelles perspectives à ce projet politique grec où le citoyen gère la cité, pour essayer de définir un contexte urbain où le citoyen produirait la Cité dans un rapport de force détourné (car biopolitique), créatif, discontinu et hybride (symbolique, physique et digital).

I. INTRODUCTION

I.I LA POLITIQUE ET LA VILLE

« National dysfunction is hardly restricted to Congressional gridlock in the United States and the dark carnival of the Presidential primaries. It is also rife in Brazil where an elected President was impeached by a national congress, over 50 percent of whose members face criminal investigations. From Hungary to Poland, angry, right-wing populist administrations are taking charge. In the Philippines, a hard-boiled gunslinger has assumed the presidency. The countries of the Arab Spring have become engulfed in vicious wars, terrorist insurrections and junta governments » (Muggah & Barber, 2016).

Ce rapide panorama dresse un terrible constat : partout dans le monde, le modèle démocratique représentatif traverse une crise qui, parfois, donne le sentiment d'une course au pire. Le constat serait décourageant s'il ne s'accompagnait pas d'alternatives susceptibles de renouveler les mécanismes d'action politique et d'activation de l'espace public. Le *mouvement des places*, la recrudescence de l'urbanisme social, les appels à participation, ou encore les actions individuelles ou collectives d'interventions sur l'espace public donnent de nouveaux rôles aux habitants et cherchent à revaloriser l'activité citoyenne. Ce double contexte, de crise politique d'un côté, et d'émergence de nouvelles pratiques citoyennes de l'autre, constitue le cadre d'un nécessaire renouvellement de l'analyse de la question politique.

Revenons tout d'abord sur le premier constat, lié à la crise du politique, en lien avec l'évolution des modes de vie.

Premièrement, il faut historiquement le situer vis à vis des thèses postmodernes qui ont apporté, durant les dernières décennies, une analyse critique sur un monde en mouvement qui se caractérise par des changements dans les modes de vie, dans l'expérience subjective et collective du temps, ou encore dans les relations interpersonnelles. La littérature le met en lien avec l'individualisme qui se définit par un renfermement de l'individu vers ses propres intérêts - à la manière d'un agent rationnel du marché, entraînant des conséquences telles que la baisse du capital social et de l'engagement civique, ou encore la désaffection politique (Dalton, 1998; Quintana, 2004; Gil Rodriguez, 2004). Bauman forge ainsi la notion de modernité liquide pour décrire une réalité dans laquelle la politique s'est ainsi progressivement diluée dans un *monde liquide* qui surexploite les caractéristiques de consommateur des habitants, et qui utilise le politique au service du marché en le déplaçant en dehors des pratiques quotidiennes (Bauman, 2007). Ce changement de valeur a entraîné une privatisation croissante des modes de vie qui est venue questionner ce qu'était la politique dans les villes postmodernes (Norris, 1999; Castillo, 2009; Paquot, 2010). On a alors parlé d'abstinence, de passivité et de désaffection, qui ont progressivement éliminé tout contenu à la politique (Pharr & Putnam, 2000; Fieldhouse, Tranmer & Russel, 2007; Blanco & Mas, 2008). Blondiaux en fait d'ailleurs le constat :

« Les formes classiques de la représentation politique survivent, mais leur légitimité s'amenuise et leur efficacité décline. Le pouvoir des institutions représentatives est partout rogné, leur autorité chahutée et leur capacité à imposer des solutions par le haut fortement érodée » (Blondiaux, 2008 : 5).

Deuxièmement, c'est une réflexion qu'il faut aussi préciser dans l'urbain, car c'est aujourd'hui le cadre de vie de plus de 50% de la population (75% dans les sociétés post-industrielles). Les villes modernes se sont construites sur les bases du zonage promu par la Charte d'Athènes et sont progressivement devenues des espaces fonctionnalistes qui ne laissent que peu de place à l'activité sociale et politique :

« on voit s'édifier des grands ensembles-dortoirs, des villes de banlieue où l'espace public s'efface lentement. La vie de quartier, où autrefois les individus se connaissaient, se rencontraient et se *surveillaient* s'est peu à peu éteinte » (Lipovetsky, 1991 : 107).

Jacobs (1961) avait déjà mis en avant les limites de cet urbanisme :

« un urbanisme qui simplifie les rues et les transforme en voies sans obstacle ni vie, par lesquelles seulement circulent des véhicules privés. La rue monofonctionnelle perd tout son sens, et c'est un élément qui sans aucun doute ne permet pas à la ville de se définir comme espace de rencontre, de connaissance et de reconnaissance. L'espace public disparaît » (citée par Muxi & Gutierrez, 2011 : 11).

Il faut aussi relever comment cette tendance fonctionnaliste du début du XXème siècle a été utilisée par le néo-libéralisme. En effet, à partir des années 70, l'émergence de nouvelles dynamiques urbaines a renforcé les investissements privés en ville. Ils ont alors commencé à coloniser les espaces urbains par le biais d'un progressif transfert de compétences de l'administration vers le privé, via le marché immobilier. La ville s'est mise en vente au moment où le capital, fort de ses excédents liés au marché financier, recherchait de nouveaux terrains d'investissement. Cela a eu pour conséquence de créer des bulles ou des augmentations de prix, et surtout de pousser l'utilisation de cette base fonctionnaliste à son paroxysme. Les logiques commerciales et financières ont alors influencé les espaces publics qui sont devenus des espaces de transit pour renforcer

le confort domestique (en limitant les nuisances) et permettre une meilleure fluidité économique comme le démontre parfaitement les exemples des *Gated Communities* et des *Business Improvement District* (BID) qui émergent dans toutes les villes post-industrielles. Comme l'a décrit Harvey (1975), le principal objectif des villes néolibérales est d'être compétitives au niveau international. C'est l'insertion de la logique commerciale dans la manière de penser nos villes. C'est ce qui mène à la standardisation des contextes urbains - même morphologiquement et socialement très différents, et ce qui mène aussi à ce que les villes elles-mêmes s'indexent sur les critères du marché international. Ce design organise les villes autour de l'efficacité économique et laisse de côté les spécificités du territoire et ceux qui y vivent. De cette manière, la ville se détache de son rôle privilégié dans les relations sociales, la vie collective et la vie politique, et soutient ce processus d'individualisme souligné par les thèses postmodernes.

Néanmoins, et c'est la base du deuxième constat qui me guide - celui-ci plus positif, cette analyse a aussi été précédée d'une réflexion issue d'un contexte historique particulièrement riche dans les années 60 et 70. Car ces décennies ont vu l'émergence de nouveaux regards sur l'urbain et qui ont mis en avant le rôle politique de l'habitant dans l'espace. Des concepts tels que le droit à la Ville, *l'empowerment* ou la société urbaine furent les prémices d'un dépassement du statut d'objet de l'habitant en liant l'urbain à des dynamiques de participation (Jacobs, 1961 ; Alinski, 1971; Lefebvre, 1973). Et s'ils ont été moins présents pendant quelques années, ils sont de nouveau mobilisés pour définir les enjeux contemporains de la société urbaine.

Ainsi, on reconnaît aujourd'hui des qualités de producteur à l'habitant dans la manière dont il interagit avec sa ville. La participation urbaine - hybride aujourd'hui - dépasse son cadre d'application des années 70 et définit de nouveau les dynamiques de fabrication de la ville qui tendent vers des processus politiques de

co-construction par le biais du design, de la participation et de la délibération. Les apports académiques sur le sujet sont nombreux, appréhendant la question de la participation sous différentes formes, interrogeant son efficacité ou les interactions avec les comportements sociaux au prisme de la crise du champs politique mentionnée auparavant (Abbot, 1996; Bacqué & Gauthier, 2011; Camara, 2012; Chalas, 1998; Marti Costa, 2009; Matthey, 2011; Pares, 2006; Pusso, 2006; Silver et al, 2010).

I.2 PARTICIPER À LA PRODUCTION DE LA VILLE

Ces écrits académiques qui s'intéressent à la participation, proposent également des pistes pour redéfinir la temporalité et les méthodologies des projets urbains en faisant de plus en plus de place aux habitants. Ils partent du constat de l'insuffisance des procédures de participation institutionnelles organisées par la puissance publique. En effet, la participation dans sa forme institutionnelle (l'institution qui va à la rencontre des usagers pour instaurer des projets décidés par les élus) a encore des difficultés à opérer de réels transferts de compétences vers les citoyens, et cristallise les frustrations en ne permettant pas une réelle répartition des pouvoirs. Elle est souvent qualifiée de participation symbolique (Pusso, 2006), voir de

simulacre (Gourgues, Rui & Topçu, 2013), et présente une omniprésence de l'Etat et un contrôle renforcé des acteurs publics sur les acteurs associatifs (Bresson, 2014 : 41). En outre, cette vision utilitariste de la participation sans réel projet politique a pour conséquence de stériliser les processus et de les orienter vers l'unique but du consensus :

« Un consensus qui limite le conflit et la délibération, qui érige un cahier des charges de l'architecte ou de l'urbaniste sans conscience politique et qui entraîne une fragmentation de la société par le biais d'une passivité collective qui définit le consensus comme une réduction de l'interaction » (Miessen, 2014 : 89).

D'ailleurs, Blondiaux (2008), dans son ouvrage *Le nouvel esprit de la démocratie*, recense les difficultés de la démocratie participative avant d'en étudier son possible développement. Il distingue ainsi une certaine réticence des élites politiques qui se manifeste dans la persistance de manque de moyens, l'absence d'influence des participants dans les décisions, ou encore le *piège de la proximité* qui n'offre qu'un contexte micro-local à la mise en place de la participation. En résumé, il dresse un constat qui est un mélange de frustrations :

« Les espérances que le mot soulève sont à la hauteur des frustrations que la chose engendre, et la montagne semble n'avoir jusqu'à présent accouché que de petites souris » (Blondiaux, 2008 : 37).

Si l'action publique commence à se renouveler par le biais d'initiatives d'innovation qui construisent des partenariats avec des organisations tierces, aujourd'hui encore, un des principaux enjeux de ces processus institutionnels pour les habitants est de « déjouer les règles de la procédure institutionnelle afin de peser dans la décision publique » (Montero, 2014). Pour diverses raisons, ces processus de production de ville managés par l'action publique sont donc souvent inaboutis en termes d'implication et pourraient soutenir la thèse postmoderne de mise sur le marché de

la politique. Cependant, ces méthodologies sont questionnées par des mouvements sociaux urbains qui combinent l'action collective à la mobilisation des habitants. Ainsi, après plusieurs années d'études sur la participation qui ont notamment amené à de solides recommandations (Blondiaux, 2008), on observe de récentes avancées académiques qui soulignent un changement dans les formes d'implications politiques des habitants et de collectifs (Dumont et Frechaud, 2015).

De cette manière, la question de la prise en compte des habitants et de leur participation aux processus de délibération et de fabrication de la ville est de plus en plus prégnante dans les réflexions des disciplines historiquement liées à la fabrique de l'urbain. L'urbanisme, l'architecture et les sciences sociales tendent à déplacer le cœur du projet urbain vers la société civile et des notions de design et de co-production - voire de crowdsourcing (Silva, 2013). Des individus urbains qui, comme le détaille très bien *Insurgent public space* (2010) en faisant état de nombreuses expériences qui utilisent et questionnent l'espace public, sont de plus en plus protagonistes en même temps qu'ils s'organisent. Ainsi, la revue scientifique *La Vie des Idées* a consacré un dossier sur le *Pouvoir aux habitants* (2013), et plus près du terrain, la fédération nationale des agences d'urbanisme de France a organisé ses rencontres en 2015 sous le thème de *L'individu créateur de Ville* ; questionnant de facto les modèles *top down* et sollicitant un individu-citoyen qui, citant Jean-Michel Mestres dans sa présentation de l'événement (2016), « interroge la relation au pouvoir local ». La ville se redéfinit alors aujourd'hui comme un espace politique, renouant avec les traditions qui lient étroitement ville et démocratie. A travers ses processus d'intégration de l'habitant, la ville est ainsi étroitement liée au développement « de nouvelles formes de citoyenneté dans les territoires » (Rottner, 2016). On trouve par exemple dans *Demo:polis - The right to public space* (2016), les bases d'une vision urbaine qui trace de nouvelles opportunités d'interaction avec les habitants:

« the public is raising new demands regarding the fundamental principles of democracy and the design of public space. The era of old certainties, of old-satisfaction, is over. Public space, its use, and the shapping of it are the future subjects of negotiations » (Hoidn, 2016).

Ces nouveaux concepts de ville (*resilient city*, *collaborative city*, *contributive city*, *participatory city* ou encore *transparent city*) font alors une place centrale aux habitants dans la définition des processus de délibération et de fabrication, puis de fonctionnement même, de la ville et de la démocratie urbaine.

Ces évolutions tracent une porte de sortie à cet individualisme postmoderne qui continue malgré tout à prévaloir dans ces villes néo-libérales. Elles redéfiniraient donc un lien avec le politique en questionnant les relations de pouvoirs et en alimentant les réflexions sur la crise de la démocratie représentative ; l'individu urbain substituant alors sa distance avec les procédures représentatives par une implication concrète sur l'espace. Une implication qui utilise les interstices spatiaux et temporels comme cadre d'opportunités. Les auteurs en analysent les dynamiques d'émergence par l'importance des espaces d'opportunités, comme Harvey qui a mis en avant l'importance lors de sa visite du Tr3bol à Bogota¹ ; comme Borja (2003) et Petcou et Petrescu (2007) qui en ont aussi dessiné les grandes caractéristiques vis à vis de la quotidienneté ; ou comme Sassen (2012) qui met en avant l'émancipation et la *capacitation* des habitants. Ils sont des agents de changement qui agissent pour influencer sur le contexte urbain par le biais de processus participatifs qui offrent un nouveau sens à la production de la ville. On peut alors parler de commun et d'espace public au sens classique du terme (c'est à dire d'espace politique).

Dès lors, c'est cette relation dialectique triangulaire habitant-ville-politique, que je me propose d'étudier en m'intéressant aux nouveaux processus collaboratifs dans le phénomène de production des villes. Je m'intéresserai plus particulièrement au

¹ <https://www.youtube.com/watch?v=Eltp4llcjnc>

déplacement de la politique des urnes vers la politique de production des places, en portant l'attention sur les rôles des habitants. L'objectif est de pouvoir mettre en avant de nouvelles pratiques politiques qui viendraient surpasser le changement de valeurs des thèses postmodernes en proposant des solutions à la désaffection politique. Un des enjeux est de pouvoir définir un renouveau du concept de citoyenneté qui déplacerait le centre de la démocratie de la représentation et la délégation vers l'action.

I.3 L'INDIVIDU SE LIE AU COLLECTIF

L'individualisme postmoderne représente un moment de crise politique car, tel qu'on l'a décrit dans les pages précédentes, la production de l'espace se réfère obligatoirement au collectif pour exister. De ce fait, le pragmatisme civique tel que l'a défini Habermas (1993) ou, d'une manière plus générale, la perte du sens commun, a déclenché une rupture du lien entre l'individu et le collectif alors que l'habitant s'exprime dans sa relation avec la ville. Et que le citoyen s'exprime, lui, dans sa capacité à porter une vision collective qui a pour objectif de mettre en valeur chaque individu avec ses propres exigences, sans renoncer à partager de nouveaux espaces collectifs (Allegreti, 2011). Cela entraîne la nécessité de mobiliser les savoirs politiques du citoyen qui sont en lien avec la mobilité entre les sphères privée et publique afin qu'elles se confondent et permettent ainsi le renforcement du sens

collectif de l'individu (Sennett, 2011). Si on précisera cette notion par la suite, la citoyenneté se projette alors dans le collectif par la revendication à un droit qui nous lie aux autres :

« Un droit qui ne se limite pas à un droit d'accès individuel aux ressources incarnés par la ville : c'est un droit à nous changer nous-mêmes en changeant la ville (...) et un droit plus collectif qu'individuel, puisque, pour la changer il faut nécessairement exercer un pouvoir collectif sur les processus d'urbanisation » (Harvey 2013 : 8).

Pour Donzelot, le collectif est alors un support :

« un support pour l'individu à travers les dispositifs de participation dans les accords de collaboration locale et dans les nouvelles formes d'organisation en réseau » (Donzelot, 2009 : 55).

On dessine alors les contours d'une citoyenneté qui se lie de nouveau avec la *polis* et qui détermine un habitant-citoyen qui met en lien la garantie d'accès à l'espace public ou la garantie à des espaces de sociabilité. L'espace public sera alors une notion centrale pour penser les relations entre individu, ville et politique. Il est à la croisée, et suscite la construction de l'espace comme bien commun (en tant qu'objet et lieu de construction du collectif), en même temps qu'il interroge la construction du commun par l'action sur l'espace. L'habitant-citoyen le construit et se construit à travers lui, et détermine la ville démocratique par le biais de ces espaces.

Une relation à l'espace qui est aussi repris par Rose (2013) qui défend une interrelation entre *la ville active* et le *citoyen actif*, tout en interrogeant ses véritables applications et engrenages avec la ville néo-libérale. Cette prise en compte de l'individualisation trace progressivement les contours d'une évolution de la citoyenneté qui a aussi toutes ses contradictions: entre une implication politisée, qui passe par les pratiques citoyennes qui s'appuient sur une politisation de l'individu intégrée dans les dynamiques collectives (tendance qui conduit à l'émergence des

formes de citoyenneté urbaine); à une individualisation-dépolitisée qui est un versant des logiques néolibérales de la responsabilisation individuelle où chacun est responsable de soi, de ses actions, de ses succès, et qu'il convient donc d'éclairer.

I.4 CETTE THÈSE

Ce travail se base donc sur le fait que la ville accueille de nouvelles pratiques qui à leur tour la redéfinissent en installant de nouvelles dynamiques démocratiques - l'individu urbain acquérant de nouvelles compétences dans sa capacité à se définir comme habitant et citoyen. Cette thèse a donc l'ambition de mieux comprendre quelles sont les différentes facettes de l'individu dans son interaction avec la ville, et comment la ville est produite par cette forme émergente de citoyenneté. En d'autres mots, ce travail de recherche vise à comprendre de quelle manière l'habitant peut avoir une influence sur la production de l'espace urbain, quels sont ses rôles dans la définition la ville, et de fait, quelles sont les conséquences de son implication dans les projets urbains mais aussi en termes de citoyenneté. C'est comprendre de quelle(s) manière(s) l'innovation urbaine en matière de production de ville définit un nouveau type de projet urbain qui est lié à l'émergence de citoyenneté. Par innovation, on fait référence à la vision processuelle qui implique une transformation du contexte urbain et une intervention dans les processus de décision qui génère un *empowerment* des acteurs et un changement dans les relations de pouvoirs (Pradel, 2014).

Ainsi, je suggère que ces activités productrices de ville sont révélatrices d'une citoyenneté urbaine qui émerge grâce à un projet urbain orienté vers l'habitant. Une citoyenneté qui se forme sur l'espace public en mobilisant différentes formes de spatialités grâce à la création d'espaces d'action.

Plusieurs cas d'étude ont été mobilisés et enrichis par une démarche expérimentale.

Ainsi, après avoir défini un cadre contextuel sur les transformations contemporaines des modes de production de la ville, je ferai un point méthodologique sur la place du chercheur dans cette investigation et les différentes méthodes utilisées. Dans une quatrième partie, je définirai, en m'appuyant sur différents cas d'étude à Madrid et Genève, les différents rôles des habitants dans la production de la ville. Cela m'amènera à aborder la thématique de la citoyenneté par une approche conceptuelle qui, en se confrontant aux cas d'étude, progressera vers la définition d'un champ d'application de la citoyenneté en relation avec l'activité productrice de ville de l'habitant. En sixième et avant dernier point, je mettrai en avant la démarche expérimentale de cette thèse qui a été menée sur l'espace public ce qui permettra d'envisager la conclusion en proposant une perspective empirique. La conclusion reviendra sur les différentes avancées proposées par ce travail de recherche tout en envisageant plus particulièrement une nouvelle spatialité digitale de l'espace public.

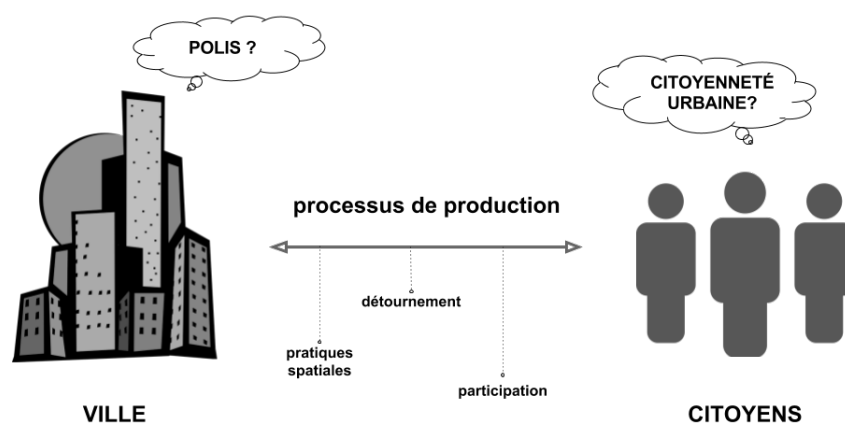


FIGURE 1. RÉSUMÉ DU PROJET DE THÈSE

**2. LA
TRANSFORMATION
DE LA
PRODUCTION DE
LA VILLE**

2.1 MOUVEMENT DE POUVOIRS EN VILLE

La ville marque l'espace de la vie politique et porte en soi les marques de la technocratie, qui montre elle-même l'impotence de tout essai d'animation et où « le citoyen et le résident sont dissociés » (Lefebvre, 2010, p. 22-23). Un citoyen qui se définit par son lien avec un territoire, sa participation ; et un résident qui est en mouvement constant et séparé de l'endroit où il vit et, par analogie, de la vie collective qui existe autour de lui. De cette manière, l'habitat n'est plus un lieu privilégié pour les relations sociales et la vie collective et politique qui en découle. Debord (1992) précise la compréhension de cette dynamique lorsqu'il parle de la *suppression de la rue*, c'est-à-dire la perte de substance de cet espace politique où l'homme peut vivre sa liberté comme un acteur collectif. C'est ce qui détermine l'affaiblissement de la communauté politique et de la pratique politique dans la vie quotidienne par la perte de l'habilité de construction intersubjective de la réalité et le déclin des liens de solidarité. Jane Jacobs, sans aucun doute une des plus grandes références du XXème siècle en matière de production urbaine, s'est aussi opposée à cette vision de la planification qui, selon elle, simplifie les rues, les transforme en voies sans obstacle ni vie qui perdent leur sens d'être :

« j'ai dit des choses peu aimables sur la théorie orthodoxe de l'urbanisation et je continuerai à le faire à chaque fois que j'en aurai l'occasion² » (Jacobs, 2011 : 43).

² Traduction propre

En analysant le processus de construction des villes, on réalise donc que la privatisation de la vie a été renforcée par la planification urbaine et l'organisation spatiale. L'espace urbain agit comme un symbole de pouvoir qui est basé sur le processus de planification qui peut alors être défini comme une intervention du politique qui favorise des intérêts de classe dans la formation urbaine et la réorganisation du système urbain (Castells, 1974), en formant des quartiers séparés liés entre eux par des grandes routes qui amplifient la déshumanisation des villes (standardisation, monotonie, anomie, manque d'esthétisme). Parés (2006) l'a démontré dans son étude empirique du développement urbain à Barcelone :

« le modèle urbain et régional produit dans les dernières décennies est lié aux dynamiques d'accumulation de capital qui répondent aux intérêts d'une élite qui a gentrifié le centre et qui a causé la migration d'une partie de la population de la classe moyenne vers la périphérie, où l'étalement urbain est la forme urbaine prédominante » (Parés, 2006 : 6).

2.1.1 La ville comme facteur de contrôle

Ainsi, la ville catalyse et concentre les jeux de pouvoirs, toujours plus liés au potentiel économique des territoires. A ce sujet, Hart et Negri (2000) mettent au centre de leur pensée l'idée du commun comme résistance au capitalisme, et comme fondation de la société politique. Ils s'appuient sur l'idée d'un pouvoir diffus, biopolitique, qui gouverne les mentalités (Foucault, 2014) et qui caractérise le capitalisme comme logique de réalisation inhérente à tous les domaines de la vie (santé, éducation, architecture, etc.) ; et en particulier dans la manière d'organiser les villes. Ainsi, depuis les premiers hygiénistes modernes (Hausman à Paris), un des principaux objectifs des réformes majeures fut de construire une ville pragmatique

économiquement en facilitant le transit, en développant des aires de consommation ou en augmentant la densité. La montée de l'individualisme dans les villes occidentales est liée à leur processus de construction qui a favorisé cette apparence cellulaire, divisant les corps et les mentalités (pour reprendre un vocabulaire *foucauldien*). C'est la limitation des lieux de rencontre, la multiplication des décrets municipaux sur l'usage de l'espace public, l'implantation de méga projets qui ne respectent pas le temps et l'échelle des processus communautaires et qui ont pour unique objectif de mettre en place un *branding* urbain pour en faire une vitrine pour le marché mondial. L'espace urbain est donc mis sur le marché et la communauté détruite dans son sens politique. C'est la rupture du lien qui l'uni à son espace lorsque l'on cède sa gestion à des groupes privés par le biais de permis de construire qui offrent le management de l'espace public à ces mêmes groupes, ou quand on met en place des *standards de civilité* ultra restrictifs. La ville de Barcelone en a été un très bon exemple au début des années 2000. Si le *modèle Barcelona* est reconnu dans le monde entier (Blanco, 2009 ; Borja, 1995, 1996 ; Marshall, 2000), et que l'on doit lui concéder un certain mérite dans ses premières années par la revalorisation de certaines zones et la qualité des aménagements sur l'espace public qui aurait pu en faire un cas d'étude parfait (création de places, piétonisation, partage d'espace de loisir, participation citoyenne...), on ne peut néanmoins omettre les conséquences de ce macro projet métropolitain dans l'ère Clos-Hereu-Trias³. Que cela soit par rapport au déplacement de populations et les conséquences de l'héritage des modèles hygiénistes - quartier de La Mina, Bon Pastor, Can Tunis ; mais aussi concernant l'établissement de standards qui réduisent la diversité sur l'espace public et de ce fait son habilité à générer du commun (multiplication des décrets municipaux contre l'utilisation de skateboards, la possibilité de jouer au ballon, l'art urbain, les réunions d'anniversaire, etc.) ; tout comme sa conversion en

³ Maires de Barcelone entre 1997 et 2015

une ville touristique qui néglige ses commerces locaux et qui se spécialise dans le management de flux (de personnes, de marchandises) au détriment de la vie collective qui doit se dérouler en son sein - la fermeture du Parc Guëll en 2013 est illustrative de cette évolution en réduisant davantage l'espace disponible pour les habitants du quartier pour *rentabiliser* un patrimoine collectif⁴.

La ville opère donc comme un facteur de privatisation qui lie son phénomène de production au capitalisme cognitif en jouant un rôle qui pourrait être défini ainsi : la production de la ville est organisée par une planification urbaine indexée sur la consommation de masse (zoning, management des flux de transport, transformation des centres villes en aires de shopping, etc.) et qui est influencée par des relations de pouvoir dans lesquelles la privatisation des liens sociaux joue un rôle prépondérant en contrôlant les corps et les mentalités. Ce qui est important de mettre en avant ici, c'est la manière dont la ville étend ces stratégies de discipline qui impliquent la privatisation de la société ; c'est de discuter le pouvoir en termes d'actions et de pratiques, en se concentrant sur son caractère relationnel et en le définissant par une relation de pouvoir et de discipline qui donne un rôle central au sujet qui est marqué corporellement et mentalement (Le Blanc, 2004). Le modèle courant pour mieux appréhender ce processus est le suivant : le pouvoir nous est progressivement imposé et, affaiblis par sa force, nous finissons par l'internaliser et accepter ses conditions. Davis démontre bien ses effets quand il explique les mécanismes disciplinaires à Los Angeles, quand il le décrit comme un contrôle disciplinaire qui dérive de la distribution des corps dans l'espace et qui place chaque individu dans une division cellulaire (Davis, 2001).

Senett (2011) analyse aussi la crise de la ville comme un déséquilibre entre ses sphères privée et publique. Il montre comment nos vies quotidiennes sont

⁴ Il faut cependant noter d'importants changements à Barcelone depuis 2015 et la prise de fonctions de Mme Ada Colau comme Maire.

dépourvues de plaisir (dans sa forme la plus simple), comment l'étranger est perçu comme un être menaçant, et comment le silence et l'observation sont devenus aujourd'hui les seules manières d'expérimenter la vie publique. Il explique que l'idée de la perte de la vie publique est apparue par le biais des changements de comportement dus au processus du capitalisme industriel au 19ème siècle. Ce développement économique a affecté le comportement citoyen en faisant que les gens réagissent passivement en bannissant de leur esprit l'idée de communauté. Sa vision de l'urbanisme est que les espaces publics sont organisés indépendamment les uns des autres, avec différentes activités, différentes classes, différents secteurs, ce qui amène à la désintégration de l'espace et de la culture publique (Sennet, 2011).

D'une manière plus générale, Debord (1992) définit cette planification urbaine comme un moyen de contrôle des populations :

« le mouvement général de l'isolement, qui est la réalité de l'urbanisme, doit aussi contenir une réintégration contrôlée des travailleurs selon les nécessités planifiables de la production et de la consommation. L'intégration au système doit ressaisir les individus isolés en tant qu'individus isolés ensemble : les usines comme les maisons de la culture, les villages de vacances comme les grands ensembles, sont spécialement organisés pour les fins de cette pseudo collectivité qui accompagne aussi l'individu isolé dans la cellule familiale : l'emploi généralisé des récepteurs du message spectaculaire fait que son isolement se retrouve peuplé des images dominantes, images qui par cet isolement seulement acquièrent leur pleine puissance » (Debord, 1992, p. 166).

Debord fait donc la connexion entre l'urbain et le concept de *gouvernementalité* de Foucault. Il n'y a plus de pouvoir hiérarchique ou de pouvoir par la force qui nous est imposé pour limiter la vie de la communauté dans nos quartiers, mais il y a un certain nombre de mécanismes, comme la manière dont sont construites nos villes, où la vidéo surveillance par exemple, qui ont des effets sur l'activité sociale et

politique de nos sociétés. Ainsi, l'urbanisme, qui fait partie intégrante de ces mécanismes de contrôle, est un facteur de privatisation et de destruction des communautés alors que la ville, dans son format idéal, devrait être capable de provoquer l'émergence de citoyens compétents en encourageant les activités de groupe, les temps d'éducation, la délibération, la rencontre, etc.

De cette manière, la ville opère comme un facteur de privatisation qui ne fait que renforcer les thèses postmodernes que l'on a mentionnées auparavant. Elle fragmente la société, divise les corps et les mentalités, et exerce un pouvoir diffus qui s'exprime dans ses modes de construction mais aussi dans la quotidienneté et dans les pratiques et usages qu'elle régule.

2.1.2 Ville et néo-libéralisme

Construction historique

Dans la ville, personne ne peut échapper à l'architecture, et les accomplissements de l'urbanisme ont une dimension symbolique qui dialogue avec la notion de pouvoir. Depuis sa création, l'urbanisme a d'ailleurs voulu avoir une influence sur la société. Cerdá (1867) avait créé ce nouveau mot, *urbanisme*, en lien avec le développement de l'homme social :

« [el urbanismo es] un conjunto de principios, doctrinas y normas que deben aplicarse para que los edificios y sus subgrupos, lejos de llevar a la corrupción del hombre social, ayuden a fomentar su desarrollo y a aumentar la felicidad individual y el bienestar público ». (Cerdá, 1867)

Cependant, l'utopie a rapidement été rattrapée par les leviers économiques et politiques, et la conception de l'urbanisme a évolué depuis l'industrialisation et les

premières initiatives Haussmaniennes. Lefebvre présente une approche critique de l'urbanisme qu'il distingue de trois manières :

« l'urbanisme des hommes de bonne volonté (qui veut construire à échelle humaine pour les hommes mais qui oublie que l'homme a changé d'échelle et qu'au mieux, cette tradition est vouée à un formalisme) ; l'urbanisme des administrateurs liés au secteur public qui se croit scientifique et qui tend à nier le facteur humaine ; et un urbanisme des promoteurs qui conçoit et réalise pour le marché, dont le but est lucratif, et ceci sans le cacher⁵ » (Lefebvre, 1973 : 41).

Historiquement, on peut observer différents paradigmes urbanistiques depuis la première modernisation des villes dans la deuxième moitié du 19ème siècle. L'héritage des Lumières, puis l'hygiénisme, ont fortement marqué la construction des villes et l'omniprésence des considérations techniques qui ont conduit au début de la rationalisation urbaine. Si Hippodamos et sa fameuse organisation en échiquier a marqué la ville, l'apogée de ce paradigme est sans doute le modernisme du début du XXème siècle. A partir de là, plusieurs théories rationalistes se sont succédées : la centralité développée par le géographe allemand Walter Christaller, le modèle concentrique d'Ernest Burgess qui a fortement influencé les villes américaines, la ville jardin, le modèle en segments, le modèle multi-modales, etc. jusqu'à une approche mathématique de l'urbanisme. L'urbanisme a ensuite été discuté par l'académie, par les mouvements sociaux dans les années 60 (approche écologique, émergence de *l'advocacy planning*), et par une approche postmoderne qui a critiqué l'existence même de l'urbanisme au profit de l'usage et des savoirs diffus.

Mais depuis la moitié du XXème siècle, c'est bien l'urbanisme néo-libéral qui définit le phénomène de privatisation des villes. Par ces fameux partenariats public-privé

⁵ Traduction propre (éd° espagnole)

notamment, mais aussi par une logique économique prépondérante dans les processus de décision. L'analyse marxiste menée par des auteurs tels que Lefebvre, Castells ou Harvey, a explicité le lien qui existe entre le capitalisme et la ville. Sur la manière dont les besoins et les intérêts du système économique organise la ville, et comment des dynamiques sociales et politiques construisent le territoire (au même titre que la construction de routes ou de places). Cela permet d'identifier des acteurs (les institutions, les urbanistes et architectes, les entreprises de construction mais aussi et surtout les financeurs), tout comme cela met en avant la domination de la valeur d'échange sur laquelle le capitalisme s'appuie pour fabriquer des bénéfices. Cette valeur d'échange se concrétise par l'espace dans la rénovation des centres villes, la promotion des centres de loisirs et commerciaux, la constitution d'entreprises mixtes publiques-privées ou encore l'encouragement à la compétitivité des villes au niveau international en stimulant la concurrence entre elles (Harvey, 1989). De cette manière, les villes fonctionnent comme des entreprises, et le néo-libéralisme dicte les règles :

« [cela créé une] discipline de valeur, c'est à dire un programme qui fait que la plus-value guide ses actions⁶ » (Franquesa, 2013 : 24).

C'est ce qui va entraîner les villes à devoir croître et à attirer de nouveaux capitaux et de nouvelles personnes ; ce qui donne lieu, par exemple, aux mouvements des *Smart City* et des *Creative City* qui ont pour principaux objectifs de se positionner vis à vis des investisseurs et de la classe créative et qui est à la source du phénomène de gentrification. Plus que l'intégration des nouvelles technologies dans l'urbanisme, le concept de *Smart City* est par exemple étroitement lié au développement des méga villes qui cherchent à se situer à un supra-niveau et à se positionner comme des centres économiques internationaux de plus en plus indépendants. C'est un pôle de compétitivité qui s'insère dans la logique de l'économie de marché. C'est

⁶ Traduction propre

l'expression de la volonté de surpasser le capital physique de la ville (l'infrastructure) pour inclure un capital social et intellectuel qui vise à accroître la capacité de production des villes urbaines modernes.

Privatisation du domaine public

L'urbanisme néo-libéral est la traduction concrète, biopolitique, de la marchandisation de la vie par le biais de nos contextes sociaux et politiques. Comme le décrit Lefebvre (2010), c'est la concrétisation de la *nature seconde* du capitalisme, de sa diversification vers des circuits secondaires et tertiaires comme la production de l'espace ou la production culturelle, par exemple, mais qui ont bien les mêmes objectifs que la production de marchandise : générer du profit. Néanmoins, cela va encore plus loin puisque ces logiques secondaires demandent une intervention sur les dynamiques sociales et politiques qui produisent l'espace. Les conséquences sont nombreuses et notamment celles liées à la stratégie de dépolitisation de la ville pour éviter tout obstacles à la mise en place de la valeur d'échange - soit toutes les initiatives visant à promouvoir la valeur d'usage et qui mène à une pacification déguisée de la ville visant à favoriser le contrôle que l'on peut avoir sur elle (Davis, 2001) : criminalisation des conduites liées à la pauvreté et la protestation politique, multiplication des décrets limitant les usages de l'espace, développement de grands projets hygiénistes, etc. Les quarante *Business Improvement District* que comptent Londres en sont la concrétisation. En effet, les BID imposent une nouvelle gouvernance à des morceaux de ville en défiant la démocratie et privatisant le domaine public. Né en 1970 à Toronto, ils se développent aujourd'hui sous différentes formes et les appellations ne manquent pas : *Business Improvement Area (BIA)*, *Business Revitalization Zone (BRZ)*, *Community Improvement District (CID)*, *Special Services Area (SSA)*, ou *Special Improvement District (SID)*. Leur point commun est que les commerçants payent une taxe supplémentaire qui leur permet

de gérer à l'échelle de leur quartier des domaines comme la propreté, la sécurité, les zones piétonnes ou encore les autorisations d'usage de l'espace public. On compte plus de mille BID aux USA (67 à New York), plus de cent quatre-vingt en Angleterre et au Canada, Toronto en compte à elle seule soixante-dix-huit. Les BID commencent aussi à se propager en Europe (notamment en Allemagne et en Suède) mais aussi en Australie et en Afrique. Ils sont la concrétisation d'une gouvernance privée sur le domaine public et d'une domination des logiques de marché sur la dynamique des villes qui s'étend chaque jour plus loin et plus profondément. Stratford, dans la banlieue de Londres, a confié deux millions de mètres carrés à Ikea (par sa filiale LandProp) pour aménager un nouveau quartier de 1200 logements.

Ce développement de la ville s'effectue donc en parallèle du développement des logiques de marché qui trouvent en la ville un parfait conducteur. Comme l'a décrit Foucault, la ville biopolitique insère ces logiques néo-libérales dans tous les domaines de la vie. Que cela soit par le biais des BID ou des plans d'aménagement, le quotidien de l'habitant est donc influencé par le marché sous la forme de réglementations, de gestion de l'habitat ou du design de l'espace public. A ce jeu, l'espace public en est à la fois la victime et le bourreau. L'espace public est dominé par la société : la *polis* a disparu au profit de l'Etat. Swyngedouw (2005) décrit ce phénomène comme « The Janus Face of Governance-beyond-the-State » et Arendt voit dans cette situation l'émergence de l'individu au détriment du citoyen, entraînant la perte de légitimité de l'action politique individuelle dans l'avènement de l'agent libre (Arendt, 1983). Un parallèle doit aussi être fait avec le travail d'Habermas qui situe généalogiquement l'apparition de l'espace public avant de définir sa disparition sous l'influence du marché. Habermas décrit l'émergence de la sphère publique bourgeoise :

« au moment où le modèle feudal basé sur le droit divin tombe sous la pression bourgeoise pour l'établissement d'un contrat social. L'espace

public devient alors un intervalle nécessaire entre la société civile et l'Etat, c'est à dire entre les préoccupations privées et l'intérêt général. On observe alors une ouverture des opportunités pour débattre des règles, et en même temps l'émergence de la ville comme centre des activités sociales » (Delavictoire, 2008 : 7).

Mais son travail démontre aussi la perversion de l'espace public politique par l'émergence de consensus construits et entretenus par les privilèges. Il décrit un espace public comme une « opportunité sociale qui est historiquement possible seulement s'il est partagé par une pluralité d'individus » (Delavictoire, 2008 : 8), mais aussi le passage d'un espace public qui a permis la critique du pouvoir de l'Etat à un espace contrôlé par la réalité commerciale qui déforme la manière dont l'individu interprète le monde autour de lui :

« parce qu'il ne réussit pas à avoir un aperçu de la vie de plus en plus complexe de la ville dans son ensemble de telle façon qu'elle soit vraiment publique pour lui. L'atout de la ville se transforme alors en une jungle impénétrable, et plus il se retire dans sa sphère privée qui à son tour se prolonge toujours plus loin ; néanmoins il s'agit de réaliser que la raison pour laquelle la sphère publique urbaine se désintègre, n'est pas autre que la transformation de l'espace public en une arène pour la circulation tyrannique des véhicules » (Habermas, 1962 : 159).

2.2 PRODUCTION DE LA VILLE

« La transformation de la société suppose la possession et la gestion collective de l'espace, par l'intervention perpétuelle des "intéressés", avec leurs multiples intérêts : divers et même contradictoires. Donc la confrontation. Il s'agirait dès lors, à l'horizon, à la limite des possibles, de produire l'espace de l'espèce humaine, comme œuvre collective générique de cette espèce, de créer (produire) l'espace planétaire comme support social, d'une vie quotidienne métamorphosée » (Lefebvre, 1974 : 484-485).

Dans sa vision de l'espace, Lefebvre aborde ce qu'Habermas conceptualise comme l'espace public symbolique de confrontation des idées. Cependant, il a ajouté une composante indéniable : l'intervention des intéressés, soit la possibilité de produire cette possession et gestion collective.

Ainsi, s'intéresser à la production de la ville, c'est dépasser ce qu'est la construction pour s'intéresser à des pratiques et des représentations qui elles aussi vont définir la ville (Lefebvre, 1980). Car si l'édification est une succession de choix qui se matérialisent dans des plans d'aménagement et des politiques publiques qui sont historiquement accaparés par des décideurs technocrates et/ou politiques ; la production est un processus où le résultat (la ville) prend en compte une multitude d'acteurs et intègre la relation dialectique qui existe entre contenu et contenant. Car une ville ne se construit pas uniquement physiquement, elle est aussi remplie de symbolismes et d'activités dans son interaction avec ce qui la régule et l'anime (lois, habitants, activités économiques, mobilité, etc.). Aussi, Lefebvre (1974) met en garde

sur ce que signifie l'étude de l'espace, sur ce risque à la description et au découpage :

« [cela] n'apporte que des inventaires de ce qu'il y a dans l'espace, au mieux un discours sur l'espace, jamais une connaissance » (1974 : 19).

En précisant quelques pages plus loin dans le même article, que le but est bien de

« montrer la production de l'espace lui-même, en réunissant les divers espaces et les modalités de leur genèse en une théorie » (ibid p26)

C'est-à-dire les inventorier, chercher des paradigmes, les syntaxes qui les organiseraient... Un ensemble de pistes de réflexion qu'il a par la suite développé dans son ouvrage *La Production de l'Espace* (1974). Car pour Lefebvre,

« le processus de production de l'espace (process) et le produit (objet) - c'est à dire l'espace social produit lui-même - se présentent comme un unique élément inséparable » (Baringo Ezquerra, 2013 : 4).

C'est une évolution importante dans la définition du contexte urbain qui dissocie discours et connaissance. En se référant à la littérature, la considération du phénomène de production permet ainsi de mettre en avant le processus qui a conduit cette ville néo-libérale (décisions politiques, technocratie et bureaucratie, contexte économique), tout en soulignant les mécanismes de pouvoirs induits :

« l'espace (social) est un produit (social). [Que] l'espace ainsi produit sert aussi d'instrument à la pensée comme à l'action. Il est, en même temps qu'un moyen de production, un moyen de contrôle donc de domination et de puissance » (Lefebvre, 1974 : 35).

Mais c'est surtout une formidable opportunité pour porter un regard nouveau sur les expériences qui se déploient dans l'espace urbain, d'apprendre à les connaître en se souciant des différents éléments qui forment un processus (acteurs, modèles relationnels, modes de décisions, etc.). La production de l'espace se précise alors

dans la triplicité, non pas pour opérer des distinctions, mais pour tenter d'unifier les espaces dans leurs différentes dimensions, pour lesquels il demande de distinguer :

- la représentation de l'espace, qui est liée aux rapports de production qui imposent, dans des jeux de pouvoir indéniablement favorables aux savants et techniciens (urbanistes, planificateurs, technocrates, artistes, agenceurs), un ordre, des connaissances, des signes, et des codes qui définissent « l'espace dominant dans une société ».
- la pratique spatiale, qui englobe la production et la reproduction de l'espace et qui dont, in fine, qui va le définir car la pratique est celle qui domine et s'approprie l'espace. Par conséquent, la pratique spatiale d'une société se découvre en déchiffrant son espace et ne peut s'apprécier qu'empiriquement. C'est ce qui va permettre de prendre en compte la réalité quotidienne de l'espace, son emploi du temps mais aussi des parcours et réseaux.
- l'espace de représentation qui prend en compte son aspect symbolique, qui pourrait éventuellement se définir non pas comme code de l'espace mais comme code des espaces de représentation (1974 : 42-43). C'est l'espace et ses images, ses symboles qui s'imposent aux habitants et qui déterminent le vécu. Comme le décrit Lefebvre, c'est l'espace dominé et subi, que l'imagination tente de s'approprier et de modifier. Il recouvre ainsi l'espace physique en utilisant symboliquement ses objets (1974 : 48-49).

La différenciation des différentes composantes de l'espace permet avant tout d'envisager les espaces produits par l'habitant sous différents regards, de rester attentif à ce qui constitue l'espace dans son ensemble, et de mettre en place une méthodologie très proche du terrain qui soit capable d'observer et de comprendre des processus en surpassant le discours.

Ainsi, par exemple, le fait de produire la ville de manière participative, c'est-à-dire de la modeler, fabriquer, animer avec ses propres habitants, met à nue les relations de pouvoirs et les modèles organisationnels de la société lorsque sont mobilisés certains types de savoirs, et que d'autres sont laissés de côté. Et c'est cet ensemble qui est déterminant pour le sens politique et territorial de la ville ; c'est-à-dire pour définir la capacité de la ville à se déterminer comme espace politique, guidant de fait les caractéristiques de l'individu urbain dans son devenir d'habitant puis de citoyen. Pour Hardt et Negri, la ville, ou plutôt la métropole comme ils la nomment, se définit dans sa relation à la fabrique :

« elle est à la multitude ce que la fabrique était à la classe ouvrière »
(Hardt & Negri, 2009 : 250).

Comme le cite Arboleda :

« the common, that serves as the basis for biopolitical production - languages, images, codes, habits, affects, and practices - runs through the metropolitan territory and constitutes the very fabric of the modern city »
(Arboleda, 2015 : 36).

La production de la ville prend alors une tournure biopolitique dans la dialectique qui se forme entre la ville et ses habitants : la ville étant cette *fabrique de subjectivité* d'un côté, et le centre de la multitude de l'autre - entendu dans la conception de Hardt et Negri comme la capacité politique de l'individu à se tourner vers le collectif. Produire la ville est donc par analogie, se produire soi-même politiquement, en ouvrant les perspectives de l'action dans le quotidien comme une porte d'accès vers le commun. La notion de processus permettant l'intégration de nouveaux acteurs et de nouvelles méthodologies qui peuvent questionner les relations de pouvoirs dominantes et les logiques de production. L'habitant impliqué dans la production par ses pratiques, ses usages, ses actions peut ainsi se réinventer un destin politique.

2.3 L'ESPACE PUBLIC POLITIQUE

Produire la ville, c'est produire l'espace. Néanmoins, les analyses précédentes font état d'une rarification de l'espace et de sa mise sur le marché, qui est en lien avec la notion de Droit à la Ville. L'espace est ainsi un produit qui engendre des notions de consommation, de propriété vis-à-vis desquelles l'habitant peut être complètement séparé (Holm, 2010 ; Mitchell, 2003). La notion d'espace public permet d'appréhender au mieux les mécanismes de production de la ville. Car c'est son aspect le plus visible, et c'est aussi l'espace du collectif et du politique.

L'espace public est aujourd'hui un concept central dans les études urbaines : sciences politiques, géographie, sociologie, histoire... Toutes les disciplines s'intéressent à ce concept qui a été démocratisé dans les années 80, mais qui a eu une vraie transcendance avec les travaux de Habermas dans les années 60. C'est donc un concept relativement jeune (même si Kant l'avait déjà mobilisé mais sous d'autres noms), mais dont il persiste une tension entre une considération du concept comme un espace physique, et son interprétation comme un lieu symbolique d'échanges et de confrontation des idées. Des tensions détaillées dans l'article de Sennett (2013), qui oppose les idées d'Habermas à une vision plus concrète de l'espace public qu'il défend. C'est aussi une différence entre l'espace public au singulier et les espaces publics au pluriel :

« l'espace public évoque non seulement le lieu du débat politique, de la confrontation des opinions privées que la publicité s'efforce

de rendre publiques, mais aussi une pratique démocratique, une forme de communication, de circulation des divers points de vue; les espaces publics, quant à eux, désignent les endroits accessibles au(x) public(s), arpentés par les habitants, qu'ils résident ou non à proximité » (Paquot, 2009 : 3).

Ainsi, dans un certain dessein, abstraitement conçu, l'espace public est défini dans la stricte dualité privé-public. La notion d'espace public désignerait alors cette place intermédiaire entre la société civile et l'État, ou entre le privé et le politique. Lieu de visibilité de la pluralité d'expressions, c'est aussi un espace pour le développement du collectif, du commun et du partage (Hardt & Negri, 2004, 2009 & Negri & Revel, 2004). Simultanément, c'est aussi beaucoup plus vaste que la notion de liberté (d'expression, de parole, d'expression, de commerce...). C'est aussi un espace de vie collective qui se développe autour de l'hébergement, l'atmosphère, la couleur, les activités, c'est-à-dire une grande variété de situations dans ce que sont les villes. Néanmoins, aujourd'hui, cet espace public est aussi le résultat de divers processus de privatisation. Les centres commerciaux - espaces privés de statut publics - sont les exemples les plus emblématiques de cette évolution, mais il y a aussi diverses formes de privatisation de l'espace public traditionnel, telles que les *community gates* qui privatisent des quartiers résidentiels.

Pour résumer, on a donc affaire à trois conceptions de l'espace public (instrumentale, moderne et classique) qui permettent de définir et de comprendre ce concept dans ses différents usages, mais qui demandent aussi d'être dépassées pour pouvoir appréhender l'espace public dans sa dimension politico-sociale. Habermas dématérialise l'espace public pour exprimer sa conviction que l'espace concret n'est plus la condition de l'espace public moderne, mais la concrétude de l'espace public justement (à la fois cadre matériel et agencement des pratiques sociales), est pourtant bel et bien un enjeu majeur.

Taylor (2004) peut sans doute aider à mieux comprendre ce lien entre les caractéristiques symboliques de l'espace public et des formes de spatialité qui peuvent aussi être immatérielles :

« La spatialité de la sphère publique combine chez Taylor, d'une part, des lieux d'interaction directe. Comme la rue des manifestants, les salons du XVIIIème et les parlements, et, d'autre part, l'espace de discussion (space of discussion) à l'échelle duquel circulent les idées via les supports qui leur correspondent » (Debarbieux, 2015 : 41)

La qualité de médiation de l'espace public est donc mise en avant. On détermine ainsi l'espace public entre les espaces civils (espaces sociaux de circulation de savoirs sociaux) et les espaces de médiation institutionnelle (espaces de médiation suscités par les pouvoirs) -, et on peut utiliser les apports de la lecture d'Habermas sur l'espace public comme lieu de la raison intersubjective, d'une rationalité purement logique liée à la confrontation des opinions, pour aussi insérer ce que Kant définit comme le *sensus communis*. On arrive donc à une appréhension de l'espace public plus inclusive et adaptée au contexte du XXIème siècle, qui tend à dématérialiser complètement les espaces de médiation politique (internet notamment), tout en revalorisant la ville et ses espaces physiques (mouvement des Places, Campo de Cebada, etc.). Une conception de l'espace public qui est directement liée à une vision politique comme espace permettant « la mise en scène et la mise en sens » qui institue le social (Lefort, 1986, p. 256-258). C'est aussi ce cheminement qui permet de proposer une terminologie de l'espace public empirique :

« un espace de médiation qui réunit des acteurs appartenant à des sphères différentes : société civile, système étatique et système économique

un espace ouvert au public (sans restriction d'appartenance communautaire ou organisationnelle)

un espace où la critique peut librement s'exercer

un espace d'échanges symboliques (de communication rationnelle, de persuasion, d'émotion, etc.) où les acteurs partageant un minimum de codes communs se saisissent des questions d'intérêt général

un lieu physique où ces acteurs agissent, c'est-à-dire manifestent publiquement leur soutien ou leur contestation des systèmes (politiques et/ou économiques) » (Dacheux, 2003 : 9)

La concrétisation physique de l'espace public est donc de nouveau appréhendée comme une caractéristique essentielle de sa portée politique et sociale. Non seulement comme un point permettant d'appréhender l'espace public dans sa totalité, mais surtout comme un élément solidaire même si c'est sa caractéristique physique qu'il permet l'échange symbolique, la médiation ou la critique :

« seuls les espaces possédant simultanément ces cinq caractéristiques sont des espaces publics empiriques » (Dacheux, 2003 :10).

Dans tous les cas, c'est bien dans cet espace que leur(s) rôle(s) est(ont) prépondérant(s) pour produire la ville et déterminer leur sens comme *animal politique* ou comme citoyen urbain.

2.3.1 Produire l'espace public

Des éléments symboliques, mais non moins pertinents, permettent de comprendre rapidement cette relation lorsque l'on parle de l'Agora grecque ou du Forum romain. L'organisation territoriale de la ville est en lien avec un certain type de pratiques politiques, qui est stimulé par l'espace en même temps qu'il le nourrit. Et si le pouvoir d'édification est un pouvoir excluant, centralisé et de classe, l'individu urbain se construit alors dans la ville par les opportunités qui lui sont conférées

politiquement et spatialement. Comme on l'a mentionné, le développement de la ville néolibérale au XXème siècle est un contre-exemple qui a parfaitement entrelacé la cellularisation des espaces avec la croissance de l'individualisme et la crise politique de désaffection et d'abstention. A l'inverse, les différentes initiatives de participation émergentes essaient de valoriser ce lien en dessinant plus ou moins explicitement ce que serait la ville démocratique. Ainsi, à travers la notion d'espace public, je cherche à déplacer la vision de la ville, trop souvent liée au bâti, pour me concentrer sur les dynamiques et les espaces disponibles à la construction sociale et politique. Parce que j'ai l'intuition que c'est en déplaçant le cœur de production de la ville vers ces espaces publics que je peux appréhender pour le mieux la place du citoyen dans ce processus ; que ce sont ces espaces qui permettent, à l'image de l'Agora, l'expression et la réalisation d'un projet collectif par l'engagement du citoyen dans sa quotidienneté.

L'espace public est le support physique des activités conçues pour créer le collectif urbain (imagination, créativité, symbole, jeu, religion, etc.). Des activités qui encouragent le lien, l'identification et l'appropriation (un exemple est celui des groupes de personnes âgées qui se réunissent pour prendre le soleil ou bavarder pendant que les parents sont avec leurs enfants). Ces groupes ont besoin de lieux qui peuvent être incompatibles entre eux, de sorte qu'ils ont tendance à occuper différents domaines et temps, malgré qu'ils soient, de fait, sur le même espace public. Cela signifie que se produisent des spécialisations fonctionnelles, des réponses aux différents types d'usagers. Cependant, Borja lie son destin à celui de la citoyenneté :

« Tous ces lieux doivent avoir l'intention d'offrir des identités liées à la citoyenneté. Chaque groupe doit trouver des espaces sur lesquels ils peuvent s'identifier (...) et produire du sens par l'identification avec des éléments matériels et symboliques de l'environnement qui sont censés

contribuer à la cohésion interne des groupes sociaux, mais aussi à leur visibilité dans le magma urbain⁷ » (Borja, 2003 :36).

Il faut donc travailler pour qu'il y ait un lien entre eux, même s'ils n'ont pas les mêmes caractéristiques, pour qu'il y ait un but commun : la coexistence. Cela nécessite de chercher à ce que l'utilisation et la distribution de ces espaces profitent à tous les citoyens et qu'ils aient un impact positif sur la qualité de vie des acteurs sociaux. Cela nécessite une implication :

« la conception des espaces publics et des équipements, dans la conception de zones résidentielles qui devraient assurer l'accessibilité aux différents groupes de citoyens et encourager leur présence et leur mélange (sans préjudice des fonctions différenciées) » (Borja, 2003 :36).

Pour reprendre Borja qui cite Salvador Allende, la ville est

« l'endroit où tôt ou tard, s'ouvriront de grandes avenues par lesquelles passent les hommes libres pour construire une société meilleure⁸ » (Borja, 2003).

L'espace public y a un rôle central à jouer pour permettre, dynamiser et accroître la participation à la conception du monde urbain, entraînant un mouvement de dignification DE l'existence individuelle et collective :

« s'il y a un nouvel urbanisme, il ne sera pas basé sur les fantasmes d'ordre et d'omnipotence, mais devra représenter l'incertitude et ne sera pas consacré à la fourniture d'objets plus ou moins permanents mais à l'irrigation des territoires (...) et à la création de zones pour accueillir des processus qui ne supportent pas de formes de cristallisation⁹ » (Kolhaas, 1996 : 8-9).

⁷ Traduction propre

⁸ Traduction propre

⁹ Traduction propre

L'espace public, par sa capacité d'accueil et de promotion de processus participatifs, est donc l'élément central du projet urbain qui lie la ville à son devenir de *polis*. La symbolique de l'Agora peut alors trouver son renouveau dans des projets d'urbanisme participatif qui recherchent l'inclusion, c'est-à-dire lier le devenir de l'habitant à celui de la ville. Pour reprendre les hypothèses de cette thèse, on pourrait donc les illustrer dans le schéma suivant :

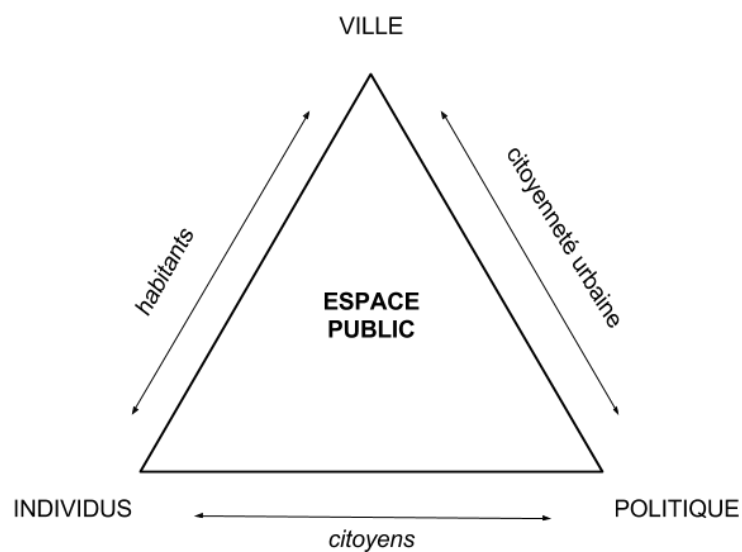


FIGURE 2. RÉSUMER DES HYPOTHÈSES

2.4 PRATIQUES ÉMERGENTES

2.4.1 **Opportunités de la production biopolitique de la ville**

Où il y a pouvoir, il y a résistance : ce fameux adage lié au travail de Foucault sur la politique de résistance, mais aussi à la philosophie de Deleuze et Guattari (1980), aide à comprendre la ville comme lieu de pouvoir mais aussi de résistance à travers les mécanismes de micro-politique (on trouve aussi d'autres champs d'application de cette notion tels que l'éducation ou le féminisme). La micro-politique permet à l'individu de donner un sens politique à sa vie quotidienne, favorisant ainsi l'*empowerment* et la construction de la communauté (voir la définition de Bacqué & Biewener en chapitre 3.2). En suivant les définitions de Foucault et Deleuze, la micro-politique est la politique dans son sens le plus simple, laissant de côté les institutions étatiques, en réponse à une analyse du fait politique comme interventions hiérarchiques et centralisées. Ce sont des pratiques quotidiennes, qui sont en lien avec les styles de vie, le discours, les corps, la sexualité, ou encore la communication, ce qui souligne l'importance de la pratique quotidienne de la politique. Quand De Certeau (1990) parle de tactiques, de stratégies, de choix qui forment la vie quotidienne, il définit la ville comme un espace privilégié pour que l'individu puisse former son existence et donc sa résistance aux mécanismes de pouvoir. En fait, on a besoin de ressources pour mettre en scène cette micro-politique, et la ville est cet endroit où l'on peut trouver ces manières de résistance et d'expression biopolitique. Cependant, la ville reste une entité créatrice grâce son espace public où les problèmes et les conflits se confrontent. L'espace public se définit alors comme un

lieu de relations plurielles créées par l'interaction entre individus. Chaque jour, la ville met en scène un processus de création lié à l'engagement civique et la citoyenneté ; un processus individuel et collectif. Le citoyen est ainsi celui qui a participé à la conquête de la ville, tel un rite initiatique, et qui définit un ensemble de possibilités offert au résident pour participer au processus collectif : la construction de lien social et la lutte permanente contre les divisions et les postures identitaires (Borja, 2003). Mais cela requiert des citoyens indépendants. C'est-à-dire avec des outils et capacités basés sur la justice sociale et la responsabilité, et étant capables de se déterminer eux-mêmes comme habitants et citoyens.

A la recherche d'opportunités

L'image d'un espace produit par ses habitants m'amène à la question de l'informalité, une forme d'urbanisation contre ce qui est imposé par les règles existantes ; l'informalité est la *négation des règles*, et donc l'établissement d'un ordre différent. Elle permet ce mouvement constant et encourage une formation rhizomique de la ville. Le rhizome a cette faculté à jouer avec les interstices de la ville, et à résister à la ville hiérarchique et à la dichotomie centre/périphérie. Il introduit l'émergence d'une citoyenneté renforcée par un sens de la communauté qui prévaut par exemple dans la vitalité des rues et des rituels collectifs des favelas de Rio (Varley, 2010). On retrouve cette conception dans la ville post-crise (*post-crisis city*) qui offre malgré elle un espace de liberté pour des usages temporaires et un urbanisme-activiste (Tonkiss, 2013). Cependant, comme le décrit Varley dans sa conclusion, on ne peut pas uniquement se focaliser sur des considérations philosophiques de la ville en déniait le droit à l'urbanisation de sa population – une population qui est aujourd'hui davantage soumise à l'informalité plutôt qu'être réellement acteur d'un développement rhizomique qu'elle aurait souhaité. L'informalité est juste une *permanente impermanence*, qui doit s'adapter aux besoins

légitimes de stabilité de la population. C'est un paradoxe en soi, mais qui peut être appréhender positivement si l'on prend en compte les différentes formes que peuvent prendre l'informalité et la temporalité, définissant ainsi un cadre évolutif d'expérience.

L'urbanisme temporaire est une forme concrète, même si incomplète, de cet urbanisme de mouvement. L'urbanisme temporaire valorise l'espace public comme espace de rendez-vous collectif ; il (re)valorise des fractions du tissu urbain :

« C'est un instrument politique permettant de conjuguer une action sur l'*urbs* (l'espace construit) et la *civitas* (la réalité sociale) dans un même mouvement d'édification de la ville » (Pradel, 2011 : 8).

Mais cet urbanisme temporaire ne peut pas être qu'événementiel si on veut se replacer dans le cadre de la réflexion sur le mouvement. Il doit être biopolitique, s'insérer dans les modes de vie, la quotidienneté, les corps. Il doit articuler le déploiement de la vie en la rendant politique.

C'est ce vers quoi tend l'urbanisme tactique (*Tactical Urbanism*). Né de la simple volonté de vouloir changer l'endroit de vie, comme le décrit une journaliste de Grist, (« *These people aren't just talking about changing the places where they live and work. They are doing it. Smart, fast, cheap, flexible, nimble, open-source –it's the new New Urbanism*¹⁰»), l'urbanisme tactique est avant tout une intervention sur l'espace public de la part d'un ou plusieurs individus de manière organisée ou pas, qui va avoir pour but de modifier l'espace afin d'en améliorer la qualité de son usage. Il se développe sous les bannières de projets de Guérilla ou pop-ups, et il a la caractéristique d'agir à petite échelle tout en souhaitant de plus amples répercussions. C'est le lien entre l'urbanisme et l'individu dans la perspective d'action sur la quotidienneté et les modes de vie, en définissant l'urbanisme de

¹⁰ <http://grist.org/urbanism/2011-06-07-the-new-new-urbanism-fast-nimble-flexible-and-tactical/>, consulté le 25 mars 2012

mouvement comme micro-politique. On définit donc ainsi le cadre d'un urbanisme qui n'est plus décisionnel mais facilitateur et intégrateur, dans lequel la politique devient une micro-politique quotidienne car elle concerne tout acteur dans sa quotidienneté, par le biais d'interventions à petite échelle. Comme démontrent Petcou et Petrescu (2007) :

« [l'investissement d'espaces] altérotopiques par les habitants, c'est à dire d'espaces aux marges de la ville, permet "la constitution d'une subjectivité collective et synaptique capable d'appropriations territoriales poreuses et de transformations politiques à partir du quotidien. Une démocratisation continue de l'espace de proximité par un agir interstitiel et biopolitique en bas de chez soi » (Petcou & Petrescu, 2007 : 109).

Cela a mené à la création de projets tels que le *56 St Blaise*¹¹ à Paris, *Prinzessinnengarten*¹² à Berlin ou le *Campo de Cebada*¹³ à Madrid. Ce sont des interventions dans l'espace public et des équipements publics qui se sont développées en partenariat avec les citoyens dans le but d'accroître leur participation dans la ville. Il s'agit d'agir sur l'identité urbaine en travaillant sur les activités de plein air, le mobilier urbain, la récupération des espaces abandonnés. Sur l'écologie urbaine en introduisant des jardins urbains, des façades vertes ou jouer avec l'eau comme une ressource rare et vivifiante. Sur la qualité des espaces publics et la mobilité par l'insertion de zones piétonnes, des pistes cyclables, la transformation des intersections, etc. Passant d'un discours sur les savoirs de la population (qui a longtemps été mis en avant), à une véritable délégation et une confiance dans ces compétences. Cette ouverture à l'engagement et à la participation des citoyens a ensuite créé une appropriation spatiale (puisque co-construit), développant en même temps un second effet de reproduction, cette fois

¹¹ <https://56stblaise.wordpress.com/>

¹² <http://prinzessinnengarten.net/about/>

¹³ <http://www.publicspace.org/es/obras/g362-el-campo-de-cebada>

non pas vis-à-vis de la construction spatiale mais par rapport à l'implication des résidents dans des projets de rénovation.

La ville

Ainsi, la ville est définie comme un cadre d'expérience où se forment les modes de vie, la vie quotidienne et la société (Lefebvre, 1973). C'est la perception et la production d'environnements :

« produire la ville c'est justement élaborer ces contextes les plus artefacts de l'action sociale, qui sont aussi ceux à travers lesquels passe le mouvement des sociétés » (Bourdin, 2005 : 156).

La ville est un lieu de possibilités, d'émancipation, de diversité, de foule. C'est ce que l'on observe avec les minorités qui ont trouvé une terre d'émancipation et de visibilité au fil du temps (gays et lesbiennes, étrangers, personnes de couleur, etc.), ou avec toute personne capable, à travers ce milieu urbain, d'expériences (Elias, Young, Sennett...). En général, le contexte urbain est au cœur de la dynamique sociale et politique et peut être considéré comme une fenêtre d'opportunité pour intégrer de nouveaux défis. À cet égard, Senett (1975, 1976, 2010) et Jacobs (1961) proposent une vision de la ville comme espace politique ouvert. Dans la préface à la nouvelle édition du célèbre livre de Jacobs, *Mort et vie des grandes villes américaines*, Delgado expose la vision sécuritaire de l'auteur qui redonne du poids à la communauté dans sa gestion des affaires politiques, dans sa capacité à générer un sens collectif et à l'autogestion. Par exemple, Jacobs raconte comment la sécurité d'un quartier n'est pas obtenue par la présence de la police, mais par un réseau dense et presque inconscient de contrôles volontaires et de réflexes enregistrés dans l'esprit des gens et constamment alimentés par eux. C'est la perception de la vie collective dans une ville comme un véritable ordre physique qui traduit ensuite

des concepts tels que la sécurité, la propreté ou la cohérence interne de la ville. C'est donc un urbanisme que l'on peut dire micro-politique parce qu'il fait partie de la vie quotidienne et permet un urbanisme qui s'appuie sur la connaissance du territoire et de ceux qui y vivent : c'est un urbanisme *bottom-up*.

La ville est composée de citoyens qui l'animent, la construisent et la font vivre. A l'inverse, l'imposition des projets urbains depuis le haut est souvent la cause de leurs échecs, et c'est pour cela que se développent des initiatives d'urbanisme qui découlent des perceptions des populations et des mouvements sociaux contre ces décisions institutionnalisées d'urbanisation. Ce sont des projets qui se développent dans un contexte mondial de désaffection et de revendication de droits politiques (15M, mouvement des places, etc.). Ils proposent une nouvelle voie dans la production de la ville à travers des interventions dans l'espace public par le mobilier urbain, la signalisation, les applications, etc., dans lesquelles le processus d'activation révèle une importance fondamentale. Peu à peu, la construction de l'espace n'est pas considérée comme un domaine régalien du gouvernement local ou régional, sinon comme un espace de participation circulaire qui considère l'espace public comme le cœur de toutes approches d'aménagement.

Par conséquent, ce n'est pas seulement l'espace physique qui est considéré comme un facteur d'interaction et de vie sociale chez les individus, mais aussi sa planification qui est alors définie comme un processus de parole et de plaidoyer. Un processus circulaire, car ce ne sont plus de grands projets (trop chers)- qui est défini pour permettre le développement de projets de réhabilitation depuis la base et leur reproduction (Delbaere, 2010). Ainsi, lorsque l'on parle d'engagement et d'identification, la gare, la place, le parc devant l'école, les rues entre la maison et le lieu de travail, se révèlent être des espaces qui font la vie quotidienne des habitants et représentent donc des zones d'opportunité pour la réappropriation et la participation citoyenne. Dans ce cadre, la planification participative (*Placemaking*,

Bottom-Up) est un moyen de faire (re)naître cette communauté dans les zones urbaines.

2.4.2 Vers un urbanisme ouvert

Zuppinguer lie le devenir de la politique à celui de l'urbain :

« a new politic requires a new architecture, new urbanism and change urban styles change attitudes » (Zuppinguer 2009).

Ainsi, si la planification urbaine était depuis de nombreuses années, et en général, scientifique, planificatrice ou libérale, on assiste maintenant au développement d'un urbanisme qui tente de concilier qualité de vie, écologie et relations humaines. C'est un changement de paradigme dans la façon dont on perçoit la ville.

Une construction historique

L'urbanisme, à des degrés divers, et en participant à la définition du milieu de vie des habitants de la ville, a toujours voulu intervenir dans le fonctionnement de la société urbaine et des relations sociales. Une ville définie au sein d'une matrice qui mêle gouvernance, cadre spatial et rythmes collectifs (modes de vie). C'est le sens des études des dernières décennies qui ont démontré la validité de la relation entre le cadre spatial et l'environnement social (Castells, 1974), reliant la résidence à l'intensité des relations de voisinage (Fava, 1958) ou le rôle du quartier dans la formation des modes de vie (Ramires et Tovar Sanchez, 2003).

C'est le cas du spatialisme, de la vision défendue par les planificateurs utopistes, des villes idéales et des doctrines où il existe un lien direct, mécanique et univoque entre

l'espace bâti et la vie sociale, comme un lien magique plus fort que la complexité de la dynamique urbaine. Pour l'urbaniste spatialiste :

« l'espace construit transcende la vie sociale pour le meilleur et pour le pire (...) et ne peut donc être qu'un urbanisme autoritaire (...) Contre elle, malgré elle, par le seul truchement de l'action sur l'espace construit » (Chalas, 1998, : 209).

Cette théorie est construite parallèlement à une réflexion globale avec en particulier l'œuvre de Healey en 1973 (*Urban Planning under Conditions of Rapid Urban Growth*), ou quelques années plus tard, le travail de John Forester (1989, 1999). Ces auteurs défendent un urbanisme qui serait un processus politique interactif caractérisé par la négociation, le dialogue, la consultation, basé sur l'action communicative et une théorie urbaine. Selon Sennett :

« une ville est un endroit où les humains peuvent apprendre à vivre avec des étrangers, à partager leurs expériences et leurs intérêts. Elles ont la capacité à nous rendre plus complexes avec une conscience de nous-mêmes plus riche et nous libérer de l'identification arbitraire » (Sennett, 2010 : 30).

L'urbanisme, comme discipline qui organise l'espace urbain, est l'occasion de transformer la ville en lieu d'apprentissage et de participation. Il opère dans le fonctionnement de la société urbaine et l'état des relations sociales, en participant à la qualité de vie des résidents de la ville. Selon Paquot,

« l'urbanisation a pris des formes diverses, étrangères à l'idée qu'implique la ville (accessible, libre et ouverte, qui assure la diversité sociale, culturelle, professionnelle, religieuse, sexuelle), et favorise l'entre soi et le communautarisme » (Paquot, 2010).

Un exemple concret est le *new urbanism* qui veut stimuler la dimension communautaire de la ville, les projets de développement urbain durable et définir

un contrôle de la densité, en recherchant une diversité morphologique, fonctionnelle et spatiale, ou par le biais de la récupération de l'espace public ou la participation à la conception et à la gestion de l'environnement urbain (Da Cunha, 2011 : 193). Cependant, on constate que cette volonté de maîtriser l'étalement urbain et de célébrer le quartier comme lieu de contrôle social apaisé risque d'omettre les exigences réelles des citoyens et, pour son manque de diversité et d'éthique urbaine, de le transformer en exclusion (Leels, 2004). Seaside (Floride, USA), ville pionnière du *new urbanism*, est aussi celle qui est devenu le modèle pour le célèbre film *The Truman Show*... Le *new urbanism* est souvent lié à ce que l'on appelle une croissance intelligente, un principe plus large du développement urbain durable. Ils partagent la même vision de base, tous deux opposés à l'étalement urbain, même si le *new urbanism* est un mouvement corporatiste qui se produit plus concrètement sur l'espace. Cités dans Ouellet (2006) faisant référence à Fulton (1966), deux objectifs principaux sont attribués au *new urbanism* :

« (re)créer des collectivités qui offrent non seulement convivialité, interaction sociale et sentiment d'appartenance (*sense of community*), mais aussi des environnements plus favorables à la marche et aux transports en commun » (Ouellet, 2006).

Toujours selon Ouellet (2006), on peut regrouper cette série de design urbains en trois points :

- « des développements plus compacts et planifiés selon l'échelle humaine, c'est-à-dire ayant une distance entre leur centre et leur périphérie qui soit praticable à pied (environ un quart de mille ou 400 mètres, l'équivalent de plus ou moins cinq minutes de marche) ;
- une nette préférence pour le transport en commun ;

- une plus grande intégration de fonctions urbaines diverses (habitations, commerces et services, emplois, écoles et équipements communautaires, espaces publics) au sein de chaque quartier » (Ouellet, 2006 : 177).

Mais le *new urbanism* est en fait un nom plus récent de néo-traditionalisme en ce sens qu'il vise à « recréer les qualités et les attributs des types traditionnels de développement urbain » (Ouellet, 2005, p. 177) en utilisant des concepts tels que l'unité de voisinage de Perry et Stein, ou la modernisation de la rue comme espace public (Jacobs) ; mais avec sa particularité en ce qui concerne l'utilisation de la conception participative impliquant divers acteurs dans l'élaboration des lignes directrices pour les projets. Et même s'il y a beaucoup de critiques (déterminisme qui veut qu'il y ait un rapport constant entre l'espace bâti et le comportement des gens, trop longue distance entre la théorie et la pratique), des études récentes tendent à montrer que certains principes du *new urbanism* peuvent réellement avoir un impact sur la mobilité et de plus grandes interactions entre les individus (Lund, 2003; Heitmeyer et Kind, 2004).

Le *new urbanism* a par ailleurs inspiré le mouvement *Slow City*. Comme son prédécesseur le *Slow food*, il a été créé en Italie. La charte de la *Slow City* dénonce l'homogénéisation des modes de vie et le culte moderne de la vitesse comme responsable de notre assujettissement physique et moral. L'objectif des quatre premières villes italiennes impliquées dans ce mouvement de résistance à la mondialisation (Onvieto, Braga, Greve in Chianti, Positano) était de garder leur identité pour inventer un avenir respectueux de ce qu'elles sont. L'objectif est de lutter contre le pouvoir de l'ubiquité d'une ville qui veut être ici et là en même temps. Les grands endroits *hors sol*, comme les magasins surdimensionnés à la périphérie des villes, sont l'exemple de ce que l'on veut supprimer. La ville lente rejette le *hors du sol* et *hors du temps*, et développe une stratégie pour la localisation des échanges et des consciences pour réaffirmer l'importance du caractère local et promouvoir

ainsi une meilleure qualité de vie avec l'autonomisation de l'individu dans son quotidien et des pratiques sociopolitiques. Le label *Cittaslow* est destiné aux villes de moins de 60 000 habitants qui doivent s'engager à prendre des mesures coercitives allant dans le sens d'un urbanisme "humain". Cette obtention est conditionnée au suivi d'environ 70 recommandations dont les principales sont la multiplication des espaces piétonniers, la construction d'espaces publics, la réduction du bruit, le développement de l'hospitalité et des commerces locaux, ou la priorité aux transports publics.

La volonté de créer un réseau de villes correspond à l'objectif de vérifier que les engagements soient respectés. Il y a d'ailleurs des contrôleurs qui visitent les villes. Le fonctionnement en réseau reflète aussi un désir de développer des solutions globales qui sont en conformité avec la diversité des cultures afin que la ville lente ne soit pas un projet fermé, mais l'origine d'un développement. Le louange de la lenteur est aussi le louange du temps nécessaire à la maturité, au doute, la délibération, le choix. Les habitants des villes lentes sont aussi impliqués dans une réflexion sur la temporalité nécessaire pour respecter la démocratie.

C'est ce qu'offrent aussi certains projets de quartiers durables - même si l'on trouve souvent dans l'émergence de cette nouvelle forme d'urbanisme de grandes différences de conceptualisation et un accent sur les questions environnementales aux dépens de la réflexion sur l'espace public et les interactions/pratiques sociales et politiques. D'une part, il s'agit d'un problème qui doit être surmonté et qui se confond en divers noms en tant qu'éco-quartier ou quartier éco-durable, et qui se réduit souvent dans des perspectives de construction écologique ; mais de l'autre, c'est aussi la considération de l'urbanisme comme une unité, dans le sens qu'elle intègre de nombreux éléments, dont une réflexion sur l'animation et l'utilisation de l'espace en plus de sa configuration. On peut notamment mentionner le label *One planet living* de l'ONG WWF qui a développé un ensemble de critères qui définissent

le quartier durable depuis 2004 et, en plus de son approche écologique, a introduit des éléments qui caractérisent l'espace public en termes de taille, disponibilité, identification ou même de design.

Progressivement, toutes ces évolutions ont ainsi mené les techniciens et les décideurs à reconsidérer la planification urbaine en intégrant davantage d'acteurs et en donnant une portée supra-spatiale au projet d'aménagement. C'est ce qui a mené dès les années 70 à l'émergence de la notion de « projet urbain », qui a progressivement remplacé la notion de « plan » et qui induit une négociation qui intègre des dimensions sociales, mais surtout économiques dans la manière d'aménager les villes (Ingallina, 2001). D'une manière plus générale, il s'agit surtout d'ouvrir la planification urbaine vers la notion de ville avec toute la complexité que cela engendre. Pour Cortes, le projet urbain

« se fonde sur la définition d'un projet qui établit clairement les caractéristiques et conditions de l'espace public, la configuration du paysage, la définition de l'espace urbain et la localisation précise des activités, d'un plan masse qui a une prédominance vers la gestion des espaces vides qui sont compris comme des éléments structurels de la ville et non pas comme des espaces résiduels¹⁴» (Cortes, 2002 : 3).

Pour une définition plus précise, il faudrait sans doute ajouter l'intégration d'une diversité d'acteurs et la prise en compte des dynamiques sociales et économiques de l'aménagement urbain. Le projet urbain est ainsi devenu une référence en matière d'aménagement et a participé à reconfigurer l'urbanisme.

¹⁴ Traduction propre

Urbanisme innovant

Cette ouverture vers le projet urbain a ouvert l'urbanisme à une diversité d'acteurs qui se sont engagés dans la planification urbaine. Ainsi, l'urbanisme a vu apparaître de nouvelles méthodologies qui ont reconfiguré l'urbanisme.

Comme l'urbanisme tactique, par exemple, qui présente la ville comme un outil d'intervention visant à la fois à améliorer et à définir de nouveaux modes d'interaction. Mais aussi des approches plus formelles d'un réseau associatif. A ce sujet, *Todos por la Praxis*, groupe pluridisciplinaire qui développe des outils d'intervention dans les espaces publics, développe des projets dont l'objectif est de promouvoir l'appropriation et l'utilisation de l'espace public par les citoyens, de stimuler la participation directe aux processus de création et de gestion de la ville dans le but de générer un ensemble d'outils d'action directe et socialement efficace orientés vers la réalisation du droit à la ville (TXP, 2011). Un de leur projet représentatif est une initiative développée à Madrid sous le nom de *Banco Guerrilla*. Il est basé sur une lecture des espaces publics comme des espaces soumis à des pratiques de consommation :

« L'espace public est réduit à la gestion du transit des citoyens dans lequel les excès de décrets municipaux qui réglementent l'utilisation de places, rues et parcs, fait que la citoyenneté a abandonné son utilisation comme lieu de rencontre. [Dans ce contexte], le mobilier urbain est enlevé et les bancs sont considérés comme des éléments qui perturbent le transit pour le consommateur en même temps qu'ils sont définis comme des lieux de vie potentiels qui peuvent distraire parce qu'ils permettent la réunion et la concentration des personnes » (Todo Por la Praxis, 2011 : 7).

Cette création d'espaces de participation, et cette approche pour influencer les subjectivités à travers le mobilier urbain, se veut être une résistance au simulacre et

au développement de l'ultra-individualisme qui partage l'individu dans son identité collective entre être un consommateur et/ou citoyen.

Ces nouveaux projets urbains considèrent la question de l'espace public non pas en termes de quantité (même si son existence en dépend), mais en termes de qualité, ce qui implique sa configuration et son animation. Plus précisément, c'est la mobilisation de la question de la densité, qui induit celles des relations humaines et des conflits sociaux ; de la mobilité, qui peut être physique et sociale ; de la diversité, qui devrait permettre l'utilisation de l'espace par différents groupes (jeunes, personnes âgées, etc.) ; de la disposition et la construction du mobilier urbain, trop souvent considérées en termes de rentabilité économique et d'obstruction au mouvement vers les zones commerciales. C'est la prise en compte de la morphologie urbaine et sociale pour créer un nouveau lieu pour l'identification et le rassemblement aux dépens de lieux comme le centre commercial qui aujourd'hui remplit trop souvent cette fonction.

L'une des premières preuves concrètes de ces innovations dans la manière de concevoir l'urbanisme, prend forme dans les initiatives d'animation de l'espace qui comprend la législation, l'identification et la participation elle-même : l'accent est mis sur une législation appropriée qui permet l'utilisation de l'espace et la liberté d'interprétation et de réunion; une créativité et une nouvelle approche du mobilier urbain qui devrait être un instrument de rencontre et de pratique; et un appel à l'espace public à travers son caractère collectif et flexible.

Aujourd'hui, il existe un désir très clair de contrôler les comportements dans l'espace public et une obsession de tout réglementer, alors que le sens civique n'est significatif que lorsqu'il est librement assumé et que la citoyenneté est apprise et non pas imposée. Se référant à l'héritage des situationnistes, qui revendiquent un urbanisme unitaire qui favorise la création d'un espace social et la construction d'une ville pour répondre à la jouissance d'aventure et faire place à la révélation de

la vie créative, ce sont des espaces ouverts qui sont recherchés. Les espaces ouverts où l'usage n'est pas réglementé, où les gens peuvent être eux-mêmes, citoyens ou non, civils ou non, parce que le concept de l'espace anticipe le comportement déviant possible et surtout, a confiance dans les gens qui créent la vie.

Cet urbanisme innove en se recentrant sur l'espace public et en le caractérisant, non pas de manière instrumentale, mais dans ses dimensions physique et symbolique, osant favoriser l'une pour entraîner l'autre. Ainsi, l'espace n'est plus la limite du politique mais son application dans la société. Cette lecture du mobilier urbain par exemple, redonne un sens politique à l'aménagement en confrontant les mécanismes de pouvoirs grâce à des processus qui impliquent l'auto-construction, l'animation, le design et qui se veulent inclusifs. Cet urbanisme promeut un changement de paradigme dans l'inclusion des parties prenantes, tout en cherchant à développer l'appropriation et l'utilisation de l'espace public par les citoyens. L'architecture, l'urbanisme doivent faire de chaque citoyen un acteur impliqué dans la construction de situations, c'est-à-dire participer au développement de moments de vie individuels et collectifs et créer des ambiances ou des jeux, tous transitoires. C'est-à-dire que l'espace public doit être un lieu où chacun peut participer, s'exprimer et former le sens collectif, et qu'il faut limiter les angles de contrôle social qui existe sur l'espace public. Il stimule aussi la participation, car ils impliquent la citoyenneté dans le collectif, ainsi que l'adaptabilité du lieu aux pratiques et aux interactions sociales de participation et de citoyenneté. L'innovation tient là tout son sens : la possibilité de faire avec les mêmes éléments mais en changeant sa pratique et son regard pour trouver de nouvelles solutions à la construction de la ville.

3. MÉTHODOLOGIE

3.1 CONTEXTE

Ce travail de recherche vise à comprendre de quelle manière l'habitant peut avoir une influence sur la production de l'espace urbain, quels sont ses rôles dans la définition de la ville, et de fait, quelles sont les conséquences de son implication dans les projets urbains mais aussi en termes de citoyenneté. C'est comprendre de quelle(s) manière(s) l'innovation urbaine en matière de production de ville définit un nouveau type de projet urbain qui est lié à l'émergence de citoyenneté.

L'hypothèse est que ces activités productrices de ville soient révélatrices d'une citoyenneté urbaine qui émerge grâce à un projet urbain orienté vers l'habitant. Une citoyenneté qui se forme sur l'espace public en mobilisant différentes formes de spatialités grâce à la création d'espaces d'action.

Après l'observation de différents cas d'études à Madrid et Genève, ce travail a l'ambition de vérifier cette hypothèse en mettant en situation des habitants en tant que producteurs de ville. On analysera si ces différents rôles ont une influence sur la manière de concevoir la planification urbaine, et si ce contexte de production de ville est, pour reprendre l'expression de Neveu (2013), un *espace de fabrication* de la citoyenneté qui soit lié au quotidien et à l'espace public contemporain.

Pour ce faire, j'ai dû me placer comme un observateur privilégié, comme un observateur qui se mêle à des situations mises en pratique, et peut ainsi construire une relation dialectique entre la théorie et l'empirisme. C'est un point clé qui se justifie par le fait que l'objet d'étude soit des initiatives vivantes qui utilisent une méthodologie tout en la faisant vivre ; parce que la capacité d'adaptation à différents contextes sera un élément de réussite. Cela nécessite de suivre cette

tendance et d'élargir la vision critique de ces expériences avec le cadre théorique, de la même manière que devoir laisser ces expériences enrichir le cadre théorique. Je suis donc allé à la rencontre de nombreuses initiatives en lien avec l'espace public sur différents territoires à l'échelle européenne, afin d'approfondir mes connaissances. Dans certains cas par une période d'immersion, puis en appliquant, pour les tester, certaines caractéristiques sur un territoire en développant un travail expérimental. C'est ce qui a permis d'avoir une certaine maîtrise des variables - très nombreuses sur l'espace public - afin de pouvoir apporter de nouveaux éléments de connaissance concernant les modes de production et leurs conséquences sur la citoyenneté urbaine.

Aussi, pour répondre à ces questions et vouloir apprivoiser la question de la fabrique de la ville en s'intéressant à des notions liées à la citoyenneté, j'ai mis en place une démarche de recherche transversale et transdisciplinaire. J'ai adopté une perspective ethnographique, qui définit l'espace public comme constituant et constitué en se focalisant sur la définition d'une citoyenneté urbaine ; et je me suis concentré sur l'espace du politique en m'intéressant au lieu, au territoire, à la rue. De cette manière, je prétends répondre aux enjeux liés à l'étude de l'urbain comme phénomène complexe et dispersé. Aussi, par le filtre des espaces publics, j'ai alors cherché à analyser de quelles façons l'individu est acteur de la production de la ville en soulignant le caractère évolutif et non exclusif de ce que serait la citoyenneté urbaine. Cela situe mon travail dans des débats liés à l'espace du politique, la participation et l'architecture des espaces publics, en créant une interdépendance entre eux. C'est une manière de lutter contre l'isolement des modes de pensée et surtout de pouvoir enrichir cette thèse en lui accordant des limites non liées à une discipline mais à une thématique d'étude.

Ainsi, c'est une démarche, très liée au terrain, qui va rechercher des problématiques susceptibles d'articuler le matériau recueilli et qui s'exposera plus en profondeur

dans un cas d'expérimentation qui a été développé à Ambilly (France) entre février 2013 et octobre 2014. Il s'agit de mettre en place une posture volontariste du chercheur qui se veut acteur et analyste. La méthodologie de la recherche-action est alors privilégiée pour élaborer un travail de recherche qui se veut tout autant militant. C'est donc bien en suscitant les objets que l'on va étudier que cette dialectique sera créée entre le terrain et la théorie, étant au sein du champ de recherche en le stimulant. Ainsi, tous les cas d'études, tous les exemples mentionnés dans ce travail, ont été abordés sous un angle d'observation mais aussi d'intervention - plus ou moins intense en fonction des contextes - allant même jusqu'à la création de ce cas expérimental que l'on détaillera plus tard.

La recherche-action n'est pas tant définie comme une méthodologie (un processus à suivre) mais comme un cadre épistémologique qui instaure une relation cyclique entre le chercheur et son contexte d'étude. L'action est alors source de connaissance par son caractère exploratoire mais aussi par sa posture interrogative. Concrètement, j'ai donc commencé par une consultation approfondie des initiatives en cours à Madrid et à Genève - mais aussi sur d'autres sites en Europe (Barcelone, Saint Etienne, Paris, Valence). En 2012 et 2013, je me suis donc rendu dans ces villes à la rencontre de ceux qui menaient déjà des projets impliquant les habitants dans la production de la ville (*Paisajes Transvesales* et *Todo por la Praxis* à Madrid ont été les premiers en juillet 2012). Pendant les deux années qui ont suivi, je me suis impliqué dans des projets comme *El Casc* (Alicante, Espagne, 2013 et 2014) pour mettre à l'épreuve les premiers apprentissages et continuer à observer de nouvelles mises en situation. A la manière de Pérec, j'ai aussi répété des périodes d'observation de l'espace public (Place de la Navigation à Genève, Plaza 2 de mayo à Madrid). Cela a été l'occasion de confronter des premiers apports théoriques avec la réalité du terrain, et d'en construire de nouveaux grâce à une implication concrète sur l'espace public. En parallèle, et dès février 2013, j'ai commencé à mettre en place ma démarche expérimentale à Ambilly (France) qui me permettait de confronter les

différentes notions mises en avant dans la phase exploratoire. Ce processus de rénovation d'un espace public en collaboration avec les habitants fut l'occasion de tester l'espace et ses dynamiques sociales dans ce qui définit une notion d'espace public appliqué sur un territoire ; mais aussi de comprendre un processus dans son entièreté tant dans sa chronologie que dans sa multiplicité d'acteurs. Pendant toute cette période, je suis passé d'un statut d'observateur non-participant, à celui d'observateur participant, puis à celui d'acteur ; créant des liens d'interdépendance entre eux en fonction de l'évolution chronologique de la recherche. C'est une référence aux études urbaines de l'école de Chicago au début du XXème siècle, et plus précisément aux travaux de Robert Ezra Park, Ernest Burgess, ou à l'immersion de Whyte William Foote dans les rues de Boston et son interrogation sur sa manière d'appréhender son travail et ses modes de recherche :

« Le lendemain, Doc m'expliqua la leçon du soir précédent. "Vas-y doucement, Bill, avec tous tes qui, quoi, pourquoi, quand, où. Si tu poses des questions de ce genre, il suffit que tu traînes avec eux et tu finiras par avoir les réponses sans même avoir besoin de poser les questions." J'ai constaté que c'était vrai. Rien qu'en restant assis et en écoutant, j'ai eu les réponses à des questions que je n'aurais même pas imaginé poser si j'avais cherché à m'informer uniquement sur la base d'entretiens¹⁵ »
(Foote, 1995 : 328).

La question de l'observation est ainsi essentielle. J'ai mobilisé des techniques exploratrices comme le travail qu'a élaboré Pérec (1982) dans sa *Tentative d'épuisement d'un lieu parisien*, ou comme Jean Rouch et Edgard Morin ont sollicité des habitants dans leur film *Chronique d'un été* (1960). Ces deux exemples, assurément liés à la méthodologie ethnographique, sont une ouverture vers l'appréhension des usages et des pratiques que l'on a inséré dans une démarche de

¹⁵ Traduction propre

recherche action qui a été capable de prendre en compte ces différentes techniques tout en les associant à une démarche participative qui devait intégrer les habitants. C'est aussi une manière de pouvoir aborder une notion complexe et dynamique comme la citoyenneté qui sollicite des observations temporelles et spatiales :

« Saisir les processus de citoyenneté, pour en revenir aux arguments avancés au début de cet article, nécessite alors de s'attacher à saisir, parmi d'autres éléments, comment des attachements familiaux, personnels ou intimes contribuent à fabriquer du commun, « comment les définitions explicites de la citoyenneté s'incarnent [...] et se déclinent [...] dans des contextes d'expérience et d'activité » et « en quoi toutes sortes d'expérience et d'activité pratiques génèrent [...] un sens de la citoyenneté qui échappe à ces définitions explicites » (Neveu, 2013 : 24).

3.2 LA RECHERCHE-ACTION

La recherche-action est apparue dans les années 40 dans les écrits de Kurt Lewin, mais c'est dans les années 70 aux États-Unis, en Angleterre et en France qu'elle commencera à avoir une certaine influence dans l'urbain. C'est une méthodologie qui permet de se concentrer sur la réalité sociale et urbaine en planifiant et en exécutant des actions de manière participative par ceux qui souffrent des problèmes de cette réalité. La recherche sert la communauté en socialisant son attitude de questionnement qui doit être intégrée par la communauté elle-même comme une condition fondamentale de son traitement (Power & Naysmith, 2005 ; Leal, 2009). Dans ce cadre, la recherche n'est plus unidirectionnelle (un chercheur analysant un

objet ou un contexte), mais un processus cyclique de réflexion-action-réflexion développé par des acteurs qui partagent, discutent et étendent leurs connaissances personnelles à d'autres tout en les améliorant par des périodes d'évaluation qui ont pour but de rediriger les actions. Méthodologiquement, c'est un processus modeste et simple à la portée de tous, mais simultanément au processus de participation, qui mène à une critique structurelle de la réalité, c'est une réflexion sérieuse et profonde des causes et tendances. C'est une méthodologie qui peut mener à des conclusions scientifiques, des stratégies spécifiques et réalisables, à une planification renouvelée et transformatrice dans laquelle toute la communauté interviendra pour continuer à réfléchir sur la praxis pour la rendre de plus en plus libératrice et transformatrice.

Après six décennies de développement de la recherche-action, de nombreuses méthodes ont permis un meilleur équilibre entre l'importance des actions menées et le processus de recherche en soi qui se base sur une compréhension des actions (Leal, 2009). Cette tension existe entre des motivations liées à l'agenda du chercheur et d'autres vers les participants ; ou entre ceux qui sont motivés principalement par l'atteinte d'objectifs instrumentaux, et ceux qui se concentrent sur les processus de transformation personnelle, organisationnelle ou sociétale.

La recherche-action remet en question les sciences sociales traditionnelles en allant au-delà de la connaissance créée par des experts, pour analyser des variables, théoriser des actions, collecter des données au milieu d'une structure émergente :

« knowledge is always gained through action and for action. From this starting point, to question the validity of social knowledge is to question, not how to develop a reflective science about action, but how to develop genuinely well-informed action — how to conduct an action science »
(Sherman et Torbert, 2002).

En ce sens, utiliser la recherche-action est un travail empirique qui relève d'une expérience et d'une exploration.

C'est alors très intéressant d'observer comment il est appliqué dans le champs de la production de la ville, s'inspirant des initiatives des années 60 et 70, tout en continuant à innover pour construire un urbanisme en mouvement, qui planifie par le biais de projets de recherche et d'outils interactifs : l'usage de la cartographie, qui consiste à élaborer collectivement une carte du contexte local afin de mettre en évidence les points forts et les points faibles de l'espace de manière collective et lisible, ainsi que de partager l'analyse entre tous; ou encore le récit, qui met en scène l'histoire de l'endroit (sachez d'où vous venez) est utilisé dans presque tous les projets susmentionnés, et c'est aussi un outil qui permet le développement d'un diagnostic partagé. Le lien est alors très clair avec la recherche impliquée ou participative, dans le sens où il s'agit aussi pour le chercheur d'accepter et d'assumer son implication et donc d'en tirer les conséquences. C'est lié à la distanciation avec les séparations classiques sujet/objet, observateur/observé, objectivité/subjectivité qu'induisent les sciences humaines et qui rend indispensable la notion d'implication. Dans un souci épistémologique, il apparaît alors impossible de séparer radicalement le produit d'une connaissance des conditions de cette production de connaissance¹⁶.

Donc, si la perspective de la recherche-action dépend du projet, on a néanmoins observé des tendances méthodologiques autour des outils utilisés, du rôle des structures organisatrices qui sont tout autant facilitatrices. Ce sont des critères qui mettent en avant des expériences qui visent à la coproduction de l'espace, c'est-à-dire à *empower* les personnes en leur fournissant les outils du changement urbain, en favorisant l'implication des résidents dans la prise de décision et la construction. A ce sujet, il est utile de préciser la notion d'*empowerment* qui fait référence à un processus d'accès au pouvoir :

¹⁶ http://www.hypermoderne.com/ecrire_sur_l%27homme/ebauche/recherche_impliquee_terrain.htm

« [il] articule deux dimensions, celle du pouvoir, qui constitue la racine du mot, et celle du processus d'apprentissage pour y accéder. Il peut désigner autant un état (être *empowered*) qu'un processus. Cet état et ce processus peuvent être à la fois individuels, collectifs et sociaux ou politiques – même si, selon les usages de la notion, l'accent est mis sur l'une de ces dimensions ou au contraire sur leur articulation » (Bacqué & Biewener, 2013 : 25).

Par processus, on entend donc un cheminement et une évolution. C'est pourquoi j'utilise la recherche-action qui exige (Power & Naysmith, 2005) :

- s'impliquer dans le contexte et expliquer les méthodes de recherche
- analyser la situation (diagnostic) puis transmettre l'information recueillie, la socialiser
- établir des actions, c'est-à-dire planifier et exécuter des actions de manière participative par ceux qui souffrent des problèmes mis en évidence par le diagnostic
- évaluer à travers l'analyse des changements d'attitudes, de valeurs, etc.
- mettre en œuvre de nouvelles actions sur la base des résultats de l'évaluation.

Mais le principal objectif lié à la méthodologie de la recherche-action reste de pouvoir développer une agilité de recherche qui permette d'utiliser différentes techniques en incluant les habitants :

- La méthode ethnographique. G. Althabe (1990) observe d'ailleurs que

« l'enquête est considérée comme un cadre composé d'événements de communication (depuis l'entretien ou la réunion jusqu'à la situation particulière qu'est l'observation, événement dans lequel le chercheur produit les sujets en acteurs d'un spectacle d'où il se croit exclu). Chaque événement est considéré comme émergeant d'une conjoncture, les relations qu'ils entretiennent entre eux sont ainsi mises au jour, ce qui

permet de donner forme à la temporalité constitutive de l'espace de communication étudié » (Althabe, 1990 : 22).

Et comme le souligne Raulet-Crozet :

« par "dispositifs", on peut entendre (...) la nécessité d'une présence de longue durée, d'un contact en face à face prolongé, la participation directe à des activités du groupe étudié ainsi qu'un travail avec des "informateurs" plutôt qu'à partir de données documentaires » (Raulet-Crozet, 2003 : 2).

Il est donc question d'outils (carnet, photographie, prises audio, vidéos) mais aussi de démarches vis-à-vis du rôle du chercheur entre l'observation participante et non participante.

En outre, c'est aussi un enjeu essentiel de l'étude de la citoyenneté. Neveu (2013) le rappelle en précisant que :

« l'approche anthropologique s'appuie sur une posture inductive, qui part de l'enquête empirique afin de construire, critiquer ou renforcer la connaissance théorique (...). Si le retard de l'anthropologie en France est encore notoire en la matière on assiste depuis maintenant plus d'une décennie, notamment dans la littérature de langue anglaise, mais également espagnole, à un renouvellement extrêmement important du champ des études sur la citoyenneté ; renouvellement dans lequel la part des approches anthropologiques est loin d'être négligeable » (Neveu, 2013 : 2).

- L'observation participante. Comme on l'a précisé auparavant dans l'introduction épistémologique de notre démarche, l'observation participante, autrement dit la prise d'activité du chercheur dans son contexte d'observation, est une dynamique très présente ici. Elle demande une rigueur d'observation parfois difficile à assumer, mais qui se matérialise dans des

notes (annexe 1), la rédaction de documents de synthèse ou encore dans des moments de réflexion particulier usant de différents média (vidéos, prises de son, photos).

- Le questionnaire (annexe 2). Le but est de constituer la carte d'identité des habitants, de connaître leurs pratiques spatiales ainsi que leur niveau de participation (implication associative ou politique, notion de bien commun, compétences politiques). Pour cela, le questionnaire propose une trentaine de questions qui ont pour objectif de savoir quand et comment ils fréquentent- l'espace public, ce qu'ils y font, (quotidiennement ou non), quel est leur niveau de participation sociale (activités associatives, vie de voisinage), et celui de participation politique (vote, assistance à des réunions publiques).
- L'entretien dirigé (annexe 3). Axé sur la problématique de la citoyenneté, il sera effectué après le questionnaire aux répondants de celui-ci. Sachant que le temps disposé sera une variable limitée, il s'agira d'ouvrir une discussion autour de la citoyenneté : appréhension de l'action collective, notion de sens commun, aptitudes à la délibération. Le guide d'entretien propose une quinzaine de questions (pensent-ils que leurs actions peuvent avoir une influence sur la qualité de vie du quartier ? croient-ils avoir une plus grande influence collectivement ? comment perçoivent-ils le débat ? pensent-ils que leur opinion est importante lors d'une réunion ou assemblée ? que feraient-ils s'ils étaient en désaccord avec une future action du projet DSMY14 ? etc.). Afin de mieux comprendre les réponses, une série de critères est associée à chaque question. Par exemple pour la question "Que ferait-il en cas de désaccord avec le projet ?", les critères mis en avant sont "la possibilité de dire non sans sortir du projet", "la reconnaissance qu'il est possible qu'il y ait des accords et désaccords en reconnaissant la possibilité de stratégies flexibles", et " l'impossibilité de dire non sans sortir du projet".

Comme l'a décrit Berenstein, l'objectif est de mettre à disposition des habitants les informations suivantes : savoir qui ils sont, les aider à formuler leurs revendications, puis trouver une solution qui s'adapte à tous. La recherche-action est ici un soutien méthodologique très important car elle offre des outils concrets pour pouvoir être un facilitateur et aider à l'autonomisation. J'ai donc misé sur ces techniques et ai été particulièrement attentif à la prémisse du projet qui été expliqué et négocié avec les résidents avant sa mise en place.

3.3 L'ÉTUDE DE CAS

Si la recherche-action va guider mon travail et ma relation aux processus que je vais observer, il faut aussi que certains cas soient sélectionnés et mis en avant. Car cette recherche amène à appréhender de nombreuses initiatives dont l'analyse demande de se référer à un cadre épistémologique précis.

De cette façon, on définit l'étude de cas comme :

« an empirical inquiry that investigates a contemporary phenomenon within its real-life context, especially when: the boundaries between phenomenon and context are not clearly evident; the case study inquiry copes with the technically distinctive situation in which there will be many more variables of interest than data points; relies on multiple sources of evidence (...); benefits from the prior development of teorical propositions to guide data collection and analysis » (Yin, 1994 : 13).

Tel que défini par Bell (2002), l'étude de cas met l'accent sur les relations entre les variables et les interactions, entre les facteurs et les événements, et permet également diverses perspectives (« *exploratory, descriptive and explanatory* » (Ying, 1994 : 4)).

Cet aspect est un point clé dans ma conception de la recherche qui utilisera une triangulation de techniques qualitatives consistant en la combinaison d'entrevues semi-structurées, l'observation des participants et l'analyse documentaire. J'ai choisi cet ensemble méthodologique parce que j'ai principalement travaillé avec des individus, des groupes et des documents comme objets d'étude. Une triangulation des techniques qualitatives permet d'approcher les objets de l'étude à partir de points de vue différents et de résultats plus riches. C'est la clé de mon travail en raison de la nature et de la pluralité de mes questions. Comme le dit Flick,

« triangulation of different approaches makes it possible to capture different aspects of the object of analysis » (Flick, 2004 : 180).

Et parce que mon objectif de recherche est de comprendre le sujet en question, la méthodologie qualitative permet de mieux approfondir la nature des données recueillies. Selon Corbetta (2003) :

« la recherche qualitative ne s'intéresse pas au problème de l'objectivité et de la normalisation des données, mais se soucie en retour de leur richesse et de leur profondeur¹⁷ » (Corbetta, 2003 : 52).

Ma recherche est donc une relation dialectique entre la théorie et le terrain, en se référant à divers cas en étudiant l'émergence de ces expériences, le discours, leur contexte d'action, etc. Le caractère inductif de cette étape (définir cette forme de production à partir des cas) peut entraver la sélection des cas d'étude, mais ceux-ci se réfèrent au cadre théorique mis en avant. L'urbanisme et l'architecture se

¹⁷ Traduction propre

trouvent dans une phase de renouvellement de leur pratique, plus ouverte aux autres disciplines, prenant de plus en plus en compte l'environnement et le contexte socio-politique (comme en témoigne la programmation du *Pavillon de l' Arsenal* à Paris, du *MOMA*, ou du *BMW Guggenheim Lab*). Ainsi, si je dois rester vigilants vis-à-vis de ces nouvelles initiatives, la sélection des cas se fait toujours selon des critères spécifiques (situation sur l'espace public, processus ascendant, temporalité, influence quotidienne sur les rythmes, niveau de participation). Et c'est ainsi que j'ai réalisé que les projets qui répondent le plus étroitement aux critères sont ceux qui se définissent comme des projets de réaménagement d'espaces publics et se concentrent souvent sur les espaces altérotopiques, ces espaces abandonnés par les institutions qui permettent une meilleure expression et l'introduction de la notion de commun.

J'ai donc cherché des processus qui engagent l'habitant dans la production de la ville via ses espaces publics. Et comme je l'ai décrit précédemment, j'assume des choix évidents en termes d'opposition au modèle urbain néo-libéral et la recherche d'un niveau élevé de participation des habitants (selon l'échelle de Arnstein, la typologie développée par Bacqué & Sintomer, et en référence aux travaux de Fung (2006)).

Un autre critère essentiel dans cette thèse est la relation au quotidien qui se traduit dans la mise à disposition de ressources pour l'élaboration de tactiques et de stratégies (reprenant le vocabulaire de Certeau), ce qui permet de mettre en avant des initiatives qui cherchent à se mettre au service du quotidien des habitants en allant à leur rencontre sur l'espace public et en leur permettant d'interagir. Aussi, on distingue différents niveaux d'application, c'est-à-dire différents cadres d'intervention, différentes manières de mettre en place des processus qui visent à engager les habitants dans la production de l'espace public. On se rend compte que d'autres stratégies sont également mises en place, impliquant parfois d'autres types

d'acteurs, une temporalité différente et une échelle d'intervention qui peut aussi varier.

De cette manière, et afin de pouvoir bâtir un contexte d'étude cohérent, cette thèse propose de se nourrir plus spécifiquement d'expériences collaboratives de fabrication d'espaces publics qui se veulent être innovantes et qui impliquent toujours l'habitant dans l'intégralité du processus. Pour reprendre les mots qui présentent le séminaire Sur la Place Publique qui s'est déroulée le 17 décembre 2015 à Eurre, ces expériences définissent l'espace public :

« l'espace public devient un espace d'usages multiples et de fabrication collective et est alors considéré comme un espace culturel, où se jouent l'urbain et l'humain, où se croisent les cultures d'ici et d'ailleurs, où se choquent richesse et paupérisation croissante, où il est nécessaire de gérer les conflits autant que susciter la coopération entre populations, décideurs, professionnels, au service du cadre de vie et du bien commun ¹⁸».

Aller chercher des expériences collaboratives comme cas d'étude demande alors de se focaliser sur ces initiatives qui rassemblent des équipes hybrides autour des habitants, des usagers et des élus et qui font évoluer leur pratique au fur et à mesure du projet pour faire du projet urbain « un chantier ouvert, populaire et hospitalier » (ibid). Il est ici très intéressant de faire référence à la typologie mise en place par Bacqué, Rey & Sintomer suite à un travail comparatif de processus participatifs. Une typologie fondée sur la recherche de lien entre la gestion urbaine et la démocratie participative, et qui présente cinq caractéristiques :

« les procédures adoptées (budgets participatifs, jurys citoyens, conseils de quartier, développement communautaires, référendums, etc.),

¹⁸ <http://surlaplacepublique.net/>

l'intensité de la participation (information et transparence, consultation, contrôle, codécision, autogestion ou délégation de mission),

les acteurs impliqués (secteurs sociaux, citoyens organisés, citoyens mobilisés, simples citoyens, tous les citoyens),

la façon dont la participation s'articule ou non avec la modernisation (en distinguant en particulier quatre rôles des citoyens dans la modernisation de l'action publique : usagers, codécideurs, coréalisateur des décisions, contrôleurs de l'action publique),

le contexte social et politique (processus *top-down* vs. *bottom-up*, présence ou non d'un fort tissu associatif, rapport à l'État, politisation ou non-politisation de la démocratie locale...) » (Bacqué, Rey & Sintomer, 2004).

De ce fait, on a choisi de s'intéresser à des cas qui impliquent les habitants dans un niveau de participation élevé en ayant un objectif de co-production. Ou, pour reprendre la typologie de Fung (2006) selon le Democratic Cube, des démarches qui vont à la fois être ouvertes à tous les habitants, proposer un mode de décision qui dépasse le cadre de l'expression de préférences, et qui, en termes d'influence, se rapproche de la co-décision.

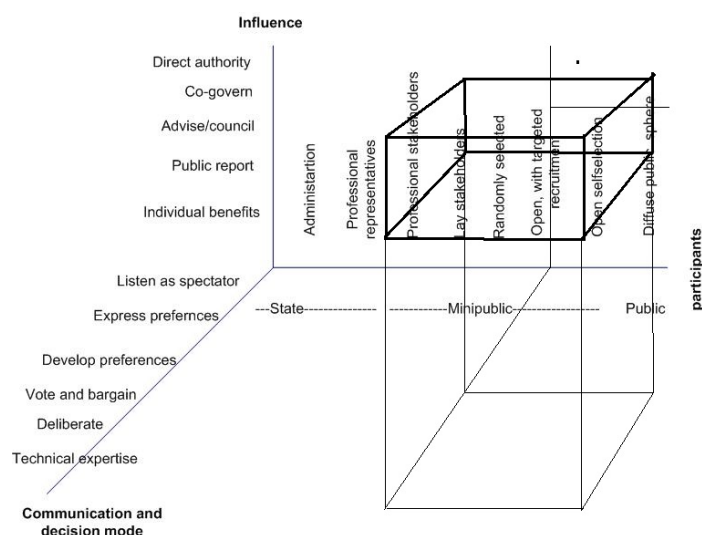


FIGURE 3 LE "DEMOCRATIC CUBE" DE FUNG ET LA ZONE D'INTERVENTION DE CETTE THÈSE

Les démarches que l'on choisit pour cette investigation selon le modèle de Fung (mais aussi en lien avec la typologie de Bacqué, Rey & Sintomer), sont des démarches graduelles qui, en s'adressant à un public large tout en voulant avoir un pouvoir de décision important, s'imposent de mettre en place des étapes qui permettent aux habitants de s'intégrer en se formant et en acquérant des compétences d'analyse, de délibération et d'application sur un territoire. Souvent, ces démarches utilisent souvent la méthodologie du *design thinking*, développée dans les années 80 par Rolf Faste (1987) puis rajeunie depuis les années 2010 par de nombreuses organisations créatives qui cherchent à intégrer divers profils tout en ayant un impact sur le terrain. On retrouve d'ailleurs les grands principes définis par Faste dans d'autres appellations comme le *Design Social*, le *B-Learning*¹⁹ ou le *Design Civique*, qui sont des méthodologies qui utilisent l'expérience de l'utilisateur et la créativité pour décider collectivement du design et de son application. On retrouve donc des éléments défendus par Fung et qui correspondent au haut de l'échelle d'Arnstein dans cette perspective de communication entre les différentes parties, et surtout de délibération avant une prise de décision partagée. C'est aussi ce qui est demandé aux citoyens dans le schéma classique du citoyen de la *polis* et qu'Ana Arendt décrit comme un co-dirigeant de la ville.

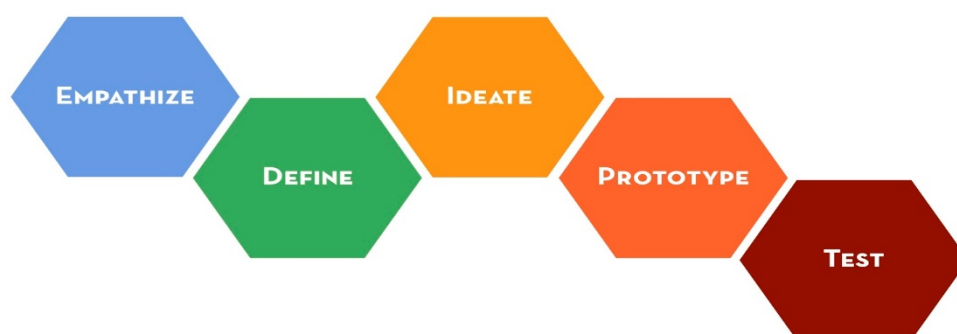


FIGURE 4. SCHÉMA PRÉSENTANT LA DÉMARCHE DU DESIGN THINKING

¹⁹ Entretien avec Oscar Martinez du 4 mars 2016 (annexe 1)

3.3.1 OÙ et quoi ?

La volonté de trouver des espaces publics produits par les habitants sous-entend forcément une recherche géographique. Les initiatives intéressantes en matière de renouveau de l'espace public sont nombreuses actuellement et se multiplient dans quantité de contextes.

Aussi, je me propose de porter un regard particulier sur deux territoires que sont Madrid et Genève. Non représentatifs des défis urbains à l'échelle mondiale, ils permettent néanmoins d'avoir une vision complémentaire de ce qu'est le contexte européen. Ce sont deux cultures différentes, qui proposent des expériences participatives différentes, avec une gestion de l'espace public qui tend à se rapprocher. Surtout, ils ont permis d'avoir accès à d'autres cas d'étude périphériques qui présentent des caractéristiques similaires permettant de collecter de plus amples informations. En sus, ce sont deux villes avec une culture de la participation forte dans les défis urbains. L'un pour son histoire avec les associations d'habitants et l'émergence de nombreux collectifs d'architecture depuis la crise de 2008. L'autre, pour son histoire liée à la culture des espaces alternatifs et aux luttes urbaines particulièrement symbolisée dans le quartier des Grottes, des Pâquis ou de la Jonction.

Madrid

Madrid est une ville du sud qui bénéficie d'une culture d'usage des espaces publics liée à la multitude d'activités qui se réalisent dans la rue en Espagne. On y boit, on s'y assied, on y parle, on y joue tout comme dans les autres régions de l'Espagne. Par sa situation géographique, il y règne un climat plutôt agréable qui tient un rôle important dans cette relation aux espaces publics mais pas uniquement. Son altitude

(600m) est un facteur d'hivers rudes et frais, et d'étés très chauds. Un élément primordial est l'histoire du mouvement vicinal espagnol qui a eu une force notable à Madrid. Né pour revendiquer de meilleures conditions de vie à l'ombre de la répression du régime franquiste à la fin des années 60, les associations de voisins ont rapidement adopté un profil démocratique et participatif qui a eu de grandes répercussions sociales. Ce fut une école de la citoyenneté, comme le définissent Pérez et Sanchez (2009), qui a eu un rôle important dans la transformation urbaine de la ville et qui a soutenu la rue comme support aux activités de socialisation. En général, elles se situent à l'échelle micro-locale et sont organisées par des gens du quartier qui connaissent parfaitement les problèmes du quotidien. On peut les définir de la manière suivante :

« un ensemble, plus ou moins cohérent mais stable et organisé, de pratiques et de discours de la part de la multitude face au capital et à l'État, qui dans des processus stratégiques de la ville, cherche à promouvoir et à défendre les intérêts des catégories sociales qui vivent sous la domination du capital²⁰ » (Pérez, 2009).

Si ces modes d'organisation se sont diversifiés, l'émergence de nombreux collectifs urbains ces dernières années à Madrid est à mettre en perspective avec cet élément historique. Mais pas que. Parce qu'il faut aussi souligner le poids de la crise économique et notamment l'explosion de la bulle immobilière espagnole - qui a eu des répercussions énormes sur la réflexion de la production de la ville et sur la naissance de jeunes collectifs d'architectes et d'urbanistes qui ont dû repenser leur profession. Il faut aussi mettre en avant la rénovation des modes de contestation qui diversifient leurs outils et leurs modes d'expression (Walliser, 2013), et qui ont donné naissance à un mouvement tel que celui des Indignés à la *Puerta del sol*. Ce sont des dynamiques particulièrement fortes à Madrid (voir la densité du réseau

²⁰ Traduction propre

Arquitecturas Colectivas par exemple), qui tentent de faire de la rue et des places un support à l'activité politique, et que l'on retrouve non seulement dans le *15M* mais aussi dans des projets plus ciblés tel que le *Campo de Cebada* par exemple. Le choix de Madrid comme support de recherche permet donc d'avoir accès à une multitude d'initiatives liées à la production de la ville, que l'on va analyser en détails comme le *Campo de Cebada* ou le projet *Banco Guerrilla*, ou qui peuvent faire l'objet de référence tels que *la huerta de Tetuan*, *Esta es una plaza*, *VdB*, *Autobarrio San Cristobal* ou encore *El barrio es nuestro*, soutenues par un nombre impressionnant de collectifs (*Todo por la Praxis*, *Paisaje Transversal*, *Pez Estudio*, *Basurama*, *Zuloark*, etc.).

Raphael Besson (2016) trace même une typologie de ces laboratoires urbains madrilènes qu'il met aussi en lien avec une politique culturelle d'avant-garde. Reprenant les expériences citées auparavant en les associant à des initiatives culturelles, il dresse une carte qui explicite parfaitement pourquoi Madrid est un territoire innovant et un centre du renouveau du projet urbain. Par sa densité, sa longévité et son activité, ce panorama est donc unique en Europe. Non pas qu'il n'existe pas d'autres endroits où se sont mises en place de nombreuses initiatives (Marseille ou Berlin par exemple) ; mais rares sont les villes qui peuvent compter sur autant de collectifs actifs sur la question de la production de la ville. Encore une fois, l'éclatement de la bulle immobilière n'est pas étranger à cela (procurant de nombreux espaces vides au milieu de la ville ainsi qu'une pression forte de la part des jeunes diplômés qui se retrouvent sans débouchés).

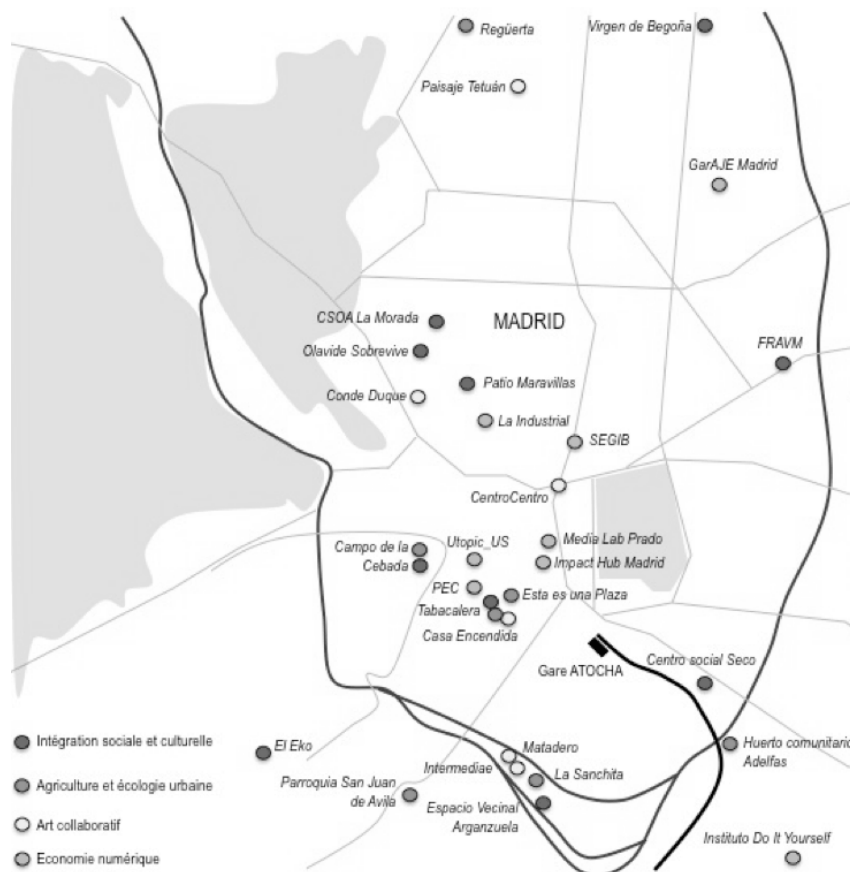


FIGURE 5. TYPOLOGIE ET LOCALISATION DES *LABORATORIOS CIUDADANOS* À MADRID (SOURCE : RAPHAËL BESSON, VILLES INNOVATIONS)

Aussi, Madrid a vu son espace public se convertir en espace de revendication très tôt - débordant de la culture squat afin de revendiquer des espaces vides et une culture de quartier en même temps que ces mouvements revendicatifs se renouvelaient. L'appui des nouvelles technologies a ainsi été très vite adapté dans la capitale espagnole ce qui a permis d'établir des liens entre les différentes initiatives et de renforcer les dynamiques alternatives de production de l'espace. Des débats urbains (*#debatesurbanos*), des séminaires (*#EQUlciudad*, *#bat_2013*) se déroulent régulièrement et ont pour effet de multiplier les quartiers en processus de régénération urbaine sur la base des connaissances et de consultations populaires. Ainsi, la production de la ville est devenue l'affaire de tout le monde, et ce qu'un collectif a commencé à partir de l'académie ou de l'activisme commence à

être perçu dans les rues, sur les places et dans les têtes des gens et des experts qui pensent ce que sont les espaces publics et la ville.

Genève

Genève présente un profil différent mais tout aussi intéressant. Elle bénéficie d'une stature internationale qui cache un dynamisme local très pertinent pour cette thèse. Il existe là aussi une histoire particulière liée à l'engagement citoyen qui dépasse le particularisme suisse de la démocratie directe. Si les mouvements vicinaux ne sont pas aussi organisés qu'à Madrid et sont souvent entretenus par les institutions (contrats de quartier institutionnels, subventionnement aux maisons de quartier), Genève a été une ville très fortement marquée par la culture des squats à la fin des années 90, comptant jusqu'à plus de 160 lieux autogérés simultanément. Et s'ils ont quasiment tous disparus aujourd'hui, il reste néanmoins une trace de cette manière de produire la ville qui s'exprime dans des organisations locales atypiques (Grand Conseil de la Nuit, Îlot 13, Maisons de quartier) ou dans une culture de quartier encore très présente (Ville est à vous, marchés locaux, fêtes de quartier).

Il est aussi très intéressant d'observer la spontanéité qui existe sur l'espace public dès l'arrivée des beaux jours. Les parcs et les bords du lac Léman sont pris d'assaut par tous types d'activités. C'est cette gestion différenciée des saisons qui tisse une relation ambiguë avec l'espace public : très limitée l'hiver, très dynamique l'été, avec une législation répressive qui est tout autant permissive en fonction des contextes. Il est en effet possible de faire des barbecues sur les bords du lac en plein centre-ville ou de jouer au foot dans les parcs, mais les règles émises pour les occupations temporaires d'espaces publics sont très strictes et demandent jusqu'à deux permis différents (de la ville et du canton) pour organiser toutes sortes de manifestation.

En outre, on assiste aussi à un engagement local vers une réflexion sur les espaces publics comme espaces de réalisation politique : davantage porté par les institutions d'un côté (Contrats de quartiers, Unité d'Action Communautaire, La Ville est à vous), et symbole de l'activité associative de l'autre (les Pâquis sont à la rue, Jours de fête ou encore l'été à la Jonction). L'espace public est alors directement mis en lien avec la question de l'activation communautaire et de la place du citoyen en ville. A titre d'exemple, on peut se référer à des quartiers comme les Grottes, la Jonction ou les Pâquis qui sont des terrains d'observation très intéressants.

Cogato Lanza et al, dans leur ouvrage *De la différence Urbaine* (2013), tracent par exemple les lignes de la singularité du quartier des Grottes tant pour son histoire que pour sa dynamique actuelle. D'abord quasiment entièrement racheté par la municipalité au début du 20ème siècle dans le but de le détruire pour reconstruire un méga quartier, la crise économique et la guerre provoquent l'abandon du projet. Le quartier a alors été délaissé jusque dans les années 70 lorsque l'APAG (Action Populaire Aux Grottes) décide de faire appel à des squatteurs pour réoccuper le quartier et s'opposer à sa démolition. Il s'y est alors développé une vie faite d'occupations et d'évacuations mais aussi une multitude de lieux alternatifs. La municipalité a finalement fini par rejeter le plan de destruction et a entamé des rénovations. Aujourd'hui, le quartier est impliqué dans un plan participatif de réflexion sur le futur urbain qui passe autant par des voies institutionnelles (contrats de quartier) que par le développement d'une urbanité micro-locale à laquelle participent les associations. On peut d'ailleurs faire le parallèle avec le quartier des Pâquis qui vit un processus institutionnel lié à un contrat de quartier, en même temps que se solidifie le tissu associatif. Cette dynamique se symbolise dans la place de la Navigation qui est un espace central du quartier tant géographiquement que pour les activités qu'il reçoit tout au long de l'année. Lieu de transit, il est aussi lieu d'accueil pour une mixité de public qui y développe des usages différenciés qui façonnent l'espace au fil des saisons et des journées. Les sorties d'écoles y amènent

de nombreux enfants jouant au ballon, les soirées des jeunes se regroupant, alors que la journée les deux abris de bus sont fortement convoités par tous les habitants. Cet espace public sera donc un point de départ pour ma recherche, visant à définir quels sont les impacts des usages et des pratiques sur la définition de la ville.

Mais un autre quartier genevois vit de nombreuses mutations. C'est le quartier de la Jonction, ancien quartier maraîcher du XIX^{ème} siècle - comme le témoignent ses noms de rues ("du jardin", "des Plantaporrêts", "David Dufour", etc.), refuge de Lénine lors de son exil à Genève, puis quartier industriel au XX^{ème} siècle. C'est aujourd'hui un quartier populaire qui connaît un phénomène de gentrification croissant. Un peu plus de 15 000 habitants peuplent cet espace entre Arve et Rhône sous la dénomination "Plainpalais-Jonction". Mais la "Jonx" se concentre surtout autour du boulevard Carl-Vogt. Si on se réfère au travail de diagnostic du service social de la Ville de Genève, il y a un tissu associatif large, divers, qui s'est engagé dans différents mouvements contre la gentrification, pour une maîtrise du trafic et du bruit, et aussi de nombreux petits commerces. La Jonction est un quartier qui vit donc de nombreuses mutations. Liées à son contexte local, avec l'émergence de nouveaux espaces institutionnels ou commerçants qui transforment progressivement le tissu local (rue des bains, de l'école de médecine). Liées aussi aux évolutions urbaines à Genève et à la pression croissante qui s'exerce sur le logement et qui entraîne de nouvelles opérations immobilières modifiant profondément le paysage ou créant des incertitudes sociales chez les habitants (Cité Honegger, immeubles de l'Hospice rue des Maraichers). Ainsi, à la Jonction « le principal facteur de hausse de loyer est le changement de locataire ; en 2011, pour les quelque 7 % de logements à loyer libre dont le locataire a changé, le loyer a augmenté de 17 % en un an, tandis qu'il reste quasi stable si le locataire reste en place (+ 0,4 %). » (Hervé Monfort, statisticien OCSTAT²¹). C'est pour cela que le

²¹ <http://genevemondiale.ifaway.net/2012/05/07/r-gentrification-developpement/>

quartier connaît certaines tensions comme la manifestation du 25 juin 2015, et que cette question de gentrification est un thème récurrent et présent dans les médias et les institutions locales – comme le témoigne l'exposition "Quartier en mutation" en 2011 à la Maison de Quartier de la Jonction (MQJ). Dans ce contexte, il sera intéressant de se focaliser sur l'association d'habitants et surtout sur le projet du Parc de la Baleine qui a mis en scène de nombreuses personnes dans la récupération et la production d'un espace public en plein cœur du quartier. Coordonné par l'association 60x60, le processus participatif du Parc de la Baleine regroupe plus de 60 familles autour d'un espace de jeux qui a aujourd'hui de multiples usages : potager urbain, salle de cinéma, centre aéré pour les enfants pendant les vacances, lieu de rencontre entre associations, etc.

3.4 DÉMARCHE EXPÉRIMENTALE

En cherchant à aller plus loin, à approfondir, et à vraiment appliquer les principes mis en avant dans les principes de la recherche-action, cette investigation s'est aussi dirigée vers la mise en place d'expériences concrètes sur l'espace public. L'objectif est aussi de pouvoir répliquer les apprentissages des études de cas dans un contexte dont on peut maîtriser certaines variables. Comme le mentionnent Bakker & Denters (2012), une expérience est l'occasion de concevoir et de développer de nouveaux outils et de tester sa validité empirique et instrumentale. Cette méthodologie n'est

pas encore très utilisée, mais elle est de plus en plus présente dans les sciences sociales ces dernières années, notamment en ce qui concerne les nouveaux instruments de politiques publiques et les nouveaux mécanismes de participation. En outre, c'est une façon de contrôler un certain nombre de variables, et en particulier la variable de temps. Mettre en place une expérience permet de comparer la situation avant et après la mise en œuvre du traitement.

Qu'est-ce qu'une expérience ? Tout d'abord, il faut souligner que les sciences sociales commencent maintenant à comprendre l'expérimentation comme une façon d'évaluer les hypothèses en intervenant directement dans les processus politiques et sociaux pour observer les effets de cette hypothèse.

Roth (1995), identifie trois objectifs : isoler l'observation en faisant varier les détails de la façon dont l'expérience est menée (*searching for facts*), tester les prédictions (*speaking to theorists*) et faciliter le dialogue entre les chercheurs et les décideurs (*whispering in the ears of princes*). Selon Druckman et al (2010),

« experiments can expand our abilities to change how critical target audiences think about important phenomena. The experimental method produces new inferential power by inducing researchers to exercise control over the subjects of study, to randomly assign subjects to various conditions, and to carefully record observations » (2010 : 12).

Un design expérimental concerne une relation causale, une comparaison entre deux états du monde : celui qui a subi une intervention et un autre dont ce n'est pas le cas. Le principal problème est que ces deux états ne peuvent pas être simultanés, provoquant un biais dans l'observation. La réponse à ce défi méthodologique était l'assignation aléatoire des unités recevant le traitement, car les deux groupes ($(i = 1)$ pour ceux recevant le traitement et $(D_i = 0)$ pour les unités de contrôle) sont initialement également susceptibles de recevoir un traitement et d'obtenir les mêmes résultats (Gerber & Green, 2012). Cependant, dans cette recherche, il est très

compliqué en termes de coût, de travail ou d'implications urbaines, de pouvoir appliquer le traitement au hasard. Cela demanderait d'établir une liste d'espaces publics susceptibles de recevoir une modification à appliquer aléatoirement, ce qui signifierait : agir dans différentes villes, appliquer le traitement dans plusieurs domaines, avoir l'approbation des autorités, former des équipes de travail, etc. soit un ensemble de facteurs impossibles à mettre en place pour un doctorat.

Par conséquent, il faut prendre en compte cette incompatibilité entre la conception de cette recherche et la stricte définition de la méthode expérimentale (Druckman et al, 2010), et je dois assumer l'intervention du chercheur dans la désignation des unités d'observation. Il y a également les mêmes exigences pour construire la validité interne et externe de l'expérimentation : appliquer le traitement aux bonnes personnes (que l'unité de contrôle n'est pas affectée par le traitement); l'usure liée au processus, la motivation individuelle à participer, l'exclusivité de traitement (pas d'autres traitements pouvant interférer avec l'enquête), etc. Et assumer que les résultats obtenus aient des capacités de généralisation limitées.

Ainsi, j'ai mis en place une démarche expérimentale entre 2013 et 2014. Le but était de répliquer, dans des projets concrets et en maîtrisant la temporalité et donc la mesure de certaines variables, des processus que j'avais observés dans les différents cas d'étude. Cette expérience s'est fondée sur les objectifs liés au cube démocratique de Fung et a mis en place un processus inspiré du *design thinking* permettant aux participants de s'intégrer et d'accéder à des compétences favorisant la réalisation des objectifs. On le verra après, mais cette progression dans les cas expérimentaux est un élément crucial pour leur relation avec des concepts de production de ville et de développement d'une citoyenneté urbaine. Ainsi, c'est à Ambilly (France) qu'a commencé la démarche expérimentale en février 2013. En accord avec la mairie, le projet DSMY14 ("Dans mon quartier en 2014") avait pour but de planifier avec les habitants la rénovation de trois placettes situées à un

carrefour central de la ville. Il s'est achevé en octobre 2014 par la livraison de plans aux services de l'urbanisme et l'organisation de la deuxième fête de quartier.

3.5 STRUCTURE DE TRAVAIL

A partir de là, j'organiserai mon travail en maintenant un dialogue entre les cas d'étude et la théorie afin de continuer à accompagner l'exploration dynamique de ma recherche. En effet, les différentes méthodes utilisées sollicitent la théorie à divers moments. La recherche-action, par son processus cyclique, permet un approfondissement des connaissances dans la mesure où le lien entre le champ empirique et la théorie est maintenu et questionné au fil de son avancée. En outre, l'évolution de mon travail vers une démarche expérimentale qui s'appuie sur les cas d'étude impose un séquençement et un approfondissement intermédiaire au prisme de la question de la citoyenneté qui se traduit dans de nouveaux apports théoriques en chapitre 5.

En référence au phénomène de production de la ville, mon analyse se portera d'abord sur la quotidienneté, le détournement et la participation. Inspiré du travail de Lefebvre (1974), les pratiques spatiales et les espaces de représentations sont ainsi mobilisés dans un schéma accumulatif (pratiquer, détourner, participer) qui s'exprime en lien avec l'espace public comme espace de référence du politique et du collectif.

4. DE LA VIE QUOTIDIENNE À LA PARTICIPATION

4.1 TACTIQUES DES HABITANTS : VIE QUOTIDIENNE

« L'analyse des images diffusées par la télévision (des représentations) et des temps passés en stationnement devant le poste (un comportement) doit être complétée par l'étude de ce que le consommateur culturel « fabrique » pendant ces heures et avec ces images. Il en va de même en ce qui concerne l'usage de l'espace urbain » (*De Certeau, 1990 : pXXXVII*)

Si on observe une opposition de perspectives très bien mise en avant dans l'article de Carretero (2002), la littérature s'accorde pour définir la vie quotidienne selon un ensemble de restrictions qui dépendent de la situation sociale, familiale et professionnelle de l'individu, et qui s'organisent au milieu de la logique de consommation de masse, des rythmes scolaires, des services publics, de la densité des équipements, du zoning urbain, des espaces publics. La quotidienneté doit aussi s'organiser avec les problèmes sous-jacents à cet ensemble de variables qui englobent la quotidienneté (affaiblissement des institutions sociales traditionnelles, allongement des distances entre la maison et le lieu de travail...), et avec le fait que l'individu fréquente divers univers sociaux qui ne se superposent pas, et qui pour autant ont chacun leurs propres restrictions et logiques spécifiques (Lefebvre, 1958,

1961, 1981; Maffesoli, 1973; Forray-Claps, 1995; Bourdin, 2005; Kalekin-Fishman, 2013). On définit d'ailleurs la quotidienneté entre

« le temps des activités domestiques, celui des activités professionnelles, le temps des loisirs, des activités culturelles et de sociabilité, et le temps du repos » (Forray-Claps, 1995 : 154).

Celle-ci détermine une interdépendance entre eux, surtout s'agissant d'un temps aussi essentiel que le temps de la sociabilité. En effet, selon l'architecte chilienne, dans notre quotidienneté, le temps des rencontres n'est pas prioritaire, et est par conséquent délimité par le travail domestique et professionnel qui va déterminer le lieu et le temps disponible pour la socialisation (devant l'école en attendant les enfants, pendant la pause du déjeuner, etc.).

On peut donc en conclure que les activités sociales et l'espace public de proximité y jouent un rôle prépondérant parce qu'ils permettent d'amplifier ce temps en créant des espaces propices au développement des activités de socialisation dans la vie quotidienne. En effet, l'espace public de proximité intègre la notion de communauté et qui permet les activités sociales en leur sein. L'espace y est restreint et permet une identification au lieu, ainsi que le renforcement des liens de socialisation. Il s'agit de gérer les rythmes du temps social, les rythmes collectifs qui sont liés à l'existence d'une signalisation d'un lieu et d'une possible synchronisation des individus dans le temps et l'espace. C'est alors l'ouverture vers des possibilités d'interaction, d'échange, de délibération qui rappelle la définition classique de l'espace public, et qui laisse émerger une possible activité de production par le biais des dynamiques qui rythment la quotidienneté dans son usage de l'espace.

4.1.1 Quotidienneté, opportunités, biopolitique

Si l'analyse qu'en propose Lefebvre reste essentiellement critique, même si elle est à prendre en compte dans un certain contexte historique, la quotidienneté, tout comme la ville dans son intégralité, peut donc être tout autant un cadre de contraintes qu'un cadre d'opportunités. En se référant à Bourdin (2005), on note qu'il existe une perspective de construction de la vie quotidienne qui va plus loin que le simple fait de se soumettre au contexte :

« en insistant sur le cadre de contraintes, on verra dans l'expérience personnelle un jeu de variance et d'interprétation qui n'exclut pas la richesse, l'inventivité et la liberté, mais reste fondamentalement structuré. En privilégiant l'expérience, on fait du système de contraintes un ensemble de ressources avec lesquelles l'individu construit son existence, dans une démarche structurante, même lorsque les contraintes sont fortes. Dans le premier cas, la vie quotidienne reste toujours banale, dans le second, elle est toujours une aventure (...) et le passage de la vie quotidienne structurée à la construction de la vie quotidienne est au cœur de l'expérience de l'individu dans la métropole » (Bourdin, 2005 : 86).

C'est aussi ce que De Certeau s'est appliqué à démontrer :

« [De Certeau] a cherché à débusquer la création culturelle dans la banalité de la vie quotidienne [ce qui l'a mené à s'intéresser] aux interstices et aux frontières par lesquels l'individu échappe à ce que l'on attend de lui, détourne les objets, les codes et les usages » (Bedin et Fournier, 2009).

Il appuie sa pensée sur la simplicité de la vie de piéton dans la ville qui peut toujours choisir comment parcourir les rues, quel itinéraire préférer, comment jouer avec les contraintes de l'espace construit et disponible qui fait que *l'espace se construit et s'invente*. C'est dans cette quotidienneté que De Certeau montre

« la part de créativité dispersée, de ruse, d'accommodements et de détournement qui permet au consommateur de tisser le réseau d'une *antidiscipline* » (Bedin et Fournier, 2009).

Ce que l'on essaie donc d'en conclure, c'est que si cela demande de mobiliser certaines ressources (ce que De Certeau appelle *tactique*²²), cela permet aussi à l'individu de lutter contre le phénomène de privatisation et de donner du sens à ses expériences dans la ville; et in fine à l'urbanisme d'interagir avec ces dynamiques pour participer, et non pas se définir comme le seul acteur prédominant dans la construction des modes de vie qui se développent dans la ville. C'est une relation que l'on observe déjà comme effective dans son cadre de contraintes, puisque l'on se rend compte que les modes de vie qui prédominent aujourd'hui répondent aux logiques qui forment la ville et qui la lient aux stratégies néolibérales (désaffection, affaiblissement des relations et différenciation liée à la prédominance des logiques de consommation de masse).

²² « J'appelle stratégie le calcul des rapports de forces qui devient possible à partir du moment où un sujet de vouloir et de pouvoir est isolable d'un « environnement ». Elle postule un lieu susceptible d'être circonscrit comme un propre et donc de servir de base à une gestion de ses relations avec une extériorité distincte. La rationalité politique, économique ou scientifique s'est construite sur ce modèle stratégique. (...) J'appelle au contraire tactique un calcul qui ne peut pas compter sur un propre, ni donc sur une frontière qui distingue l'autre comme une totalité visible. La tactique n'a pour lieu que celui de l'autre. Elle s'y insinue, fragmentairement, sans le saisir en son entier, sans pouvoir le tenir à distance. Elle ne dispose pas de base où capitaliser ses avantages, préparer ses expansions et assurer une indépendance par rapport aux circonstances. Le propre est une victoire du lieu sur le temps. Au contraire, du fait de son non-lieu, la tactique dépend du temps, vigilante à y saisir au vol des possibilités de profit. Ce qu'elle gagne, elle ne le garde pas. Il lui faut constamment jouer avec les événements pour en faire des occasions. Sans cesse le faible doit tirer parti des forces qui lui sont étrangères » (De Certeau, 1980, p. XLVI)

C'est ainsi une ouverture vers une relation qui peut se modifier avec d'autres objectifs qui ne seraient pas d'ordre économique, mais liés à la participation des citoyens dans la vie sociale et politique de la cité. L'incitation, la réinvention d'un contexte de proximité sont des portes d'entrée pour l'urbanisme dans la diffusion de modèles de comportements disponibles, de modes de vie qui peuvent intégrer le politique. Les différentes expériences qui ont inspiré ce travail ont d'ailleurs démontré la capacité que peut revêtir l'urbanisme à travers la configuration de l'espace public, la gestion des flux, l'usage de l'espace ; en construisant des artefacts par le biais d'ambiances, d'événements qui s'intègrent dans le quotidien et qui recherchent l'éclosion d'un contexte favorable à la construction de modes de vie qui peuvent donner plus d'espace à la socialisation et la politique.

4.1.2 Produire par des pratiques quotidiennes

Produire l'espace par ses pratiques quotidiennes fait donc directement référence au travail de Lefebvre sur la production de l'espace. D'ailleurs, malgré une différence de perspective, De Certeau et Lefebvre se sont aussi rejoints dans leurs études portant un regard complémentaire sur la question de la quotidienneté (Lefebvre publia *Critique de la vie quotidienne* en trois volumes successifs en 1958, 1961 et 1981; De Certeau publia *L'invention du quotidien* en 1980). Ils ont non seulement montré de la familiarité dans leurs approches (surtout le second vers le premier, pour des raisons chronologiques évidentes), mais se sont - et ce hormis la réserve de De Certeau par rapport à la tradition marxiste - complétés vis à vis de notions tant essentielles dans cette thèse comme l'antidiscipline et les possibilités d'action de l'individu dans la définition de son propre espace (en complément des thèses de

Foucault parfois trop restrictives dans ce sens). Cette affinité entre les deux auteurs surpasse ce qui les oppose pour pouvoir construire ensemble une pensée plus forte:

« Certeau ne pense, d'une certaine manière, contre Lefebvre que pour aller plus loin, au-delà d'une pensée de l'aliénation qui lui paraît comme un moment révolu dans les sciences humaines » (Delacroix-Bourreau, 2002 : 143).

A partir de là, ce travail cherche donc à savoir ce que l'individu produit avec ce qu'il voit, achète, consomme, touche, utilise. C'est à dire savoir ce qu'il fait des messages qu'il reçoit, et plus spécifiquement ici, quel est l'usage qu'il fait de l'espace en fonction des espaces publics qui sont mis à sa disposition. Un terrain de sport est-il toujours uniquement utilisé pour la pratique sportive ? Une place est-elle un lieu de passage, de discussion, de jeux ? Un parc est-il un lieu de transit, de loisirs, de rencontres ? Et sous quelles conditions ? Ainsi, lorsque l'on utilise le terme *mis à disposition*, c'est avec la volonté d'incorporer autant les caractéristiques de la morphologie de l'espace que les cadres légaux et les normes culturelles. C'est cette matrice qui va déterminer ce que l'individu va produire par le biais de l'espace public. En d'autres termes, la lecture de De Certeau amène à s'intéresser aux perspectives de production de la ville par le biais de dynamiques sociales et politiques qui sont déterminées par les usages et donc par l'habitant. La vie quotidienne, par les usages de l'espace liés aux pratiques, est alors un levier pour définir des représentations de l'espace.

C'est ce processus qui va façonner l'espace et que l'on retrouve dans la mise en avant de la valeur d'usage, que les travaux de Lefebvre ont défini comme suit : la valeur d'un espace est liée à l'usage que l'on en fait - et non à sa valeur d'échange tel que le conçoit le néolibéralisme qui cherche à produire des espaces urbains pour son propre bénéfice. Jaume Franquesa (2013) le décrit très bien dans son étude du quartier de Sa Calatrava à Palma de Mallorca. Faisant référence à la géographie

du capital, il expose l'idée que le capitalisme crée un paysage matériel, construit, qui facilite ses objectifs d'accumulation, en devenant un véritable moyen de production. La ville devient donc une marchandise produite, dans ce cas non pas par les habitants, mais bien par les structures capitalistes qui cherchent à façonner l'espace pour maximiser leurs profits. On peut citer l'exemple des *Business Improvement District* à Londres, dont le site de la mairie de Londres définit le but :

« provide additional or improved services, identified by the local businesses. This could include extra safety, cleaning or environmental measures²³ ».

Le secteur marchand privé devient donc celui qui identifie les besoins en termes d'espace public et celui qui est chargé de l'*améliorer*. C'est ce qui détermine par exemple le phénomène de gentrification et qui amène à la création d'espaces publics aseptisés et optimisés pour la gestion de flux (de grandes artères sans obstacles par exemple).

On cherche donc ici à identifier les dynamiques urbaines qui inversent cette logique pour arriver à produire la ville depuis le regard et l'expérience des habitants. L'individu se mue en acteur de la construction de son contexte dans une dynamique qui le définirait comme citoyen urbain. Et si la production silencieuse de l'espace se définit donc par l'usage que les habitants donnent aux espaces publics, le travail que l'on présente ici démontre que la ville se fait par le biais de ces logiques d'usage et qu'il est possible d'influer sur ces dernières depuis notre condition d'habitant. C'est ce que l'on démontre grâce aux notions de quotidienneté et de modularité de l'espace et qui s'épanouissent dans l'urbanisme de mouvement ou l'urbanisme tactique. Néanmoins, en tant qu'étape préliminaire, je me suis intéressé à la production de l'espace par l'usage en observant de manière non-participante une

²³ <https://www.london.gov.uk/what-we-do/business-and-economy/supporting-business/about-business-improvement-districts>

place commune de Genève avec pour objectif de comprendre comment l'usage pouvait façonner l'espace.

A ce sujet, on a tous en tête ces places de villages prises d'assaut par les enfants y jouant au football contre les portes de l'église, ou les parcs urbains qui se transforment en piste d'athlétisme en fin de journée lorsque de nombreux citadins y réalisent leur jogging. Aussi, on perçoit la temporalité des villes qui sont balnéaires l'été puis désertiques l'hiver, centres financiers le jour et discothèques la nuit. La ville peut ainsi multiplier ses visages dans une morphologie figée car elle est produite par les usages de ses habitants. Si on se réfère à l'exemple de Genève, dans un premier temps se sont des lieux symboliques qui changent de visage en fonction des usages car ils accueillent des événements ou des activités. Dans ce cas, on pense bien évidemment à la plaine de Plainpalais mais aussi à la rade, qui sont des lieux de fêtes (fêtes de Genève, fêtes foraines, fête de la danse), des repères locaux (marchés, puces), des lieux d'expression (manifestations, stands d'informations), des symboles (jet d'eau), des lieux de loisirs (skate parc, jogging, plage, pétanque). A ce niveau, on sollicite davantage la réglementation et la question de l'urbanisme temporaire soulevée par Pradel (2010) qui organise ou favorise des moments de rencontre ; l'habitant donnant un sens à la ville par les opportunités d'usages différenciés qui lui sont offertes : le sport en ville, la fête, les activités touristiques, le jardinage, etc.

C'est alors l'intensité de ces activités qui va participer à produire la ville dans ses espaces de représentation et sa pratique spatiale (Lefebvre, 1980). Une intensité qui va dépendre des stimulations émanant du législateur (pour la question de la mobilité douce à Genève par exemple, l'interdiction de l'usage du vélo dans les parcs, la multiplication des amendes contre les cyclistes durant l'été 2016 ou la non-application des projets de mobilité), mais aussi de l'action publique (peu de construction de pistes cyclables, pas de réseau de vélos en libre-service). Certes, la

morphologie ne variera pas, mais la ville sera *représentée* comme *écologique, sportive, festive, intelligente, locale*, etc. en fonction des pratiques spatiales de ses habitants qui peuvent être favorisées par l'urbanisme temporaire mais aussi par des réglementations ou des infrastructures. Pour revenir sur l'exemple genevois en lien avec la mobilité douce (certainement un des plus grands enjeux urbains contemporains), on peut donc observer que le pouvoir public ne favorise pas encore les usages allant dans ce sens, ce qui limite les possibilités de l'habitant à produire une ville *douce*, c'est à dire, en reprenant les notions développées par Lefebvre, à construire des espaces de représentation et des pratiques spatiales en faveur de la mobilité douce.

Néanmoins, dans le but d'être encore plus concret sur le lien qui existe entre pratiques, représentation et production, je propose de faire référence à un espace concret, la place de la Navigation à Genève, afin de pouvoir décrire le rôle de l'habitant en lien avec son quotidien. Comme on le verra dans l'illustration présentée ci-dessous, cette analyse permet alors de distinguer les sollicitations temporaires d'un côté, pour insister de l'autre sur les possibilités liées aux *tactiques* et *stratégies* définies par De Certeau.

4.1.3 **La place de la Navigation, Genève**

Lieu : Genève

Date : 2014-2015

Stratégie de recherche : observation non-participante en 2014 et 2015 (quatre sessions), étude de la documentation du projet de rénovation et entretien avec un travailleur social de l'Unité d'Action Communautaire de la ville de Genève.

La Place de la Navigation est située dans le quartier des Pâquis. Elle est limitée par la rue des Pâquis et se prolonge dans la rue du Léman qui est piétonne. À l'origine, les Pâquis étaient d'anciens pâturages situés hors des fortifications mais qui se sont peu à peu urbanisés. Aujourd'hui c'est un quartier populaire et cosmopolite, connu pour son commerce lié aux activités nocturnes dont la prostitution, mais qui abrite aussi une vie sociale riche et très diversifiée. Si les problèmes sociaux et d'insécurité sont les principaux clichés qui caractérisent le quartier, on ne peut cependant nier leur existence. La place de la navigation est donc au cœur du quartier et en est un des principaux points de convergence. Il y a cinq restaurants autour de la place, deux supermarchés, une banque, un hôtel, une pharmacie, et si l'on considère son prolongement dans la rue du Léman, on peut y ajouter un restaurant, un petit supermarché et un local d'association. Deux arrêts de bus sont aussi situés vers la rue des Pâquis. La place a été rénovée en 2006 et deux marchés hebdomadaires ont lieu les mardis et vendredis matin.



FIGURE 6. PLAN AÉRIEN DE LA PLACE DE LA NAVIGATION



FIGURE 7. PHOTO PANORAMIQUE DE LA PLACE DE LA NAVIGATION



FIGURE 8. PHOTO DE LA RUE DU LÉMAN

Ce qui m'intéresse particulièrement est d'observer de quelles manières les habitants s'accaparent ce lieu, l'habitent, le produisent, et comment est gérée sa double identité entre lieu de transit et lieu de vie.

Pour cela, j'ai utilisé la méthodologie d'observation ethnographique développée par Pérec dans son ouvrage *Tentative d'épuisement d'un lieu parisien* (1982). Tout comme l'écrivain, je me suis assis durant de longues heures afin d'observer et de décrire ce qu'il s'y passait : un matin, un soir, par beau temps, sous la pluie, pendant les vacances, à la fin de l'école. J'ai cumulé quatre périodes d'observation de deux heures chacune que j'ai recompilé dans des notes et des schémas dynamiques d'utilisation de l'espace.

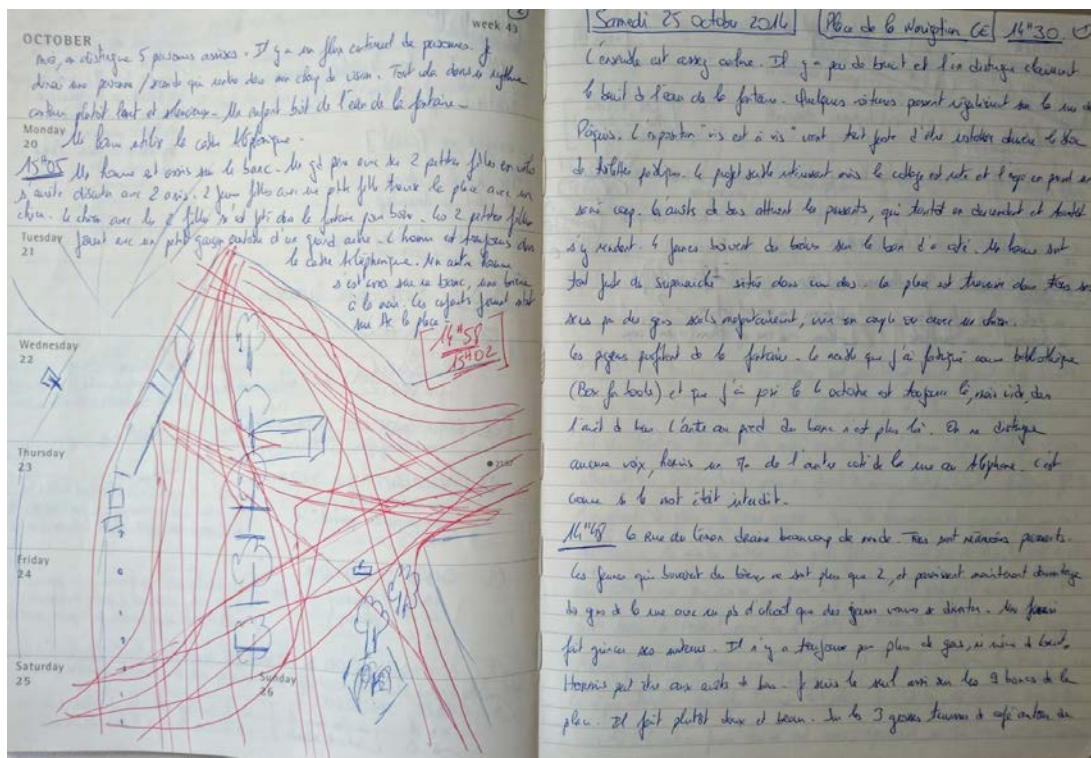


FIGURE 9. EXTRAIT DE MON CAHIER D'OBSERVATION

Un des premiers enseignements est la prédominance de sa fonction de transit. Comme le démontre le schéma des lignes de traversées, la place de la navigation est parcourue dans tous les sens et les différents arrêts de bus juxtaposés à la place sont d'importantes forces d'attraction. La ligne nord-sud reliant le quartier au lac est aussi très utilisée. Hormis pendant le temps du marché, les espaces d'opportunités d'usages différenciés sont limités à la largeur de la rue du Léman et au centre de la place de la navigation. Les vélos sont nombreux mais ce sont majoritairement les piétons qui sillonnent l'espace - les voitures étant interdites et les rues des Pâquis et Abraham-Gevray jouissant d'un trafic mesuré.

Samedi 25 octobre 2014 / 14h48

La rue du Léman draine beaucoup de monde. Tous sont néanmoins passants. Les jeunes qui buvaient des bières ne sont plus que deux, et paraissent maintenant davantage des gens de la rue un problème d'alcool que des jeunes venus se divertir. Une Ferrari fait grincer ses moteurs. Il n'y a toujours pas plus de gens, ni même de bruit, hormis peut-être aux abris de bus. Je suis le seul assis sur les neuf bancs de la place. Il fait plutôt doux et beau. Sur les trois grosses terrasses de café autour de moi, on distingue cinq personnes assises. Il y a un flux continu de personnes. Je dirai une personne par seconde qui rentre dans mon champs de vision. Tout cela dans un rythme continu plutôt lent et silencieux. Un enfant boit de l'eau de la fontaine. Un homme utilise la cabine téléphonique.

Cependant, on observe aussi que cette caractéristique de lieu de transit et de mobilité est aussi contrariée par d'autres usages. On mange sur les terrasses des cafés mais aussi sur les bancs, on y lit son journal, on discute avec ses voisins, on promène ses animaux

de compagnie, on essaie d'endormir les bébés, on y téléphone... Un ensemble de pratiques qui, comme l'explique Senett (2011), établissent un lien entre la sphère privée et la sphère publique et participent à la définition de l'espace public comme lieu de formation du commun. Ce qu'on ferait habituellement chez soi, on le fait aussi à la Place de la Navigation. Et l'habitant, en partageant son quotidien, produit alors des espaces d'échange et d'opportunité. Un des exemples les plus probants que l'on a pas encore cité est celui des enfants qui utilisent la place de la Navigation et la rue du Léman comme espace de jeux.

Samedi 25 octobre 2014 / 15h11

Il y a davantage de bruits humains. Les enfants sont toujours là et on distingue clairement plusieurs conversations. Un autre homme est maintenant dans la cabine téléphonique. Quelques enfants sont sur la place. Ils se croisent, sans interagir pour le moment. Le grand-père est toujours avec ses amis. Je vois une amie. Nous nous saluons. Le ciel est un mélange de gris et de bleu, le soleil étend ses rayons sur la partie ouest de la place. Deux jeunes garçons jouent au football dans la rue du Léman, dans le sens de la largeur. Une dame et deux enfants s'assoient sur le banc en face de moi. Ils regardent les trois autres qui jouent maintenant depuis de longues minutes.

Les entrées d'immeubles deviennent des cages de football, le pavé est tracé à la craie, et certains soirs, on y retrouve des poupées qui ont été oubliées quelques heures plus tôt. Le transit est alors parfois perturbé, et les activités privées qui se déroulent à l'intérieur sont parfois contrariées comme en témoigne les interventions des travailleurs sociaux pour des raisons de médiation (entretien avec Marc, travailleur social de l'UAC des Pâquis). Les enfants produisent

alors des espaces d'interaction (via le conflit), mais aussi de nouveaux espaces de représentation qui viennent interagir avec la représentation de l'espace (Lefebvre, 1980) ; ici, un espace de jeux sur un lieu de passage. Les concepts maniés par Lefebvre prennent alors toute leur ampleur dans le rôle que peuvent prendre les habitants (tous les habitants, dont les enfants) dans la production de la ville. On se rend alors compte que les pratiques spatiales participent, à leur échelle, à redéfinir la ville par le biais du quotidien en imposant de nouvelles dynamiques (jeux *versus* transit). Les enfants sont alors capables de produire un espace de jeux sur un espace de transit et de requalifier ainsi un morceau de ville par leurs pratiques. On imagine alors les conséquences sur la ville dans son ensemble si ses pratiques connaissaient de forts effets d'échelle, ou si elles étaient détournées pour en faire un outil de revendication ou de production organisée.

4.2 LE DÉTOURNEMENT : STIMULER LA QUOTIDIENNETÉ

« Le quotidien s'invente avec mille manières de braconner » (*De Certeau, 1990 : pXXXVI*).

Pour que l'habitant devienne acteur, il faut le lier à l'espace. C'est dans cette perspective qu'il est alors à la fois celui qui parcourt l'espace et celui qui le construit, le transforme. Mais comme je l'ai observé précédemment, ceci demande une mobilité, du mouvement, une certaine souplesse. Il faut établir une résistance à la fixation de l'espace tout comme on demande à l'habitant de ne pas être figé mais de participer. Comme dans la perspective développée par Bourdin au sujet de la vie quotidienne (2005), il s'agit de privilégier l'expérience,

« pour faire du système de contraintes un ensemble de ressources avec lesquelles l'individu construit son existence » (Bourdin, 2005)

De cette manière, l'étude de la littérature m'a conduit vers la possibilité d'un espace-mouvement défini par Berenstein :

« lié à l'existence d'espaces en changement continu, en éternels déplacements, (...) et qui ne serait plus lié à l'espace lui-même mais plutôt au mouvement du parcours, à l'expérience de le parcourir, au vécu, et en

même temps, au mouvement de l'espace en transformation, au vivant »
(Berenstein, 2002 : 194).

On définit un cadre d'expérience évolutif, mais qui n'est pas neutre, dans le sens qu'il est provocateur et provoqué. C'est une idée qui voyage vers les idées psycho-géographiques des situationnistes :

« les situations urbaines sont une manière d'entraîner les spectateurs à l'activité en provoquant ses capacités de bouleverser sa propre vie »
(Journal International Situationniste, n°1).

De cette manière, on définit un cadre d'expérience qui provoque les capacités des habitants à modifier leur propre vie puisqu'ils sont à la fois ceux qui parcourent l'espace et ceux qui le produisent. A ce propos, l'urbanisme temporaire en est une forme concrète, même si incomplète. En effet, comme le démontre Pradel dans son étude de Paris Plage et Bruxelles-Les-Bains comme interventions éphémères, l'urbanisme temporaire valorise l'espace public comme espace de rendez-vous collectif. D'un côté, et à court terme, il provoque l'animation, créant ainsi du commun, des espaces-temps du vivre ensemble ; de l'autre, à long terme, il questionne la capacité des espaces publics vis-à-vis du quotidien :

« à faire société au quotidien, hors des soubresauts festifs, dans une tendance à leur normalisation, fonctionnalisation, sécurisation et privatisation » (Pradel, 2011 : 8).

D'une manière générale, les politiques temporelles, en établissant de manière claire et forte un lien entre usage de l'espace et usage du temps dans les pratiques de vie quotidienne des citoyens, participent à la reconfiguration de l'urbanisme et de la planification urbaine, ce qui conduit les urbanistes à porter une attention croissante à la pratique des lieux, aux modes de vie, et à remettre l'individu au cœur de ces réflexions. Cet aménagement temporaire de l'espace public crée un effet de rupture

dans la perception et l'organisation quotidienne de la ville et de la vie sociale en ville, et signale la possibilité du rassemblement en redéfinissant les fonctions urbaines (Pradel, 2011). Néanmoins, par sa temporalité, il a du mal à s'ancrer dans le quotidien et à offrir des outils facilement accaparables par les habitants.

4.2.1 **Agir pour détourner: urbanisme tactique**

La ville comme contenant et comme entité peut d'abord agir pour favoriser cette appropriation de l'espace dans la quotidienneté, mais d'autres formes d'interventions sur l'espace public se sont développées ces dernières années. Comme il a déjà été mentionné, l'urbanisme tactique est né de la simple volonté de vouloir modifier son contexte de vie par le biais d'interventions spatiales. Même s'il existe une volonté d'institutionnaliser cette pratique, on se situe néanmoins dans une démarche ouverte qui ne trouve une corrélation que dans son but et dans la diversité de ses pratiques. D'ailleurs, la première publication de référence de l'urbanisme tactique (Lydon *et al*, 2012) en définit les caractéristiques majoritairement par ses propres objectifs d'intervention, non pas par sa forme, et utilisent des exemples pour en expliciter la manière. Cette conceptualisation des initiatives citoyennes a par la suite été formalisée dans quatre autres ouvrages (*Tactical Urbanism 2*, *Urbanismo Tactico 3*, *Tactical Urbanism 4* et en 2015, *Tactical Urbanism - short term action for long term change*). Il y est notamment prôné l'utilisation du *Design Thinking* (2015 : 172) et y est défini six principaux points :

« a deliberate, phased approach to instigating change;

an offering of local ideas for local planning challenges;

short-term commitment and realistic expectations;

low-risks, with a possibly a high reward

the development of social capital between citizens, and the building of organizational capacity between public/private institutions, non-profit/NGOs, and their constituents

an attempt to directly engage the public in the processes of design and development that effect their environment» (2015 : 172)

En termes d'exemple, l'urbanisme tactique peut donc prendre la forme des interventions de *citoyens-jardiniers* qui redonnent un usage agricole à des espaces délaissés dans les villes; c'est celui des *open streets*, qui milite pour la fermeture des rues aux voitures redonnant de l'espace aux piétons et aux activités de socialisation (jeux d'enfant, sport, dîners populaires, etc.); des cafés éphémères; du mobilier urbain auto-construits (bibliothèques urbaines, *parklet*); des changements de signalisations au sol ou sur panneaux.

La multiplication des expériences a permis que les écrits académiques commencent à souligner les conséquences de ces formes alternatives d'architecture et d'urbanisme sur la production de la ville. On cite notamment l'article de Oli Mould dans la revue *Geography Compass* en 2014 sous le titre *Tactical Urbanism: The New Vernacular of the Creative City*²⁴. On reviendra plus tard sur ses conclusions concernant le lien qui est établi avec les logiques néo-libérales, mais il souligne l'importance qu'a pris le mouvement depuis la crise immobilière de 2008 et comment cet objectif - de rendre plus vivable les villes - a été approprié par de nombreux habitants qui se sont organisés sous différentes formes. On remarque que c'est dans sa faculté à engager le public que l'urbanisme tactique est pertinent. Surtout parce qu'ils sont communicatifs, parce qu'ils définissent l'intervention d'un collectif sur l'espace public dans le but de transformer le contexte spatial, social et

²⁴ <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/gec3.12146/abstract>

politique du lieu d'intervention. Parce qu'ils stimulent l'activité des habitants par le biais de la configuration de l'espace. A ce stade, je différencie deux points essentiels dans mon projet de recherche : l'initiative, qui demande déjà un positionnement en tant qu'acteur ; et un phénomène d'utilisation et de reproduction qui fait que l'habitant, qui n'est pas à l'origine de l'initiative, puisse devenir acteur et interprète cette situation en fonction de ses propres particularités et de sa quotidienneté. Cela introduit les différents rôles que l'habitant peut avoir dans la production de la ville, et son évolution d'habitant, usager, praticien, activiste. Car si - comme on l'a vu dans les paragraphes précédents - la pratique de l'espace est déjà un levier de production, la possibilité d'initier une action programmée, de s'organiser, ou de continuer une action entreprise par d'autres, offrent de nouvelles perspectives à l'habitant.

Ce fut le sens des différentes initiatives qui ont entraîné la publication des ouvrages sur l'urbanisme tactique comme le mouvement *OpenStreet* ou *Better Block* qui ont pour but de piétonniser les rues pour le premier, ou d'impliquer la communauté à l'échelle d'un *block* afin de mettre en place des interventions paysagères sur l'espace public pour le second. Mais c'est aussi le travail d'un groupe tel que Démocratie Créative en France, comme on peut le voir sur leur chaîne Dailymotion²⁵, qui sollicite le détournement par la dérive et la déambulation afin de donner un autre sens aux pratiques quotidiennes de l'espace. C'est aussi le sens de trois expériences que l'on a eu l'opportunité d'observer et que l'on présente ici : le *Parking Day*, qui s'est démocratisé depuis sa première édition en 2005 à San Francisco et qui canalise aujourd'hui plus de 2000 interventions chaque année ; le projet *Banco Guerrilla* du collectif *Todo por la Praxis* ; et le mouvement du 100 en 1 jour.

²⁵ <http://www.dailymotion.com/democratiecreative>

4.2.2 Park(ing) Day, Genève

Lieu : Genève

Date : 19 septembre 2014

**Stratégie de recherche : entretien avec Diego Osorio,
observation-participante.**

Le but du Park(ing)Day est simple : occuper une place de parking en y installant tous types d'activités afin de récupérer de l'espace urbain occupé par des voitures. Les *parklets* (mini terrasses de la taille d'une place de parking) foisonnent ; des piscines éphémères sont installées par des habitants qui jouent aussi à la pétanque, pique-niquent ou réalisent des performances artistiques. Lors de l'observation participante menée en 2014 à Genève, j'ai pu mettre en avant la réflexion menée par des habitants qui se sont organisés à petite échelle, spécialement pour l'événement, afin de se réapproprier un morceau de rue. En effet, dans ce cas, trois personnes qui se connaissaient au préalable mais ne faisaient pas partie d'une association, se sont mobilisées autour d'un dispositif très simple dans le but de revendiquer de nouveaux usages qui incitent à la rencontre. Ainsi, une table et des bancs ont été installés et mis en scène dans une ambiance de paillote pour proposer un espace convivial malgré la pluie. Le but étant surtout d'aller à la rencontre des autres habitants :

« on est venu ici parce que c'est une zone facile pour se garer mais surtout parce qu'il y a beaucoup de passage », confirme Diego.

Et il ajoute que c'est

« se réapproprier la rue, mais aussi faire que les autres habitants s'en inspirent dans leur quotidien ».

L'intervention du Parking Day se réalise donc à une petite échelle mais la recherche d'impact est toujours présente. Ainsi, durant l'édition genevoise de 2011, un des organisateurs plaidait pour « refaire des rues et non des routes, tout en valorisant des niches urbaines²⁶ ». Lors de ces initiatives, les habitants s'organisent pour envoyer un message plus que pour réellement apporter un changement concret sur l'espace. Mais encore une fois, c'est la mobilisation des représentations par des pratiques spatiales qui est mise en avant. L'habitant produit ainsi un nouveau regard par le biais d'une pratique, certes appuyée par un discours, mais qui existe par son implication spatiale. L'objectif étant de détourner la représentation que les autres habitants ont des places de parking, en démontrant que cet espace pourrait être utilisé pour des activités de rencontre ou de loisir. On note aussi qu'en termes de motivation, c'est aussi la reconnaissance de ces actions dans un cadre plus général qui incite au passage à l'acte. Car le profil des habitants promoteurs de ce Parking Day genevois n'est pas celui de professionnels de l'événementiel. Pour l'un d'entre eux, c'était même la première fois qu'il agissait sur l'espace public :

« on participe à un mouvement d'une ampleur internationale, et c'est vrai que cela nous a motivés à sortir dans la rue aujourd'hui » indique Diego.

²⁶ <http://www.jaccuzzi.ch/html/affichjacc.php?id=263>



FIGURE 10. PHOTOS DU PARKING DAY À GENÈVE EN SEPTEMBRE 2014

4.2.3 Banco Guerrilla, Madrid

Lieu : Madrid

Date : depuis 2011

Stratégie de recherche : entretien avec Diego Peris du 3 décembre 2015, étude de la documentation du projet Banco Guerrilla, visualisation des actions menées à Tetuan en décembre 2010 et à Las Palmas en 2016.

Le projet *Banco Guerrilla* a été initié en 2010 par *Todo por la Praxis*. Ce collectif, né en 2007 à Madrid, revendique une action sur l'espace public qu'il définit comme *champ de bataille* en prônant des stratégies de visualisation et des processus de participation. Interdisciplinaire, *Todo Por la Praxis* construit des dispositifs architecturaux *open-source* en auto-construction comme une méthodologie qui implique une responsabilité partagée en favorisant l'appropriation et l'*empowerment* des usagers (Todo Por la Praxis, 2011). Il est aujourd'hui composé de cinq membres qui travaillent principalement dans l'animation d'ateliers d'auto-construction.

Banco Guerrilla est un projet qui cherche à détourner l'usage du mobilier pour promouvoir des pratiques de rencontre sur l'espace urbain, mais aussi à visibiliser des conflits par le biais d'actions qui vont attirer les gens et qui sont suivies d'un mode d'emploi favorisant l'usage différencié. Il faut noter qu'à la différence des expériences mentionnées auparavant, il s'agit ici d'un projet organisé vers les habitants et non pas directement par eux. Cependant, ce point a été abordé lors de l'entretien réalisé avec

Diego Peris qui a présenté le militantisme comme une réponse coordonnée pour intégrer un changement de représentation. Si ce n'est pas directement en tant qu'habitants qu'ils agissent, ils s'insèrent néanmoins dans une logique locale qui vise à reproduire la position de l'habitant :

« on essaie d'appliquer sur un territoire un discours que l'on a développé dans l'analyse de plusieurs situations. Et si nous ne sommes pas habitants du quartier, on travaille en collaboration avec un réseau de voisinage. Nous ne sommes jamais intervenus dans un quartier sans la collaboration des habitants » (entretien avec Diego Peris du 3 décembre 2015).

Par le biais d'une lecture critique de la ville néo-libérale qui définit l'espace public comme lieu de consommation et de pouvoirs, le projet *Banco Guerrilla* sollicite une vision classique de l'espace public comme lieu d'échange, de rencontre et de construction politique (page 7 du dossier de présentation). Dans l'introduction de leur dossier de présentation, la micro-politique est aussi mentionnée comme un outil du quotidien pour les habitants, et les aménagements comme des actes de résistance politique :

« cela répond à étranglement et à des subjectivités imposés par l'urbanisme planifié » (entretien avec Diego Peris du 3 décembre 2015).

Banco Guerrilla propose des prototypes qui soient facilement reproductibles par différentes communautés. L'usage de matériaux recyclés et un processus de montage facile sont d'ailleurs les deux conditions de départ du projet. A l'échelle des quartiers où ils ont été installés, ce n'est donc pas seulement le mobilier installé qui est acteur de changement, mais surtout le processus de co-construction :

« on essaie d’engager les habitants dans des actions de détournement sur l’espace public car ce n’est pas le mobilier qui est acteur de changement mais les habitants qui vont l’utiliser ! Mais surtout, si d’un côté on mobilise le symbole pour toucher la population, de l’autre on travaille en collaboration avec des habitants qui ont envie de s’investir pour le bien collectif » (entretien avec Diego Peris du 3 décembre 2015).

Ces bancs ont été installés à Madrid, mais aussi par la suite dans diverses villes d’Espagne, en Équateur et en Colombie.

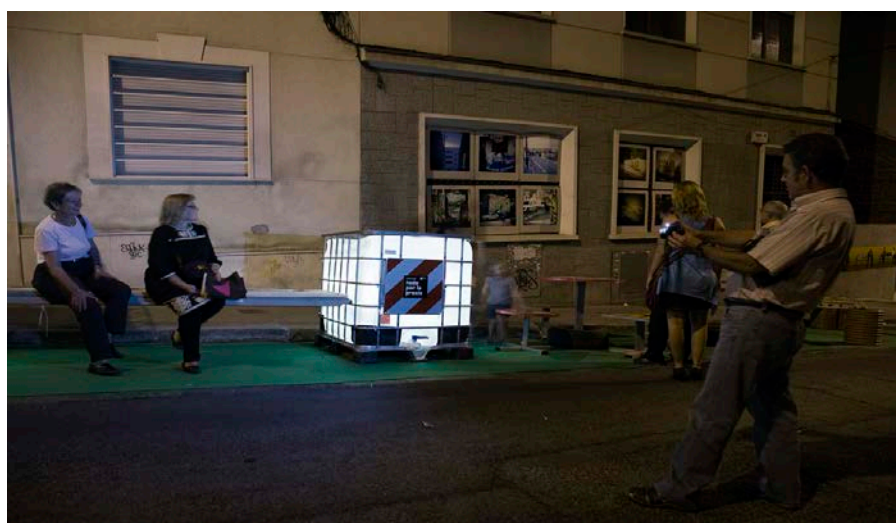


FIGURE 11. INTERVENTION DANS LES RUES DE MADRID, TETUAN, EN 2010

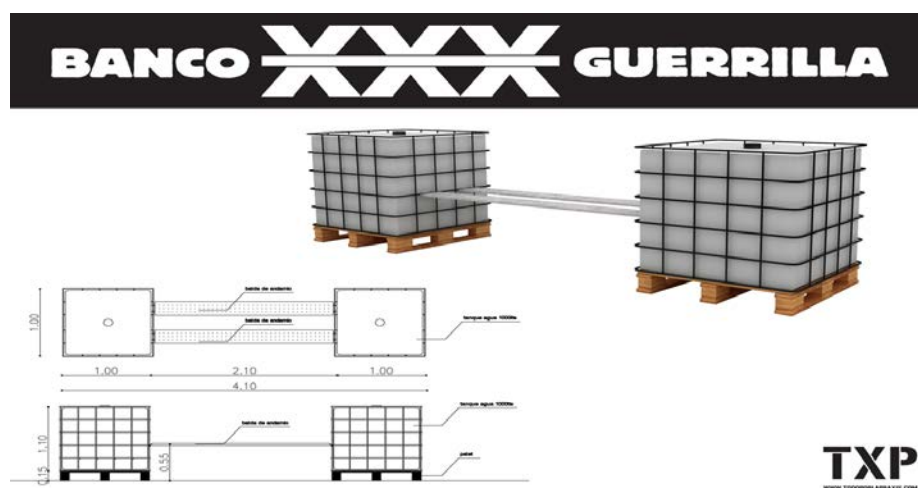


FIGURE 12. PLAN D’UN MODÈLE DE BANC DU PROJET BANCO GUERRILLA

A titre d'illustration, on peut mentionner un projet réalisé en 2016 dans le quartier de Guanarteme à Las Palmas (ES). Invité par une association de voisinage, le collectif a co-construit six bancs avec la population. Le chantier a duré dix jours, in situ, afin d'être le plus proche du lieu de pratique et des habitants pour intégrer au maximum la population et diffuser des outils de production de la ville. Il y a donc une recherche d'implication de la population vers des thématiques citoyennes liées au bien commun. On trouve d'ailleurs des témoignages de participants sur les réseaux sociaux qui vont dans ce sens. Andrea Farah Gaeta a par exemple publié une vidéo sur Facebook qui a été visionnée plus de mille fois sous le titre "Las cosas se usan y son para todos!!! Esta es la intervención que hacemos... 🤝🤝 Es nuestrooooo²⁷".



FIGURE 13. INSTALLATIONS À PALMA DE MALLORQUE

²⁷ « Les aménagements s'utilisent et sont pour tout le monde !!!! Voilà l'intervention que nous avons fait 🤝🤝 C'est à noussssss » (traduction propre)

4.2.4 **100 en 1 jour, Genève**

Lieu : Genève

Date : 04 octobre 2014

Stratégie de recherche : observation-participante, étude de documents

Le 100en1jour est un mouvement mondial qui a vu le jour en 2012 à Bogota (Colombie) et qui s'est par la suite étendu à plusieurs villes telles que Santiago du Chili, Toronto, Cali, Le Cap, Copenhague, Montréal, Rio, Milan ou encore Genève. L'intention du mouvement est d'inciter les gens à sortir dans la rue pour réaliser une intervention concrète sur l'espace public. Si le 100 en 1 Jour tient son nom de la volonté de rassembler une centaine d'actions citoyennes en un seul et même jour, c'est aussi un mouvement citoyen qui propose un accompagnement régulier vers la démarche de l'agir. Il fait la promotion de micro-actions qui offriraient un nouveau décor ou un nouvel usage de l'espace public; un moment de partage qui nourrit la mémoire collective pour promouvoir la culture civique et proactive, l'agir positif et créatif. C'est un festival qui incite au geste simple sur l'espace public qui peut passer par le jeu, le sport, l'art, l'architecture, l'urbanisme. Mais surtout, c'est un mouvement qui se base sur une pensée politique qui place la citoyenneté dans l'action :

« le travail en communauté est le premier pas pour la construction collective. Pour cette raison, le modèle du 100 en 1 jour cherche à générer des liens entre ses participants et à créer des espaces pour la recherche

de solutions, que cela soit depuis une posture critique ou en s'appuyant sur ce que chaque citoyen rêve pour sa ville²⁸ » (site du 100in1day)

L'expérience particulière que l'on met en avant est la première édition à Genève qui a eu lieu le 4 octobre 2014. Elle a réuni trente-cinq interventions mettant en scène des citoyens dans la réalisation d'interventions urbaines ayant pour but de proposer une amélioration de l'espace public. Ces interventions ont été issues d'un processus de plusieurs mois pour informer les habitants de la manifestation et créer un réseau de futurs intervenants qui ont partagé leurs diagnostics de l'espace et leurs volontés d'action pour l'améliorer. Il s'agissait principalement de petites installations ou de la scénarisation de moments de rencontres avec d'autres habitants : une dérive qui invite les passants à redécouvrir l'espace public, un terrain de sport qui surgit après avoir collé quelques morceaux de scotch au sol, une nouvelle signalisation éphémère au sol pour favoriser la marche et limiter les conflits d'usage, ou encore l'installation de mini-bibliothèques dans les abris de bus.

« Il n'y a aucune limite si ce n'est son déroulement dans les rues et l'interaction avec la communauté. Il ne s'agit pas seulement de rêver, mais aussi de créer. C'est pour cela que la multiplication des initiatives et le partage est mis en avant ; et c'est parce que la transformation des villes proviendra de l'action » (dossier de presse du 100en1jour Genève)

L'habitant s'est ainsi saisi d'un cadre d'action que les organisateurs de l'événement lui ont facilité (autorisations) pour détourner l'espace public afin d'appréhender des problématiques qui ont été partagées en groupes lors d'atelier de co-construction. Ce

²⁸ Traduction propre

détournement organisé tisse ainsi les contours d'une action individuelle vers l'intérêt général en utilisant l'espace public comme espace politique, comme le mentionne le site internet du mouvement :

« la citoyenneté active est l'essence du 100 en 1 jour et elle s'acquiert en assumant un rôle de co-responsabilité avec la ville, et de l'autre, en construisant quotidiennement une culture citoyenne sur l'espace public ²⁹ ». (Site internet du 100in1day)

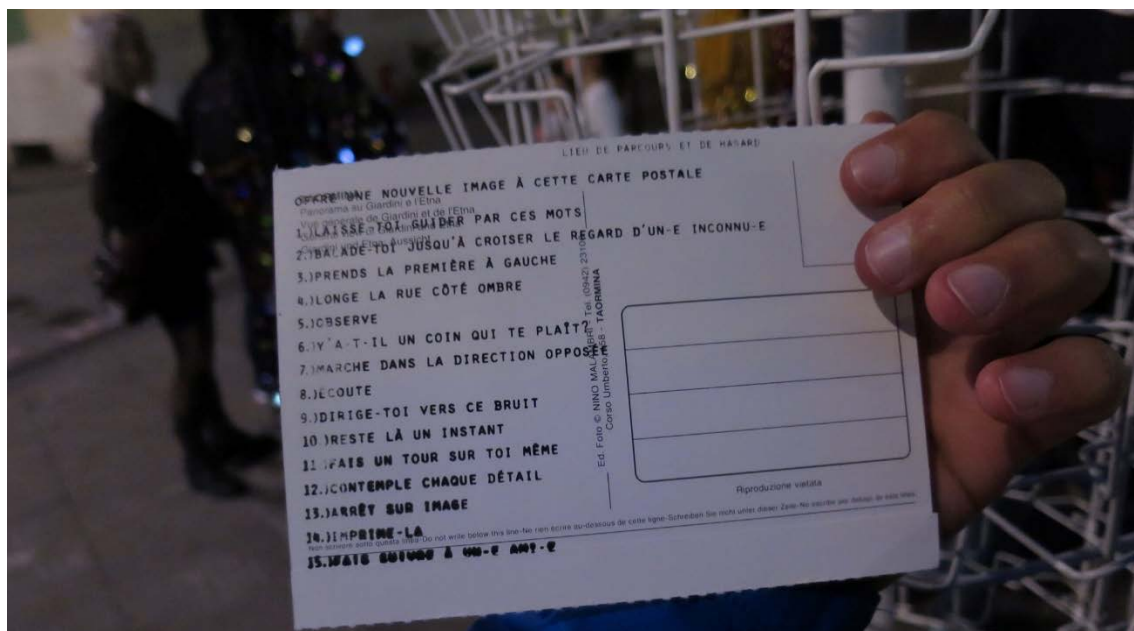


FIGURE 14. CARTE POSTALE FABRIQUÉE POUR L'ORGANISATION D'UNE DÉRIVE LORS DU 100 EN 1 JOUR À GENÈVE EN 2014

²⁹<http://www.100in1day.com/preguntas-frecuentes-esp>

Traduction propre



FIGURE 15. PHOTOS D'INTERVENTIONS LORS DU FESTIVAL 100 EN 1 JOUR À GENÈVE LE 04/10/2014

Personnellement, j'ai été impliqué dans l'organisation du festival afin de favoriser l'émergence de ces espaces de détournement. La méthodologie avait déjà été éprouvée dans d'autres villes comme Bogota ou Montréal avec qui, par le biais des équipes d'organisation, j'ai maintenu de nombreux contacts. L'objectif

n'était pas de mettre en place une expérience, mais de répliquer un format déjà existant afin d'offrir l'opportunité à des habitants de pouvoir produire la ville selon des mécanismes existants, tout en pouvant observer ces actions de détournement à l'intérieur de mon espace de recherche.

Les interventions ont duré un jour. Elles se sont toutes déroulées dans le quartier des Pâquis afin de favoriser l'appropriation de l'espace public dans sa capacité à accueillir des activités diverses et non-fonctionnelles (le Tango par exemple). La production de la ville, et cela est récurrent dans tous les événements du 100en1jour dans le monde, prend alors sa forme la plus simple par une activité productrice de ville qui se base sur les pratiques spatiales en détournant l'espace.

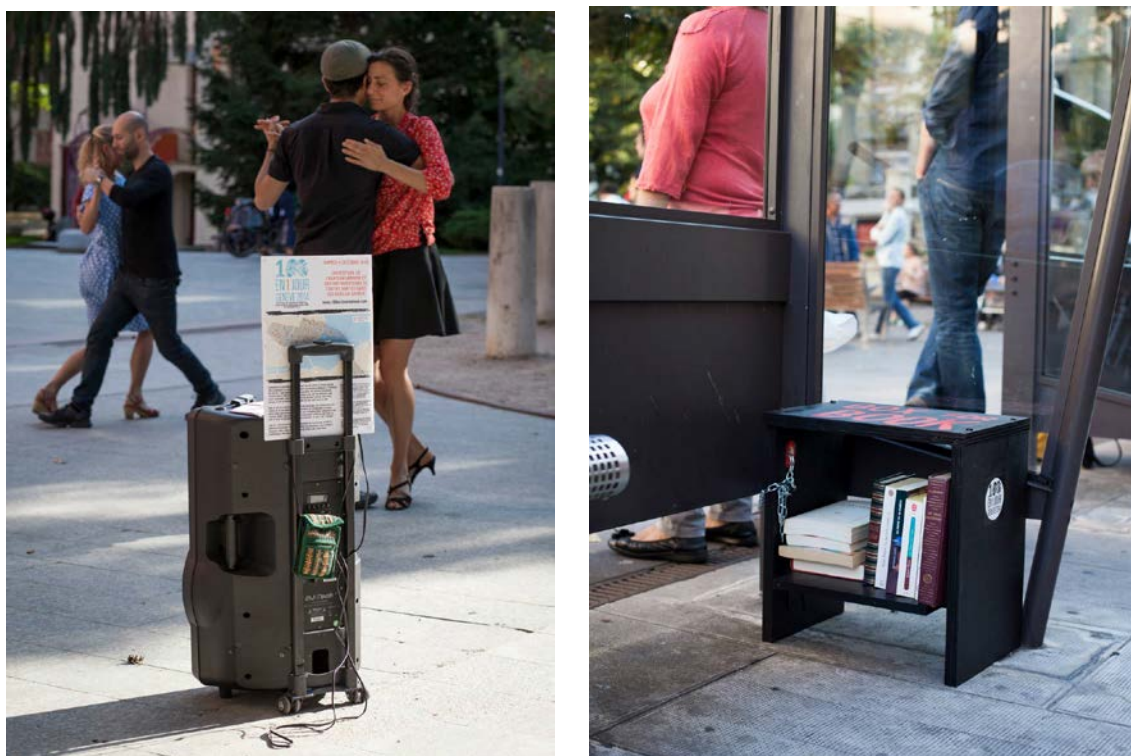


FIGURE 16. PHOTOS D'INTERVENTIONS DU 100EN1JOUR À GENÈVE LE 04/10/2014

4.3 INFLÉCHIR LES PRATIQUES URBANISTIQUES PAR LA PARTICIPATION

La première partie des études de cas autour des pratiques spatiales et du détournement a montré que cette stratégie accumulative (pratique + détournement) est une forme de production de la ville qui s'insère dans le quotidien de manière éphémère (répétition temporaire du détournement). Elle a aussi démontré qu'elle mobilise ce que Lefebvre appelle les « représentations » de l'espace, afin de détourner la symbolique de l'espace pour inspirer de nouveaux usages. Néanmoins, il a aussi été observé que cette forme de production de ville n'est pas accessible à tous (les auteurs du détournement sont des habitants engagés), et que la communication est un élément essentiel de l'appropriation de l'espace public (visibilité de l'action). En outre, a contrario des thèses postmodernes sur l'ultra-individualisme, les cas d'étude ont montré que les participants se lient facilement à la notion d'intérêt général et de sens commun.

A partir de là, on se propose d'étudier la participation en tant que troisième niveau supposé d'imbrication d'un système de production de la ville qui intègre l'habitant. C'est une forme organisée de production qui recherche l'implication des habitants,

et qui a fortement évoluée depuis les quarante dernières années. Ici, elle est très liée à l'urbanisme en tant que domaine qui organise et planifie la production de la ville.

4.3.1 La participation

Pour aborder ce point faisant référence aux processus de participation, il est nécessaire de préciser :

1/ que la question du pouvoir d'édification des villes est centrale dans mon approche. En effet, on observe que cette prédominance des "stratégies" assure la prédominance des sciences sur la production de nos villes (la ville fonctionnelle), et surtout écarte la population de son environnement et délimite l'usage ordinaire et quotidien de nos villes. Ainsi, en tant qu'habitant, on se situe dans une ville qui est *un espace institué par d'autres* et dans lequel nous devons nous faufiler. Ainsi, majoritairement, et même si la participation est souvent évoquée, construire la ville reste encore le monopole des institutions et des techniciens ;

2/ que les arguments défendus par les adversaires de la participation qui prônent notamment que "c'est inefficace ou trop cher" sont parfois utiles dans l'analyse des processus actuels en termes de réalisation, mais sont irrecevables lorsqu'il s'agit, comme j'essaie de le faire, de déterminer un positionnement de philosophie politique qui lie le citoyen à la *polis* et qui défend une conception classique de la politique où le citoyen est un acteur central :

« it is too costly and time-consuming; citizens are not interested in participating; it might be captured by special interests; and decisions should be in the hands of experts » (Bennett & Colon-Rios, 2011)

Aussi, l'essai de repositionner l'architecte au centre du projet urbain sous prétexte que l'on ne peut pas tout faire de manière horizontale (Miessen, 2014), manque

aujourd'hui de pertinence car les processus participatifs rencontrent avant tout des difficultés à convoquer un nombre satisfaisant de citoyens ! Il est en effet difficile de critiquer la participation en urbanisme aujourd'hui pour son omniscience lorsqu'elle a du mal à s'imposer et à être réellement intégrée au projet urbain. En sus, il a été démontré par la littérature que la participation est un frein au développement néolibéral qui se concentre davantage sur le leadership du secteur privé et sur les aspects physiques et économiques de l'urbanisme. Blanco, Pares et Marti-Costa (2014) soulignent d'ailleurs l'importance des processus participatifs :

« which politically empower the poor and to counteract socio-spatial inequalities than technocratic and physically oriented regeneration processes aimed to the gentrification of urban areas » (2014 : 16).

Participer en urbanisme

Ce qui devrait être le thème le plus évident pour impliquer les individus dans des décisions collectives, a attendu les années 60 pour être testé, et le début des années 2000 pour être évoqué plus régulièrement dans la planification urbaine. Une évolution qui, malgré la demande des mouvements sociaux urbains pour un meilleur équilibre dans les processus de décision (Castells 1974, Bacqué & Gauthier, 2011), s'est faite au dépend des citoyens et s'est d'abord dirigée vers le secteur privé renforçant ainsi la progression de l'urbanisme néolibéral et tissant des partenariats publics-privés.

Néanmoins, et même si l'on doit encore accepter sa marginalité, la participation s'est tout de même intégrée dans la production de la ville par le biais de l'architecture et de l'urbanisme participatif.

D'un point de vue historique, l'évolution de l'urbanisme a progressivement permis l'introduction de la participation. D'abord par une législation nationale imposant

une participation réductrice, mais réelle (*Ley General del suelo* en Espagne, Loi Bouchardeau en 1983 en France, la LAT en Suisse). Bien que des subtilités puissent exister, cela se résume à l'exposition publique du projet et à un droit de réponse du citoyen. Plus précisément, c'est une enquête publique qui est menée avant la mise en place du projet, et un registre est déposé à la mairie pour recueillir les opinions des citoyens. Ce sont des lois qui sont apparues progressivement dans le paysage de l'urbanisme et, si elles sont maintenant parties prenantes du processus, ont du mal à projeter plus loin la question de la participation. En effet, si cela a permis à certaines municipalités de développer leur propre processus plus complexe et complet (insertion dans le POUM en Espagne, les lois « Solidarité et Renouvellement urbain » et « Démocratie de proximité » en 2000 et 2001 en France, la loi du 1er juillet 2015 à Genève), cela reste malheureusement minoritaire. Car comme on l'a décrit d'une manière générale auparavant, la participation présente bien des visages différents en fonction du degré d'intégration des participants et des buts recherchés. Cela peut se résumer dans le tableau suivant qui résume les différentes possibilités d'action des habitants :

		Project Stages			
		initiate >	Plan >	Implement >	Maintain >
Level of community involvement	Self Help Community control	Community initiates action alone	Community plans alone	Community implements alone	Community maintains alone
	Partnership Shared working and decision-making	Authorities & community jointly initiate action	Authorities & community jointly plan and design	Authorities & community jointly implement	Authorities & community jointly maintain
	Consultation Authorities ask community for opinions	Authorities initiate action after consulting community	Authorities plan after consulting community	Authorities implement with community consultation	Authorities maintain with community consultation
	Self Help One way flow of information Public relations	Authorities initiate action	Authorities plan and design alone	Authorities implement alone	Authorities maintain alone

FIGURE 17. CLASSIFICATION DES PROCESSUS PARTICIPATIFS (SOURCE : WATES, 2014)

Pourtant, même si cela reste minoritaire, les approches collaboratives se sont progressivement développées en dépit de l'indolence des institutions. Bacqué & Gauthier (2011) résument l'entrée de la participation dans l'urbanisme comme un renouveau de la pratique, qui fait partie d'un projet global de réforme sociale à travers l'histoire qui a aussi réformé le mode de gouvernement local. Ils ont ainsi identifié six étapes qui ont conduit à l'émergence de la participation dans l'urbanisme :

1. L'essor des mouvements sociaux urbains : identifiés par Castells dans les années 70, ces mouvements urbains portent une critique sociale, artistique et écologique de l'avenir de la ville et prônent le développement de nouvelles pratiques qui mobilisent les gens (la gare d'Alma à Roubaix ou le quartier de Kreuzberg à Berlin sont mentionnés par les deux auteurs)
2. Le développement d'une approche réflexive dans l'urbanisme : les mouvements urbains poussent les professionnels à remettre en question leur pratique et ils commencent à interroger les fondements de la planification urbaine rationnelle. L'exemple de *l'advocacy planning* théorisé par Paul Davidoff est probablement le plus démonstratif, remettant en question le rôle du planificateur dans le but de rechercher la justice sociale et pour aider les citoyens à jouer un rôle actif dans les démocraties modernes (Davidoff, 1965)
3. La critique postmoderne : l'omnipotence de la modernité sur la nature et la société, ainsi que la rationalité instrumentale sont contestées, tout comme la critique postmoderne de la consommation comme style de vie qui s'exprime dans la construction des villes du XXe siècle.
4. L'histoire du travail scientifique et l'analyse des connaissances urbaines : les réponses standardisées de l'urbanisme doivent être repensées parce qu'elles ne tiennent pas compte de la diversité des contextes et des connaissances

5. L'évolution de la gouvernance de la ville : plus récemment, la croissance des zones urbaines et l'établissement de mode de gouvernance qui dépasse le cadre de la ville, ont multiplié les acteurs qui sont impliqués dans l'urbanisme et rend la lecture plus difficile pour les habitants
6. L'émergence d'un développement urbain durable, d'un nouvel urbanisme et d'une croissance intelligente : les nouvelles pratiques de planification sont de plus en plus influentes et considèrent le milieu urbain comme un contexte privilégié pour relier les pratiques environnementales, sociales et économiques, et redéfinir les pratiques de participation en les orientant vers les problèmes mondiaux au niveau local

Ce portrait historique tracé par Bacqué & Gauthier (2011) permet de comprendre l'importance de la participation dans l'urbanisme aujourd'hui. Néanmoins, on doit aussi préciser que malgré l'évolution positive de la participation dans le projet urbain, il existe encore une principale barrière à sa réelle intégration : une mauvaise utilisation qui mêle une pratique romantique et un populisme latent. Il s'agit surtout d'une vision utilitariste de la participation qui s'inspire davantage des lois qui en obligent l'usage que d'une vision politique qui en situerait l'usage dans un projet de citoyenneté et de politiques publiques. Comme le décrit Miessen (2014), il est temps de passer à une pratique post-nostalgique, mais aussi de l'intégrer dans une pratique politique qui systématise la place du citoyen. Non pas qu'il faille tout débattre de manière horizontale, mais que la transparence soit associée à une possible participation à des moments clés du projet. Blondiaux (2008) détaille certains aspects des processus participatifs qui pourraient être améliorés tels que «les formes matérielles de la discussion » (p.102), «l'émergence de pouvoirs neutres» notamment par l'émergence d'un tiers (p.104), «la complémentarité des dispositifs» (p.107) ou encore l'inclusion de tous dans un projet politique qui dépasse le processus :

« C'est la raison pour laquelle, à chaque instant de la mise en œuvre d'un instrument de participation, une attention vigilante doit être prêtée aux effets de clôture qu'il est susceptible d'engendrer, à la symétrie des positions qu'il doit faire respecter, au respect scrupuleux de toutes les formes d'opinion et de prise de parole, si maladroites soient-elles. »
(Blondiaux, 2008 : 110)

Participer pour produire

Si on s'intéresse aux processus de participation, et par ce terme on exclut donc clairement et définitivement ce qui est relatif à la communication ou la consultation, on observe qu'ils répondent à une méthodologie précise qui met en relief le phasage, la diversité des formes de participation, la retranscription, les actions/interventions, la prise de décision, la temporalité, l'échelle, la différenciation des profils des participants. D'autre part, c'est aussi une fragmentation qui interroge les limites actuelles de ces pratiques (représentation des groupes marginalisés, institutionnalisation des mouvements sociaux, justice sociale, redistribution du pouvoir, discours de la responsabilité individuelle) et soulève le problème de l'évaluation des effets de la participation dans la prise de décision et la politique publique.

Aborder la question de la participation en relation avec la gestion de la ville, c'est donc avant tout se rendre compte que dans la réalité ces processus restent exigus. C'est un élément très important pour faire la distinction entre les processus de participation réels, où la capacité à décider est partagée, et les processus symboliques qui maintiennent la décision du côté des institutions. Néanmoins, et surtout de la part du monde académique, la participation reste une source d'amélioration des processus sociaux et politiques. À condition que les acteurs soient investis dans les étapes de proposition et d'exécution des projets, c'est un

outil puissant de médiation qui permet de maintenir le contact avec les électeurs et limiter les conflits sociaux (Pusso, 2006). On remarque aussi que la participation institutionnelle délègue et intègre des acteurs associatifs ou militants qui apportent de nouvelles méthodologies.

La participation est donc un processus en processus. Si elle peut être considérée comme un moyen d'obtenir des consensus, de manipuler la population, de faire émerger des conflits d'intérêts ou de résister à la puissance des élites et du néo-libéralisme, on se rend compte que si l'on adopte une démarche pragmatique, la participation est un ensemble de tout cela :

« elle représente des moments différents du processus démocratique (...) dans lequel l'urbain apparaît comme un laboratoire où s'élaborent d'autres dimensions de la vie sociale et de multiples modalités d'exercice de la démocratie » (Silver, Scott & Kazopoy, 2010).

D'une manière générale, comme le définissent Bacqué et Gautier (2011), les évolutions en matière de participation vont de concert avec les changements de paradigme de l'urbain. Les concepts de ville durable et de gouvernance urbaine sont des portes d'entrée vers l'implication organisée et planifiée des habitants dans la production de la ville. La disposition des élus à concevoir le projet urbain avec de nouveaux acteurs, à partager leur pouvoir d'édification, est donc un point central. Car si l'on observe une progression en termes d'ouverture (voir les mandats du NAC³⁰, de PEROU³¹, de Bazar Urbain³² par exemple - tous des collectifs militants qui travaillent avec des institutions locales), cela reste encore une minorité et la qualité des processus participatifs est très disparate. C'est pourquoi on a précédemment fait référence au *Democratic Cube* de Fung (2006) pour délimiter nos cas d'étude

³⁰ http://ddata.over-blog.com/xxxyyy/1/51/74/17/1107_REF-NAC.pdf

³¹ <http://www.perou-paris.org/Actions.html>

³² <http://www.bazarurbain.com/>

selon les variables d'influence du processus participatif, de la diversité des acteurs impliqués et des modes de gestion du processus.

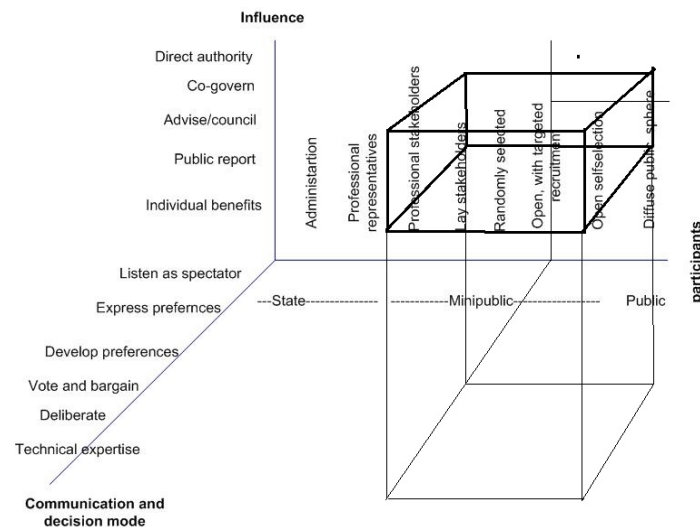


FIGURE 18. DEMOCRATIC CUBE DE FUNG (2006) ET REPRÉSENTATION DE LA ZONE DE SÉLECTION DES CAS

On entend donc faire référence à des expériences qui explicitent clairement une volonté d'intégrer tous les habitants sans les sélectionner, qui revendiquent un partage de pouvoir et donc un réel impact sur le territoire (pas de consultation), et qui ont un mode de fonctionnement qui dépasse l'expression de préférences pour prendre part à un processus de gouvernance partagée et de délibération.

Ainsi, même si les niveaux de participation recherchés sont souvent très bas, certains visent à insérer les habitants dans une réelle dynamique de production d'espace. C'est-à-dire qu'ils proposent aux habitants de réfléchir à la construction de l'espace public et de prendre part à sa production. Le projet urbain voit donc apparaître de nouveaux acteurs mais surtout avec de nouvelles prérogatives. Car si la participation était jusqu'à maintenant cantonnée à la concertation, ces nouvelles méthodes, certes encore marginales mais bien existantes, se proposent d'intégrer pleinement l'habitant dans le projet urbain et de le former pour ça. D'abord, il utilise des

méthodologies du design qui facilitent le lien usager-produit (habitant-ville). On l'a déjà mentionné, mais le *Design Thinking* est utilisé par toutes ces différentes démarches participatives : emphatiser, tester, diagnostiquer... Une approche interdisciplinaire est aussi privilégiée. Ainsi le projet urbain n'est pas uniquement conçu comme un domaine architectural, mais comme une association de compétences et de regards sociologiques, artistiques, urbanistiques, architecturaux, politiques et aussi liés aux usages et pratiques. Ainsi, l'habitant trouve une place centrale dans cette constellation, et est valorisé pour son savoir. Dans cette conception, on ne peut se passer de l'habitant, de la même manière qu'on ne pourrait se passer de l'architecte.

4.3.2 De l'innovation dans la participation

Les différentes expériences mentionnées dans des ouvrages tels que *La Permanence Architecturale* (2016), *HandMade Urbanism* (Rosa & Weiland, 2013), *Second Hand Urbanism* (Ziehl et al, 2012) ou *Self-Made City* (Ring, 2012) introduisent des cas d'étude pertinents. On parle par exemple des *Universités Foraines* (Rennes, Clermont-Ferrand, Avignon), de *Construire ensemble* (Boulogne, Tourcoing) ou de *La Cartonnerie* (St Etienne) qui sont mises en place comme des résidences d'architecture en collaboration avec le territoire (élus et population). L'objectif étant de :

« partir de l'existant, du non-programmé et le travailler comme tel, en co-production avec tous les acteurs attachés au devenir du quartier »
(Passaquin & Guillemard, 2015).

A St-Etienne par exemple, le *Collectif Etc.* a réaménagé la place du Géant située près de la gare en créant un chantier ouvert d'un mois sur le site. La place a été découpée

en parcelles, rappelant que dans le futur elle accueillera des appartements, et les habitants du quartier ont été invités à penser et construire un jardin, un bar, un espace détente et un espace de restauration avec des tables. Le lien a été fait avec le projet de la Cartonnerie, situé à quelques centaines de mètres de la place du Géant, un espace public de proximité qui a été aménagé progressivement par l'implication de divers collectifs avec les habitants. De fait, le projet s'est construit en collaboration avec les habitants vers qui il a été mis en place des canaux de participation tels qu'un diagnostic partagé, des animations pour favoriser la connaissance du projet et la convivialité, ou encore des ateliers d'auto-construction. Par rapport à d'autres processus plus conventionnels, les habitants sont non seulement accompagnés vers des actions de production de la ville (fortement liées au détournement comme le démontre les réciprocités de techniques entre les exemples sus mentionnés), mais aussi mis dans une situation où leurs savoirs et leurs compétences sont mobilisés : connaissance du quartier liée aux usages et pratiques, implication civique, faculté de délibération. Selon Domenico de Siena (entretien du 25 janvier 2017), cela a aussi pour conséquence de « stimuler l'imaginaire collectif » et de favoriser l'émergence de possibilités. Le collectif, ce « nous » qui définit un sens commun, peut alors émerger dans des actions qui visent à résoudre un problème et que les participants associent à de possibles changements.

La participation est ainsi envisagée comme une forme d'accompagnement mutuel dans les différentes composantes d'un projet urbain tout en acceptant son caractère conflictuel. Car l'accompagnement du processus par un tiers qui ne dépend pas directement de la maîtrise d'œuvre ou d'ouvrage est le point essentiel qui permet au conflit de prendre une place et d'exister de manière constructive. La « participation conflictuelle » comme le cite Miessen (2014 : 97), peut alors accompagner les participants vers un devenir d'agents actifs qui revendiquent une place d'acteurs du mouvement d'édification des villes.

Méthodologie

En termes de méthodologie, on voit donc émerger de nouvelles pratiques qui s'inspirent davantage de la recherche/action et du *design thinking*. Jon Aguirre a par exemple expliqué que *Paisaje Transversal* avait développé une nouvelle approche participative en partie grâce au travail mené au *Campo de Cebada*. C'est ce qu'ils appellent la méthodologie DCP autour de trois pôles que sont la Diffusion, la Citoyenneté et la Participation. Elle permet de prendre compte les différents profils des habitants en insérant différents temps d'action et d'évaluation. Elle s'organise autour de quatre principes :

« Transdisciplinarité : Les projets urbains doivent être totaux et pour cela on coordonne diverses perspectives qui affectent la ville : sociologie, géographie, paysage, droit, urbanisme, écologie, économie, etc.

Implication citoyenne : On octroi un rôle central à la citoyenneté dans la transformation de son contexte, pour favoriser l'appropriation des projets et la transparence des processus.

Outils digitaux : Le numérique et le développement technologique permettent de développer les projets de manière plus efficace, en réduisant les coûts et la chronologie.

L'écologie de moyen : On utilise la perspective écologique dans toutes ses dimensions, et de cette manière les processus que l'on met en place s'appuie sur des interventions réversibles, des tests et des essais qui permettent de valoriser les meilleures interventions à réaliser pour limiter les coûts » (Jon Aguirre, entretien en août 2012 – annexe 1)

On retrouve donc les bases d'un positionnement de facilitateur qui a pour but, non pas de produire un espace, mais d'entraîner les habitants vers la production. Il s'agit de les accompagner en étant le plus inclusif possible grâce à une hybridité du

processus (physique/digital) et à un phasage de la démarche qui reprend les étapes du *design thinking* en mêlant actions et évaluations.

Dans *La Permanence Architecturale - les Actes de la rencontre au point haut* (2015), Bodart *et al* précise l'importance des temps du chantier et du projet qu'ils définissent comme un acte culturel qu'il faut habiter et dont il faut interroger la formulation :

«Le but est de faire advenir un programme plutôt que de l'imposer, de construire ensemble et donc d'envisager le multiple et le complexe »
(2015 : 17).

Ce sont en général des processus longs qui visent à mobiliser les savoirs d'usage de la population et qui valorisent l'habitant comme acteur privilégié du contexte urbain.

Universités foraines

Les exemples des Universités Foraines mises en place à Rennes, Avignon ou Clermont-Ferrand dans le cadre de projets de réaménagement de friches urbaines en sont un bon témoignage. C'est un projet initié par *Notre Atelier Commun*, un bureau d'architecture fondé par Patrick Bouchain, qui conçoit l'intervention architecturale comme un projet en interaction avec les habitants. A ce sujet, ils présentent les Universités Foraines comme un projet démocratique :

« L'Université Foraine naît de la volonté de créer les conditions d'une rénovation urbaine d'initiative populaire, de conception démocratique et de production joyeuse. Elle naît de la volonté de rénover la démocratie par le faire, en nous mettant obstinément au travail d'agir à échelle humaine sur l'espace commun. Elle naît de la volonté de rénover la démocratie par la fête, en nous mettant ardemment au travail de trouver des réponses à la banale souffrance urbaine, au malaise quotidien de vivre ici, à la détresse continue et contenue de ne pouvoir imaginer une

autre manière d'habiter là. Ici et maintenant, nous voulons mobiliser des personnes partageant un espace et un temps pour les transformer. Ici et maintenant, nous voulons saisir des problématiques urbaines d'intérêt général et les arracher au désintérêt généralisé dont elles semblent prisonnières. Ici et maintenant, nous voulons nous donner les moyens d'expérimenter par les actes, en contredisant les habitudes, en contrariant les rigidités réglementaires, en contrevenant à la sèche rationalité de bon aloi. Tout contre la ville, nous voulons la contrefaire avec et pour ceux qui l'habitent. Médiatrice entre corps et décors urbains, stimulatrice de projets et facilitatrice de leur réalisation, l'Université Foraine se veut ainsi laboratoire d'architecture située tout autant que laboratoire de démocratie appliquée. Ce faisant, elle veut rendre à la cité sa qualité de chantier infini » (Notre Atelier Commun, 2012 : 13).

On observe donc que ces projets accompagnent l'habitant vers sa définition comme citoyen en lui proportionnant les outils et les moyens nécessaires à l'action. Ils facilitent son intégration dans la matrice du pouvoir d'édification de la ville en rendant disponible l'espace pour l'action. Le but est de construire ensemble et d'instaurer le mouvement que défend Berenstein dans sa conceptualisation de l'espace-mouvement (2002). En termes de méthodologie, l'élue concède au facilitateur cet espace en friche pour qu'il puisse travailler avec les habitants sur sa définition, son usage et ses pratiques. Les relais associatifs ont une place importante, comme à Avignon par exemple, où l'association CASA HAS, figure locale du travail social, est partie prenante du projet. Un des objectifs clairement énoncés est la constitution d'un *nous* qui vient se juxtaposer au *je* :

« L'université foraine ne se presse pas d'arriver à quelque chose. On vient là pour tâtonner, essayer. Faire des nœuds, des liens, nouer et dénouer à la fois. Passer du «je» au «nous» sans se nier pour autant » (Notre Atelier Commun, 2012 : 6).

On comprend donc que la conception même du projet introduit une conception de la citoyenneté que l'on peut définir comme active, liée à l'action, et qui réintroduit les capacités politiques de l'habitant dans l'édification de la ville et de nouveaux espaces publics. L'université foraine de Rennes a par exemple occupé pendant plus de deux ans le site de Moulin d'Apigné et le bâtiment Pasteur, ancien équipement universitaire en plein centre-ville. Ces espaces sont devenus publics dans leur nouvelle ouverture vers les habitants qui ont eux-mêmes défini leur programmation en s'appropriant l'espace et en offrant de nouvelles perspectives aux autres : parcours sensoriel, lieux de pratique théâtrale, expérimentations artistiques par des étudiants, ateliers de danse, etc. Des activités, associées à des réunions ouvertes de forme assembléaires, qui ont amené à repenser le lieu, la place des habitants en son sein et dans les schémas d'aménagement et, de fait, la capacité politique de l'espace. Car la ville, en offrant des espaces en mouvement à ses habitants, offre ainsi des espaces de propositions et de délibération où l'habitant peut s'émanciper comme citoyen. Ce dernier y trouve un cadre d'expression et de formation qui lui est refusé dans la ville fonctionnelle et dans l'expansion urbaine du néo-libéralisme qui priorise sécurité, rapidité des flux et développement économique (l'exemple des BID londoniens est frappant). De la même manière que le *Campo de Cebada* à Madrid, c'est bien l'abandon de ces espaces par la ville fonctionnelle qui permet le développement de ces opportunités. Le bâtiment *Pasteur*, par sa non-fonction dans la ville moderne, est devenu une opportunité pour développer de nouveaux types de projets urbains qui proposent une conception politique de l'habitant et qui le placent au centre du projet urbain.

Ces expériences participatives ont aussi la particularité de s'intégrer parfaitement à l'échelonnement que l'on est en train de définir. En effet, les trois rôles des habitants dans la production de la ville que je mets en avant ne sont pas trois processus isolés, mais bien une imbrication des uns avec les autres. Une accumulation de rôles. Car si le détournement se base sur la réflexion autour des pratiques quotidiennes de

l'espace en lien avec les représentations, la participation telle qu'on la définit ici est un processus de détournement organisé qui a pour but de stimuler l'implication des habitants dans ces démarches. Le détournement est majoritairement réalisé par des habitants auto-organisés (collectifs, militants), et les démarches de participation font évoluer le rôle de ces acteurs qui deviennent facilitateurs pour que les habitants puissent prendre le rôle qu'ils avaient dans les actions de détournement.

Si on prend l'exemple du *Campo de Cebada* (Madrid) que l'on détaillera par la suite, il est en effet très intéressant d'observer comment le collectif *Todo Por la Praxis*, promoteur du projet *Banco Guerilla*, est impliqué dans la démarche participative pour diffuser des outils de détournement dans des ateliers de co-production, mais aussi dans le design de la démarche d'ouverture vers les habitants et l'animation de celle-ci. Avec d'autres collectifs tels que *Basurama*, *Paisajes Transversales* ou *Zuloark*, ils ont engagé le projet en collaboration avec l'association des voisins de *Centro-La Latina* (AVECLA) qu'ils ont sollicitée dès le début. Ils ont mené conjointement les négociations de cession de l'espace avec la mairie, tout en commençant à créer une porosité de projet avec la population ; un rôle que ni les habitants, ni l'association de voisins n'aurait pu assumer à ce moment pour l'investissement demandé et les savoirs à mobiliser. Un réseau, une connaissance de la législation, une méthodologie et un rapport à l'espace public qui a été bâti progressivement par le biais des actions directes de détournement, comme le confirme Jon Aguirre de *Paisajes Transversales* (annexe 1) :

« dès le début, on s'est retrouvé avec d'autres collectifs pour commencer le projet. Notre premier pas a été d'ouvrir le projet aux habitants, par le biais de l'association de voisins, mais aussi en ouvrant nos assemblées à tous. A partir de là, on était tous dans le même bateau avec nos différentes compétences. L'assemblée est devenue le centre du processus et le centre des prises de décision » (Jon Aguirre, entretien en août 2012 – annexe 1).

4.3.3 **Faciliter l'émancipation de l'habitant via le projet urbain**

Talpin (2008, 2010, 2012) et Mazeaud (2010) ont démontré que la participation permet aux participants d'acquérir des compétences politiques (délibération, compréhension des actions gouvernementales, gestion des conflits, etc.) qui se traduisent dans une formation à l'action collective ou l'acquisition de connaissances techniques et politiques. Ils soulignent l'« enrichissement cognitif » des processus participatifs (Mazeaud et Talpin, 2010) :

« l'apprentissage du rôle de (bon) citoyen passe ainsi en premier lieu par l'acquisition de manières de faire, relativement standardisées et conventionnelles qui ne peut se produire que dans l'interaction » (Tapin, 2008 : 40).

Cependant, ces qualités accordées à la participation sont aussi définies dans leurs propres limites et dans leur incapacité à être inclusives :

« pour les plus richement dotés en capital social et culturel, elle est source d'enrichissement alors que pour les autres, elle est une épreuve qui les renvoie à leurs difficultés sociales et scolaires et peut les conduire à se désengager : "j'y suis allé l'année dernière... Mais ça m'a pas plu. Fallait écrire et tout. Et puis deux heures c'est trop long, on se fait chier" » (Mazeaud et Talpin, 2012 : 51).

A cet égard, l'urbanisme participatif est une approche interdisciplinaire de l'action partagée qui est une démarche participative qui semble fonctionner le mieux au niveau local, et qui offre de nombreux et différents niveaux d'interactions selon le contexte. C'est un processus de collaboration très structuré dans lequel les parties prenantes, y compris la population locale, travaillent ensemble sous la direction

d'experts indépendants de diverses disciplines afin de planifier ensemble l'avenir de leur territoire ou des aspects de la vie locale. Des éléments qui facilitent l'intégration des acteurs et ne sont pas aussi exigeants en compétences que lors d'un budget participatif par exemple. Comme l'ont démontré les premiers exemples mentionnés auparavant, les savoirs d'usages sont valorisés et mis en avant dans les démarches participatives du projet urbain, et sont encore plus utilisés comme repères et base de travail dans les démarches innovantes telles que les Universités Foraines, qui s'appuient sur l'usage pour mettre en place un processus.

Dans ces nouvelles formes de participation, l'architecte, l'urbaniste ou encore le travailleur social est un *facilitateur*, dans le sens qu'il se met à la disposition des habitants pour les accompagner dans un processus qui cherche à faire émerger des savoirs (d'usage, culturels, historiques), des compétences (que l'individu pourra aussi mobiliser ailleurs), et à politiser les acteurs dans une démarche qui vise à prendre des décisions (prise de position). C'est ce qui définit le rôle de l'*architecte urbain* ou de l'*advocacy planning*, et qui est essentiel dans cette démarche participative.

Ainsi, le rôle du concepteur urbain, ou plutôt du *facilitateur*, est essentiel pour le développement d'un projet qui vise à l'autonomisation des habitants et au développement des compétences politiques des citoyens. C'est un enjeu central dans les projets de rénovation urbaine mis en œuvre dans ces processus innovants qui prend place entre habitants, élus et techniciens. Ce *facilitateur* se retrouve au milieu, entre habitants et fonctionnaires, mais aussi entre les préoccupations des participants et leurs exigences en tant que chef de projet (parfois payé par l'administration), ce qui est une situation délicate et une préoccupation centrale dans l'approche de l'urbanisme participatif comme l'ont démontré les rencontres entre *acteurs-facilitateurs* qui ont été organisées en Espagne ou en France (Arquitecturas Colectivas, Detour de France).

Cependant, cette question a été abordée théoriquement dès les années 60 par Paul Davidoff et son concept d'*advocacy* qui a été repris par les mouvements de protestation urbaine (Davidoff, 1965). Albert Arias et Marc Marti ont récemment relancé ce concept dans un article pour leur blog la *Trama Urbana*³³ :

« c'est une nouvelle façon de faire de la ville qui a dans les pratiques sociales et collaboratives sa raison d'être et d'agir » (2013)

L'*advocacy planning* est une pratique collaborative dans laquelle un scientifique, un ingénieur, un architecte ou un urbaniste soutient un collectif dans le but de contribuer à résoudre un conflit urbain (avec le gouvernement, le promoteur, etc.). Il s'agit de socialiser collectivement ses savoirs et connaissances pour comprendre et reformuler des revendications. Il s'agit d'une procédure

« relationnelle située dans chaque contexte plutôt que d'un protocole d'action strict » (Arias & Costa, 2013).

C'est une notion d'urbanisme que Berenstein défend aussi par la notion d'architecte urbain :

« qui interviendrait dans des urbanités déjà préexistantes, dans des situations urbaines construites, (...) et serait le déclencheur, le traducteur et catalyseur des désirs des habitants. Il part de l'idée d'un *laisser-faire* organisé (...), interviendrait discrètement, il n'y aurait plus de vraie construction, ni d'œuvre architecturale, ni de signature de l'architecte, le travail étant dorénavant collectif et anonyme. L'architecte-urbain étant celui qui est sensible aux flux de l'espace-mouvement, à la structure qui relie, aux relations les plus diverses, aux différences spatio-temporelles, et, par conséquent, à l'altérité en architecture » (Berenstein, 2002 : 201).

³³ <https://latramaurbana.net/2013/02/18/advocacy-planning-urbanismo-al-servicio-de-la-justicia-social/>

Dès lors, cette position de *facilitateur* demande un engagement politique plutôt que technique pour construire un cadre d'interaction avec les participants qui soit adapté au contexte et inclusif.

Ce facilitateur est le lien entre les habitants et ceux qui possèdent le pouvoir d'édification de la ville - qui sont incarnés par les institutions. Il a un rôle de formateur, en rendant accessible les rythmes et savoirs du projet urbain, et de stimulateur et catalyseur, en favorisant les cadres d'expression des savoirs d'usage des habitants et en rendant accessible la participation. Souvent, le facilitateur se définit aussi comme activiste, dans la mesure qu'il est aussi acteur dans la production de la ville et a souvent mis en place des projets de détournement. On le retrouve dans les caractéristiques des facilitateurs des projets comme le *Campo de Cebada* à Madrid ou le Parc de la Baleine à Genève : les coordinateurs des projets ont commencé par être acteurs, et c'est quand ils ont acquis des compétences de gestion et qu'ils ont été identifiés par l'administration comme des interlocuteurs qu'ils ont changé de rôle en voulant diffuser leur projet et l'ouvrir à la participation des habitants.

C'est ce qui explique le recours à la recherche-action comme méthodologie qui transcende les rôles et diffuse des compétences. Le *facilitateur* se mettant au service d'un groupe dans sa volonté à lui transmettre des compétences qui vont s'allier pour mener à bien le projet. Comme Talpin le souligne (2008, 2010, 2012), il y a donc bien une recherche d'émancipation selon un parcours que le facilitateur a déjà réalisé lui-même : acquisition des compétences, diffusion des savoirs, reconnaissance de la part de l'institution, insertion dans les processus de décisions.

4.3.4 Campo de Cebada

Lieu : Madrid

Année : depuis 2010

Stratégie de recherche : entretiens avec Jon Aguirre du 6 août 2012 et avec Diego Peris du 3 décembre 2015, étude de la documentation du projet, observations non participantes réalisées en août 2012, août 2014, décembre 2014 et décembre 2015.

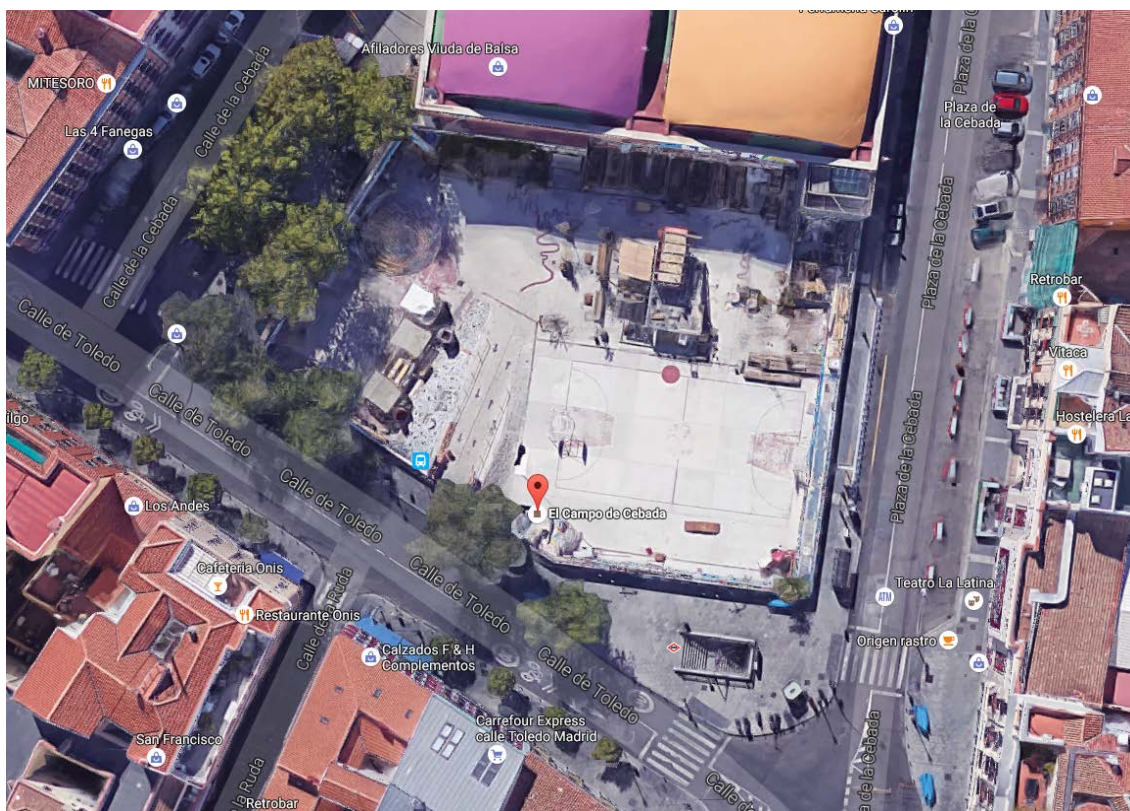


FIGURE 19. IMAGE AÉRIENNE DU *CAMPO DE CEBADA*

Le *Campo de Cebada* est un de ces espaces abandonnés qui se situent au milieu de nos villes en attendant la construction d'un

futur immeuble. Il est situé dans le quartier de la Latina, à la sortie du métro dans le méga-centre de la capitale. C'est un quartier populaire, vivant, qui historiquement abritait le tri de l'orge destinée aux chevaliers du roi, ce qui lui a donné son nom (*cebada* = orge). Ce fut par la suite un hall de marché, puis une piscine municipale, qui avait la particularité d'être le seul équipement public du quartier. Sa destruction, pour laisser place à un macro-projet d'un centre de loisir mélangeant marché, cinéma et salle de concert, fut une blessure pour la communauté – surtout que rien ne fut jamais édifié, laissant place à un terrain vague. A partir de là, l'espace fut investi une première fois lors de la Nuit Blanche organisée par la mairie de Madrid en 2010 sous la forme d'une performance proposée par le collectif *Basurama* ("isla ciudad"). L'idée était de permettre la tenue de concerts, d'un cinéma en plein air, de jeux pour les enfants, etc. pendant tout l'été. Cet événement a permis l'activation de la communauté qui s'est rassemblée et qui a commencé à négocier, en s'appuyant sur l'exemple du projet *Esta es una plaza*, la cession du terrain vague avec la mairie. Après quelques mois de discussions (en période d'élections et avec l'appui d'un journaliste), une association fut créée pour gérer le lieu et un budget de 40 000 euros fut alloué par la mairie pour l'acclimatation de l'espace aux activités socio-culturelles qui s'y dérouleront.



FIGURE 20. ASSEMBLÉE AU *CAMPO DE CEBADA*

Depuis, l'espace est donc géré par l'association et une assemblée se réunit chaque semaine pour la gestion courante. Une assemblée de 5-6-7 personnes certaines semaines, jusqu'à une vingtaine voire une trentaine de participants par moment, qui prend en charge le programme d'animation, l'organisation avec les différents collectifs impliqués dans le projet, gèrent les affaires courantes et la planification future de l'espace et accueillent de nombreuses manifestations qui font du *Campo de Cebada* le lieu de référence du quartier. Ainsi, de nombreux ateliers d'auto-construction ont eu lieu (voir à ce sujet le portfolio du projet *Banco Guerilla de Todos por la Praxis*) : les bancs, les gradins, sont tous issus d'ateliers d'auto-construction, les paniers de baskets sont artisanaux, les petits locaux techniques sont un mélange de récupération et de création. Et la majorité est mobile, ce qui permet une perpétuelle reconfiguration de l'espace en fonction des activités qui s'y

déroulent mais aussi en fonction des différents publics qui seront usagers mais aussi acteurs.

Dans ce cadre, le schéma d'interactions entre les différents acteurs du projet est intéressant à analyser. Ainsi, si la connaissance du fonctionnement institutionnel place les activistes-facilitateurs comme principaux interlocuteurs, ils essaient néanmoins de donner ce rôle à l'assemblée et donc aux habitants. On remarque ainsi que l'émergence du projet a été rendu possible par le fait que *Basurama*, un des collectif actif au *Campo de Cebada*, a réalisé une intervention dans le cadre de l'événement "Nuit Blanche" organisé par la mairie de Madrid. Cependant, aujourd'hui *Basurama* prend part aux assemblées de la même manière que les autres collectifs et que les habitants, et ceux-ci ont donc l'opportunité de devenir les interlocuteurs de l'institution. Il y a donc une transmission de compétences par le biais de la participation aux assemblées et au processus de construction du projet. Comme le témoigne Claudia Mora de l'AVECLA, les habitants déjà organisés auparavant se sont impliqués dans toutes les activités du *Campo de Cebada*, et les changements physiques apportés à l'espace ont aussi permis à de nouveaux habitants de faire partie du projet. C'est pour cela que le budget dont le *Campo de Cebada* dispose en accord avec la mairie, mais aussi lié aux activités qui s'y déroulent (ventes de boissons pendant le cinéma, donations, etc.), est principalement investi dans l'infrastructure. De cette manière, l'espace est produit physiquement et les habitants ont une influence sur la morphologie de la ville.

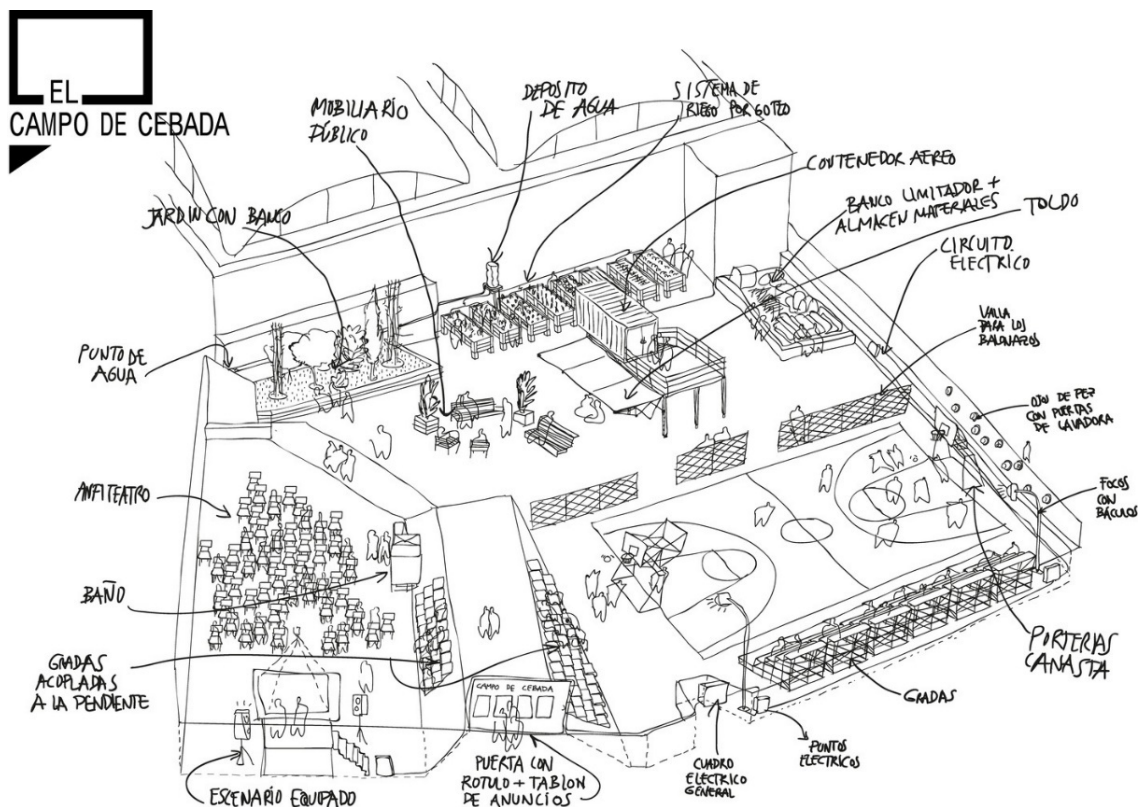


FIGURE 21. PLAN DU *CAMPO DE CEBADA*

D’ailleurs, c’est une activité qui est revendiquée comme centrale par tous les acteurs du projet comme le montre la photo choisie pour illustrer le site internet, et comme le définissent les facilitateurs:

« l’auto-construction est ce qui a fait avancer le projet dans les premières années, parce qu’il y avait beaucoup à faire mais aussi parce que cela nous unissait tous derrière un objectif concret qui était d’améliorer notre cadre de vie » (Diego Peris).

On l’appelle d’ailleurs la place “faite à la main par et pour les voisins” (article du Huffington Post du 29/03/2015³⁴), et dans la

³⁴ http://www.huffingtonpost.es/2015/03/29/campo-de-cebada_n_6790650.html

description du projet sur la plateforme *Publicspace.org*, la participation des habitants dans la construction du site est aussi mise en avant au même titre que leur initiative :

« Street furniture was created out of recycled materials and this activity then gave rise to “handmade temporary urban design” workshops. The pieces produced are portable and versatile so that, when there is a game, they can be arranged round the edge of the playing area. The success of the local basketball team has led the residents to construct tiered seating on the bank of the ramp giving access to the site. Gardens have been planted in large boxes on wheels that can be moved around to make the most of the sun. These are, of course, the responsibility of the local residents who periodically organise courses in botany and horticulture³⁵ ».



FIGURE 22. SITE INTERNET DU *CAMPO DE CEBADA* (CONSULTÉ EN JUILLET 2016)

Aujourd’hui, après plus de cinq ans, les activités culturelles ont néanmoins pris le dessus et le *Campo de Cebada* se définit davantage comme un centre culturel, ce qui a pour résultat de

³⁵ <http://www.publicspace.org/en/works/g362-el-campo-de-cebada>

modifier les dynamiques de gestion. Car les facilitateurs du début ne sont plus là et ont été remplacés par des acteurs culturels liés au théâtre ou au cinéma qui n'ont pas l'historique des phases de détournement, et qui n'ont donc pas les mêmes outils ni les mêmes préoccupations. L'accompagnement des habitants, même si certains d'entre eux se sont formés pendant ces premières années, ne se fait plus dans les mêmes conditions. Et les assemblées par exemple, ne remplissent plus leur rôle de formation pour faire place à une gestion d'activités. L'usage s'est donc généralisé d'un côté (lieu de référence, liberté et diversité des pratiques), mais la co-production de l'espace est moins intense, et on remarque que le processus participatif, très lié à la morphologie de l'espace dans ses premières années, laisse progressivement place à l'installation d'acteurs non liés au processus de production de l'espace. Ceci a pour conséquence de déplacer le centre des discussions et de limiter l'accès des habitants aux prises de décisions, et donc de limiter le champ d'influence du processus de participation.

hand made urbanismo El CampodeCebada



"A" CHAIR
 Mobiliario construido mediante la recuperación de tabillas de encofrado de la obra del CICCOM de los arquitectos Emilio Tuñón, Luis Moreno Mansilla y Matilde Peralta. Elaborado por Zuloark y el PEI de Pontificia Universidad Javeriana de Bogotá.

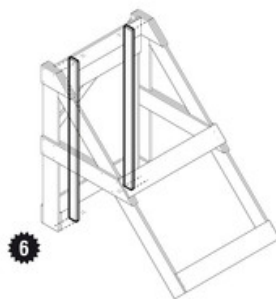
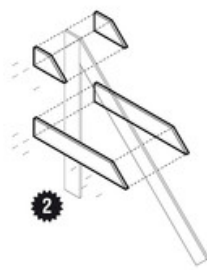
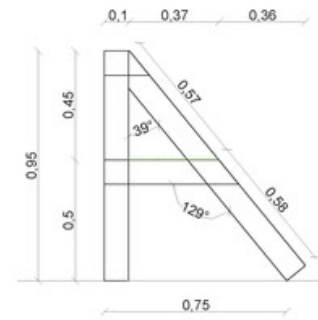


FIGURE 23 MANUEL DE MONTAGE D'UNE CHAISE EN AUTO-CONSTRUCTION



FIGURE 24. PHOTOS D'ACTIVITÉS AU CAMPO DE CEBADA

4.3.5 Le Parc de la Baleine

Lieu : Cité Carl Vogt - Honegger, Genève

Année : depuis 2011

Stratégie de recherche : entretiens avec Sylvain Froidevaux du 25 janvier 2016 et avec Michel Schweri du 17 février 2016, observations non participantes réalisées en juillet 2015 et juillet 2016, entretien avec une habitante anonyme



FIGURE 25. IMAGE AÉRIENNE DU PARC DE LA BALEINE

Le parc de la Baleine à Genève est un espace créé et géré par l'association d'habitants "60x60" dans la Cité Honegger, au cœur du quartier de la Jonction. "60x60" fait référence à la taille des dalles utilisées par les frères Honegger pour la construction des

immeubles. L'association a pour but d'impliquer les habitants dans des projets et des recherches sur la vie collective au sein de la Cité. Leur première action fut de collecter et rassembler toutes les ressources artistiques, culturelles et personnelles de la cité dans le but de créer des événements, rencontres, expositions, présentations et projections. Le projet a duré deux ans pendant lesquels de nombreux événements vicinaux ont été organisés dans les deux immeubles qui constituent la Cité. Progressivement, ces événements ont pris place dans un petit parc au milieu des immeubles qui est devenu le lieu de rassemblement des enfants, des parents, puis des habitants. Cette place de jeux désuète a été revitalisée par l'activité de l'association qui en a ensuite négocié la gestion avec la ville. La petite place se nomme maintenant le Parc de la Baleine, en hommage à cet ancien jeu en résine en forme de Baleine.



FIGURE 26. PARC DE LA BALEINE (SOURCE VILLE DE GENÈVE)

En termes de participation, on remarque encore une fois l'importance des personnes qui se sont d'abord engagées dans des actions de détournement.

En effet, le projet de collecte des récits de vie entre 2010 et 2012 s'est effectué en détournant des lieux communs pour leur redonner une fonction de rencontre : appartement qui devient hall d'accueil, hall d'accueil qui devient lieu d'exposition ou d'apéritif. Les trois membres fondateurs de l'association se sont impliqués personnellement pendant cette période et ont été rejoints progressivement par les habitants :

« on était trois amis intéressés par la vie de quartier qui venions d'horizons très différents mais tous avec une vision artistique. Notre point de départ c'était de savoir si la taille des dalles Honneger (60x60cm) avait une influence sur la vie des gens. C'était un peu naïf, mais c'est ce qui nous a emmenés à la rencontre des habitants. C'est après plusieurs petits événements dans les cages d'escalier et des permanences chez moi où les voisins venaient me raconter toutes sortes de choses, qu'un groupe a commencé à se former », commente Sylvain, président de l'association.

Michel, qui n'était pas directement impliqué mais observait cette naissance depuis l'association d'habitants se rappelle que

« les habitants ont rapidement pris goût à l'interaction dans l'espace. Pas tous bien évidemment, mais ceux qui avaient un besoin d'interaction avec les autres. Ça a créé un contexte favorable à l'implication et à la confiance entre tous ».

Ensuite, c'est bien l'aménagement du Parc qui a permis de formaliser cet engagement. En effet, de nombreux habitants ont rejoint l'association grâce au parc parce qu'il permettait de

visualiser la participation, mais aussi de la rendre concrète précise Sylvain qui a une formation d'ethnologue et se spécialise maintenant sur les questions de citoyenneté. :

« quand on a commencé à réaménager le parc, des habitants sont venus sonner à ma porte pour me demander s'ils pouvaient donner un coup de main. On a fait un peu de peinture, on s'est réuni pour savoir ce qu'on voulait faire, et le projet du potager a été une concrétisation. Aujourd'hui, plus de quarante personnes ont la clé de la cabane »

Les habitants se sont alors impliqués dans la protection des arbres, des anciens jeux pour enfants, la gestion du potager, et l'organisation d'animations estivales pour les enfants du quartier.

Michel, président de l'association des habitants de la Jonction, voit dans le parc de la Baleine

« un potentiel unique pour la vie de quartier qui me rappelle les moments où les gens sortaient encore dans la rue pour y vivre et partager leur intimité. Les enfants sont en sécurité avec les voisins, et on arrive à se connaître alors que l'on vivait à côté depuis plus de 10 ans ».

Car à la différence d'un parc quelconque, le parc de la Baleine accueille des assemblées et des activités collectives qui créent des opportunités pour les implications des habitants. Comme Sylvain le souligne,

« on n'est pas citoyen du jour au lendemain, mais on le devient. Petit à petit, les habitants peuvent commencer à faire des activités qui ont recours à la notion de commun et c'est à ce moment-là que l'on arrive à créer des débats, des échanges et une vision collective non seulement de l'espace, mais aussi de la notion de vivre ensemble. En plus, c'est le seul

moyen de comprendre le fonctionnement de l'administration qui est encore propriétaire du lieu ! ».

Michel rajoute que

« il n'y a pas d'obligation à vivre ensemble, il y a la possibilité. Et les gens qui veulent le faire d'eux-mêmes, par civisme, ou même par défaut (pour un aspect pratique) revendiquent un droit d'usage qui s'oppose à la propriété ».



FIGURE 27. MICHEL SCHWERI DURANT L'ENTRETIEN EN JANVIER 2016

Durant les visites sur site pendant les étés 2015 et 2016, j'ai pu percevoir l'implication des habitants dans la gestion du site. Même si Sylvain est souvent présent, le fait que plusieurs familles aient la clé du cabanon répartit les responsabilités. Et la notion de processus, entendu ici comme la participation à des activités qui mène à venir aux assemblées et à prendre part aux décisions et responsabilités, prend toute son importance dans la construction

collective du projet (connaissance des enjeux, formation des habitants à des compétences de délibération). On se rend alors compte que la production de l'espace par les habitants, parce qu'elle est exigeante et demande des qualités de compréhension des enjeux, de connaissance des acteurs, de délibération et d'initiative, est une formidable école de formation à la citoyenneté. L'habitant développe une habilité pour se saisir de la ville et essayer d'influer sur son sens et ses représentations.

Néanmoins, peut-être que ces compétences nécessaires qui mènent à la formation de la citoyenneté, sont aussi une barrière à l'implication de citoyens moins à l'aise ou moins compétents. Aussi, cela interroge la capacité d'intégration de nouveaux habitants en cours de processus. L'habitante que j'ai rencontré lors d'une de mes visites sur le site a en effet introduit cette problématique :

« on a mis du temps pour venir parce qu'on avait toujours l'impression de déranger. Non pas que les gens ne nous parlaient pas, mais plutôt qu'ils avaient leurs habitudes que l'on venait perturber. En plus, il y a toujours de nouvelles choses et dès qu'on s'absente un moment, c'est pas facile de raccrocher »

L'accessibilité du processus est une problématique réelle de la participation. Sylvain ou Michel, que j'ai interviewé, se sont beaucoup impliqués pour favoriser l'implication de tous mais on remarque qu'il y a toujours beaucoup de barrières limitantes :

« ce n'est pas facile de parler à tous les habitants. Le terrain, l'espace public, est très exigeant car tout ce qu'on y fait est visible. Si ça donne de la visibilité à nos actions, c'est aussi très difficile pour les nouveaux arrivés » (Sylvain)

**5. LA PRODUCTION
DE L'ESPACE
COMME
FONDEMENT DE
LA CITOYENNETÉ
URBAINE**

5.1 CITOYENNETÉS

L'étude de cas a montré que l'habitant est au centre de ces évolutions, que cela soit par les tactiques des habitants ou la progressive influence que les nouveaux processus de participation ont sur la production de la ville et la définition des projets urbains. Il est producteur de ville, se confronte avec le politique dans un mouvement qui dialogue avec la citoyenneté et son interprétation contemporaine.

Ma première partie a donc permis de décrire trois différents rôles que l'habitant joue dans la production de la ville. Mais quelles sont les conséquences du rôle des habitants sur sa définition comme citoyen ? C'est ce à quoi va essayer de répondre ce chapitre en présentant un cadre conceptuel qui va définir une citoyenneté urbaine.

5.1.1 Evolution historique

Le concept de citoyenneté est sans doute l'un des plus riches et complexe dans les sciences humaines. Inventé dans la Grèce antique pour distinguer le citoyen, en tant que membre abstrait de la Cité, de l'individu, il a ensuite été légalement institutionnalisé dans le monde romain. La citoyenneté moderne s'est encore enrichie de différents apports et exige désormais une vision transversale et politique.

La citoyenneté est en effet au centre des grands changements politiques de la modernité par son implication dans les révolutions américaine et française du XVIIIe siècle. Elle se caractérise par le fait qu'elle est au fondement de la légitimité politique, illustrée dans le transfert de la légitimité politique du roi à la nation. Mais

l'abstraction qu'est la citoyenneté, implique une distinction entre les sphères publique et privée qui sont à la base même de l'ordre social. Historiquement, elle s'est construite autour de deux modèles très différents :

- Le modèle libéral est celui du citoyen d'une société pluraliste et libérale, défendue par une tradition héritée de Locke et de Kant. La démocratie est perçue comme la mise en œuvre, historiquement progressive, d'un équilibre complexe entre les pouvoirs et les contre-pouvoirs représentant les différentes communautés qui composent la société. L'intérêt public est en fait composé de la somme des intérêts individuels. La démocratie est ici garantie par la répartition des pouvoirs.

- Le modèle républicain quant à lui est lié à une démocratie unitaire définie par Aristote, Rousseau ou Machiavel. Il n'est considéré que dans sa plus grande pureté, c'est-à-dire une abstraction totale où la démocratie est garantie par une vertu civique contre des intérêts privés, et repose sur l'idée d'appartenance à une communauté politique.

Plus tard, la citoyenneté sera envisagée de manière plus complexe, et c'est sa conceptualisation vis-à-vis du principe d'égalité entre les citoyens qui va participer à enrichir le concept. Cela a été très bien documenté par Marx dans sa critique d'une démocratie purement formelle (Popelard, 2012) : pour lui, la non corrélation des droits et d'une égalité socio-économique définit une société fondée uniquement sur l'égoïsme (valeur éminemment bourgeoise). Marx dénonce la dualité entre la société (composée d'hommes concrets) et l'Etat (instrument de la bourgeoisie qui concerne uniquement les hommes abstraits). Pour Marx, la vraie démocratie est celle de la rencontre du citoyen et du travailleur (l'homme réel), qui dépasse une participation nominale en impliquant tout simplement de changer toute l'infrastructure économique (c'est-à-dire une révolution). C'est la reconnaissance de cette critique qui a conduit la démocratie à reconnaître, au-delà des droits de l'homme (c'est-à-dire les droits abstraits de la pensée, de la parole, etc.), des droits

réels (c'est-à-dire permettre l'exercice effectif des droits de la liberté), visant à une meilleure égalité socio-économique : c'est ce que l'Etat offre aux citoyens, et ce qui permet alors de faire référence à un concept de citoyenneté enrichi.

C'est sur cette base que se fonde la triple dimension de la citoyenneté décrite par Marshall (1963) : la citoyenneté civile (celle des droits à la liberté garantis par la règle de droit), qui apparaît au XVIIIe siècle; la citoyenneté politique (les droits politiques garantis par le suffrage universel et l'importance du Parlement), qui apparaît au XIXe siècle; et la citoyenneté sociale (renvoie à la garantie des droits sociaux, à la sécurité économique et au droit au bien-être), qui s'est largement développée au XXe siècle.

Aujourd'hui, la citoyenneté moderne tend à s'universaliser, notamment à travers des processus d'élections qui fondent la légitimité politique. Théoriquement, c'est le droit de vote qui est le plein exercice de la citoyenneté, et c'est à travers les institutions politiques qu'il peut être exprimé. Pierre Rosenvallon l'a très bien documenté dans son ouvrage *Le sacre du citoyen* (2001). A partir de là, la crise politique actuelle des démocraties libérales (défiance, faible participation) place la citoyenneté au cœur des questions, et implique que la figure du citoyen soit un enjeu politique majeur. La citoyenneté est en effet devenue un problème socio-politique qui a été revendiqué par différentes écoles de pensée, des féministes aux écologistes (Young, 1996 ; Kymlicka & Norman, 1996 ; Rawls, 1971 ; Walzer, 1990). Les tensions dues au caractère de la nation de plus en plus multiculturelle et multiraciale, au *telos* politique, à l'apathie sociale, à la fragmentation politique, au questionnement de l'État-providence ainsi qu'à l'évolution de l'espace public contribuent à l'abandon de la figure conventionnelle du citoyen. Il y a un décalage important entre la figure idéale et la réalité qui définit un déclin de la figure historique du citoyen.

Face à cette situation, surgissent de nouvelles propositions, que ce soit de la nouvelle droite, la gauche, le républicanisme ou le libéralisme avec un débat très dense :

« un débat qui demande avant tout de se défaire de l'idée que cette notion n'aurait qu'une et une seule définition, qu'elle ne présenterait d'intérêt que philosophique ou normatif, ou encore qu'il ne s'agirait que d'un statut défini par l'État, restant relativement extérieur aux processus empiriquement observables dans des contextes locaux » (Neveu, 2004 : 3).

Catherine Neveu en fait un objet d'étude anthropologique de différentes composantes qui présente la citoyenneté dans une terminologie sensible aux sciences sociales dans leur ensemble :

« en incluant tout d'abord les multiples manières dont les institutions et les citoyens eux-mêmes construisent des représentations sociales quant aux droits et à leurs fondements, ainsi que sur la légitimité des uns et des autres (déjà inclus dans la collectivité légalement définie des citoyens ou exclus de celle-ci) à user de ces droits ou à y accéder » (Neveu 2004: 5).

Sommers, en écho au travail d'Arendt, définit aussi la citoyenneté comme « le droit d'avoir des droits » (2008) :

« In line with Arendt's most Delphic of phrases, citizenship is about having the right to have rights - not any single civil, juridical, or even social right, but the primary right of recognition, inclusion, and membership in both political and civil society » (Somers 2008: 25).

Un droit qui lie la citoyenneté avec la conception d'une communauté politique, et qui, en se dissociant d'une définition juridique stricte, lui confère une dynamique qui s'entretient entre différents composants qui varient dans l'espace et le temps :

« As an open set of elements, found in different permutations and combinations accross time and space, often including notions of equality, individuality, autonomy, freedom, rights, duties, belongings, the common or public good, public debate, representation, inclusion or exclusion, popular sovereignty, and commitment to some kind of community or polity » (Gordon & Stack, 2007 :1 17).

Ainsi, d'une manière plus générale, il y a un mouvement dans les études sur la citoyenneté qui se dessine au profit d'une définition plus englobante et plus processuelle de la citoyenneté :

« une prise en compte de sa nature essentiellement processuelle, projective et relationnelle, ainsi que des enjeux, tout de même fondamentaux, de subjectivation politique. (...) Il s'agit d'une part de contextualiser les théories de la citoyenneté elles-mêmes, tant il est vrai qu'elles s'inscrivent, elles aussi, dans des débats politiques et des situations spécifiques et d'autre part de prendre acte pleinement du fait que la citoyenneté elle-même ne peut être saisie et analysée qu'en contexte, dans les localisations historiques, politiques, sociales et spatiales dans lesquelles elle est effectivement mise en œuvre » (Neveu, 2013 : 6)

De cette manière, les études sur la citoyenneté évoluent et on se rapproche des enjeux de cette thèse, qui ne va pas enrichir une définition de ce qu'est la citoyenneté, sinon favoriser la compréhension de ses mécanismes d'expression et d'acquisition. Comme le souligne Isin (2009, cité dans Neveu 2013), la citoyenneté est une dynamique ancrée géographiquement et historiquement pour laquelle nous devons essayer d'en comprendre les dynamiques de fabrication :

« Si nous visons à développer une conception fluide et dynamique de la citoyenneté, qui soit historiquement ancrée et géographiquement sensible, nous ne pouvons pas formuler la question comme "qu'est-ce

que la citoyenneté ?". Le défi est plutôt de demander "qu'est-ce qui est appelé citoyenneté ?", question qui pointe tous les intérêts et les forces investis dans sa fabrication et son interprétation d'une manière ou d'une autre » (Isin, 2009).

5.1.2 Postulat de recherche

A partir de là, mon hypothèse est que, sans renier le fait que la citoyenneté soit la base fondamentale d'une communauté, elle se définit aussi dans une certaine autonomie du sujet qui a bâti sa citoyenneté dans une relation spatiale et temporelle liée au quotidien (citoyenneté urbaine). Donc, que le champ de la production de ville que l'on a prédéfini soit un *espace de fabrication* de la citoyenneté et du citoyen qui soit lié au quotidien et à l'espace public contemporain.

La notion d'autonomie du citoyen vis-à-vis de la communauté politique à laquelle il appartient est une idée construite depuis la Renaissance par Machiavel (l'ordre politique n'est pas constitutif de l'existence collective), La Boétie (sa thèse de la servitude volontaire), Erasme (lecture du principe de liberté dans l'Evangile), ou même Locke, qui établit le principe de la révocation du gouverneur par les gouvernés. De cette manière, la citoyenneté revendique son destin politique, ce dont Arendt est probablement l'une des plus grands défenseurs. Nostalgique de la ville grecque de la citoyenneté ancienne, elle définit la politique par le courage et la parole : la liberté d'expression peut exister dans l'espace public où une pluralité d'hommes libres peuvent partager une pluralité d'idées dans une confrontation ouverte. Elle oppose les exigences de la production et de la pratique, l'esclavage, au travail et à l'*œuvre* : ce sont les activités de l'homme libre, c'est-à-dire de celui qui ne se livre pas à la production. Elle dénonce, dans la vie moderne, la réduction du

travail qui lie l'homme au besoin et à la futilité de la vie (Salomon, 2003). C'est une philosophie qui met en avant ses pensées contre la société de masse et qui porte l'empreinte d'Heidegger. Pour Arendt, la politique réside dans l'action, dans une vie politique qui se déroule dans un réseau de relations humaines où le citoyen est la source et le moteur. Comme le souligne Moreault,

« le citoyen *arendtien* est un homme qui participe activement au maniement des affaires humaines. Il est un codirigeant de la cité. Le citoyen athénien, le citoyen romain, le citoyen révolutionnaire français, le citoyen révolutionnaire américain, le Communard en 1871, le citoyen révolutionnaire russe et le citoyen hongrois en 1956 seraient des exemples historiques et politiques de cette citoyenneté arendtienne » (Moreault, 1999 : 175).

Ainsi, Arendt définit déjà le cadre spatial de la citoyenneté, basé sur la *polis*, centre d'excellence pour le développement de la vie publique des Grecs – *koinon*, en opposition à la vie privée qui se produit dans le *oikos* -, car la citoyenneté est impossible dans l'isolement puisque l'action provoque une réaction qui à son tour conduit à une autre action. Cela marque le passage d'une conception abstraite à une conception concrète de la citoyenneté qui trouve un cadre d'expression (et donc de possible action), qui peut s'organiser dans la *Polis* ; et plus précisément dans l'*Agora*, où les citoyens grecs ont discuté, ont agi ensemble et pris des décisions entre la *praxis* - l'acte - et *lexis* - le discours. Pour Arendt, la *polis* est

« l'organisation du peuple qui vient de ce que l'on agit et parle ensemble, et son espace véritable s'étend entre les hommes qui vivent ensemble dans ce but, en quelque lieu qu'ils se trouvent » (Arendt, 1983 : 258).

Non pas qu'elle souhaite un retour à l'antiquité, mais parce que le citoyen moderne devrait y trouver l'inspiration pour définir l'acte politique (*praxis* et *lexis*), devrait être animé par l'esprit de confrontation des idées grec car c'est de cette façon que surgit

le sens commun. Dans ce cadre, la *polis* est le contexte spatial qui permet à l'individu d'aborder son devenir citoyen et qui accorde à la citoyenneté un devenir lié à sa pratique (Subirats et Pares, 2014).

5.2 PERFORMATIVITÉ POUR UNE QUOTIDIENNETÉ DE LA CITOYENNETÉ

La citoyenneté abordée par sa relation au quotidien entraîne une conceptualisation liée à une vision performative :

« Es decir, que la entiende desde la acción, desde su ejercicio, desde el desarrollo pleno de la autonomía de cada persona en el marco de su comunidad de referencia, desde el espacio de lo común, más que desde la estática adquisición de unos derechos relativamente vaciados de contenido, relacionados con las dinámicas de inclusión y exclusión más elementales de los estados nación modernos »
(Subirats, 2011 : 89-90).

Cette question de la pratique de la citoyenneté s'inspire d'une vision classique qui a aussi besoin, comme le décrit très bien Arendt, d'un cadre pour s'exprimer. Elle présente alors une accumulation d'espace (*de liberté, public, cosmique, de*

l'apparence) qui, finalement, se définit fondamentalement comme politique et directement lié à l'espace de l'action :

« [cet espace] suppose la diversité de *points de vue* et des *perspectives*, au sens optique du terme, que des individus interagissant adoptent »
(Debarbieux, 2014 : 16).

Arendt introduit alors la dimension performative de la citoyenneté, c'est à dire porteuse de sens et d'actions ; ce qui en expliquerait aussi sa crise contemporaine par la limitation des caractéristiques politiques de l'espace public qui ne permet plus de réunir les conditions de réalisation de la performativité de la citoyenneté. Je l'ai déjà décrit : la conception fonctionnaliste de la ville, dominante depuis des décennies, instrumentalise l'espace public au détriment de ses caractéristiques politiques.

Dans ce cadre, l'énonciation d'*être citoyen* entraîne donc un agir, voire participe de l'agir lui-même. C'est-à-dire que l'on dépasse le paradigme de la citoyenneté comme statut (droits politiques) pour l'entraîner dans le champ de l'action et de la parole (pratique politique). On devient donc citoyen par un processus d'acquisition lié à la performance de la citoyenneté. En d'autres mots, c'est par nos actions que l'on se définit comme citoyen.

Reprenant le travail de Searle (1995), la constitution linguistique de la performativité n'est en effet que la façade de la construction de réalités sociales car celles-ci se fondent par le biais de la réalisation d'activités performatives, notamment langagières (le discours revendique des droits comme du *speech act* : par exemple, l'énonciation de "je suis usager" exprime la revendication de droits au service). Et Judith Butler aiguille encore davantage dans cette perspective de la performativité au-delà du langage, en expliquant comment les comportements, les gestes, les attitudes font aussi partie de la performativité (1990). La citoyenneté devient alors un rôle que l'on performe (et c'est sa répétition qui va faire que l'on intègre sa

qualité, devenant inconsciente et spontanée). Nous ne sommes donc pas citoyen par statut (la carte d'identité, le droit de vote, le passeport) mais par le biais de nos actions et de leur répétition dans le temps. On acquiert donc une condition de citoyen au fil de nos actes, et être citoyen est donc un devenir perpétuel et une praxis.

Une pratique qui s'insère dans un contexte collectif et vers l'idée de commun. Car si on parle bien d'un processus d'acquisition individuel, c'est dans son caractère collectif qu'il prendra son sens. En effet, la citoyenneté ne peut être qu'exprimée en relation avec un groupe. Comme le présente Jérôme Denis en évoquant le travail d'Austin (1970),

« les énoncés performatifs ne peuvent pas être tenus par un être solitaire. (...) Ils nécessitent un auditoire qui non seulement est *performé* par les énoncés, mais participe pleinement à cette performativité en tant qu'ingrédient productif de certaines conditions de félicité ».

C'est-à-dire que, et là il fait appel au travail de Latour (2006),

« pour qu'ils deviennent de véritables performatifs, les faits, les théories ou les formules doivent circuler dans des chaînes de traduction qui consolident l'assemblage des entités qui le composent et leur permet d'acquérir le statut de *matters of fact* (et que) cette circulation nécessite un travail collectif sans lequel ce qui est *performé* se délite et finit par disparaître » (Denis, 2006 : 6).

La citoyenneté s'inscrit donc dans un cadre collectif où l'individu agit vers les autres en même temps que ce cadre collectif légitimise son action. Il y a donc une porosité entre les deux, une dialectique, qui fait que l'acte définit le tout, le tout définissant l'acte. C'est ce que Joan Subirats appelle la « co-production politique de la

citoyenneté³⁶ », où quand l'individu est autonome en même temps qu'il construit des liens avec les autres en éprouvant de la co-responsabilité et de la solidarité. Il décrit cette idée dans un ouvrage *Otra sociedad ¿otra política?: De «no nos representan» a la democracia de lo común*, dans lequel il définit une nouvelle conception de la citoyenneté en lien avec son propre exercice :

« Una concepción de la ciudadanía articulada desde los valores de la igualdad de oportunidades y de condiciones de partida, de la solidaridad, la democracia, y la autonomía personal. Una ciudadanía que solamente puede crecer y consolidarse mediante su propio ejercicio. Una ciudadanía que debe dejar de ser un simple receptáculo o contenedor de derechos reconocidos, para convertirse en un ejercicio permanente de corresponsabilidad y solidaridad social sobre los problemas comunes »
(Subirats, 2011 : 86).

Le prisme de la crise de la citoyenneté éclaire davantage sur la compréhension de cette conception performative, et sur le lien avec les hypothèses présentées. La crise du politique - notamment par son phénomène de désaffection - détermine alors le manque de sens que l'on peut donner à nos actes citoyens. Et la crise de la ville moderne - son fonctionnalisme et sa production néolibérale - limite la possibilité d'avoir un cadre de performance, un espace d'expression de la citoyenneté.

Et si l'on ne peut résumer la citoyenneté dans un schéma manichéen qui pourrait être réducteur (on pense là à la richesse du tissu associatif, des réseaux de solidarité, des espaces de revendication, etc.), ce constat critique de la citoyenneté associé à son contexte urbain, permet de comprendre l'importance de l'espace public dans la production de la citoyenneté. Et en allant encore plus loin, de comprendre l'importance de la considération collective d'un processus de construction de

³⁶ http://www.eldiario.es/norte/euskadi/gran-problema-Espana-educacion-cero_0_446905621.html
consulté le 5 novembre 2015

l'espace public qui détermine la performativité de la citoyenneté. Il entraîne l'agir d'un côté - des actes citoyens de construction et de réflexion (participation à des réunions, installation de mobilier, jardinage, etc.) - et une référence collective de l'autre qui va valider et enrichir ce processus - interaction avec les habitants, prise en compte des contraintes, etc. Dans ce contexte de crise du politique, l'habitant questionne donc le sens d'agir en tant que citoyen surtout qu'il ne trouve pas de place pour le faire. Car si la citoyenneté s'exerce par le biais de la sphère participative, et que celle-ci s'appuie notamment sur l'espace public, alors sa destruction au profit de ses seules caractéristiques fonctionnalistes observée dans les villes néo-libérales peut être un facteur explicatif de la crise du politique. C'est tout du moins une des hypothèses que l'on défend en démontrant comment les habitants utilisent les interstices de la ville pour s'instituer en tant que citoyen. Ainsi, la naissance du *Campo de Cebada* à Madrid ne se perçoit pas de la même manière en sachant qu'elle a été favorisée par la crise immobilière de 2008 issue de la crise du modèle néo-libéral.

Ce travail se propose donc d'explorer la production de la ville par ce regard sur la performativité de la citoyenneté. Premièrement, en s'intéressant aux processus qui visent à créer de nouveaux espaces d'expression de l'agir citoyen (construire sa citoyenneté). Et deuxièmement, en cherchant à valoriser les actes du quotidien et leur relation avec l'espace (dans une relation spatiale et temporelle liée au quotidien).

Car pour intégrer cette dimension performative à la citoyenneté, il est nécessaire d'aller plus loin dans le renouvellement de sa définition. Les débats actuels autour de la citoyenneté qui se basent sur le postulat que la citoyenneté n'a pas d'essence sont particulièrement intéressants ici :

« Il n'y a pas d'ensemble de caractéristiques pré-définies qu'on retrouverait ou non chez les individus ou dans leurs pratiques, mais

qu'elle est un construit social et politique, une fabrique en constante évolution, un ensemble de processus pouvant varier dans les formes de son effectuation, selon les différentes ressources mobilisées et les enjeux en débat » (Carrel & Neveu, 2014 : 2).

Ce caractère performatif passe alors d'abord par des pratiques quotidiennes. C'est l'insertion de la notion de citoyenneté dans le quotidien, caractérisé par ses opportunités d'expression, qui permet de redéfinir ce qu'est l'habitant en le distinguant de sa qualité de consommateur. L'habitant n'est plus celui qui consomme (du logement, des transports, des services) mais celui qui agit dans un quotidien qui s'exprime en *pratiques quotidiennes* (un peu comme des procédures, pour reprendre l'expression de De Certeau), et qui se précise dans les notions de discours, d'acquis et de l'occasion (De Certeau, 1990 : 71). La citoyenneté urbaine s'exprimerait en outre par des pratiques de détournement, c'est-à-dire visant à détourner les processus de soumission au pouvoir tels que les décrit Foucault (1975, 1984, 2014), et qui proposent, par le biais de la micro-politique, un agir du quotidien qui se définit comme acte fondateur de la citoyenneté.

5.3 CITOYENNETÉ URBAINE

« Things worked because people cooperated, and they did so because they were astonished at their own power. Hope that delivered results generated more hope. Show me a city with a thousand problems, and I'll show you 10,000 people who can solve them » (Antana Mockus, 2015).

5.3.1 Citoyenneté sur l'espace public

Les premiers éléments apportés ici poussent à préciser la question de la spatialité de la citoyenneté : sa relation avec la ville, ainsi que celle liée à l'articulation entre la mobilisation individuelle et l'action collective. Pour cela, on se réfère à ces nouvelles pratiques citoyennes qui s'expriment sous de nombreuses déclinaisons : création de nouveaux espaces (le *Campo de Cebada* à Madrid, *Yes We Camp* à Marseille, *R-Urban* à Paris, *Parc de la Baleine* à Genève), valorisation des méthodes participatives de délibération (Budget participatif à Paris, plans d'aménagement à Valence), ou stimulation des pratiques d'habitants qui s'engagent dans la production de la ville (*Tactical Urbanism* à Genève³⁷, *100 en 1 jour* à Bogota ou Genève). Ainsi, sans être exhaustifs, ces exemples définissent une prise d'initiatives plus ou moins organisée que certains habitants concrétisent dans des actions sur l'espace public, et qui tendent à surpasser cet individualisme postmoderne lié au contexte néo-libéral. En outre, la compréhension de l'espace public dans son sens classique (chapitre 2), l'assimile à ce que Arendt nomme la *polis*, et explicite donc la posture que je défends d'une citoyenneté spatiale liée à l'espace public.

Cornwall et Coehlo (2007) ont alimenté le caractère spatial de la citoyenneté en faisant référence à la sphère participative. Elle se développe dans une interface entre l'Etat et la société qui valorise aussi des formes de gouvernance favorisant la négociation et l'échange. Selon les auteurs, la citoyenneté se revendique alors dans des espaces intermédiaires :

« les espaces intermédiaires permettent de réaliser ses droits et revendiquer sa citoyenneté » (2007 : 1).

³⁷ <https://www.facebook.com/urbanismetactique>

Ici, il faut noter l'importance de l'espace public et de sa conception comme espace du politique. Tiers lieu par excellence de la quotidienneté (en sus du travail et du domicile), c'est le centre de la réalisation de la *polis* et du citoyen classique en lui permettant d'agir pour le bien commun :

« c'est dans le cadre de cet espace que peuvent se produire les propositions, les débats et les votes engageant l'ensemble des citoyens dans un projet politique commun » (Delavictoire, 2008 : 13).

C'est l'espace qui permet la rencontre entre l'idéal politique de la liberté du citoyen chez Arendt et la possibilité d'espace public démocratique chez Habermas qui, même s'il le définit comme immatériel, pose les conditions de son existence dans la délibération et la confrontation des idées. L'espace public se repense alors dans sa diversité et sa capacité à accueillir des activités politiques intermédiaires telles que le définissent les approches DIY ou de performativité.

En outre, pour engager la réflexion, on peut s'appuyer ici sur la notion de citoyenneté urbaine, introduite par Donzelot (2009). Faisant écho aux idées de Marshall (1963), il ajoute aux composantes civiles, politiques et sociales conceptualisées par le sociologue anglais une quatrième marche, pour définir une citoyenneté qui deviendrait urbaine dans sa revendication d'un droit à la ville. Donzelot le précise d'ailleurs comme un droit à bénéficier au logement et à la vie sociale, comme une continuité à la citoyenneté sociale qui utiliserait ses bénéfices comme des moyens pour parvenir à de nouveaux droits tels que la mobilité, l'égalité des chances, ou encore la capacité d'expression dans les processus de décision. La citoyenneté garderait donc cette composante statutaire de Marshall autour de droits et de devoirs :

« un statut accordé à ceux qui sont des membres à part entière d'une communauté ; tous ceux qui jouissent de ce statut sont égaux en regard des droits et des devoirs dont un tel statut est doté » (Marshall, 1963 : 92).

Toutefois, les différents mouvements émergents de production de ville questionnent ce statut par leur interprétation du droit à la ville et les dynamiques performatives qu'ils revendiquent. Ainsi ils produisent des espaces d'expression d'une citoyenneté qui n'est plus accordée, mais revendiquée puis instituée dans une succession d'actions individuelles ayant une répercussion collective. Les rues, places et parcs publicisent le privé dans le même mouvement qui suscite la mixité, la diversité, mais aussi la capacité politique des habitants que décrit Arendt (1995) dans son inspiration classique. Celle-là même que la ville lie à l'espace dans son Agora, son Forum, sa place ou ses rues. Car la ville ainsi définie permet à l'individu urbain d'agir, et sa participation à sa production lui permet de se réaliser en tant que citoyen par la possibilité qui lui est alors offerte de s'approprier ses représentations et ses pratiques spatiales (Lefebvre, 1970). La place peut alors être un espace où on se réalise en tant que citoyen par l'action. C'est à dire où l'on exprime son implication politique par le biais des pratiques spatiales du quotidien, qui se déterminent dans la mobilité ou l'usage social de l'espace public (les interactions entre individus qui s'y produisent) ; mais aussi en participant à des processus de construction ou de design de places. C'est ce que revendique aussi le concept de *DIY Citizenship*, détaillé dans l'ouvrage de Rato & Boler (2014), et qui utilise différents exemples tels que les *makers* ou les *hackers* pour définir les contours de nouvelles pratiques citoyennes, et que l'on retrouve dans le mouvement du *Tactical Urbanism* ou dans les événements *100en1 jour* par exemple. L'intérêt se situe dans la manière dont la citoyenneté est alors diversifiée en pratiques, et s'unifie dans les dynamiques qui l'édicte et permettent sa performativité.

De cette manière, la citoyenneté urbaine peut être déclinée à travers plusieurs dimensions (pratiques quotidiennes, pratiques de détournement et mobilisations), qui ont toutes en commun leur caractère performatif, et qui définissent la citoyenneté urbaine par et dans l'action.

5.3.2 Pratique actionnelle

En 1995, Antana Mockus conquiert la mairie de Bogota. Il amène avec lui une vision de la citoyenneté qu'il définit comme *active* et qu'il va raccorder à son projet de ville. Pour lui, l'action du citoyen est essentielle dans la définition de la ville, et si les problématiques de Bogota dans les années 90 ont divers visages, les habitants vont pouvoir incarner le changement et apporter une nouvelle définition de leur contexte urbain.

Il constate que beaucoup de problématiques locales sont dues à de mauvais comportements (trafic surchargé, malpropreté) et incite ainsi les habitants à avoir une attitude active vers la résolution de ces problèmes. Il est le premier à se mettre à l'œuvre en se *transformant* en Super-Civique, un super-héros moderne qui agit pour sa ville. L'administration fait ainsi la promotion d'un mode de citoyenneté qui lie l'habitant au civisme dans sa pratique quotidienne. La culture, l'art, le sport, la communication... servent alors de support à des actions qui sont encouragées par la mairie, mais qui sont menées par les habitants eux-mêmes. Le citoyen s'est ainsi vu octroyé un pouvoir auparavant réservé à l'administration en devenant porteur d'une action publique. On voit donc des mimes au feu rouge pour réguler la circulation, des habitants repeindre des passages piétons, d'autres gérer le stationnement par le biais d'interventions artistiques coordonnées. C'est l'origine du mouvement *100en1dia* (100 en 1 jour) qui place l'individu dans une posture active au service du collectif par le biais d'un projet qu'il estime juste et bénéfique pour la communauté.

De cette façon, on observe que Mockus, en se mettant lui-même en situation - parfois même de manière caricaturale - a montré qu'il était possible d'agir pour sa ville, et a valorisé le rôle de l'habitant dans ses usages. Il a ainsi politisé la pratique de l'espace en l'engageant dans des représentations, et en lui donnant une

signification commune. Mockus a créé un cadre légitime d'action qui a eu pour conséquence d'*empower* les habitants vers leur devenir de citoyen. Il a créé ce cadre collectif où la citoyenneté performée a un auditoire avec lequel elle se sent légitime.

Ainsi, cela questionne les conditions d'expression de la citoyenneté, et plus particulièrement les conditions qui permettent à l'individu de se réaliser comme citoyen. Car si l'expérience de Bogota, tels que les exemples du *parking day*, *100 en 1 jour* ou du *campo de cebada*, met en avant le fait que la citoyenneté requiert une dynamique davantage actantielle qu'institutionnelle (performative comme susmentionnée), elle situe aussi l'espace public au centre de son expérimentation. En effet, lors du premier événement du 100 en 1 jour, c'est dans la rue que les bogotanos ont agis, et c'est sur les places qu'ils se sont regroupés en s'adressant directement à tous les habitants de la ville. Il faut donc aussi un cadre physique pour exprimer sa citoyenneté. Et celui-ci ne peut être plus pertinent que ce territoire urbain non bâti, défini dans sa vision classique comme privilégié pour l'interaction, le débat, le conflit, la délibération. L'espace public présente ici son visage le plus politique. Il n'est plus fonctionnel, mais sert de support à l'interaction et à l'expression citoyenne : à la performativité de la citoyenneté. Car il est capable d'être collectif, pluriel, adaptable, et finalement d'incarner ce qu'il prétend dans sa conception classique. Si l'on a démontré que la ville fonctionnelle avait détruit sa capacité politique lui préférant la défense des flux et des enjeux économique-financiers, l'exemple de Bogota tisse ce lien entre l'exigence collective et le cadre d'expression nécessaire à la performativité d'une citoyenneté où l'individu est le *co-dirigeant de la ville*.

C'est une dynamique que l'on a aussi pu observer dans le mouvement des places à l'origine du Campo de Cebada. Tous ces mouvements ont pour point commun de flirter avec l'image de l'Agora grecque. Ils ont créé un cadre public qui organise et favorise l'expression politique, qui place le citoyen dans une dynamique actionnelle

où, par son implication dans le mouvement ou sa participation aux discussions (orateur ou auditeur), il performe sa citoyenneté en s'accaparant de la chose publique et en soumettant sa position à la discussion. On a ainsi vu au Campo de Cebada de nombreuses personnes venant s'exprimer pour la première fois ; des *sans-voix* prenant le micro et contant leur vie quotidienne ; des plus aguerris créant des commissions, agenouillés sur le sol et criant dans des morceaux de papier faisant office de micros. De cette manière, l'espace public offre ce cadre à de nouvelles pratiques et de nouvelles représentations qui offre une caractéristique spatiale à la citoyenneté. Elle s'exerce, agit, se performe sur un espace précis.

Que cela soit au *Campo de Cebada* ou au parc de la Baleine, les actions citoyennes des participants, sans renier la multiplicité des activités de chacun, se situent principalement à l'intérieur de ces espaces qui accueillent les assemblées, les ateliers d'auto-construction, les événements publics ou les actions de solidarité qui contribuent à construire un débat public et à *empower* les habitants. Ce sont des espaces qui accueillent l'intérêt général, le commun, la politique, et les participants en sont conscients lorsqu'ils décident d'agir, de prendre place, d'écouter, de parler ou de co-construire. Non pas qu'ils le respectent toujours, mais plutôt que l'imaginaire politique prévaut. On l'a observé au parc de la Baleine par exemple : l'idée même d'utiliser l'espace se fait en harmonie avec celle qu'il faut en prendre soin, le planifier et que d'autres en sont aussi les usagers (élément que l'on ne retrouve pas toujours dans un hémicycle parlementaire).

5.3.3 Spatialités de l'action

Sous-jacente, c'est la question des spatialités qui est mise en avant. La géographie de la citoyenneté fait en effet référence à des espaces de citoyenneté, Pullano (2014) énonçant même « qu'il n'y a pas de citoyenneté sans espace ». Pour revenir sur nos

références précédentes, Arendt avait décrit cet espace de l'organisation des hommes où ils peuvent fonder leur citoyenneté en agissant et parlant ensemble. Pour elle (1983), c'est l'espace qui s'étend entre les hommes :

« l'organisation du peuple qui vient de ce que l'on agit et parle ensemble, et son espace véritable s'étend entre les hommes qui vivent ensemble dans ce but, en quelque lieu qu'ils se trouvent » (Arendt, 1983 : 258).

Un espace où l'action prend forme et qui implique une pluralité et une diversité :

« [l'espace de l'action] suppose la diversité de *points de vue* et des *perspectives* » (Debarbieux, 2014 : 16).

Ainsi, par sa possible diversité et pluralité, l'espace public se présente donc comme un lieu de citoyenneté enclin à devenir un support physique à la citoyenneté dans un double mouvement de réciprocité entre eux tel que Pullano l'introduit :

« les deux termes s'influencent réciproquement, tandis qu'un rapport de nécessité existe entre les deux » (2014).

L'espace public serait ainsi un espace performatif de rencontre et de réaction qui permet à tous de partager un espace en commun, soit-il conflictuel :

« Il permet d'être d'accord sur les principes éthico-politiques qui forment l'association politique, mais d'être en désaccord sur l'interprétation de ces termes » (Miessen, 2014 : 108).

On passe donc d'une conception utilitariste à un espace réellement politique car possiblement conflictuel et inclusif. L'espace public, par ses différentes spatialités, peut ainsi se complexifier pour lier ses capacités symboliques à une réalité spatiale. Ce que Debarbieux (2015) précise en sollicitant le concept *d'espace d'apparition* de Arendt :

« ce dernier est défini comme un agencement d'individus dans l'espace public, avec la position spatiale et le point de vue (au sens littéral, phénoménologique, du terme) que chacun adopte, et par la parole qu'ils énoncent dans l'interaction, cette parole située étant, selon elle, constitutive de l'action politique. L'« espace d'apparition » est pour Arendt une modalité décisive de ce qu'elle appelle le pouvoir, à condition bien entendu de ne pas concevoir le pouvoir comme une substance mais comme une pratique d'interaction dans un contexte matériel configuré dans cette perspective. Au-delà de ses seules matérialités et expressions graphiques, l'espace serait alors à l'œuvre dans l'institutionnalisation du politique. Il serait à la fois condition matérielle de possibilité et modalité opératoire du politique. C'est en vertu de ce second mode, contrairement au premier, que l'on peut dire que l'espace est instituant d'une société politique. L'espace d'apparition est ce qui fait être le politique tel qu'Arendt le définit » (Debarbieux, 2015 : 20).

Ainsi, la citoyenneté acquiert une spatialité qui se définit sur et grâce à l'espace public. En faisant référence à ces nouvelles pratiques citoyennes que l'on analyse au prisme de la performativité - et que l'on a lié à l'espace public d'un côté, et avec la communauté de l'autre - on peut donc introduire une conception urbaine de la citoyenneté. Cette définition vérifie l'hypothèse qu'elle se définit dans une certaine autonomie du sujet qui bâtit sa citoyenneté dans une relation spatiale et temporelle liée au quotidien. La citoyenneté urbaine serait ainsi celle d'une *pratique politique pour la ville sur l'espace public* qui aurait comme cadre plusieurs spatialités (car diversifiées et plurielles). De fait, tout comme l'espace public, cette appréhension de la citoyenneté urbaine sollicite les problématiques d'accessibilité à l'espace - et donc du droit à la ville - ; de la capacité d'expression des habitants - et donc des compétences politiques de performativité de la citoyenneté - ; ainsi que celle des obligations de l'habitant dans sa faculté à agir vers le commun.

Je replace donc ma réflexion dans le cadre classique des études de la citoyenneté qui mentionnent des droits et des devoirs. Mais le fait de mobiliser des caractéristiques spatiales et performatives renverse sa définition statutaire. Celle-ci ne serait donc pas acquise par un statut délivré, mais se rapporterait à des pratiques et des usages en lien avec l'espace public et, de manière plus générale, en lien avec la ville (la *polis* dans le vocabulaire arendtien).

Par exemple, l'expérience des budgets participatifs de Madrid ou de Paris réclament cette posture. Ces processus participatifs sollicitent différents types de spatialité (la place, la ville, la métropole, le digital) tout en renforçant le rôle de l'espace public dans sa capacité à être inclusif et à favoriser l'expression des citoyens vers le commun. En effet, tous les habitants peuvent prendre part au processus des budgets participatifs qui, on le rappelle, consiste à proposer des projets et voter leur éventuelle réalisation pour un montant en général égal à 5% du budget d'investissement de la commune. C'est-à-dire que tous les résidents, sans distinction de nationalité ou d'âge (les deux principales barrières à l'acquisition du statut de citoyen aujourd'hui), peuvent prendre part à des décisions liées aux politiques et dépenses publiques. Le débat dépasse donc le cadre du conseil municipal pour se déplacer sur l'espace public (physique mais aussi maintenant digital), en intégrant tous les habitants dans une perspective d'action et de participation. Si cela ne représente encore qu'une part infime du champ politique, c'est aussi une fenêtre vers de nouveaux processus politiques urbains : d'une part, parce que le design de ces processus implique délibération, et d'autre part, car il dépasse les limitations statutaires pour être davantage inclusif et permettre à tous de devenir citoyen, l'action étant la seule obligation. De cette manière, la citoyenneté s'acquiert par la production et la participation, et se performe sur un territoire qui, en termes d'échelle, se situe entre la rue et la ville, éloignant de facto le rôle de l'Etat. Car si la géographie s'est attachée à étudier l'échelle de la politique (par ex. Delaney & Leitner, 1997), cela reconfigure l'échelle à laquelle on s'attend à ce que la citoyenneté

soit pratiquée. Si l'Etat en était le gérant, la ville en devient alors le garant et le promoteur. D'un point de vue critique, si cela peut-être une avancée vers l'inclusivité et de nouveaux modes de gouvernance, c'est aussi une référence à l'histoire de la citoyenneté qui la liait aux villes-états et vis à vis desquelles on définissait nos droits et nos responsabilités (Desforges, Jones and Woods, 2005 : 440). Mais n'est-ce pas le mouvement qui nous attend aujourd'hui ?

En faisant le lien avec ce travail exploratoire sur les différents rôles des habitants dans la production de la ville, on arrive à lier cette activité productrice de ville avec cette notion de citoyenneté urbaine. Délimitant peut-être le premier champ d'action à une conception de l'urbanité (celui faisant référence aux pratiques de l'espace); et situant ainsi l'activité citoyenne en lien avec des actions de détournement ou de participation. On remobilise aussi les apports de la littérature faisant état d'une réciprocité qui placerait en interdépendance le citoyen et la ville, et on se rapproche de nouveau des apports de Arendt lorsqu'elle définit l'identité de la *polis* sur un double mode politique et matériel :

« L'identité de la *polis* requiert donc à la fois une spatialité matérielle et objectivable, celle de l'ontologie des êtres et des choses – un bâti cerné de remparts – et une spatialité de l'action – celle par laquelle l'identité du « qui » peut se révéler, dans le respect de la pluralité et de la liberté garanti par la loi et la volonté collective de construire un monde commun" (Debarbieux, 2014 : 68).

Ainsi, il n'est point hasardeux de reproduire cette réciprocité en concluant que l'habitant produit la ville par son activité citoyenne, et que la ville permet un devenir de citoyen à ses habitants en lui offrant des espaces et des processus de performativité. Si on se réfère à l'expression de Neveu, le champ de production de la ville peut ainsi être un *espace de fabrication* de la citoyenneté lié au quotidien et à l'espace public.

6. DÉMARCHE EXPÉRIMENTALE

6.1 RAPPEL : HYPOTHÈSES, OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE

Cette thèse a fait l'observation de divers cas de production de ville qui présentent des avancées en matière d'implication des habitants dans la production de l'espace public. Ces avancées ont permis de définir trois principaux rôles : produire par les pratiques quotidiennes, par le détournement et par la participation.

A partir de ces différents rôles, je cherche donc à confirmer l'hypothèse que ces activités productrices de ville soient révélatrices d'une citoyenneté urbaine qui émerge grâce à un projet urbain orienté vers l'habitant. Une citoyenneté qui est liée à l'accessibilité à l'espace public et à la capacité d'expression des habitants, et qui se forme par la performativité de l'activité productrice de ville. Après avoir observé différents cas d'études à Madrid et Genève, ce travail a l'ambition de vérifier cette hypothèse en mettant en situation des habitants en tant que producteurs de ville et d'analyser si ces différents rôles ont une influence sur la manière de concevoir la planification urbaine et favorisent l'émergence de citoyenneté (*espace de fabrication de la citoyenneté*). La citoyenneté faisant référence à une action individuelle vers le bien commun en lien avec l'espace public et ses différentes spatialités.

De fait, utiliser une méthodologie expérimentale permet de pouvoir observer d'autres variables difficilement contrôlables dans des cas d'étude. Car si je fais référence à l'espace public dans sa version classique, suggérer que ces rôles dans la production de la ville ont des conséquences sur le concept même de citoyenneté demande de pouvoir confronter les habitants à une éventuelle évolution liée à leur implication dans la vie publique (son influence sur le projet urbain et sa définition comme citoyen). La méthodologie expérimentale permet donc de mesurer une évolution liée à l'application d'un *traitement*.

Ici, il s'agira de mettre en place un processus collectif de production de ville (aménagement d'un espace public dans le cadre d'un projet de rallongement d'une ligne de tramway), et d'observer ses effets sur :

- Le projet urbain, avec une attention particulière sur le phasage du projet, le niveau d'implication des habitants et le portage politique.
- Les compétences citoyennes des habitants, c'est-à-dire la capacité d'action des habitants, son lien avec l'intérêt général et l'influence politique de son action.

DSMY14 ("Dans Mon Quartier en 2014") est un projet de rénovation de l'espace public que j'ai présenté comme une expérience pour mon travail de doctorat au conseil municipal de la ville d'Ambilly (France) en juin 2012. En s'appuyant sur les exemples du *Campo de Cebada* et du Parc de la Baleine, mais aussi des actions de Démocratie Créative et du mouvement du *tactical Urbanism* qui ont illustré ma présentation devant le Conseil Municipal, la ville d'Ambilly a accepté le projet en novembre 2012. Ce projet répond aux différentes caractéristiques du projet participatif tel qu'il a été défini dans la partie Méthodologie (p 97) en référence au modèle du *Cube Démocratique de Fung* (2006) : mode de gestion partagé, influence des participants dans le processus de décision et diversité du public.

Un mandat m'a donc été confié pour des actions de détournement dans le quartier de la Croix d'Ambilly qui ont précédé un travail participatif pour l'élaboration des plans de rénovation des espaces publics situés au carrefour de la rue de Genève et de la rue de l'Helvétie.

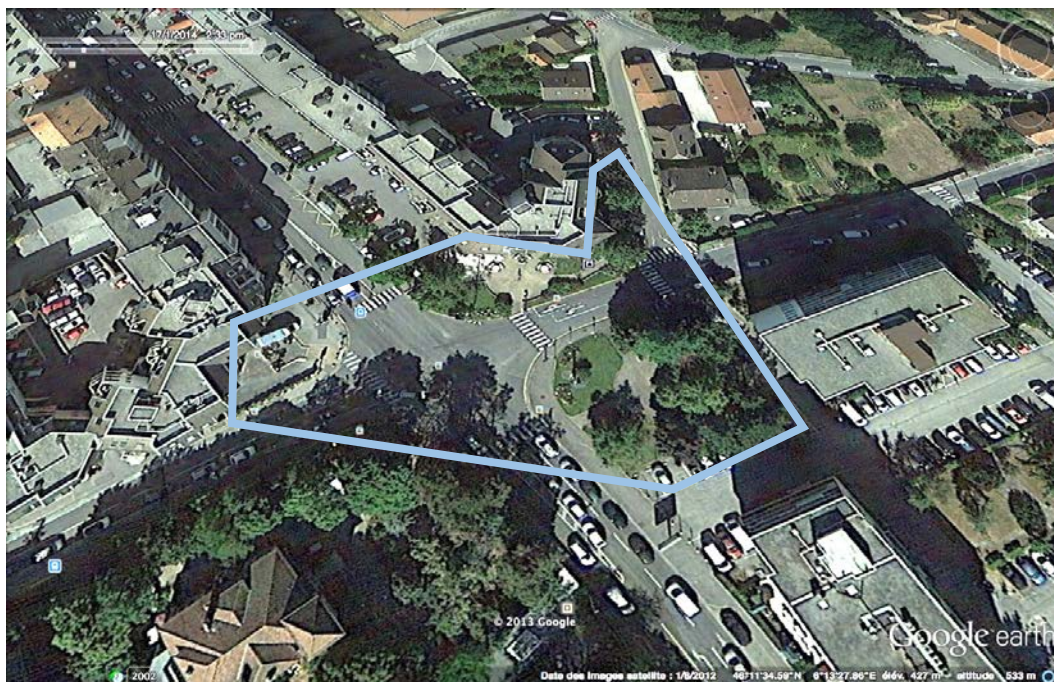


FIGURE 28. PHOTO AÉRIENNE DE LA ZONE D'INTERVENTION DU PROJET DSMY14

Pour cela, j'ai créé une association avec deux personnes qui m'ont aidé par la suite dans l'animation de réunions ou dans le travail d'architecture. Cette association s'appelait Suburbanista et a été dissoute à la fin du projet. Elle a reçu deux subventions de la mairie d'Ambilly afin de payer les dépenses liées aux installations et au processus, et d'offrir une bourse aux personnes qui ont travaillé pour le projet (principalement les trois personnes de l'association SUBurbanista – plus les intervenants extérieurs (architectes, artistes)).

Tout le projet est résumé sur le site web dsmy14.com. Ce blog est un carnet de notes qui contient toutes les étapes du processus, les compte-rendu des réunions, les photos des événements, les diagnostics, et qui a été utilisé pour diffuser les informations aux habitants.

DSMY14

Blog dédié au processus participatif de rénovation du quartier de la "Croix d'Ambilly" [74100]

LE PROJET ▾ DIAGNOSTIC ▾ INTERVENTIONS URBAINES ▾ AGENDA ▾ LA FABRIQUE DE L'ESPACE ▾

20 MAI 2015

DSMY14 dans un manuel sur la participation !

L'expérience DSMY a été sélectionné pour intégrer un manuel sur la participation en urbanisme et en architecture. Ce livre est coordonnée par la Col Architecture à Barcelone et est un projet du réseau espagnol d'Architecture Collective.

Le projet a été sélectionné pour sa méthodologie et ses initiatives de prototypage sur l'espace public.

L'édition est prévue pour 2016.

écrit par [suburbanista](#) — Poster un commentaire — Publié dans [Uncatgorized](#)

28 OCTOBRE 2014

Notre fête de quartier 2014

Ce dimanche 26 octobre s'est déroulée la deuxième édition de la fête de la Croix d'Ambilly. Organisée par les habitants du quartier et SUBurbanista, une structure qui intervient sur l'espace public et qui mène un processus participatif sur le quartier depuis 1 an et demi, cette édition a de nouveau pu compter sur le soleil pour être une vraie réussite.

Mes sites Lecteur


21 FÉVRIER 2014

Plan intermédiaire

Voilà plus de 2 mois que nous travaillons chaque semaine sur la concrétisation de notre réflexion commencée il y a un an. Chaque semaine (ou presque) nous nous réunissons au 13 rue de Genève afin d'essayer de rendre possible nos rêves d'une Croix d'Ambilly rénovée. Nous nous sommes appuyées sur les préoccupations exprimées par tous que cela soit sur le panneau installé sur la placette, les entretiens individuels ou pendant les réunions.

Le processus participatif de la Croix d'Ambilly est particulier par le niveau d'implication des habitants dans le design du futur espace public en prétendant à une co-production de l'espace. C'est une manière de répondre aux exigences de l'urbain en pensant le quartier d'une manière spatiale mais aussi et surtout en terme de dynamiques et de processus. C'est pour cela que nous désirons profiter de ce travail de rénovation pour mettre en place un projet local lié à l'innovation urbaine qui aura pour but de dynamiser l'espace (ZIUP). C'est donc redessiner les dynamiques spatiales pour créer une place capable d'accueillir des interventions urbaines tout en mettant en place un cadre pour la vie conviviale et pragmatique. Pour cela, nous nous appuyons sur le diagnostic et le travail d'activation locale mis en place depuis un an et sur sa concrétisation dans deux points centraux : la mobilité douce (accessibilité et transit piétons/vélos pour accompagner le tram) et l'événement urbain (l'innovation et les activités).

VERS UNE DIAGONALE PIETONNE A LA CROIX D'AMBILLY



Personnaliser

FIGURE 29. IMAGES DU SITE DSMY14.COM

6.2 CONTEXTE

Ambilly est une petite ville de Haute-Savoie (France) située au cœur de la zone métropolitaine du Grand Genève, entité transfrontalière légale dont le centre fonctionnel est Genève (Suisse). La ville, dotée de deux postes frontières avec la Suisse, est divisée en deux aires : une zone résidentielle et une aire plus urbaine, la Croix d'Ambilly, transpercée par la rue de Genève qui lie la Suisse à la ville d'Annemasse avec un flux de 15 000 véhicules par jour. Cette partie de la ville, la plus dense, a été classée comme Zone de Sécurité Prioritaire par le Ministère de l'Intérieur jusqu'en 2015. Cela dans le but de donner plus de moyens à une action de police coordonnée de lutte contre « les divers trafics transfrontaliers de drogue et l'économie souterraine liée à ces derniers ; et contre la délinquance liée aux réseaux internationaux exploitant la misère humaine (mendicité agressive, cambriolages, prostitution, travail dissimulé...)»³⁸. Pour les habitants, cela a eu pour conséquence d'augmenter la présence policière dans le quartier, et de reconnaître leur lieu de vie comme une zone à risque, incluant parfois un sentiment de peur (plusieurs habitants ont d'ailleurs témoigné ne pas sortir la nuit ou se faire systématiquement raccompagner – surtout les femmes).

Ambilly est une petite ville d'un peu plus de 6 000 habitants, mais sur une superficie de seulement 1.52 km²; ce qui en fait une ville plutôt dense (4 841 hab/km²) mais surtout la plus petite commune du département. Elle est dirigée depuis 2008 par un maire membre du Parti Socialiste, Guillaume Mathelier.

³⁸ <http://www.haute-savoie.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite-et-protection-de-la-population/Securite-publique/Zones-de-securite-prioritaire/zone-de-securite-prioritaire-ZSP-de-Gaillard-d-Ambilly-et-d-Annemasse>

L'agglomération d'Annemasse, dont fait partie Ambilly, est un territoire en pleine mutation. L'ensemble regroupe plus de 80 000 habitants et de grands travaux ont débuté depuis plus de 5 ans dans les équipements (notamment une piscine), mais surtout en termes de mobilité avec la création d'une ligne de bus à Haut Niveau de Service et une liaison ferroviaire à desserte cadencée reliant l'agglomération à Genève (le CEVA dont le chantier a débuté en 2015). En outre, un projet de prolongation de ligne de tramway reliant à terme Annemasse à Genève est toujours d'actualité. Il s'agit de la ligne 12 des Transports Public Genevois qui traversera Ambilly par la rue de Genève. Initialement, le projet devait débiter en 2014 mais le contexte politique de coopération entre la Suisse et la France a été fragilisé par une votation genevoise contre le financement de parkings relais en zone frontalière. A partir de là, tous les projets de mobilité transfrontalière ont été arrêtés (sauf le CEVA). C'est un élément important puisque le projet DSMY14 s'installait dans cette dynamique de grands travaux et profitait de ce contexte pour mettre en place sa future réalisation³⁹.

DSMY14 se focalise donc sur le quartier de la "Croix d'Ambilly". Porte d'entrée de la ville, il s'agit de travailler sur l'espace public de la rue de Genève - qui allait être rénové pour les travaux du tram - mais dont nous allons élaborer collectivement, avec les habitants, les plans de rénovation. C'est une proposition de rénovation de trois placettes situées à ladite intersection. On profite de cet emplacement pour apporter de l'innovation sur l'ensemble du quartier. Cette initiative a pour but d'accompagner l'arrivée du tramway, et les impacts que ces travaux vont avoir sur le transit et sur la vie des habitants en les transformant en opportunités.

³⁹ Cependant, un nouveau projet d'agglomération (PA3) a été signé le 8 décembre 2016. Cela a permis de réactiver le projet du tram reliant Genève à Annemasse et donc des grands travaux d'aménagements de la rue de Genève dont le projet DSMY14 a réalisé des plans. (<http://www.grand-geneve.org/actualites/signature-du-projet-de-territoire-grand-geneve-2016-2030-pour-une-agglomeration-franco>)

Ambilly est au cœur d'un territoire en pleine mutation et accueillant de profondes transformations. Les efforts d'aménagement sont nombreux, tout comme les interrogations sur les différentes formes que pourrait prendre l'espace urbanisé dans les années à venir. La mise en place du Tram et du Ceva va entraîner de nombreuses évolutions sur l'*urbs* (espace construit) qui seront un catalyseur du développement de nouvelles dynamiques mais qui demandent aussi d'être attentif au *civitas* (la vie sociale) pour ne pas rompre les liens de la *polis* (la ville). En d'autres mots, Ambilly est une commune qui va connaître de profonds changements dans les années à venir, changements qu'il faut accompagner d'une vision liant l'espace à la vie sociale et politique qui s'y déroule. L'espace public est un enjeu central dans cette perspective, et si les débats au sujet de leur quantité sont importants, l'aspect qualitatif l'est tout autant et demande un intérêt croissant.

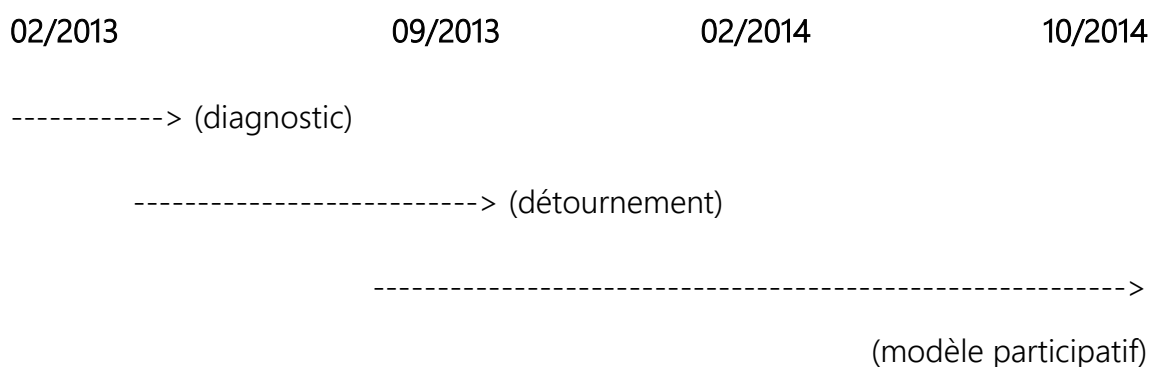


FIGURE 30. PLANS DE LOCALISATION DE LA DÉMARCHE EXPÉRIMENTALE

Dans ce cadre, la Croix d'Ambilly est un quartier qui demande à être pris en compte dans les nouvelles dynamiques de la commune comme dans celles de l'agglomération ; en raison de son importante densité, de sa situation géographique, de sa place comme carrefour et lieu de transit, etc. C'est ce qui a guidé la présentation du projet, et c'est aussi le sens de la mission qui a été confiée à l'association par la mairie : valoriser un quartier charnière pour le futur de la ville.

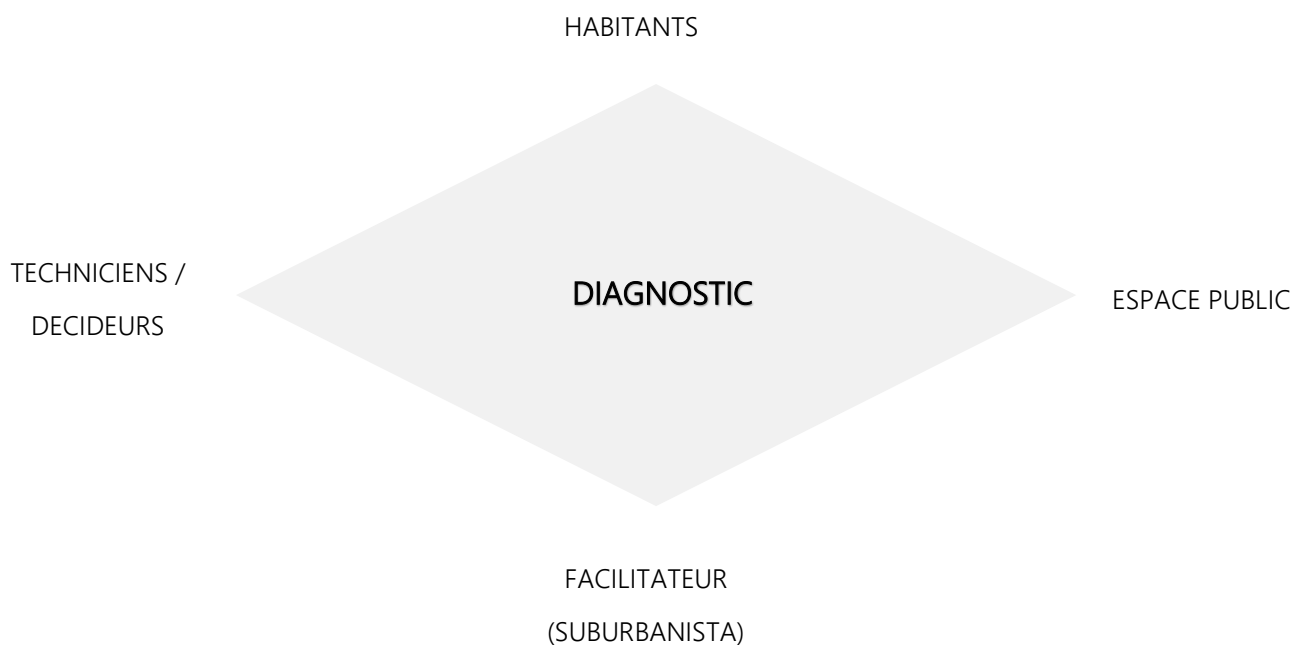
En définitive, le projet DSMY14 développe un processus participatif intégral (consultation, co-production) qui, en plus de mettre en avant la participation des habitants en la rendant visible et en lui donnant un poids dans les décisions, permet de concrétiser l'aménagement du lieu en fonction des nécessités de ceux qui fréquentent l'espace et d'utiliser l'événement pour développer une urbanité spécifique et une transformation durable. Cela sera l'occasion de mettre les habitants dans les différents rôles que j'ai identifiés afin de rendre compte des trois principaux paramètres de la recherche : la définition de la citoyenneté urbaine et sa relation avec une pratique actionnelle, la capacité performative de l'espace public, et l'inflexion des pratiques urbanistiques par le biais des processus de participation.

Time Lapse



6.3 DIAGNOSTIQUER

Dans le but de répondre au mieux aux exigences de la recherche-action qui associe les participants à une démarche de recherche, j'ai fait le choix d'établir en premier lieu un diagnostic qui soit une référence pour la mise en place du projet, mais surtout un premier moment d'interaction entre le projet et les habitants. C'était un moyen de connaître la population, de me faire connaître auprès d'elle, et ainsi de construire les bases du processus d'aménagement. Ce diagnostic a donc été la base de discussion entre les habitants, les techniciens et décideurs du projet d'aménagement lié à l'arrivée du tramway, et l'association SUBurbanista que je représentais et qui était le facilitateur de la démarche.



6.3.1 Organisation du diagnostic

Durée : 3 mois ; de février à mai 2013

Moyens mis en place : réunion publique d'information ; 50 questionnaires et entretiens semi-dirigés administrés en porte à porte selon un mode aléatoire ; commentaires et questionnaires sur le site internet ; installation d'un "mur de la participation" mis à disposition de tous pendant 6 semaines à la Croix d'Ambilly; organisation d'un "world café" le vendredi 26 avril 2013.

- Réunion publique : le 12 avril 2013, j'ai organisé une réunion publique d'information sur une des placettes concernées par le projet de rénovation. Une quarantaine de personnes du quartier étaient présentes. Si la curiosité a motivé de nombreux habitants, ils se sont aussi longuement exprimés sur deux principaux sujets : le manque de confiance et la nécessité d'agir. Vis-à-vis du premier point, il s'agit d'un ras le bol issu de nombreuses promesses non tenues. En effet, voilà longtemps que l'on annonce le tram rue de Genève et que ceci est une excuse pour la mairie de ne pas faire les travaux attendus. De l'autre côté, les habitants ont de nombreuses revendications comme « l'éclairage qui n'est pas assez fort » ou « la propreté des placettes » (extraits de mon carnet de note – annexe 1). Si tous veulent s'exprimer, tous n'expriment pas la volonté de participer. Néanmoins cette réunion a aussi été l'opportunité de recruter des participants pour les prochaines étapes du projet.



FIGURE 31. PHOTO DE LA RÉUNION DU 12 AVRIL 2013 À LA CROIX D'AMBILLY



FIGURE 32. ARTICLE DANS LA PRESSE LOCALE SUR LA RÉUNION PUBLIQUE DU 12 AVRIL 2013 DE DSMY14

- Questionnaire (annexe 2) et entretiens semi-dirigés (annexe 3): le but était de dresser un portrait des habitants selon les caractéristiques sociologiques et politiques des habitants. Les questions ont donc permis de diagnostiquer leurs pratiques spatiales en lien avec l'espace public à aménager, leur implication associative et politique, mais aussi de savoir depuis combien de temps ils habitaient dans le quartier, comment ils s'y sentaient et quelles étaient leurs demandes de changement.

N° :		LIEU :	
INTERVIEWER :		DATE :	
1. IDENTITÉ			
Age			
Profession			
Etude			
Depuis combien de temps vivez-vous ici ?			
Enfants ?		Age :	
Vous sentez-vous identifié au quartier ?			
pourquoi ?			
2. ACTIVITÉS			
2.1 SUR L'ESPACE D'INTERVENTION			
est-ce que vous allez sur la placette ? <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> oui			
vous y allez <input type="checkbox"/> seul <input type="checkbox"/> enfants <input type="checkbox"/> amis <input type="checkbox"/> animaux			
quel genre d'activité y effectuez-vous ?			
) vous assoir <input type="checkbox"/> parler <input type="checkbox"/> repos <input type="checkbox"/> courir <input type="checkbox"/> lire			
) faire un tour <input type="checkbox"/> jouer <input type="checkbox"/> autre _____			
Combien de temps passez-vous là bas ? (/semaine)			
L'été :			
L'hiver :			
2.2 GENERAL			
qu'est ce que vous préférez dans votre quartier ?			
qu'est ce que vous aimez le moins ?			
Fréquentez-vous les commerces de proximité ?			
) non <input type="checkbox"/> oui, beaucoup <input type="checkbox"/> oui, mais peu <input type="checkbox"/>			
> qu'est ce que vous amélioreriez ?			
3. ESPACE			
3.1 L'ESPACE D'INTERVENTION			
comment définissez-vous cet espace ?			
) accueillant <input type="checkbox"/> O confortable <input type="checkbox"/> O négligé <input type="checkbox"/>			
qu'est ce que vous aimeriez changer ?			
3.2 GENERAL			
y-a-t-il une place, un lieu, que vous aimez particulièrement _____			

4. MOBILITE			
- comment vous déplacez-vous le plus souvent ?			
<input type="checkbox"/> voiture <input type="checkbox"/> vélo <input type="checkbox"/> en marchant <input type="checkbox"/> transport public			
- aimeriez vous utiliser un autre moyen de transport _____			
pourquoi ? _____			

- fréquence de l'utilisation de la voiture			
- pour (/semaine): - les courses _____			
- le travail _____			
- les loisirs _____			
5. ENGAGEMENT			
a) organisation de la vie communautaire			
- Faisiez-vous partie d'une association l'année dernière ? <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> oui			
- comme dirigeant ? <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> oui			
b) engagement dans les affaires publiques			
- Vous êtes vous rendu aux réunions publiques (tram) ? <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> oui			
- Avez-vous voté aux 2 dernières élections ? <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> oui			
c) bénévolat communautaire			
- Avez-vous effectuer du bénévolat ? <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> oui			
- combien de fois par semaine environ ? _____			
d) sociabilité informelle			
- Etes vous d'accord avec les affirmations suivantes :			
« je rends souvent visite à des amis » <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> oui			
"le soir, je suis le plus souvent à la maison » <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> oui			
e) confiance sociale			
- Etes vous d'accord avec les affirmations suivantes :			
« la majorité des gens sont honnêtes » <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> oui			
« je peux faire confiance en la majorité des gens » <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> oui			
6. CITOYENNETÉ			
- Participerez vous à ce projet ? pourquoi ? à votre avis, quelles peuvent être les motivations des autres ?			
Avez-vous participer à une initiative collective ? En connaissez-vous une ?			
- Vous sentez vous bien traité par l'administration, la mairie ? Vous sentez-vous discriminé par rapport à votre lieu de vie ou autre (sexe, race...) ?			
Vous sentez-vous capable de faire changer les choses personnellement ?			
Pensez vous que votre opinion compte dans un débat ?			
- Pensez vous que la discussion est constructive ? que les voisins peuvent réussir à s'entendre ?			
Selon vous, n'est ce pas fait ou le n'est ce pas une réussite ? Pourquoi pensez			

FIGURE 33. QUESTIONNAIRE

- Le panneau installé sur le carrefour a interrogé les habitants et les passants sur une seule question : "Comment rénover notre quartier ?". La principale information de ce mode de questionnement a été la confirmation de sa nécessité. En étant présent sur site pendant une grande partie du temps où le panneau était installé, j'ai en effet pu observer une grande diversité de publics ayant pris possession du panneau (âge, niveau d'étude, connaissance des projets en cours) dont beaucoup ne se sont jamais exprimés à d'autres moments du projet. Ce mode de questionnement a aussi confirmé que beaucoup d'enjeux globaux, comme l'écologie ou la mobilité douce, étaient compris par une partie des passants/habitants du lieu.



FIGURE 31. EXTRAITS DES RÉPONSES DES HABITANTS SUR LE PANNEAU DE LA PARTICIPATION



FIGURE 32. PHOTOS DU PANNEAU DE LA PARTICIPATION

6.3.2 Traitement de l'information

En fonction des objectifs de recherche et d'aménagement du projet DSMY14, j'ai identifié quatre points centraux qui ont permis d'organiser les résultats du diagnostic : identité, pratiques spatiales et espace public, mobilité, participation sociale et citoyenneté. Il s'agit donc des résultats du questionnaire et des entretiens semi-dirigés de l'enquête menée en février et mars 2014 auprès de 50 habitants du quartier :

INTERVIEWES	50	100 %
- Femme	27	54 %
- Homme	23	46 %
DONT :		
- Habitent le quartier		
Depuis moins de 2 ans	21	42 %
Entre 2 et 6 ans	13	26 %
Depuis plus de 6 ans	16	32 %
- Avec enfants	20	40 %
- Expriment un sentiment d'appartenance au quartier	27	54 %
- Utilisent l'espace quotidiennement	13	26 %
- Fréquentent les commerces	6	12 %
...un peu	20	40 %
...pas du tout	24	48 %
- Définissent l'espace public comme :		
négligé	36	72 %
confortable	8	16 %
welcoming	2	4 %
- Usages quotidiens de mobilité		
Voiture	25	50 %
Marche	13	26 %
Bus	9	18 %
Vélo	3	6 %
- Ont une formation universitaire	22	44 %
- Participent dans une association	6	15 %
- Sont présents lors des réunions publiques	3	7 %
- Participent politiquement (votent)	11	27 %

FIGURE 34. TABLEAU RÉCAPITULATIF DES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

Identité

On remarque que la population est assez divisée entre une grande partie des habitants qui vivent dans le quartier depuis moins de 2 ans et une autre qui est là depuis plus de 6 ans (46%). Ce sont d'ailleurs ceux qui se sentent le plus identifiés au lieu même si dans l'ensemble le quartier pâtit d'une identité clairement identifiable (44% des habitants ne s'identifient pas au lieu) qui peut expliquer que peu de nouveaux arrivants restent dans le quartier (seul 26 % des interviewés sont là depuis une durée comprise entre 2 et 6 ans). En outre, de nombreux foyers ont des enfants, et c'est un quartier très jeune puisque près de 70% des interviewés ont moins de 40 ans.

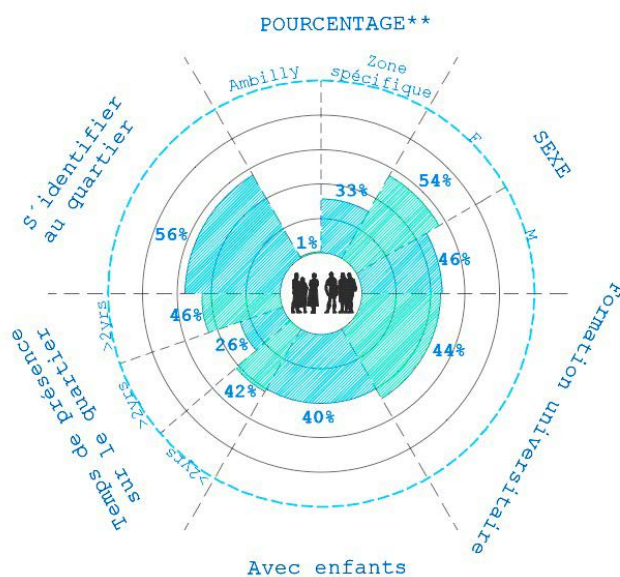


FIGURE 35. DIAGRAMME IDENTITÉ DSMY14

Espace public

Le premier constat est la faible utilisation de l'espace public du quartier (qui est à lier au manque d'espace public du quartier) et le fait que 76% pensent que cet espace est problématique, c'est-à-dire qu'il ne correspond pas à ce qu'ils attendent d'un espace public de proximité (72% pensent que les placettes de la Croix d'Ambilly sont négligées). D'ailleurs, 69% ne fréquentent jamais l'espace si ce n'est pour une question de transit ; c'est-à-dire qu'ils ne considèrent pas l'espace en bas de chez eux comme un lieu où peut se développer une vie sociale.

Lorsque l'espace est utilisé, c'est pour se reposer, se promener ou passer un moment avec les enfants, mais ceci s'explique sans doute aussi par le fait que peu d'adolescents ont répondu au questionnaire et que ce sont eux qui utilisent le plus l'espace (surtout en période estivale).

En termes de pratique de l'espace, on se rend compte qu'elle est uniquement perçue de manière négative. En effet, les jeunes sont les seuls usagers identifiés de ces placettes et, malgré les observations positives de la police et des travailleurs sociaux qui notent une diminution des nuisances et une meilleure intégration des jeunes aux quartiers, la représentation de l'espace reste négative pour la plupart des gens. Pour reprendre le concept de Lefebvre sur la production de l'espace, on se rend alors compte de la force de la représentation de l'espace liées aux pratiques spatiales. Car si les jeunes sont le public le plus présent, la représentation que l'on a de l'espace dépasse les pratiques réelles associées au quotidien. La perspective de production liée aux pratiques bénéficie ici d'un effet d'échelle inattendue. En effet, le caractère symbolique dépasse les faits, car on se rappelle moins des nuisances que du fait d'avoir vu des jeunes sur la place qui représentent un public qui a produit des nuisances dans le passé. Les espaces de représentations, défendus comme une des trois composantes de la production de l'espace par Lefebvre (1971), présente donc un argument de poids dans le cas de la Croix d'Ambilly. Car si l'on a pu

observer que les pratiques spatiales étaient minimales, le symbole est au contraire lourd et pesant, ce qui, dans le cas d'une recherche de production positive, peut présenter des opportunités d'action pour l'habitant qui, par le biais de pratiques symboliques, pourrait définir des représentations positives de l'espace. On peut penser aux activités sportives ou aux rencontres de voisinage qui, sans avoir une pratique quotidienne, pourraient définir un espace en mobilisant ses représentations.

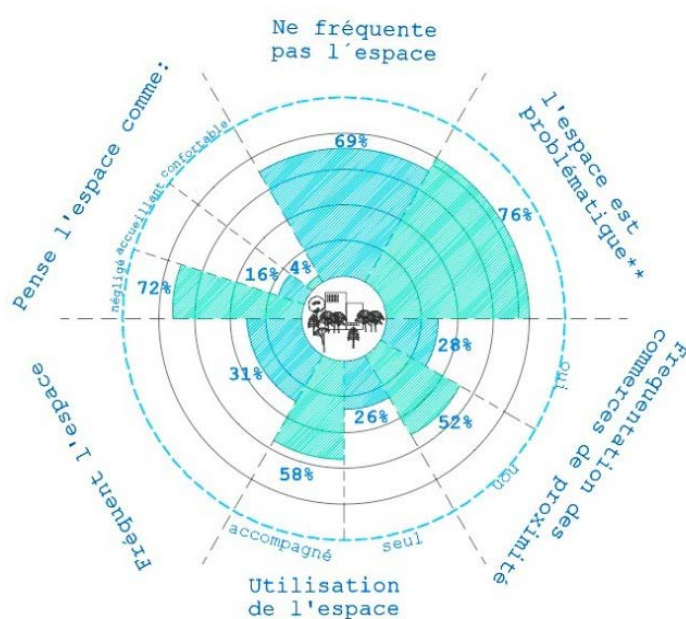


FIGURE 36. DIAGRAMME PRATIQUES SPATIALES DSMY14

Mobilité

Malgré le fait que l'on soit dans le centre de l'agglomération, à quelques minutes du centre d'Annemasse et de la douane de Moillesulaz, la voiture est le premier moyen de transport (51%), même si de nombreuses personnes utilisent le bus (38%). C'est d'ailleurs sur l'amélioration des réseaux de transport en commun que se sont

concentrées les principales revendications (en termes de fréquence), et sur la mise en place de facilités pour la pratique du vélo (voies cyclables).

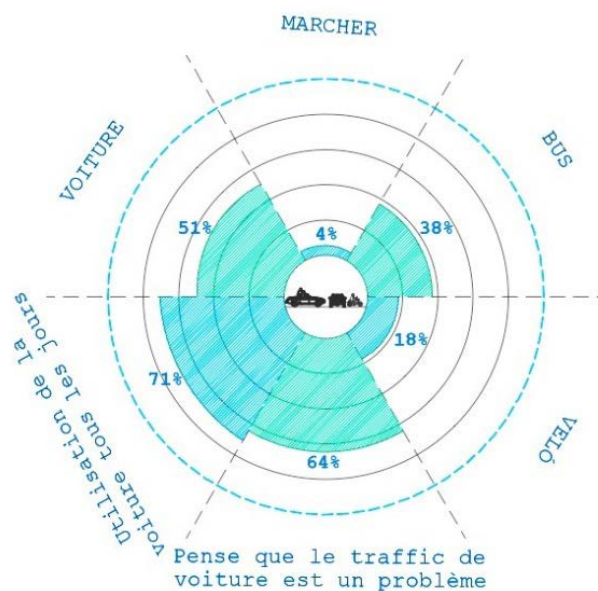


FIGURE 37. DIAGRAMME MOBILITÉ DSMY14

Participation sociale et citoyenneté

La Croix d'Ambilly est un quartier avec peu de vie sociale, mais le fait que près de 50% des gens désirent améliorer l'image de leur quartier est un point très positif. Néanmoins, on remarque que, même si l'offre des services municipaux est en constante augmentation sur l'espace étudié (BIMA, Ludoteka, local municipal du 13 rue de Genève), la participation sociale est faible et peu de gens sont impliqués dans des activités associatives (15%). Les habitants ayant répondu au questionnaire disent passer la majorité de leur temps de loisirs à la maison. Ils votent peu (seulement 27 % lors des deux dernières élections dont l'élection présidentielle de 2012 - alors que le taux de participation nationale était de près de 80%), et seule une personne sur dix interrogées a déjà fait du bénévolat.

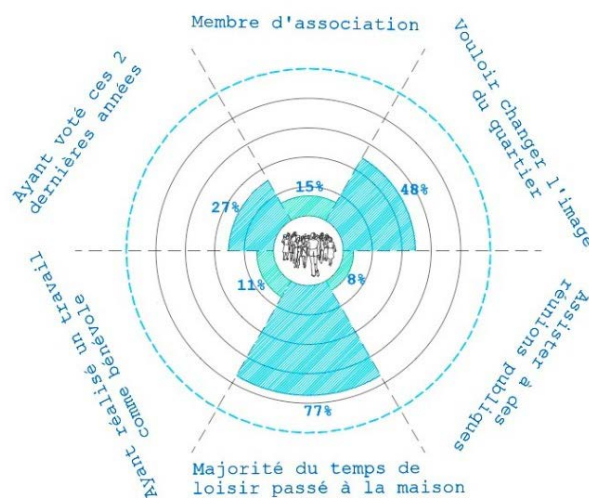


FIGURE 38. DIAGRAMME PARTICIPATION SOCIALE DSMY14

En ce qui concerne la citoyenneté elle-même, le diagnostic offre un portrait général peu civique. Même si on doit avoir une certaine distance avec les résultats en tenant compte de la difficulté à définir le degré de citoyenneté des individus (concept très complexe, peu de temps pour répondre aux questions, sensibilité différente aux questions fondées sur l'individu), j'ai noté qu'en général, les gens du quartier présentent tout de même un profil avec peu d'implications citoyennes. Par exemple, alors que près de 30% des répondants ressentent une injustice vis-à-vis de leurs conditions de vie et que la majorité des habitants se dit être capable de lutter pour la défense des droits, très peu s'investiraient dans un projet et se sentiraient capables de changer les choses, d'acquiescer de nouveaux droits ou de défendre de nouvelles idées. Au niveau de l'implication politique, la majorité souligne que, dans certains cas très spécifiques, ils peuvent avoir une attitude d'engagement à un mouvement mais seulement de manière opportuniste vis-à-vis d'intérêts particuliers. Quant à la perception des compétences politiques nécessaires, le débat est perçu comme quelque chose de très positif et constructif, et ils pensent aussi

que le projet de renouvellement urbain participatif peut permettre de développer une meilleure vie de quartier.

Ici, il est intéressant de se référer davantage au guide d'entretien (annexe 3), et notamment à la manière dont est perçue le projet DSMY14 et au rôle que les interviewés peuvent s'accorder au sein de ce projet. Afin de synthétiser les résultats, les réponses ont été classées en quatre catégories : crise de colonisation, projet assistanciel, reconnaissance intersubjective, reconnaissance de la dimension publique et projet entrepreneurial. Le premier critère regroupe toutes les personnes qui se représentent elles-mêmes dans une position inférieure vis-à-vis des projets publics, en se disant incapable de pouvoir apporter quelque chose. Cela représente 17 % des interviewés ! Ce qui, associé au 11% des personnes qui pensent que ce type de projet est avant tout dirigé à ceux qui « en ont les moyens », définit plus d'un quart des habitants interrogés qui ne se sentent pas du tout capable de prendre part au projet. Concernant les autres aspects, il faut noter que la grande majorité se sent capable de lutter pour le respect de ses droits et que ce projet peut être utile dans ce sens. Néanmoins, la prise d'initiative, la considération de ce projet comme une opportunité, est mise en avant par seulement 11% des habitants ; et la dimension publique du projet n'est pas du tout reconnue (le fait que ce projet va créer un collectif d'habitants qui vont pouvoir définir le futur du quartier).

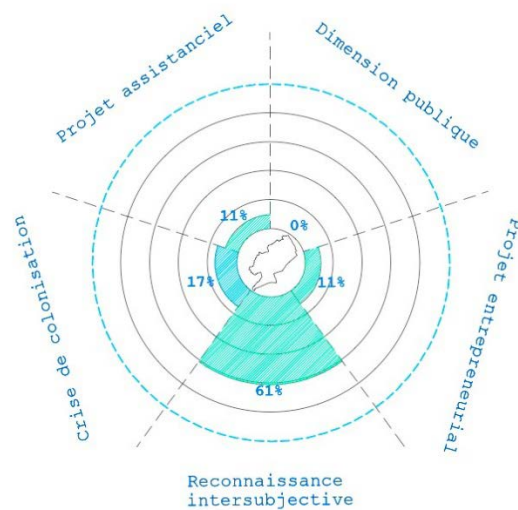


FIGURE 39. DIAGRAMME REPRÉSENTATION DU PROJET DSMY14

6.3.3 Un diagnostic partagé

J'ai ensuite informé les habitants du quartier des résultats de cette enquête. L'objectif de cette restitution était de communiquer l'avancée du projet, mais aussi d'initier un processus d'interaction. En effet, malgré que l'enquête préliminaire ait révélé que peu d'habitants soient disposés à prendre part au projet, elle a aussi mis en avant le manque de projection et de connaissance des enjeux du quartier. En communiquant les résultats et le fait qu'il y ait eu une enquête dans le quartier, on permet donc à chacun de mieux connaître son contexte, de s'exprimer vis-à-vis du diagnostic, mais aussi de devenir acteur du changement. Méthodologiquement, c'est une étape importante de la recherche-action, car c'est ce qui permet de changer le rôle de l'habitant, de le faire passer d'un rôle d'objet à sujet. En termes de lien avec les perspectives performatives de la citoyenneté, cette étape met à disposition des habitants des informations sur leur propre quartier qui peuvent leur

permettre de développer un regard critique sur leur lieu de vie et d'être dans de meilleures dispositions pour comprendre l'action à entreprendre.

La restitution du diagnostic a aussi été une étape importante de mon intégration dans le quartier. Car si la première réunion du 13 avril, comme premier contact avec la population, s'est très bien déroulée et que les gens étaient heureux de rencontrer un interlocuteur motivé pour agir dans leur quartier et qui n'appartient pas à l'administration publique, ils avaient aussi le besoin de savoir qui j'étais. A ce sujet, la presse locale m'a permis de me présenter au quartier⁴⁰, mais beaucoup m'ont posé la question lors de nos premiers échanges : « Pourquoi es-tu là ? », « Vous travaillez pour la mairie ? », « Vous allez rester longtemps ? ». Les habitants étaient

AMBILLY

Matthias Lecoq est favorable à un projet de concertation populaire

Matthias Lecoq, 29 ans, est né à Tarare, dans le Rhône. Il est dans l'agglomération annemassienne depuis l'âge de 13 ans. Il a fait ses études au collège Paul-Emile Victor à Cranves-Sales avant de passer son baccalauréat, poursuivre dans des études de management des entreprises sportives à Toulouse pendant quatre ans et partir vivre à Barcelone en Espagne pour passer sa maîtrise. Ses diplômes en poche, un master en sciences politiques en particulier, Matthias a fait le tour du Monde pendant quelques années afin de découvrir le monde.

Revenu sur l'agglomération, il est en train de passer un doctorat en cotutelle entre Genève et Barcelone. En concubinage avec Anna, il vit à Bonne et travaille au collège Michel Servet où il enseigne depuis 26 mois l'histoire-géographie. Il travaille également avec deux personnes pour l'association Suburbanista d'Ambilly, dont il est le président fondateur. Suburbanista a été créée en janvier 2013 et Matthias missionné par la municipalité pour concerter la population ambillienne du quartier du Salève sur le projet de rénovation des trois places de la



C'est à la permanence du 13 de la rue de Genève que Matthias Lecoq nous a fait part des projets de l'association Suburbanista.

Croix d'Ambilly. Places qui vont être entièrement refaites lors des travaux du tram qui vont se dérouler le long de la rue de Genève en 2014. Un panneau de six mètres sur deux a été installé sur ce carrefour afin de recueillir par écrit les propositions des habitants du quartier.

4 000 habitants concernés

La rénovation concerne directement 4 000 habitants. Des ateliers animés par l'association sont programmés en mai et juin afin de développer l'imaginaire du public. Ce projet fera partie intégrante de son doctorat en lien avec la citoyenneté. Matthias fait aussi du futsal au gymnase d'Ambilly avec le Gremio FC 74, fondé il y a deux ans avec deux de ses amis, 15 licenciés en font partie.

PAULINE LESAGE

avant tout interrogatifs quant à la vraie portée du projet, envahis par une succession de déceptions due à tous ces projets promis mais jamais réalisés.

A partir de là, l'atelier qui s'est déroulé le dernier week-end d'avril 2013 a été primordial pour tisser un lien avec des habitants. Un lien humain avant tout, en donnant de moi-même, en prenant soin de chacun, en étant attentif à leurs préoccupations, en étant honnête vis-à-vis des limites du projet, mais aussi en communiquant une ambition et un enthousiasme important. Concrètement, j'ai porté une attention particulière à préparer les salles de réunion, j'ai aussi préparé la nourriture à la maison pour tous les participants. J'étais le premier arrivé, et le dernier parti. J'ai eu des discussions avec tous les participants pour apprendre à les connaître et savoir quelles étaient leurs histoires de vie. Et j'ai associé cela à une rigueur dans la gestion du projet tout au long de DSMY14. Premièrement, dans la définition du cadre d'actions, en mettant en avant les limites (le temps, les compétences communales et intercommunales, la réglementation sur l'espace public, etc.). Deuxièmement, en présentant un phasage précis mais aussi intelligible par tous (il y avait des étudiants, des retraités, des jeunes sans emplois, des personnes très âgées aussi). Ce phasage, que l'on a discuté et validé ensemble, a offert une vision au groupe, que nous pouvions tous nous approprier et partager. C'est ce qui a lancé la notion de groupe et qu'il a fallu entretenir tout en l'ouvrant à de nouveaux participants. Troisièmement, cette rigueur devait s'exprimer dans la rédaction de documents et dans cette restitution du diagnostic qui devait apporter de nouveaux éléments au quartier et démontré le sérieux de la démarche. J'ai donc développé un triple système de restitution :

- De manière formelle et ouverte, avec la publication d'un diagnostic intermédiaire (annexe 4), disponible sur le blog du projet et envoyé par email aux habitants ainsi qu'à tous les acteurs du projet (dont les représentants institutionnels).

- Par l'utilisation du panneau qui était installé au milieu du quartier, en peignant l'ensemble des résultats sous forme d'infographie. C'était une manière plus synthétique de présenter le diagnostic pour faciliter son accessibilité à une diversité de publics. Plus que la forme traditionnelle, cette forme de restitution a permis l'engagement ponctuel de gens du quartier sur les actions d'activation présentées ci-dessous, et elle a permis d'installer ce panneau comme un élément important du quartier :

« on était intéressé par le projet parce qu'on avait été interpellé par la grande pancarte qui était installée sur le carrefour. Le fait d'y voir des informations régulières et qui parlaient du quartier nous a aussi fait sentir habitant du quartier », commentait Jean, un participant au projet qui vivait dans la commune voisine (annexe 5).



FIGURE 40. "PANNEAU DE LA PARTICIPATION" REPEINT POUR DIFFUSER LES RÉSULTATS DU DIAGNOSTIC

- Puis, la restitution s'est faite de manière directe à un groupe d'habitants par le biais de la méthodologie du world-café. Dans ce cas, le World-café s'est déroulé dans une salle communale le vendredi 26 avril 2013 entre 18h30 et 22h30. Il y avait 14 participants qui ont pu connaître les résultats du diagnostic selon la grille ci-dessus et qui, sur cette base, ont ensuite essayé de traduire sur l'espace et en actions ces résultats.

Le World Café est une méthodologie d'animation de réunion qui consiste à mettre en scène des petites tables de quatre ou cinq personnes qui, pendant une trentaine de minutes, vont discuter d'une thématique. Par la suite, une des personnes reste à la table pendant que les autres vont s'installer sur une des autres. La personne restée est chargée de résumer ce qui s'est dit précédemment, puis les nouvelles personnes autour de la table peuvent commenter et rediscuter de la thématique. En général, le World Café s'organise en trois tours. A la conclusion, chaque table réalise une synthèse des éléments les plus importants et les présente à l'ensemble de l'assistance. L'intérêt de cette méthodologie réside dans le fait que le savoir se diffuse plus facilement et qu'il est plus facile pour tout le monde de prendre la parole, mais c'est aussi de pouvoir mettre ces thématiques en relation avec les enjeux du projet tout en plaçant les habitants dans un rôle central. En effet, il s'agissait de connaître plus précisément leurs pratiques et de mobiliser leurs savoirs d'usages et leurs intérêts en tant qu'habitants du quartier. Cette mise en situation *en tant que* est aussi une manière de se libérer des considérations trop personnelles pour prendre en compte le commun et le devenir collectif de l'espace. Il a été assez remarquable d'observer que presque tous les participants se sont glissés dans ce rôle avec facilité (sauf une avec persistance tout au long du processus).

Concrètement, les participants se sont répartis sur trois tables avec des membres de SUBurbanista qui étaient chargés d'aborder des éléments du diagnostic : identité du quartier à la table 1, espace public et mobilité à la table 2, et participation sociale et

citoyenneté à la table 3. Si les premières minutes étaient dédiées à l'explication des résultats du diagnostic, la suite a permis à tous de s'exprimer vis-à-vis de ces résultats et de se les approprier tout en envisageant des éléments de réponses aux problématiques soulevées. Dans la grande majorité des cas, les participants ont confirmé les résultats du diagnostic :

« ces placettes sont sales et c'est vrai qu'on a pas trop envie d'y rester »,
« le soir, je rentre le plus vite possible chez moi parce qu'il n'y a pas assez de lumière », « on ne s'y sent pas en sécurité », « personne ne s'assoit sur les bancs⁴¹ ».

Ils ont aussi abordé d'autres points :

« les espaces verts ne sont pas bien entretenus par la commune », « il y a des colonies de chenilles sur les arbres du square⁴² »,

et se sont rapidement mis en situation d'actions :

« on pourrait peindre les placettes », « mettre des jeux pour enfants »,
« je pense qu'il faudrait davantage de verdure sur toutes les placettes ⁴³».

La transition avec l'étape suivante du co-design était ainsi facile à mettre en place.

⁴¹ Extraits du compte rendu du world-café

⁴² idem

⁴³ idem



FIGURE 41. PHOTO DU WORLD CAFÉ DU 26 AVRIL 2013

6.4 PRATIQUER L'ESPACE ET DÉTOURNER

Inspiré par les initiatives observées dans les cas d'étude, j'ai proposé un plan d'actions qui intensifiait les pratiques spatiales (forte présence sur le site autour d'activités de rencontre), et qui mettait en place des actions collectives pour modifier physiquement l'espace en réponses aux problématiques soulevées lors de l'enquête préliminaire. Si la stratégie de détournement était imposée par le design du processus expérimental en lien avec la description des rôles des habitants que j'ai

réalisée dans les chapitres précédents, la définition des enjeux s'est faite de manière collective lors de l'atelier des 27 et 28 avril 2013.

Extrait de l'entrée du 28 avril 2013 du blog de DSMY14 :

« On était un petit comité et encore une fois il a plu la majorité du temps, mais tout le monde était à l'écoute, et la convivialité et les liens humains qui se sont tissés ont montré qu'Ambilly est bien plus qu'un quartier dortoir.

C'est précisément cette ambiance de partage, mais aussi la volonté de créer un espace public pour tous, qui a resurgi fortement des demandes des 14 participants qui se sont rassemblés pendant ces 2 jours de travail.

(...)

Nous avons réalisé une visite de site le samedi matin puis repris les différents éléments de l'enquête. Cela a abouti à des propositions concrètes de transformation de l'espace que l'on a essayé de classer dans différentes catégories (espaces de convivialité, espaces verts, paysage, etc.).

Le dimanche, comme premier essai d'une action visant à changer l'espace, nous avons construit deux petites bibliothèques que nous avons par la suite directement installées sur les placettes (ou sur ce qui pourrait être la future « Place de la Croix d'Ambilly » comme l'ont exprimé les habitants).

On profite de ce post pour remercier les habitants qui se sont montrés dévoués et ont donné une grande partie de leur week-end pour participer aux ateliers !!! »

6.4.1 Les participants

Lors de cet atelier du 26 au 28 avril (world-café le 26 avril au soir, atelier de co-design les 27 et 28), un groupe d'habitants s'est formé et ne quittera plus le projet jusqu'à sa fin. Il s'agit d'une dizaine de personnes qui a toujours été présente sur l'ensemble des phases du projet et dont j'ai pu observer l'évolution.

On a abordé les conditions de réalisation de la formation du groupe précédemment (implication personnelle, accueil, explication claire des objectifs, capacité d'écoute), et un autre aspect essentiel se dessine autour de la disponibilité des participants et de leur capacité à prendre part à un projet collectif et citoyen. Ce groupe a donc été formé par une diversité de profils qui avaient en commun de vouloir s'investir :

- Deux dames d'environ 80 ans qui, de manières très différentes, voyaient dans DSMY14 une possibilité de continuer leurs activités. La première jardinait autour de sa copropriété adjacente à l'une des placettes et voulait avoir son mot à dire concernant les futurs aménagements. La deuxième désirait davantage créer un lien social et faire vivre le quartier comme elle l'avait fait dans son passé et avec ses voisins actuels.
- Un groupe de trois habitants d'un immeuble qui avaient eu de nombreux problèmes en bas de chez eux, et qui désiraient faire part de leurs problématiques au groupe. Ils ont eu besoin de plusieurs réunions pour passer de la revendication à l'action, et changer de positionnement pour proposer et mettre en place. Il s'agissait de trois hommes entre 60 et 70 ans.
- Un couple d'étudiants sensibilisés à l'aménagement participatif par leurs études ou leur vie dans une grande ville qui avait déjà mis en place ce genre de démarche avec succès. Ils désiraient s'investir parce qu'ils connaissaient le potentiel d'une telle démarche.

- Deux habitants que j'avais rencontrés lors du porte à porte. Tous deux sans-emploi au départ du projet, ils sont venus avant tout par curiosité, et sont restés grâce à la place qui leur était offerte au sein du groupe.
- Deux commerçants du quartier qui étaient directement touchés par les futurs aménagements liés à l'arrivée du tramway et qui désiraient en savoir davantage.
- Un conseiller municipal qui était aussi habitant du quartier. D'une soixantaine d'années, il était impliqué dans toutes les démarches du quartier dont DSMY14.
- Un habitant d'une commune voisine qui était curieux de participer à une démarche participative. Professeur, il est beaucoup venu avec son fils de dix ans.
- Un habitant du quartier qui avait déjà beaucoup d'idées mais qui n'avait jamais trouvé de cadre pour les exprimer.

6.4.2 Co-design

La démarche de co-design consistait, à partir du diagnostic, à définir collectivement des objectifs d'aménagement et d'interventions urbaines ainsi qu'un processus pour y parvenir. La première étape a eu lieu le 27 avril 2013, et cette méthodologie inspirée du *design thinking* (emphatiser, définir, imaginer, prototyper, tester) a ensuite guidé l'ensemble du projet. On a donc identifié six préoccupations majeures des habitants à partir du diagnostic, et on les a mises en relief avec les principales problématiques du lieu (social, environnemental, géographique):

1. Comment créer des espaces de convivialité ?
2. Quels types d'espaces verts et pourquoi ?
3. Comment se déplacer en ville aujourd'hui ?

4. Comment changer le paysage pour changer l'image du quartier ?
5. Quelles activités sur la place ?
6. Comment créer un espace sûr pour tous ?

En effet, il s'agissait d'organiser le débat autour de ces points et de proposer des solutions temporelles qui elles-mêmes avaient pour objectif de stimuler l'imaginaire afin de répondre sur le long terme aux problématiques identifiées pour s'éloigner du schéma "nous voulons des bancs et un toboggan". Pour reprendre des éléments mentionnés plus tôt dans cette thèse, l'imaginaire collectif est en effet fortement stimulé lors des actions sur l'espace public et c'est un élément moteur du changement de positionnement. Si on se réfère à l'entretien avec Domenico de Siena (notes dans annexe 1), l'imaginaire collectif permet de penser l'espace collectivement. Penser l'action, permet ainsi de penser le lieu d'une manière globale vis-à-vis des différents enjeux (locaux mais aussi globaux comme la transition énergétique, le droit à la ville, etc.). Mais c'est aussi une manière concrète de placer les habitants dans une position d'experts en mobilisant les savoirs d'usage, car c'est sur cela que vont se baser les interventions.

A partir de là, nous avons planifié collectivement des interventions urbaines comme les bibliothèques de rue, de la peinture au sol, une façade verte (à l'aide de bouteille en plastique), des panneaux de signalisation pour les vélos, etc. Ces actions n'étaient donc en aucun cas une réponse définitive à des préoccupations, mais une manière d'amplifier le débat hors les murs, d'interagir avec les habitants, avec leur quotidienneté, de les interroger sur le devenir de cette "place de la croix d'Ambilly". Elles se sont aussi intégrées dans un calendrier qui se voulait progressif et de plus en plus concret sur les futurs aménagements.

Bibliothèques de rue

La première intervention devait être symboliquement forte et facilement réalisable. Ainsi, l'idée de construire et d'installer des bibliothèques de rue faisait écho à la présence de la bibliothèque municipale deux cents mètres plus loin le long de la rue de Genève, mais aussi au besoin de créer des activités d'échanges entre les habitants. Les habitants se sont donc rapidement appropriés le projet. Concrètement, ce fut donc une journée de travail collectif pour récupérer le matériel, choisir le design, construire, puis peindre les bibliothèques. On a ensuite choisi les deux emplacements après une visite de site, et c'est le soir même que nous avons pu les installer, puis placer les premiers livres dedans.



FIGURE 42. CONSTRUCTION DES BIBLIOTHÈQUES DE RUE



FIGURE 43. PHOTOS DE L'INSTALLATION DES BIBLIOTHÈQUES DE RUE

(Vidéo disponible au lien suivant : <https://vimeo.com/65570877>)

Cette stratégie de détournement du mobilier urbain (les bibliothèques ont été installées sur les panneaux de signalisation) a été le premier élément qui a défini le changement de statut des habitants. Aujourd'hui, elles sont les témoins de la capacité d'usage de l'espace. Premièrement, car la bibliothèque municipale n'a pas à alimenter les boîtes : en effet, si elle a fourni des livres pendant le premier mois faisant suite à l'installation, les bibliothèques de rue s'auto-alimentent depuis plus de trois ans maintenant. Deuxièmement, ce sont aussi les gens du quartier qui les entretiennent en faisant les petites réparations d'usage. Antoinette souligne d'ailleurs l'importance de ces installations pour le quartier (annexe 6) :

« il y a beaucoup de gens qui sortent du bus qui prennent un livre, qui en remettent un. Je suis venu en prendre un l'autre jour, et c'est déjà plus les mêmes, il y en a d'autres ».

Elles ont aussi fait le lien entre les habitants, comme le témoigne Laurent (entretien en annexe 7):

« Les petites bibliothèques de rue tout le monde en raffole, et même les pires détracteurs du projet en ce qui concernait le côté visuel ».

Peinture des passages piétons

Comme ce fut le cas pour les bibliothèques de rue, l'invitation à peindre des passages piétons répond à un enjeu issu du diagnostic, et plus précisément à la question de la sécurité et de la mobilité. Les parents ont exprimé une préoccupation claire au sujet du déplacement de leurs enfants, et notamment vis-à-vis de la rue de Genève (passage de 15 000 voitures en moyenne par jour). Envisager les solutions possibles et réalisables avec nos moyens, nous a donc orientés vers les passages piétons qui étaient complètement détériorés depuis des mois.

En collaboration avec le service technique de la mairie, et avec l'accord de celle-ci, nous avons entrepris la réfection des 4 passages piétons du carrefour. Le but étant d'améliorer la sécurité du lieu (surtout pour les enfants), nous avons donc non seulement repeint les passages piétons, mais leur avons aussi offert un aspect agréable qui pouvait interpeller les enfants : l'utilisation de la référence aux *space invaders*⁴⁴ ! La perspective d'agir pour améliorer le quartier était bien présente chez les participants. Jean, qui participait au projet avec son fils Victor :

« on est beaucoup intervenu au milieu [de la rue], on a aussi repris ceux de l'autre côté. On n'avait aussi pas mal investi le trottoir avec des *aliens* » (annexe 5).

D'ailleurs, annoncée sur le grand panneau du carrefour, cette action a pu compter sur la participation de nouvelles personnes :

⁴⁴ Jeux vidéo

« ça a intéressé les gens, ils se sont arrêtés pour voir ce que l'on faisait.
On a discuté avec eux » (Antoinette, annexe 6)



FIGURE 44. PHOTOS DE L'INTERVENTION DE RÉFECTION DES PASSAGES PIÉTONS

Peinture de la vieille placette

La visualisation de l'action et du processus de réaménagement a motivé la peinture de cette placette. La volonté est d'avoir un impact paysager fort pour informer les habitants sur le processus en cours, mais surtout pour les interroger sur le devenir visuel de l'espace.

Les réactions ne se sont d'ailleurs pas faites attendre, cristallisant les discussions sur des notions de goût personnel (« trop coloré », trop « flashy », « beau », etc.), mais surtout nous apportant des informations sur ce que les gens veulent. Cette action a apporté un réel changement de perception, et la volonté « d'apporter de la couleur » a été valorisée par tout le monde, ce qui a démontré l'attente de changement chez les habitants. Un changement qu'ils veulent marqué, mais néanmoins progressif et davantage en lien avec les bâtiments entourant l'espace.



FIGURE 45.
PHOTOS DE LA
PEINTURE DE LA
PLACETTE DU
PROJET DSMY14



6.5 ARCHITECTURE PARTICIPATIVE

Cette phase du projet a commencé en septembre 2013 après la réalisation des actions de détournement. Le but était alors d'avoir une influence directe sur les plans du futur espace public qui serait construit par la mairie. C'est une étape supplémentaire qui a aussi demandé plus d'investissement de la part des habitants car il s'agissait de comprendre collectivement le projet qui était proposé par le maître d'ouvrage, puis de faire des propositions. En outre, il a aussi fallu négocier leur intégration dans le projet final afin de produire un espace public qui soit conforme aux aspirations du quartier ainsi qu'aux nouvelles motivations que les pratiques et les actions de détournement ont pu susciter.

Ce fut donc un processus ouvert à tous les habitants du quartier, qui a mis en avant la délibération et un pouvoir de décision total des participants. Ma position étant toujours et plus que jamais celle du facilitateur. De cette manière, les différentes variables liées au modèle de Fung étaient respectées (mode de gestion partagé, influence des participants dans le processus de décision et diversité du public), et on a pu favoriser la formation des habitants ainsi que les opportunités d'expression de cette citoyenneté qui a été préalablement définie.

6.5.1 Analyse des enjeux et formation

Les actions de la campagne de détournement ont permis de renforcer le premier groupe et de mettre en avant certaines problématiques tout en commençant à envisager des solutions.

La première étape a donc été celle de faire le lien entre les actions de détournement et l'architecture par le biais d'un processus d'auto-construction de mobilier urbain. En effet, le fait de pouvoir agir directement dans la rue et d'avoir une influence directe sur l'espace public renforce la capacitation des habitants. D'abord par le lien créé avec le diagnostic préalable qui a donné de la légitimité aux actions, puis par la divulgation de nouvelles approches au sein du groupe en mettant en avant différents exemples d'innovation sur d'autres territoires et en s'en inspirant pour tester l'espace et se rendre compte de ce qu'implique l'architecture (design, usages mais aussi techniques de construction, résistance des matériaux, contraintes légales, etc.).



FIGURE 46. DÉMARCHE D'AUTO-CONSTRUCTION POUR DSMY14

Nous sommes donc allés visiter la place du Géant et la Cartonnerie à St Etienne avec un groupe d'habitants de la Croix d'Ambilly. Ce sont des lieux et des démarches qui ont des similitudes avec le projet DSMY14 et qui sont très intéressants pour prendre conscience des possibilités de ce projet. Cela a permis au groupe de valoriser ses actions (notamment le fort degré de participation, les implications architecturales), et d'apprendre de l'expérience d'autres territoires : importance de l'implication de personnes extérieures au projet, de l'identification au lieu, d'une présence constante sur place, de la mise en place d'événements, etc.



FIGURE 47. PHOTO DE LA VISITE DE LA PLACE DU GÉANT À ST-ÉTIENNE

Il a fallu alors redistribuer ces nouvelles données aux autres membres du processus de participation qui ne sont pas venus à St-Etienne, ainsi qu'au quartier dans son

ensemble (à ce moment du projet, le processus participatif regroupait 15 participants réguliers qui se réunissaient toutes les trois semaines environ). Aussi, nous inspirant de l'importance de l'événement à la Cartonnerie à St Etienne, nous avons donc choisi d'organiser une fête de quartier, en mettant en avant toutes les connaissances accumulées depuis le mois de février ainsi que les réflexions que le groupe avait commencées à produire. Cette fête s'est déroulée le 25 octobre 2013, et a réuni plus de 250 personnes autour d'activités ludiques et de performances artistiques de gens du quartier, dans une mise en scène qui rappelait les premières pistes envisagées dans le processus de participation : lien entre les placettes, mobilité douce, importance du ludique. Cela fut aussi l'occasion de tisser des partenariats avec des associations locales et d'autres publics qui n'étaient pas directement impliqués dans le processus (écoles primaires, jeunes, ludothèque, bibliothèque).



FIGURE 48. PHOTOS DE LA FÊTE DU QUARTIER EN OCTOBRE 2013

6.5.2 Elaborer des plans

La réunion du 4 novembre 2013 a été le lancement de la phase finale du projet. L'objectif était de proposer un projet d'aménagement dont l'échéance était fixée au printemps 2014 (les travaux devaient commencer en décembre 2013 et le temps pressait pour pouvoir inclure nos propositions dans le projet d'aménagement - il s'avérera par la suite que les travaux ne commenceraient jamais).

Quinze personnes étaient présentes pour commencer cette nouvelle étape et avancer vers la concrétisation du processus : Jean, Antoinette, Laurent, Geoffrey, Aïcha, Jean-François, Jacques, Laurence, Morgan, Messaoud, Chantal, Aurélien, Erwan, Olivier et Victor. Ces quinze personnes ont constitué le groupe jusqu'à la fin du projet. Il est d'ailleurs intéressant d'observer que ces personnes présentaient deux profils complémentaires :

- des personnes avec un lien fort avec le quartier (principalement d'âge mûr), qui étaient déjà impliquées, soit politiquement (Jacques), soit en tant qu'habitants ayant connu des problèmes dans le quartier qu'ils ont essayés de régler par le biais de la régie ou de communications avec la mairie (Jean, Messaoud, Antoinette, Olivier, Aurélien).
- Et des personnes plus jeunes, qui n'ont pas obligatoirement de liens forts avec le quartier, mais qui se sentent concernées par la participation citoyenne (Jean-François, Aïcha, Geoffrey, Morgan, Erwan, Victor, Chantal). Aucune association n'était représentée.

Cette réunion du 4 novembre 2013, la première d'une série de cinq en moins d'un mois (7, 10, 15 et 22 novembre), a permis de définir quelles seraient les thématiques à aborder dans le futur en se basant sur le diagnostic et le résultat des interventions sur l'espace public avec une attention particulière sur trois étapes : la synthèse et la définition du projet, l'idéation et l'analyse, et le processus de décision.

Il a donc été décidé de privilégier l'événementiel, la mobilité et l'identité du lieu (voir le compte rendu du 04/11/2013 en annexe 8). Ces objectifs seront confirmés et développés une semaine plus tard avec le maire d'Ambilly. Cette réunion a permis de confirmer les objectifs du projet quant à l'élaboration de plans, mais a aussi été l'occasion pour les participants de se présenter, de connaître le maire et de définir leur position d'acteurs du projet urbain. Ils ont ainsi réaffirmé les pistes de réflexion autour de l'image du quartier, la sécurité, les espaces verts, la convivialité, la mobilité et les activités programmatiques. Ceci a été validé par le maire qui a aussi défendu le processus participatif à l'échelle de l'agglomération en précisant les degrés d'intervention de DSMY14 : customisation des éléments mis en place, choix des matériaux, architecture des places et future station de tram.



FIGURE 49. PHOTO DE LA RÉUNION DU 04/11/2013

Piétonniser

A la lecture du rapport de la réunion du 22/11, on remarque que des débats relatifs au potentiel de piétonisation du quartier ont eu lieu et que les habitants ont envisagé des programmes d'accompagnement des commerces de proximité – principale barrière à des programmes de piétonisation dans un quartier où les commerces de proximité sont peu nombreux et ont développé une clientèle de passage. Conscients de la temporalité du projet, des décisions ont été prises rapidement telles que la volonté de mettre en place une zone capable d'accueillir des événements sur l'espace situé devant la résidence des Magnolias et du côté pair de la rue de Genève (fête de quartier); la mise en place d'une diagonale piétonne reliant le square au côté impair de la rue de Genève (réalisation technique à définir); ou encore l'élargissement du trottoir du côté impair de la rue de Genève au détriment des places de parking (réalisation technique aussi à définir).



FIGURE 50. PHOTOS DE LA RÉUNION DU 22/11/2013

Un projet de quartier

Le deuxième élément fort mis en avant est le lien entre aménagement et vie de quartier. Les habitants se sont en effet identifiés et sentis légitimes pour défendre ces propositions. C'est-à-dire comment utiliser un projet urbanistique pour améliorer les conditions de vie et la vie sociale du quartier.

Le futur aménagement de la Croix d'Ambilly proposé par les habitants s'est donc concrétisé dans une diagonale qui avait pour principal but de faire gagner de l'espace public au quartier en favorisant les activités communautaires et la mobilité douce. Moins fonctionnel que celui porté par la maîtrise d'ouvrage avant le projet DSMY14, il est aussi plus engageant vis-à-vis des activités sociales possibles sur ce futur espace central pour le quartier en prenant en compte des usages multiples et différenciés dans le temps en fonction des saisons (agriculture urbaine, fête de quartier, jeux pour enfants, etc.).



FIGURE 51. PLAN DU PROJET INITIAL PORTÉ PAR LA MAITRISE D'OUVRAGE AVANT DSMY14



FIGURE 52. PLAN FINAL DE LA PROPOSITION DU PROJET Dsmy14

6.6 RÉSULTATS

Le projet DSMY14 a permis d'entreprendre une démarche participative qui a mis en avant des pratiques spatiales et des actions de détournement, afin de construire un projet d'architecture participative. Si cela a concrètement mené à des actions sur l'espace public et l'élaboration d'un plan d'aménagement pour le quartier de la Croix d'Ambilly, cela a aussi produit des résultats en termes de définition des implications des habitants dans la production de la ville et de leurs implications en termes de citoyenneté. De cette manière, j'ai éprouvé la capacité performative de l'espace public et les possibilités d'inflexion des pratiques urbanistiques par le biais des processus de participation afin de déterminer la citoyenneté urbaine et sa relation avec une pratique actionnelle.

6.6.1 Participation des habitants

Un des enjeux du processus participatif est de réussir à intégrer de nouveaux participants. Sur cet aspect, le bilan est assez faible puisque le groupe ne s'est pas étoffé au fur et à mesure. Au contraire, les actions sur l'espace public, ayant eu lieu en début de processus, ont attiré davantage de personnes que la réflexion et l'élaboration des plans.

D'un côté, on observe que la part des habitants ayant participé aux actions de détournement et qui ont continué dans le processus est proche de 80% (hormis les actions avec des publics cibles (jeunes, écoles), 22 personnes ont été comptabilisées

comme actives dans les actions de détournement, et 17 ont par la suite pris part au processus participatif). De l'autre, sur les 250 personnes qui sont venues à la fête de quartier, seules 4 se sont rendues à la réunion qui avait lieu quelques jours plus tard. Cela démontre bien la difficulté à communiquer sur ces processus et à les rendre intéressants/intelligibles pour les habitants du quartier. Dès lors, se pose une série d'interrogations vis à vis de la forme du processus, de sa temporalité, de son intelligibilité et de son accessibilité.

A ce sujet, lorsque l'on se réfère aux autres cas d'études, mentionnés dans le chapitre 4 notamment, on remarque que la spatialisation de la participation a son importance. En effet, pour le parc de la Baleine par exemple, sa situation géographique au milieu des immeubles lui confère une caractéristique micro-locale qui renforce l'identification des habitants au processus de co-construction. Ils se sentent chez eux, sur leur territoire, et cherchent à avoir une influence sur cet espace qu'ils vont fréquenter quotidiennement. A Madrid, pour le *Campo de Cebada*, c'est sa visualisation comme espace central et en construction permanente qui lui offre une publicité importante aux yeux des habitants du quartier, le définissant comme un enjeu important. Diego le confirmait lorsqu'il définissait le pouvoir d'attraction du *Campo de Cebada* :

« le *Campo* est devenu un hot spot qui attire des gens de toute la ville, et même s'il y a parfois des tensions, les gens du quartier se le sont accaparés et en sont fiers. D'ailleurs, les clés sont dans les mains de gens qui vivent aux abords de la place et qui ouvrent ou ferment rapidement quand on leur demande ».

Pour en revenir au cas d'Ambilly, on ne bénéficie ni de la proximité du parc de la Baleine, ni de la publicité du *Campo de Cebada*, mais au contraire d'un espace impersonnel de mauvaise réputation qui ne présente un potentiel que dans des plans d'aménagements futuristes auxquels les gens ont encore du mal à croire à

cause des nombreux reports de travaux durant les 10 dernières années. Un contexte qui ne facilite pas l'appropriation du projet de la part des habitants, et qui pousse à l'interprétation des taux de participation du projet comme de bons résultats. Car il s'agit bien d'une dynamique ayant engagé plus d'une quinzaine de personnes, sur un rythme quasiment hebdomadaire, que l'on a commencée à créer en novembre 2013 pendant plus de cinq mois. Une évolution interne au processus qui est assez positive, mais qui a aussi mis en avant les difficultés à passer d'usagers à participants, et de participants à relais communautaires.

6.6.2 Influence du processus

Ces 18 mois de travail exploratoires, qui faisaient référence aux cas d'études à Madrid et à Genève, ont mis en place un processus ouvert à tous les habitants, sans distinction ni limitation, dans une dynamique délibérative et de prise de décisions qui avait pour but d'exercer une réelle influence (en référence au cube de Fung). Cela a permis de constituer un groupe de travail avec près d'une vingtaine d'habitants, et de faire participer une trentaine de personnes dans des actions concrètes sur l'espace public, et plus de 250 lors des fêtes de quartier. Dans l'idéal, on dépassait ainsi la réalisation d'un rapport public ou l'expression de préoccupations personnelles, pour être dans une position de co-gouvernance et de conseils avec le maire.

Néanmoins, il faut aussi préciser que plus le projet avançait et plus cette position s'est retrouvée fragilisée. Même si le processus était conçu pour que la participation soit un outil décisionnel, le fait de ne pas maîtriser l'information a fortement limité nos possibilités d'influence. En effet, plus le groupe avançait vers la concrétisation des idées, et plus il était difficile de savoir ce que notre projet deviendrait. Non pas

par un désaccord de fond concernant les propositions, mais à cause d'un flou politique qui a créé une situation où je n'avais plus vraiment d'interlocuteur. Premièrement, à cause de la non réalisation des travaux d'extension du tram (dans lequel notre projet était intégré). Une votation suisse, contre la réalisation de parking relais en 2013, a fragilisé la dynamique politique transfrontalier, qui n'a pas voulu engager de nouveaux travaux alors qu'une nouvelle votation en sa défaveur aurait scellé définitivement le sort de nombreux projets d'aménagements franco-suisse. De ce fait, à partir de 2014 il a été très difficile d'avoir des réponses claires des maîtres d'ouvrage pour faire avancer le projet d'un point de vue technique, mais aussi dans sa capacité à être intégré dans le futur. On a rencontré la responsable des grands projets à l'agglomération et le maire d'Ambilly, mais aucun des deux n'avaient pu nous donner des dates de travaux - et donc d'étude de notre projet. En novembre 2016, les travaux n'ont toujours pas commencé. Deuxièmement, les élections municipales en mai 2014 ont fortement renouvelé les conseillers municipaux et donc les interlocuteurs du projet. Même si le maire a été réélu, celui-ci a délégué la gestion du projet à des adjoints et cela a fortement retardé l'avancement de DSMY14 et nos capacités de décision. En effet, s'il a fallu du temps à la nouvelle équipe pour comprendre le processus participatif, celui-ci n'a pas bénéficié du même soutien alors que les incertitudes concernant les travaux venaient déjà limiter la dynamique.

Personnellement, sur le moment je n'ai pas su prendre la mesure de ces difficultés. Aujourd'hui, l'expertise en participation définit clairement qu'une meilleure solution aurait été de pouvoir valider les objectifs du projet dès le début par toutes les parties. Néanmoins, l'aspect exploratoire de la démarche (pour tous) n'a pas permis une telle préparation. D'un côté, cela aurait sans doute permis de mieux cibler les besoins et de *cadrer* la participation. De l'autre, cela aurait aussi pu trop limiter le champ d'action en obligeant les interlocuteurs politiques et techniques à ouvrir un champ d'actions aux habitants. On a donc eu des difficultés à concrétiser notre

travail, mais celui-ci a cependant été plus créatif et ambitieux. Cela a décrédibilisé la démarche aux yeux de certains (notamment des participants qui n'y croyaient pas), mais cela a aussi permis à d'autres de s'investir davantage.

6.6.3 Définition de la citoyenneté urbaine et sa relation avec une pratique actionnelle et performative

J'ai émis l'hypothèse que la citoyenneté urbaine est une *pratique politique pour la ville sur l'espace public* qui aurait comme cadre plusieurs spatialités. De cette manière, la citoyenneté urbaine peut être déclinée à travers plusieurs dimensions (pratiques quotidiennes, pratiques de détournement et mobilisations), qui ont toutes en commun leur caractère performatif, et qui définissent la citoyenneté urbaine par et dans l'action. En se référant au projet DSMY14, on observe que les actions du processus ont questionné le droit à la ville (et donc l'accessibilité de l'espace public à tous), les compétences politiques des habitants, ainsi que leur faculté à agir vers le commun – en précisant que c'est bien la complémentarité de ces trois caractéristiques qui dessinent les bases de ce qu'est la citoyenneté urbaine.

Un devenir de citoyens pluriels

Il faut d'abord constater l'évolution des participants en termes de pratiques politiques.

Si certains avaient démontré une implication collective (activités de voisinage, groupes d'intérêts), on peut se féliciter du changement d'échelle et de l'orientation vers l'intérêt général que cette implication suggère aujourd'hui pour la quasi-totalité des participants (on l'a mentionné auparavant, mais une des participantes ne s'est pas identifiée à ce changement). C'est-à-dire que les participants ont démontré un engagement pour le devenir de leur quartier qui a dépassé leurs intérêts personnels et qui s'est manifesté dans l'action. Ils ont ainsi pris part à une diversité d'activités pour l'amélioration d'un cadre de vie qu'ils partagent avec d'autres et dont ils ont été capables de comprendre la diversité et de la prendre en compte :

« J'ai trouvé très intéressant le fait de pouvoir rencontrer d'autres personnes intéressées pour améliorer le quotidien des personnes qui habitent sur place, donc de parler de réappropriation d'un quartier par un moyen d'action, de faire quelque chose pour les autres et de produire quelque chose concrètement. La ville est faite de gens finalement, et pas seulement de fonctions avec des gens qui seraient là pour dormir, d'autres pour aller travailler et qu'il y en a aussi qui vivent ici et qui ont besoin d'un espace pour être à l'aise. Ça nous a permis de rencontrer des gens qui étaient impliqués. Parce qu'il n'y a aucun autre intérêt que de créer des relations intimes entre des gens qui ne se connaissent pas »
(Jean, participant au projet DSMY14 – annexe 5).

L'implication des participants s'est définie vis-à-vis d'un projet collectif orienté vers les autres et c'est ce qui a motivé leurs actions :

« J'ai pris beaucoup de plaisir à changer un quartier, le rendre plus accessible, plus humain. Et ça me manque de ne plus faire ça »
(Antoinette, participante au projet DSMY – annexe 6).

En outre, on remarque que ces actions, cette pratique politique pour le quartier et pour la ville, s'est exprimée sur différentes spatialités :

- L'espace public physique, en agissant sur l'espace afin de l'améliorer (peinture, constructions, etc.)
- Des lieux intermédiaires, où nous nous réunissions afin de parler du projet et le définir (essentiellement le local municipal du 13 rue de Genève)
- Le conseil municipal, car plusieurs participants du projet (4) sont devenus élus lors des élections municipal de 2014 et ont ainsi pu continuer leur engagement de manière insitutionnelle
- Le blog dsmy14.com, où certains ont émis des commentaires afin de préciser leur point de vue ; via la page « mon opinion », ou en commentant certains posts

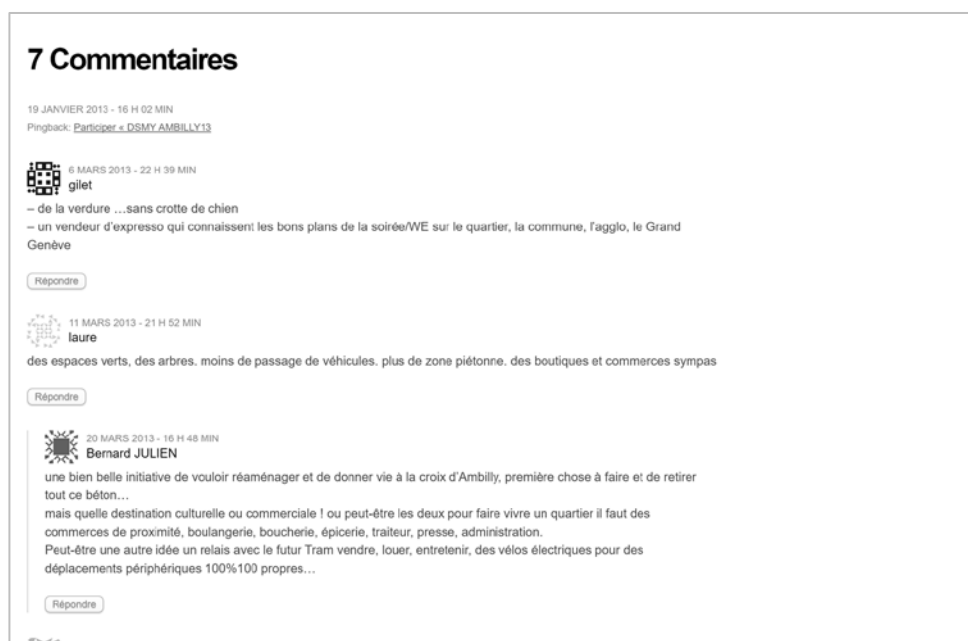


FIGURE 53. EXTRAIT DU SITE DSMY14.COM

Un espace de l'action

Premièrement, l'accès à l'action sur l'espace public pour tous - via le projet DSMY14 - a permis d'ouvrir un champ des possibles actionnels et de repositionner les habitants comme acteurs qui visent l'intérêt général.

L'espace a été ouvert aux habitants non plus comme simples usagers, mais aussi comme producteurs. La législation entourant les activités sur l'espace public a été facilitée grâce au projet (gestion préalable entre l'association SUBurbanista et la mairie), ouvrant, de fait, les perspectives d'actions des habitants sur l'espace public. En effet, ils ont été invités à plusieurs reprises à agir pour produire l'espace, et certains ont saisi l'opportunité pour repeindre des passages piétons, implanter du mobilier urbain ou encore créer de la signalisation. L'action étant largement encouragée et facilitée par un processus simple : pas d'inscription préalable, pas de demande d'autorisations, mais la seule "obligation" de passer par le processus DSMY14 qui se chargeait de rappeler le cadre d'intervention et de mettre les habitants en lien. Une nouvelle spatialité (intermédiaire) était ainsi créée afin de faciliter l'action des habitants. L'espace public fonctionnel s'est transformé (le temps du projet), en un espace d'actions. L'action est ainsi passée d'un domaine technocratique et législatif (accaparé par l'administration), à un domaine public où le citoyen pouvait s'exprimer comme acteur.

En outre, si le diagnostic avait laissé transparaître un non-usage des placettes et une accapuration de l'espace par les jeunes, DSMY14 a pu populariser les pratiques spatiales (sport, détente, lecture, fête, transit) et permettre à tout le monde de développer des pratiques différenciées et donc de se réappropriier l'espace. On a pu l'observer lors des fêtes de quartier qui ont regroupé des habitants "historiques" ou des primo-arrivants "frontaliers" qui ont fait du sport, de la lecture, ont assisté à des concerts, ou encore partagé un repas. Ces usages se sont répétés par la suite grâce aux bibliothèques de rue ou à la table de ping-pong par exemple. Tout un chacun

avait donc la possibilité d'utiliser l'espace et les habitants avaient aussi la possibilité d'agir sur l'espace car celui-ci n'était pas figé mais en construction. DSMY14 transformait donc l'usage et la pratique en actions de visée collective et permettait un changement de statut de l'habitant. Car temporairement au moins, ils sont devenus garants de l'action publique en s'impliquant personnellement dans une démarche publique et politique.

Agir dans l'intérêt général

Le second point qu'a permis de mettre en avant ce travail exploratoire est la capacité de l'espace public à mettre en place un contrôle social informel qui place les intervenants dans une démarche collective qui vise l'intérêt commun. L'action sur l'espace public, dans un processus identifié comme participatif et donc public, oblige les participants à être attentifs à la diversité du quartier car ils se sentent indirectement les représentants du quartier. C'est ce qu'a démontré l'exemple de la peinture de la placette. Car les habitants n'ont pas voulu uniquement se baser sur leurs goûts pour ce projet artistique, mais bien sur la volonté de faire participer le plus de monde possible. Cette action a ainsi marqué la fin du processus de détournement et a permis au groupe de commencer à s'inscrire dans la notion de projet urbain tout en prenant en compte un nouvel élément : le possible désaccord de certains habitants du quartier ! En effet, pour cette action particulièrement, le groupe a dû faire face à certains désaccords exprimés par des habitants et des commerçants qui n'appréciaient pas les nouvelles couleurs de la placette. Même si c'est le groupe de manière plus restreinte qui a construit le canevas, le choix du design a été ouvert aux habitants et commerçants. Surtout, les participants ont manifesté leur volonté d'ouvrir encore plus le débat, et ont été les porte-parole des autres habitants qui n'avaient pas aimé la peinture afin que tout le monde puisse s'identifier à ce projet et qu'un consensus soit trouvé. Les relations avec le service

de l'urbanisme et les propriétaires des locaux avoisinants ont ainsi été renforcées. Les habitants sont donc rentrés dans une dynamique de projet et d'interaction avec les différents acteurs. Ils se sont affirmés comme agents producteurs, non seulement de changement symbolique, mais aussi porteurs d'une vision à plus long terme qui avait pour but de prendre en compte leurs différentes visions mais aussi les exigences de l'institution et les besoins des commerçants. La notion de commun et d'intérêt général était centrale dans les conversations et les réflexions collectives, qui sont progressivement devenues des champs d'application de la délibération. Mon rôle de facilitateur a particulièrement été sollicité dans cette phase du projet afin de rappeler les bases du projet, ses ambitions et ses limites.

Lors de l'élaboration des plans pour le futur espace public, les discussions se sont aussi orientées sur la manière dont pouvait s'auto-alimenter les différents intérêts présents dans le quartier : enfants, commerçants, trafic routier, mobilité douce. Et même si des orientations ont été prises, chaque public a été pris en compte d'une manière tout à fait naturelle car les habitants avaient intériorisé leur rôle au service du quartier.

La thématique de l'accessibilité à l'espace public et à une pratique actionnelle a donc été un tournant pour le changement de statut des habitants. Car le fait de rendre son action publique lui donne une responsabilité qui déplace les motivations individuelles vers une dynamique collective. L'habitant devient acteur par le biais d'une démarche personnelle d'engagement dont l'accès lui a été facilité, puis il devient un acteur public quand son action est tournée vers l'espace public et est donc publicisée. Il ne participe pas pour donner son avis (au contraire des démarches de concertation), mais pour agir sur un espace qui est défini comme public et donc de tous. Il y a alors un double mécanisme qui se met en place : la considération de l'espace public comme un domaine collectif ; et ce contrôle social informel, car l'habitant appartient à un processus connu de tous les habitants et doit

tous les prendre en considération. L'émergence progressive de compétences politiques vient renforcer ce changement de statut par une méthodologie de projet continuellement délibérative et transparente.

L'habitant, par sa participation et son action, se dessine alors un destin de citoyen dans sa nouvelle capacité à prendre position dans un projet public tout en étant autonome et en sachant intégrer une recherche du bien commun.

6.6.4 L'inflexion des pratiques urbanistiques par le biais des processus de participation

On a remarqué que la mise en place d'un projet tel que DSMY14 questionne dès le départ les habitudes de tous les acteurs d'un projet urbain. Devoir travailler avec les habitants ne fait que renforcer la complexité du projet, et il faut alors intégrer ces nouveaux acteurs qui ne sont pas reconnus pour leurs compétences techniques. D'un côté, il y a un besoin de revoir toutes les procédures habituelles : langage, technicité des documents, phasage, interlocuteurs, temporalité, négociation politique dans le projet, etc. Et de l'autre, il faut aussi donner de la place à d'autres savoirs et à des thématiques qui poussent à la transdisciplinarité : savoirs d'usages, pratiques, histoires du lieu, sociologie, géographie, sciences politiques, design. Le projet urbain se voit ainsi modifié en profondeur ; ce qui le renforce, mais ce qui mène aussi parfois à des freins importants, des projets peu ambitieux, voir à des abandons.

Dans le cas de DSMY14, la particularité du projet a été sa programmation tardive qui a fait qu'un projet avait déjà été élaboré par une équipe d'architectes en

collaboration avec le service d'urbanisme. Ce projet était en attente de concrétisation, et DSMY14 est donc arrivé a posteriori.

Par un portage politique fort

Cela a donc demandé un portage politique fort de la part du maire d'Ambilly pour qu'il puisse être pris en compte et entrer en dialogue avec le projet initial. Concrètement, il m'a donné feu vert pour que l'on puisse réfléchir à l'aménagement dans sa globalité, et s'est chargé d'introduire le projet au niveau de l'agglomération - maître d'ouvrage du projet global des architectes lié à l'arrivée du tram dans toute l'agglomération. Ceci a fortement facilité le début du projet. Mais ce contexte a beaucoup changé vers la fin du projet. En effet, pour différentes raisons, dont certaines déjà mentionnées, le portage politique fort du début du projet s'est peu à peu dilué, et je n'ai pas su trouver de nouveaux relais. Le manque d'expérience s'est fait ressentir par une lecture partielle du projet urbain et une méconnaissance du jeu politique local. Néanmoins, la liberté du début du projet était porteuse et a fortement facilité la capacité de DSMY14 à susciter des intérêts dans la population. Pouvoir aborder la thématique du futur du quartier, sans restriction, a été un atout qui a permis de toucher tous les habitants et de faire émerger des attentes. Mais ne pas pouvoir les mener à bout a été une grosse déception pour les participants et une nouvelle preuve d'impotence pour les habitants du quartier.

L'étape de l'élaboration des plans du projet a aussi représenté un changement important dans les liens que je maintenais avec la mairie, partie prenante du projet et financeuse. Premièrement, car un groupe d'habitants s'est définitivement formé à ce moment du projet. Mon rôle de facilitateur a ainsi été éprouvé, car je n'étais donc plus le seul interlocuteur du projet, mais à la fois le représentant des habitants à la mairie, et le représentant de la mairie dans le groupe d'habitants.

Deuxièmement, car le département de l'urbanisme devait autoriser des interventions qui allaient parfois à l'encontre de leur travail (la peinture des passages piétons par exemple, qui fait l'objet d'une réglementation stricte dont la participation des habitants à leur réfection pouvait faire penser qu'elle ne serait pas totalement respectée – ce qui a finalement été le cas). C'est à ce moment-là que je me suis rendu compte qu'il aurait été préférable d'intégrer ce département à part entière. En outre, les habitants trouvaient aussi dans leurs actions des arguments à leurs revendications (notamment via les bibliothèques de rue et la nouvelle peinture des passages piétons), et des attentes concrètes ont commencé à émerger. Ceci s'explique par le processus d'*empowerment* qu'ont connu les habitants et qui les a amenés à questionner les dynamiques traditionnelles du projet urbain. Il aurait ainsi été plus profitable que le portage politique du projet puisse se diffuser dans toute l'administration par une démarche généralisée de co-design et une association des différents départements au processus de réflexion et de décision.

Innover dans la participation

L'utilisation d'outils innovants en matière de participation et de projets urbains a donc ouvert de nouvelles dynamiques dans le quartier, tant dans la capacité des habitants à créer de nouveaux usages que dans leur capacité à les entretenir. Cela valorise le potentiel d'interaction de l'espace physique, car c'est l'appropriation de l'espace via des artefacts, comme les bibliothèques, qui est l'élément déclencheur de la pratique, donc de l'usage, et donc de la définition de l'espace public comme espace physique qui rassemble les qualités symboliques d'un espace urbain politique pourvoyeur de citoyenneté. Comme l'explique Laurent :

« les petites bibliothèques de rue sont régulièrement réparées et remplies » (annexe 7)

Les habitants se les sont donc appropriées développant des qualités de civisme mais aussi d'acteurs agissant pour le bien commun, tant en offrant des ressources telles que les livres mis à disposition des autres, et en s'assurant du bon fonctionnement du processus en prenant soin des installations. C'est une manière progressive de faire émerger le citoyen urbain, de jouer sur ce double statut objet/sujet de l'habitant, et de rajouter une qualité de producteur à ce qui le définit. L'habitant n'étant plus seulement consommateur, ou usager (dans le cas où les bibliothèques de rue seraient gérées par la municipalité), mais aussi producteur de services pour les autres en même temps qu'il produit sa ville par le biais d'un espace qu'il a, par son action, requalifié comme espace d'échange et d'interaction. Hormis la question de la gestion du processus, qui est un frein important au passage à l'action (demande des autorisations, achat du matériel, convocation), l'habitant se positionne donc rapidement comme acteur de changement et dynamisateur de l'espace public. Le caractère universel de l'action, pour « le bien de tous » (dixit Jean), est un élément déclencheur qui doit ensuite être stimulé (gestion du processus par un tiers), pour qu'il puisse s'épanouir et se définir dans l'action. Repeindre les passages piétons a été perçu par les acteurs comme une action positive qui a défini leur changement de statut dans la recherche d'impact de l'action :

« Il y avait la nécessité de visualiser les passages piétons pour permettre aux piétons de récupérer un espace qui leur était dédié, et que cet espace ne soit pas uniquement pour les voitures » (Jean, annexe 5)

L'habitant est alors celui qui agit politiquement sur l'espace public, à la différence du maire qui est une figure qui existe peu dans l'espace public. L'important n'étant pas uniquement le faire, mais donc l'agir en tant qu'acte politique préparé, qui recherche un impact sur la vie publique par une prise de conscience collective des problématiques du quartier et la recherche de solutions. L'habitant n'étant pas ici

producteur d'usage ou de nouvelle pratique, mais d'une caractéristique essentielle de l'espace public qui est la sécurité.

Un autre élément important est la formation des habitants qui est permise par la mise en place d'un processus de participation qui s'inscrit dans le temps et qui cherche à favoriser des changements de statuts. La visite à St-Etienne a été un moment qui a aussi pu souder le groupe vers une dynamique commune en créant un patrimoine commun tout autant intellectuel qu'en termes de pratiques. Le fait de voir que "c'est possible" est aussi déterminant quant au devenir du projet et à la future implication des participants, qui veulent alors prendre part à l'aventure et donner de leur temps lorsqu'ils ont pu voir que d'autres l'avaient vécue. Cette journée à St-Etienne a donc été déterminante pour passer du rêve au projet, et évaluer le degré de faisabilité des différentes démarches mises en avant durant la période de test. La participation s'est ainsi vu renforcée par le changement de rôle des habitants qui, par l'acquisition de nouvelles pratiques et d'appuis théoriques, sont devenus des agents du projet urbain à part entière. C'est un élément qui est renforcé par la multiplication des temps de rencontre et une exigence que j'ai eu pour diffuser des connaissances via des outils didactiques comme des images ou des vidéos.

Renouveler la participation

Quant à l'utilisation de la participation dans les projets urbains, cela n'avait pas encore été envisagé par la municipalité d'Ambilly, mais l'agglomération avait déjà développé certaines pistes de travail, via le service des Grands Projets, qui mêlait une experte en processus de participation et une spécialiste de communication. Dès lors, la démarche de DSMY14 a fait l'objet d'une attention particulière, de contacts

réguliers concernant la méthodologie et les avancements, mais malheureusement cela n'a eu que très peu d'influence à terme.

Effectivement, l'installation du grand panneau, les bibliothèques de rue, ou l'utilisation de la méthodologie du *design thinking* ont été remarqués. Suite au projet, et même si DSMY14 n'a pas eu la primauté de ces installations, de nouvelles bibliothèques de rue ont été installées dans un parc proche de la Croix d'Ambilly et d'autres communes de l'agglomération. Le panneau est devenu un symbole, et les responsables des grands projets de l'agglomération se sont aussi inspirés du processus pour faire évoluer leurs démarches. Néanmoins, sur l'ensemble de l'agglomération, les méthodologies de concertation ont du mal à se renouveler vis-à-vis des niveaux de participation (échelle d'Arnstein ou Cube démocratique de Fung). Ainsi, le document présentant le contrat de ville d'Annemasse⁴⁵ ne fait pas mention de grands changements :

« si des pistes "originales" ont été suivies, ces démarches devraient évoluer vers le développement du pouvoir d'agir, et que trop souvent c'est un mode de concertation "traditionnel" qui est mis en place dont "le mode de communication (écrit) et le formalisme (réunion) n'ont pas favorisé la mobilisation du plus grand nombre » (p56).

Même si on peut positivement remarquer que l'agglomération d'Annemasse a mis en place des démarches visant à renouveler la participation dans les projets urbains (médiation culturelle dans le quartier du Livron, utilisation de la méthodologie du diagnostic partagé "en marchant", etc.), ceux-ci sont encore trop souvent caractérisés comme démarches "originales" et ne bénéficient pas du même statut institutionnel que des réunions formelles et conventionnelles.

⁴⁵ docplayer.fr/19142934-Contrat-de-ville-2015-2020-de-l-agglomeration-annemassienne-annemasse-les-voirons-agglomeration.html consulté le 21 novembre 2016

Aussi, la question de la spatialisation de la participation, que l'on a exprimée en relation à la proximité aux espaces de vie d'un côté, et à sa capacité publicitaire de l'autre, est un élément fondamental qui n'a pas trouvé de réponses dans DSMY14. De par sa morphologie d'un côté (espaces entrecoupés de routes), mais aussi par la difficulté à rendre attractif un lieu qui ne démontre que peu de potentialité au premier regard. La communication étant un challenge inhérent à toutes démarches participatives que les sociologues, politologues, architectes, urbanistes ou même les habitants sous-estiment continuellement dans la manière de l'aborder.

Sens du projet urbain : un phasage modifié pour une meilleure appropriation et une plus grande profondeur du projet

Concernant la manière d'aborder le projet urbain, l'implication des habitants modifie la temporalité et le sens du projet. Il y a en effet un temps de diagnostic qui demande des enquêtes de terrain, des moments de pédagogie et de divulgation du projet, la création d'espace d'écoute et de temps de parole. Dans le cas de DSMY14, cela a représenté environ 6 mois (début du projet en février 2013 - diagnostic intermédiaire en juillet 2013), tout en introduisant une phase de prototypage qui n'est pas présente dans un projet urbain traditionnel. On crée ainsi un lien avec l'espace avant même la réalisation du projet d'urbanisme ou d'architecture. Cela marque un changement de paradigme qui permet de tester des solutions. Et donc non seulement de faire d'éventuelles économies liées à de mauvaises décisions, mais aussi d'apporter l'innovation et d'augmenter les chances d'appropriation du projet en insérant de nouvelles dynamiques qui vont déplacer le sens du projet. L'objectif économique prédominant, doit alors s'associer avec des dynamiques sociales, culturelles, politiques qui donne le sens de l'appartenance de l'habitant à sa communauté politique.

Dans ce cas, par rapport à un projet traditionnel, cette période a permis d'élaborer un diagnostic sociologique, politique et architectural en lien avec les usages et pratiques des habitants (annexe 4), tout en créant une relation de confiance et d'écoute mutuelle. Ce bilan collectif ne s'est pas élaboré suivant des critères économiques, mais en lien avec les caractéristiques sociales, culturelles et politiques du quartier. Des espaces de rencontre ont été créés lors de réunions formelles ou informelles, et je suis allé à la rencontre des habitants chez eux pour expliquer le projet, ses ambitions et enjeux, et comprendre leurs besoins. Aussi, ce temps de pré-projet a permis d'intervenir sur l'espace en réaménageant temporairement les trois placettes par le biais d'un projet communautaire. Le projet urbain s'est ainsi matérialisé avant même qu'il soit réalisé et grâce à cela on a pu réajuster les dynamiques du projet urbain. De cette manière, la problématique de l'accessibilité de l'espace aux enfants s'est par exemple révélée comme primordiale alors qu'elle n'avait pas du tout été envisagée dans le projet traditionnel. En effet, la Croix d'Ambilly était un lieu de transit fréquenté par les adolescents, mais de nombreuses personnes ont manifesté leur souhait d'avoir un espace ludique. C'était non seulement un désir de parents, mais aussi un élément qui a émergé lors des fêtes de quartier et lorsque nous avons installé le mobilier urbain temporaire. Les enfants en ont été les principaux usagers - en plus d'être ceux du futur - et l'enjeu de la traversée d'une placette à l'autre a été souligné. Cela nous a amenés à concevoir un futur espace public sous la forme d'une diagonale qui réunissait ces trois placettes en marquant fortement l'espace vers sa capacité d'accueil des jeunes publics. Un design engagé, innovateur, plus cher, qui a été appuyé par les entretiens avec la population, les manifestations d'intérêts (favorisées par un processus ouvert) et le prototypage via la peinture des passages piétons, la création de mobilier urbain ou encore les fêtes de quartier.

Les thématiques envisagées avec les participants ont souvent été des modifications profondes du projet, ce qui a créé des tensions avec les techniciens et ingénieurs.

Ceux-ci ont très souvent été limités dans leur volonté par les exigences du cahier des charges, et le fait que les habitants n'aient pas les mêmes contraintes a souvent été interprété comme un manque de sérieux ou comme une défiance à l'égard de leur travail. Il est vrai que dans cet aspect, la temporalité traditionnelle du projet a été remise en cause sur plusieurs aspects : premièrement, car le processus participatif est arrivé après le travail des ingénieurs et qu'il a donc remis en cause un travail déjà effectué ; et deuxièmement, car les habitants ont démontré avoir des préoccupations qui n'avaient pas été traitées dans le projet initial et qu'ils comptaient bien apporter de nouvelles solutions. A ce titre, l'exemple du système de mobilité est assez pertinent car ils ont affirmé une volonté de piétonisation en associant les commerces à leurs démarches, quand l'administration n'avait pas voulu envisager une telle solution par peur des réactions. Ainsi, tous les commerçants ont été invités aux réunions. Certains y ont même participé, et il a été négocié des solutions qui ont permis une avancée des mobilités douces tout en accompagnant les commerces. Ces thématiques sont en lien avec le diagnostic, ce qui rend légitime la participation en améliorant significativement le projet urbain. Car si les architectes et urbanistes proposent des évolutions en lien avec le cahier des charges, les habitants font valoir leurs savoirs d'usages et pratiques qu'ils ont su faire évoluer dans une dynamique de projet, et donc dans la prise en compte de l'intérêt général et des différents enjeux.

6.6.5 DSMY14 en conclusion

La démarche expérimentale du projet DSMY14 a été un long projet d'application et d'implication sur l'espace public. Ces deux ans ont permis de confronter la thèse et ses hypothèses à un cas concret, et à une méthodologie qui, dans le cadre des

sciences sociales, présentent de nombreux obstacles qu'il est difficile de pouvoir affronter dans leur totalité.

D'un point de vue méthodologique, la principale difficulté a été de pouvoir assumer pleinement ce double rôle de chercheur et de facilitateur en limitant l'influence du deuxième sur le premier. Cela a été une dynamique compliquée sur le long terme car les habitants avaient besoin d'un facilitateur et non d'un chercheur ; et que cette figure du facilitateur a souvent pris des allures de dynamiseur qu'il est quasiment impossible à combiner avec une activité d'observation. Lors de la phase d'architecture d'élaboration des plans par exemple, je devais inviter les habitants, organiser les réunions, les animer, et il était alors très difficile de pouvoir avoir une position d'observation. Le condensé du processus a aussi voulu que beaucoup de choses se sont accumulées et qu'il n'était pas possible de convoquer les participants à des entretiens intermédiaires en sus des rencontres imposées par le projet. De même, cette position de facilitateur demandait aussi de faire le lien avec la mairie et la maîtrise d'ouvrage qui étaient déjà surchargées de travail. Si j'ai essayé d'anticiper cette limite de la démarche expérimentale en bénéficiant de l'aide de deux personnes, ce besoin a été sous-évalué au lancement du projet et il n'a pas été possible de récupérer ce retard (méconnaissances du projet, manque de ressources humaines). La conséquence sont donc un manque de finesse dans les notes d'observation qui ne sont parfois pas adéquates avec une démarche ethnographique. Par exemple, il aurait été très intéressant de pouvoir étudier en détails l'évolution des discussions et des rôles des participants lors des réunions qui ont mené à l'élaboration des plans. En termes de compétences délibératives et de prise en compte de l'intérêt général, ces observations auraient pu mener à une meilleure explication des résultats obtenus.

D'un point de vue concret, DSMY14 a non seulement modifié physiquement l'espace pendant deux ans, permis à la population de comprendre et de s'impliquer dans un

projet d'aménagement urbain d'envergure, et accompagné des habitants vers une participation politique et sociale ; mais ce projet a aussi fourni de nouveaux plans qui ont été en partie intégrés dans les travaux qui ont commencé en février 2017. La notion de quartier a ainsi été réévaluée, et si la diagonale ne sera pas réalisée comme DSMY14 l'avait présentée, le projet d'aménagement s'inspire davantage du souhait de piétonisation et de la considération de la Croix d'Ambilly comme une porte d'entrée de la ville qu'il faut valoriser⁴⁶.

Quant aux résultats obtenus vis-à-vis des hypothèses défendues, s'il ne s'agit pas de les généraliser, DSMY14 a permis de pouvoir présenter des avancées vis-à-vis des méthodes de participation et leur influence dans le projet urbain, ainsi qu'en ce qui concerne la spatialisation de la citoyenneté et de l'engagement politique.

⁴⁶ A ce stade, les plans finaux n'ont pas été communiqués

7. CONCLUSION GÉNÉRALE ET PERSPECTIVES

7.1

Dans une première partie, j'ai décrit la production de la ville comme un phénomène historique mouvant, fortement lié au pouvoir d'édification des villes, mais dans lequel les habitants jouent un rôle qui prend de plus en plus d'ampleur, notamment grâce à des processus participatifs innovants dans les projets urbains.

En mobilisant des auteurs tels que Lefebvre ou De Certeau, j'ai pu détailler l'importance des pratiques spatiales dans la définition de la ville et sa production comme espace social et politique. Ce fut aussi l'ouverture vers la compréhension du détournement, qui se positionne vis-à-vis de pratiques spatiales pour en créer de nouvelles ou suggérer de nouveaux usages. Le rôle de l'habitant dans la production de la ville fonctionne ainsi par le biais d'une stratégie accumulative (pratiques spatiales + détournement de ces pratiques) qui prend son sens dans la participation des habitants dans les projets urbains. Sélectionnés par le filtre du *Cube démocratique* de Fung (influence du processus participatif, diversité des acteurs impliqués et modes de gestion ouverte), ces processus participatifs innovants déplacent le centre du projet urbain vers l'habitant et les dynamiques sociales et politiques qui l'accompagnent. Comme je l'ai exposé par le biais des Universités Foraines par exemple, l'habitant devient co-producteur, et le projet urbain évolue pour s'adapter à ces nouveaux acteurs (temporalité, modes d'intervention, importance de l'espace public, enjeux socioculturels et politiques).

En effet, la ville est un espace qui s'est fondé depuis plus d'un siècle sur des logiques de pouvoir et d'accumulation du capital. L'espace public qui, classiquement, a une fonction socio-politique forte quant à l'expression de la citoyenneté, a ainsi été accaparé par le fonctionnalisme - dans la première moitié du XXème siècle - puis

converti en produit valorisé par sa capacité d'échange (produit capitalistique) - dans la deuxième moitié du XXème siècle. L'ultra-individualisme défini par Baudrillard, Jameson ou Lipovetski avait trouvé son cocon dans l'urbain. Cependant, et ce dès la moitié du XXème siècle, on a vu émerger des mouvements sociaux, parfois contestataires, qui ont proposé une autre définition de l'urbain. Ils ont été la base de nouvelles constructions sociales et politiques en ville qui ont mené à l'*advocacy* ou au *community planning* aux Etats-Unis ou en Angleterre, au mouvement des associations vicinales en Espagne, à l'urbanisme participatif en France, à l'habitat coopératif en Suisse, etc. Des expériences, certes minoritaires, mais qui se sont ancrées dans les mouvements sociaux et qui ont reconquis l'urbain depuis la crise financière et immobilière de 2008. Car les mouvements sociaux se sont retournés vers la ville, et les interstices, abandonnés à cause de cette crise financière et urbaine, ont commencé à être exploités pour construire une vie quotidienne différenciée qui mobilise des notions de commun, de créativité et d'autonomie. Comme on l'a vu dans l'exemple du *Campo de Cebada* à Madrid ou du parc de la Baleine à Genève, une partie de l'architecture est devenue collective et auto-construite, les jardins urbains florissants, les projets culturels ont utilisé la temporalité comme source de créativité, et les habitants ont commencé à comprendre la production de la ville comme un processus vernaculaire. La participation en urbanisme s'est ainsi installée dans le paysage urbain et a même été légiférée (loi du 1er juillet 2015 dans le canton de Genève dernièrement). Et si son utilisation est encore très limitée, souvent confondue avec la consultation ou concertation (se référer à l'échelle d'Arnstein ou au *Cube démocratique* de Fung), des processus participatifs innovants investissent le projet urbain pour mobiliser les capacités d'usage et de détournement des habitants. L'espace public est ainsi une ressource essentielle de la production de la ville, car ce sont ses caractéristiques politiques, au sens classique du terme, qui sont mobilisées. On l'observe dans les motivations du mouvement du 100 en 1 jour par exemple (« la citoyenneté active est l'essence du 100 en 1 jour et elle s'acquiert en

assumant un rôle de co-responsabilité avec la ville, et de l'autre, en construisant quotidiennement une culture citoyenne sur l'espace public⁴⁷ ». Cela traduit un mouvement qui revendique l'urbain comme espace politique, et le projet urbain comme un processus de co-construction qui intègre l'habitant par ses pratiques, son potentiel de détournement et ses compétences de participation.

7.2

Ce travail descriptif a ainsi permis de faire un pas supplémentaire vers le propos de cette thèse qui est que ces activités productrices de ville sont révélatrices d'une citoyenneté urbaine. Selon mon hypothèse, l'habitant construit sa citoyenneté par le biais d'une pratique politique actionnelle sur l'espace public qui aurait comme cadre plusieurs spatialités (car diversifiées et plurielles). J'é mets ainsi l'hypothèse que, en reprenant l'expression de Neveu (2013), le champ de la production de la ville est un *espace de fabrication* de citoyenneté.

Ainsi, après avoir observé différents cas d'études à Madrid et à Genève, ce travail a fait un pas méthodologique supplémentaire. En effet, c'est en sollicitant la démarche expérimentale que j'ai pu observer d'autres variables difficilement contrôlables dans les cas d'étude. Car s'il est fait référence à l'espace public dans sa version classique, suggérer que ces rôles dans la production de la ville ont des conséquences sur le concept même de citoyenneté demande de pouvoir confronter les habitants à une éventuelle évolution liée à son implication dans la vie publique (son influence sur le

⁴⁷ Site internet du 100in1day : <http://www.100in1day.com/preguntas-frecuentes-esp>

projet urbain et sa définition comme citoyen). La méthodologie expérimentale permet donc de mesurer une évolution liée à l'application d'un traitement.

Cette expérience, menée à Ambilly (France) en 2013 et 2014, a mis en scène des habitants dans leurs différents rôles de production de ville grâce à un projet de réaménagement d'espace public. Ceci a permis de diagnostiquer des pratiques spatiales, de les détourner pour favoriser de nouveaux usages, mais aussi observer cette activité productrice de ville des habitants du quartier.

J'en ai tiré plusieurs enseignements :

Premièrement, le projet urbain se modifie avec l'intégration des habitants et la reconnaissance de leurs actions. Le phasage évolue en fonction des demandes des habitants (le projet d'architecture des habitants de la Croix d'Ambilly a été présenté plus d'un an après celui des architectes qui ont dû l'inclure dans leurs propositions), et la temporalité est modifiée. La phase de préparation du projet est parfois plus longue, le diagnostic est partagé avec les habitants, et surtout une nouvelle spatialité est créée le temps du projet. Une spatialité temporaire qui facilite l'action des habitants en adaptant la législation sur l'espace public (cas du 100 en 1 jour, de DSMY14, de Banco Guerilla). De cette manière, c'est bien le sens du projet urbain qui est modifié. Car, comme on a pu l'observer grâce à la démarche expérimentale mais aussi dans les différents cas d'étude, les objectifs économiques qui prédominaient auparavant, sont alors associés à des dynamiques sociales et culturelles qui rééquilibrent le projet urbain (le ludique dans le cas de DSMY14). La minorité participative peut alors exprimer le sens d'une communauté politique qui a besoin d'espace pour se former et se confronter.

Deuxièmement, l'habitant, en agissant pour la ville, redéfinit la citoyenneté comme une pratique politique qui s'exerce sur l'espace public qui révèle alors ses différentes spatialités. Pour se référer à la problématique mise en avant par Isin (2009), on peut alors *appeler* citoyenneté, cette activité dans la rue, sur la place, mais

aussi au conseil municipal et sur l'espace public digital. C'est d'ailleurs le cheminement de l'habitant qui, en fonction de ses propres intérêts et compétences, va pouvoir exercer sa citoyenneté sur ses différentes spatialités. Le parcours des participants à DSMY14 est assez illustratif : certains n'avaient jamais agi sur l'espace public, mais la facilitation du processus via une adaptation de la législation leur a permis d'accéder à cette spatialité temporaire (*un espace de l'action*), puis par un processus d'acquisition de compétences, à une action sur les placettes (organisation de la fête de quartier), et ensuite au conseil municipal (comme conseiller municipal depuis les élections de 2014). La citoyenneté urbaine joue ainsi avec les différentes spatialités de cet espace public politique. De fait, tout comme l'espace public, cette appréhension de la citoyenneté urbaine se fait en lien avec l'accessibilité à l'espace - et donc du droit à la ville - ; la capacité d'expression des habitants - et donc des compétences politiques de performativité de la citoyenneté - ; ainsi que celle des obligations de l'habitant dans sa faculté à agir vers le commun.

Troisièmement, ces activités productrices de ville définissent une corrélation entre la ville, l'espace public et l'habitant. C'est parce que l'espace public se conçoit comme un espace politique qu'il accueille cette citoyenneté. Et c'est parce que cette citoyenneté est performative et actionnelle qu'elle définit l'espace public comme un espace politique.

D'ailleurs le besoin d'un portage politique fort est un facteur explicatif. Exprimé dans mon expérience par le rôle du maire de la commune d'Ambilly, il a renforcé cet aspect car c'est ce changement de paradigme, facilité par l'action d'un tiers (ici ma position de chercheur), qui a été à l'origine de la conception politique de l'espace public (espace de participation) au détriment d'une définition utilitariste comme lieu de transit. Ainsi, la création d'espaces d'action pour faciliter l'agir citoyen est un levier qui favorise l'émergence d'une citoyenneté urbaine. C'est ce que promeuvent les Universités Foraines, le *Campo de Cebada* ou le parc de la Baleine : créer une

spatialité temporaire qui bénéficie d'une législation différenciée afin de permettre la participation des habitants dans des activités productrices de ville (espace de l'action). La ville de Paris l'a par exemple institutionnalisé dans un permis de végétaliser : « le jardinier s'engage à respecter une charte de végétalisation qui consiste notamment à partager les fruits et légumes cultivés, utiliser des plantes locales et mellifères favorisant la biodiversité de Paris ou ne pas recourir à des pesticides et veiller à l'esthétique et à l'entretien des plantes et supports⁴⁸ ». L'action des habitants sur l'espace public est ainsi facilitée par l'administration qui organise un cadre spatial et temporaire pour l'agir citoyen.

7.3

D'une manière plus générale, la citoyenneté urbaine se lie donc au destin de la ville comme *polis*. Le citoyen *arendtien* pourrait ainsi prendre forme comme codirigeant de la cité en valorisant son activité productrice de ville et en participant activement à l'édification de la ville. Les pratiques spatiales ont déjà ce rôle, que la création d'espaces d'action (espaces publics politiques) peut amplifier et intégrer dans une démarche de gouvernance collaborative (institutions-habitants). C'est un cheminement vers l'idée de *polis* qui favoriserait ce triple rôle de l'habitant dans la production de la ville (pratiques, détournement, participation). La citoyenneté comme une relation formelle et contractuelle avec l'Etat est ainsi dépassée en multipliant les espaces de références de la citoyenneté (quartier, ville, métropole),

⁴⁸ <http://www.lefigaro.fr/conso/2017/01/30/20010-20170130ARTFIG00255-nous-avons-teste-le-permis-de-vegetaliser.php> consulté le 7 janvier 2017

et en déterminant un processus (les différents rôles des habitants dans la production de la ville), comme un *espace de fabrication* de la citoyenneté où l'on reconnaît l'action, l'intérêt général et l'égalité comme principes fondamentaux. En effet, la notion de citoyenneté urbaine permet de se confronter à la problématique de l'accès à l'espace public et plus largement à celle du droit à la ville. Les exemples de Madrid ou Paris, qui ont récemment réinterpréter la définition statutaire de la citoyenneté, sont à cet égard très instructifs et permettent d'envisager un futur qui redétermine la citoyenneté. On a ainsi vu les budgets participatifs de ces deux villes, d'ailleurs très orientés vers des questions d'aménagement ⁴⁹, permettre une participation globale des habitants dans la production de leur ville sans distinction d'âge ou de nationalité.

7.4

Cependant, cette conception de la citoyenneté comme actionnelle et urbaine s'intègre alors dans une réflexion plus globale sur le devenir de l'habitant. Si on peut l'associer à celui de la *polis*, on ne peut cependant ignorer qu'il s'agit aussi d'un choix politique qu'il est impossible de généraliser (comme on l'a mentionné auparavant, le portage politique est un élément essentiel du développement de processus participatifs et de la révélation des capacités politiques de l'espace public).

⁴⁹ 22 des 37 projets présentés au vote

(https://budgetparticipatif.paris.fr/bp/plugins/download/Catalogue_TOUT_PARIS.pdf)

Mais surtout, et c'est un élément qui aurait dû être abordé dans le cadre analytique de mon travail, cette définition de l'habitant comme acteur de la production de la ville est aussi une vision défendue par le néo-libéralisme qui l'éloigne alors d'un devenir citoyen. A l'image de Rose, il s'agit d'être attentif à ces différentes formes et d'observer comment les stratégies néolibérales, avancées suivant les logiques de marché, se sont généralisées en considérant les citoyens comme des agents rationnels impliqués dans de nouvelles formes de gouvernement (2013). C'est donc à mettre en relation avec les différents rôles des habitants dans la production de la ville, avec sa capacité à s'inscrire dans une démarche collective que la délibération favorise. Car au moment de l'émergence de l'entrepreneur social, le lien avec les logiques de marché est parfois étroit et peut interroger cette citoyenneté qui risque de confondre urbaine avec néo-libérale.

D'ailleurs, si j'ai fait référence à la notion d'*empowerment* pour définir le processus d'acquisition de compétences citoyennes lié à la pratique de la citoyenneté, il faut noter les différentes réalités que ce terme définit. Bacqué & Biewener (2013) l'ont ainsi conceptualisé par le biais de trois modèles, dont le néo-libéral qui fait état de capacités individuelles à prendre des décisions rationnelles pour intégrer l'économie de marché sans interroger la notion d'émancipation (Bacqué & Biewener, 2013).

Dans ce cadre, l'habitant se convertit en produit capitaliste au même titre que l'espace public. D'un côté, l'accès à l'espace public est favorisé à ceux qui en ont les moyens (financiers/temps, culturel, politique) ; cela est lié à la prépondérance des objectifs économiques dans le projet urbain qui organise des moments de négociation, « qui se dérouleraient entre deux catégories principales : les entrepreneurs et les "riches" » (Ingallina, 2001). Le participant, le producteur de ville, serait ainsi celui qui "en a les moyens", même si ce risque n'a pas été vérifié dans les cas d'étude ou dans la démarche expérimentale présentée qui, au contraire, ont permis de déplacer le centre du projet urbain. D'un autre côté, et de manière

beaucoup plus néfaste pour le projet de la *polis*, il existe le risque que le citoyen se meurt en entrepreneur et que les caractéristiques économiques soient alors associées à toutes ses actions. C'est ce que Foucault avait décrit dans son approche de la biopolitique du pouvoir qui infiltre tous les domaines de la vie, et qui la marchandise par le biais de nos contextes sociaux, politique, culturels. Le projet de résistance à cette diffusion du pouvoir qui s'inscrit dans une pratique politique quotidienne de production de l'espace, serait ainsi perverti au bénéfice d'une action économique qui renforcerait, de fait, les mécanismes néo-libéraux (Dey & Steyaert, 2012). Ce risque est décrit dans certaines approches de l'entrepreneuriat social qui transforme le social en un espace de compétition, de responsabilité individuelle et d'auto-organisation qui exige des vertus et des comportements entrepreneuriaux :

« social entrepreneurship is not so much a pragmatic solution to wicked social problems based on the application of "result-oriented methods of a business entrepreneur" but a deeply contingent and controversial endeavour aimed at regulating social conduct in particular ways » (Dey, 2014 : 15)

On peut alors envisager un futur où les processus de production de la ville par les habitants, et notamment ce qui a été décrit dans cette thèse comme des processus participatifs innovants, soient institutionnalisés selon des schémas liés à l'entrepreneuriat social qui créent des mécanismes de responsabilités individuelles ou de compétition. L'étude de Demoulin (2014) a montré que les dispositifs participatifs au sein des organismes HLM étaient en fait des instruments au service de la conversion des organismes HLM en entreprises de service destinées à satisfaire des clients. Mould (2014) a aussi mis en avant l'institutionnalisation de l'urbanisme tactique aux Etats-Unis comme un moyen de poursuivre les politiques néolibérales de développement urbain dans une période de récession postérieure à 2008. Sur une autre thématique, le programme de la *Big Society*, initié sur le modèle de Saul Alinski et mis en place par le gouvernement Cameron en Angleterre entre 2010 et

2015, a été une porte d'entrée d'un modèle de participation néo-libéral. L'agenda du programme, ou encore son interprétation ambivalente de la responsabilisation des communautés prônée par Alinsky, a en effet été souligné pour mettre en avant une utilisation de la participation qui renforçait la compétition entre les acteurs et déplaçait la responsabilité de l'Etat vers les communautés (Balazard & Fischer, 2016).

Ainsi, si cela aurait pu faire l'objet d'une étude approfondie, cela peut constituer un futur agenda de recherche qui, au même titre que la question de l'espace public digital malgré l'importance du blog dsmy14.com et des apports des cas d'étude à Madrid, n'a pas été abordée dans ce travail. La citoyenneté urbaine pourrait ainsi être étudiée dans les projets urbains en insistant sur le développement d'un espace public digital, et mise en lien avec une conception néo-libérale qui favorise la compétition entre les acteurs et la responsabilité individuelle.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT PROPOS	17
1. INTRODUCTION	23
1.1 La politique et la ville.....	24
1.2 Participer à la production de la ville	28
1.3 L'individu se lie au collectif.....	32
1.4 Cette thèse.....	34
2. LA TRANSFORMATION DE LA PRODUCTION DE LA VILLE	37
2.1 Mouvement de pouvoirs en ville	38
2.1.1 La ville comme facteur de contrôle	39
2.1.2 Ville et néo-libéralisme	43
Privatisation du domaine public.....	46
2.2 Production de la ville	49
2.3 L'espace public politique.....	53
2.3.1 Produire l'espace public.....	56
2.4 Pratiques émergentes	60
2.4.1 Opportunités de la production biopolitique de la ville	60
A la recherche d'opportunités	61
La ville	64
2.4.2 Vers un urbanisme ouvert	66
Une construction historique	66
Urbanisme innovant.....	72

3.	MÉTHODOLOGIE.....	75
3.1	Contexte	76
3.2	La recherche-action	80
3.3	L'étude de cas.....	86
3.3.1	Où et quoi ?	92
	Madrid	92
	Genève.....	96
3.4	Démarche expérimentale.....	99
3.5	Structure de travail.....	102
4.	DE LA VIE QUOTIDIENNE À LA PARTICIPATION.....	103
4.1	Tactiques des habitants : vie quotidienne.....	104
4.1.1	Quotidienneté, opportunités, biopolitique	106
4.1.2	Produire par des pratiques quotidiennes	108
4.1.3	La place de la Navigation, Genève.....	112
4.2	Le détournement : stimuler la quotidienneté	119
4.2.1	Agir pour détourner: urbanisme tactique.....	121
4.2.2	Park(ing) Day, Genève.....	124
4.2.3	Banco Guerrilla, Madrid.....	127
4.2.4	100 en 1 jour, Genève	131
4.3	Infléchir les pratiques urbanistiques par la participation	136
4.3.1	La participation	137
	Participer en urbanisme.....	138
	Participer pour produire	142

4.3.2	De l'innovation dans la participation.....	145
	Méthodologie.....	147
	Universités foraines.....	148
4.3.3	Faciliter l'émancipation de l'habitant via le projet urbain.....	152
4.3.4	Campo de Cebada.....	156
4.3.5	Le Parc de la Baleine	165
5.	LA PRODUCTION DE L'ESPACE COMME FONDEMENT DE LA CITOYENNETÉ URBAINE.....	171
5.1	Citoyennetés.....	172
	5.1.1 Evolution historique.....	172
	5.1.2 Postulat de recherche	177
5.2	Performativité pour une quotidienneté de la citoyenneté	179
5.3	Citoyenneté urbaine	184
	5.3.1 Citoyenneté sur l'espace public.....	185
	5.3.2 Pratique actionnelle.....	188
	5.3.3 Spatialités de l'action.....	190
6.	DÉMARCHE EXPÉRIMENTALE	195
6.1	Rappel : hypothèses, objectifs et méthodologie	196
6.2	Contexte	200
	Time Lapse	203
6.3	Diagnostiquer	204
	6.3.1 Organisation du diagnostic.....	205

6.3.2	Traitement de l'information	210
	Identité.....	211
	Espace public.....	212
	Mobilité	213
	Participation sociale et citoyenneté	214
6.3.3	Un diagnostic partagé	217
6.4	Pratiquer l'espace et détourner.....	223
6.4.1	Les participants	225
6.4.2	Co-design	226
	Bibliothèques de rue.....	228
	Peinture des passages piétons	230
	Peinture de la vieille placette	232
6.5	Architecture participative	234
6.5.1	Analyse des enjeux et formation	235
6.5.2	Elaborer des plans.....	238
	Piétonniser.....	240
	Un projet de quartier	241
6.6	Résultats.....	243
6.6.1	Participation des habitants	243
6.6.2	Influence du processus	245
6.6.3	Définition de la citoyenneté urbaine et sa relation avec une pratique actionnelle et performative	247
	Un devenir de citoyens pluriels	247
	Un espace de l'action.....	250
	Agir dans l'intérêt général.....	251
6.6.4	L'inflexion des pratiques urbanistiques par le biais des processus de participation	253

Par un portage politique fort	254
Innover dans la participation.....	255
Renouveler la participation.....	257
Sens du projet urbain : un phasage modifié pour une meilleure appropriation et une plus grande profondeur du projet.....	259
6.6.5 DSMY14 en conclusion	261
7. CONCLUSION GÉNÉRALE ET PERSPECTIVES	265
7.1.....	266
7.2.....	268
7.3.....	271
7.4.....	272
TABLE DES MATIÈRES	277
BIBLIOGRAPHIE.....	287
ANNEXES	307
Annexe 1 : Extraits du carnet de notes.....	309
Annexe 2 : Questionnaire de l'enquête préliminaire du projet DSMY14.....	321
Annexe 3 : Guide d'entretien dirigé de l'enquête préliminaire du projet DSMY14	323
Annexe 4 : Diagnostic intermédiaire du projet DSMY14	325
Annexe 5 : Retranscription de l'entretien avec Jean et Victor, participants du projet DSMY14.....	327

Annexe 6 : Retranscription de l'entretien avec Antoinette, participante du projet DSMY14.....	331
Annexe 7 : Retranscription de l'entretien avec Laurent, participant du projet DSMY14.....	339
Annexe 8 : Compte-rendu de la réunion du 4 novembre 2013 du projet DSMY14	345

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1. Résumé du projet de thèse.....	35
Figure 2. Résumer des hypothèses.....	59
Figure 3 Le "Democratic Cube" de Fung et la zone d'intervention de cette thèse	90
Figure 4. Schéma présentant la démarche du Design Thinking.....	91
Figure 5. Typologie et localisation des <i>Laboratorios ciudadanos</i> dans Madrid (source : Besson, 2016).....	95
Figure 6. Plan aérien de la place de la navigation.....	114
Figure 7. Photo panoramique de la place de la navigation.....	114
Figure 8. Photo de la rue du léman.....	114
Figure 9. Extrait de mon cahier d'observation.....	115
Figure 10. Photos du parking day à Genève en septembre 2014.....	126
Figure 11. Intervention dans les rues de Madrid, Tetuan, en 2010.....	129
Figure 12. Plan d'un modèle de banc du projet Banco Guerilla.....	129
Figure 13. Installations à Palma de Mallorca.....	130
Figure 14. Classification des processus participatifs (source : Wates, 2014)..	139
Figure 15. Democratic cube de Fung.....	144
Figure 16. Image aérienne du campo de cebada.....	156
Figure 17. Assemblée au campo de cebada.....	158
Figure 18. Plan du campo de cebada.....	160
Figure 19. Site internet du campo de cebada consulté en juillet 2016.....	161
Figure 20 Manuel de montage d'une chaise en auto-construction.....	163
Figure 21. Photos d'activités au campo de cebada.....	164
Figure 22. Image aérienne du parc de la baleine.....	165
Figure 23. Parc de la baleine (source : Ville de Genève).....	166
Figure 24. Michel Schweri durant l'entretien en janvier 2016.....	169

Figure 25. Jardin potager du parc de la baleine (source : Ville de Geneve)**Erreur !**

Signet non défini.

Figure 26. Image du site dsmy14.com	199
Figure 27. Plans de localisation de la démarche expérimentale.....	202
Figure 28. Photo de la réunion du 12 avril 2013 à la Croix d'Ambilly.....	206
Figure 29. Article dans la presse locale sur la réunion publique du 12 avril 2013 de dsmy14.....	206
Figure 30. Photos du panneau de la participation.....	209
Figure 31. Extraits des réponses des habitants sur le panneau de la participation	208
Figure 32. Photo du World Café du 26 avril 2013	223
Figure 33. Tableau récapitulatif des résultats du questionnaire d'enquête de DSMY14	210
Figure 34. Diagramme identité dsmy14	211
Figure 35. Diagramme Pratiques spatiales dsmy14.....	213
Figure 36. Diagramme Mobilité dsmy14	214
Figure 37. Diagramme Participation sociale dsmy14.....	215
Figure 38. Diagramme Représentation du projet dsmy14.....	217
Figure 39. "Panneau de la participation" repeint pour diffuser les résultats du diagnostic.....	220
Figure 40. Photos de l'installation des bibliothèques de rue.....	229
Figure 41. Photos de l'intervention de réfection des passages piétons	231
Figure 42. Photos de la peinture de la placette du projet dsmy14.....	232
Figure 43. Photo de la visite de la place du géant à St-Etienne.....	236
Figure 44. Photos de la fête du quartier en octobre 2013	237
Figure 45. Photo de la réunion du 04/11/2013	239
Figure 46. Photos de la réunion du 22/11/2013	240
Figure 47. Plan final de la proposition du projet Dsmy14	242

BIBLIOGRAPHIE

- ABBOT J. (1996). *Sharing the City*. New-York, Taylor and Francis, Earthscan.
- ALINSKY S. (1971). *Rules for radicals*. New-York , Vintage books edition.
- ALLEGRETTI G. (2011). "Une refondation politique et culturelle", in *Le Monde Diplomatique*, Octobre 2011.
- Althabe G. (1990). « Ethnologie du contemporain et enquête de terrain », in *Terrain*, n° 14, p. 126-131.
- ARBELODA M. (2015). "The biopolitical production of the city: urban political ecology in the age of immaterial labour", in *Environment and Planning D: Society and Space*, vol 33, p. 35-51,
 Url: <http://epd.sagepub.com/content/33/1/35.full.pdf+html> (consulté le 30 mars 2015).
- ARENDT H. (1983). *Condition de l'homme moderne*. 2nd ed., Paris, Calmann-Lévy.
- ARENDT H. (1995). *Qu'est-ce que la politique ?*. Paris, Seuil.
- ARIAS A. & MARTI M. (2013). « Advocacy planning – Urbanismo al servicio de la justicia social », in *la Trama Urbana*, URL :
<http://latramaurbana.net/2013/02/18/advocacy-planning-urbanismo-al-servicio-de-la-justicia-social/#comments> .
- ATRIVER L. & SANTOS SOUSA B. (2003). "Towards widening the democratic canon", in *Eurozine*, URL : www.eurozine.com .
- AVENEL C. & DUVOUX N. (2013). « Le Pouvoir aux Habitants », in *La Vie des idées*, URL: <http://www.laviedesidees.fr/Le-pouvoir-aux-habitants.html> (consulté le 4 avril 2014).
- AUSTIN JL. (1970). *Quand dire c'est faire*. Paris, Le seuil.

BACQUÉ M.H. & BIEWENER C. (2013). « L'empowerment, un nouveau vocabulaire pour parler de participation ? », in *Idées économiques et sociales*, 3/2013 (N° 173), p. 25-32.

BACQUÉ M.H. & GAUTHIER M. (2011). « Participation, urbanisme et études urbaines », in *Participations*, N°1, p. 36-66.

BACQUÉ M.H., REY H., SINTOMER Y. (dir.), (2004), *Gestion de proximité et démocratie participative*, Paris, La découverte, Édition Recherche.

BAKKER J. & DENTER B. (2012). "Experimenting with a design experiment", in *Revista Internacional de Sociología (RIS) Special issue on methodological challenges in participation research*, Vol. 70, extra 2, p. 121-141, diciembre 2012.

BALAZARD H. & FISHER R. (2016). « Community organizing, pansement aux politiques néolibérales ou révolution lente ? », in *Mouvements*, n°85, p. 105-113

BARINGO EZQUERRA D. (2013). "La tesis de la producción del espacio en Henri Lefebvre y sus críticos: un enfoque a tomar en consideración", in *Quid16. Revista del Área de Estudios Urbanos*, n°3, URL :

<https://dialnet.unirioja.es/download/articulo/5593337.pdf> (consulté le 6 mai 2014).

BARTMAN D., GARCIA T., LYDON M., PRESTON R. & WOULDSTRA R. (2012). *Tactical Urbanism 2*, URL :

http://issuu.com/streetplanscollaborative/docs/tactical_urbanism_vol_2_final

(consulté le 5 juin 2014).

BAUMAN Z. (2007). *Vida de consumo*. Cambridge, Polity press.

BEDIN V. & FOURNIER M. (dir.) (2009). *Michel de Certeau*. Paris, Bibliothèque idéale des sciences humaines, Editions Sciences humaines.

BELL J. (2002). *Cómo hacer tu primer trabajo de investigación*. Barcelona, Gedisa.

BENNETT M. & COLON-RIOS J. (2011). « Public Participation and Regulation », in Susy Frankel (ed), *Learning from the Past Adapting to the Future: Regulatory Reform in New Zealand*, LexisNexis.

BERENSTEIN P. (2002). *Esthétique des favelas*. Paris, L'Harmattan.

BESSON R. (2016). "Les laboratoires citoyens madrilènes : la fabrique des "communs urbains" ", in *Urbanews*, 11 janvier 2016, <https://www.urbanews.fr/2016/01/11/50396-laboratoires-citoyens-madrilenes-fabrique-communs-urbains/> (consulté le 26 octobre 2016).

BLANCO I. (2009). « Does a 'Barcelona model' really exist? Periods, territories and actors in the process of urban transformation », in *Local Government Studies*, 35(3), p.355-369.

BLANCO I. & MAS P. (2008). *La desafecció política a catalunya. Una mirada qualitativa*. Barcelona , Fundacio Jaume Bofill.

BLANCO I., PARES M. & MARTI-COSTA M. (2014). « Geographies of governance : How place matters in urban regeneration policies », in *Urban Studies 201X*, Vol XX(X) 1-18

BLONDIAUX L. (2008), *Le Nouvel Esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, Le Seuil, coll. « La République des Idées »

BODART C., EYMARD S., HALLAUER E. & RICARD S. (2015). « Une journée de rencontre sur la permanence architecturale », in *La permanence architecturale - les actes de la rencontre au point haut*, Hyperville.

BORJA J. (1995). *Barcelona: un modelo de transformación urbana*. Programa de Gestión Urbana, Oficina Regional para América Latina y el Caribe.

BORJA, J. (1996). « Ville, démocratie et gouvernabilité: le cas de Barcelone », in *Revue internationale des sciences sociales*, (147), p.1-149.

- BORJA J, 2003, « Espacio público y espacio político », in *La Ciudad Conquistada*, Alianza, Madrid.
- BOURDIN A. (2005). *La Métropole des individus*. Paris, édition de l'aube.
- BRESSON M. (2014). "La participation : un concept constamment réinventé", in *Socio-logos*, Vol 9, URL : <http://socio-logos.revues.org/2817> (consulté le 23 juillet 2016).
- BUTLER J. (1990). *Gender trouble and the subversion of identity*. New York - Londres, Routledge.
- CAMARA C. (2012). « Las iniciativas de participación ciudadana en el urbanismo. El urbanismo participativo, una nueva forma de entender la ciudad y la ciudadanía en la configuración de espacios públicos », in *URBS. Revista de Estudios Urbanos y Ciencias Sociales*, 2(1), p. 19-32.
- CARREL M. et NEVEU C. (2014). *Citoyennetés ordinaires*. Paris, Karthala.
- CARRETERO P. (2002). "La quotidienneté comme objet : Henri Lefebvre et Michel Maffesoli. Deux lectures opposées", in *Sociétés* 4/2002, n° 78, p. 5-16.
- CASTELLS M. (1974). *La cuestión urbana*. Madrid, Siglo XXI
- CASTELLS M. (1983). *The City and the Grassroots, A Cross-Cultural Theory of Urban Social Movements*. Berkeley - Los Angeles, University of California press.
- CASTELLS M. (2003). *El poder de la identidad. La era de la información (Vol 3)*. Barcelona, Editorial UOC.
- CASTILLO A. (2009). Actitudes cívicas y dimensiones de la ciudadanía democrática en Europa, *REIS*, nº125, p. 47-80.
- CASTORIADIS C. (1998). « De l'autonomie en politique », in *Le monde diplomatique*, Février 1998.

CERDÀ I. (1867). *Teoría General de la urbanización, y aplicación de sus principios y doctrinas. Reforma i Ensanche de Barcelona*. Madrid, Imprenta nacional.

Certeau M. (1990). *L'Invention du quotidien*. Paris, Folio.

CHALAS Y. (1998). « L'urbanisme comme pensée pratique », in *Les annales de la recherche urbaine*, nº80-81, p. 205-214.

COGATO LANZA E., PATTARONI L., PERAUD M. & TIRONE B. (2013). *De la différence urbaine. Le quartier des grottes/Genève*. Genève, Metispresses.

CORBETTA P. (2003). *Metodología y técnicas de investigación social*. Madrid, McGraw-Hill

CORNWALL A. & COELHO V. (2007). « Spaces for Change?: The Politics of Citizen Participation », in *New Democratic Arenas*, London - New York, Zed books.

CORTES F. (2002). « Tendencias del Nuevo Urbanismo Europeo », in *Escala*, No. 191/192, Año 40, p. 5-10.

DA CUNHA A. (2011). « Les écoquartiers, un laboratoire pour la ville durable : entre modernisations écologiques et justice urbaine », In *Espaces et sociétés*, nº 1-2, p. 193-200.

DACHEUX E. (2003). « Pour une nouvelle appréhension théorique de l'espace public ». in "L'Europe qui se construit", Archivesic.

DALTON R. (1988). *Citizen Politics in Western Democracies*, Chatam : House Publishers.

DAVIDOFF P. (1965). « Advocacy and pluralism in planning », in *Journal of the American Institute of Planners*, Volume 31, Issue 4, p. 331-338.

DAVIS M. (2001). *Control urbano. La ecología del miedo*. Barcelona, Virus.

DEBARBIEUX B. (2014). « Les spatialités dans l'œuvre d'Hannah Arendt », in *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Epistémologie, Histoire de la Géographie, Didactique, document 672.

DEBARBIEUX B. (2015). *L'espace de l'imaginaire. Essais et détours*. Paris, CNRS Editions

DEBORD G. (1992), *La Société du spectacle*. 2nde éd. Paris, Folio Gallimard.

DEMOULIN J. (2004). « Du locataire au client, tournant néolibéral et participation dans la gestion des HLM », in *Participations*, n°10, p. 13-37

DENIS J. (2006). « Préface . Les nouveaux visages de la performativité », in *Études de communication*, 29/2006 (consulté le 28 novembre 2015).

DELANEY D & LEITNER H. (1997). « The political construction of scale », in *Political Geography*, 16, p. 93–97.

DELAVICTOIRE Q. (2008). « Retour sur les concepts de citoyenneté et d'espace public chez Hannah Arendt et Jürgen Habermas pour penser la continuité du politique de l'Antiquité à la Modernité », in *Revue Horizon*, n°1, URL:

<http://www.revue-sociologique.org/sites/default/files/Article%20Quentin%20Delavictoire%20-%20Retour%20sur%20les%20concepts.pdf>

DELACROIX C. & BOURREU A. (2002). *Michel de Certeau : les chemins d'histoire*. Paris, Editions complexe.

DELBAERE D. (2010). *La fabrique de l'espace public. Ville, paysage et démocratie*. Paris, Ellipses.

DELLEUZE G. & GUATTARI F. (1980). *Mille Plateaux*. Paris, Éditions de Minuit.

DESFORGES L., JONES R. & WOODS M. (2005). "New geographies of citizenship", in *Citizenship studies*, vol 9, n°5, p. 433-451.

- DEY P. (2014). « Governing the social through 'social entrepreneurship' : A Foucauldian view of 'the art of governing' in advanced liberalism », in: *Social entrepreneurship and enterprise: Concepts in context*. Tilde University Press, Melbourne, p. 55-72.
- DEY P. & STEYAERT C. (2012). « Social entrepreneurship: Critique and the radical enactment of the social », in *Social Enterprise Journal*, 8(2), p. 90-107.
- DONZELOT J. (2009). *Hacia una ciudadanía urbana? La ciudad y la igualdad de oportunidades*. Buenos aires, Nueva vision.
- DRUCKMAN J., GREEN D., KUKLINSKI L. & LUPIA A. (2011). *The Cambridge Handbook of Experimental Political Science*. Cambridge, Cambridge University Press.
- DUMONT M. & FERCHAUD F. (2015). « Les "échappées" des expérimentations, une forme de design social des espaces ? Le cas du réaménagement du quartier du Blosne à Rennes (France) », in *Les aménagements de la participation*, n°73, p. 199-213.
- FASTE R. (1987). « Perceiving Needs », in *Society of Automotive Engineers, SAE Journal*.
- FIELDHOUSE E., TRANMER M. & RUSSELL A. (2007). « Something about young people or something about elections? Electoral participation of young people in Europe », in *European Journal of political research*, n°46.
- FLICK U. (2004). « Trinagulation in Qualitative Research », in *A companion to qualitative research*, Flick U, Kardorff EY y Steinke I. London, Sage, p. 178-183.
- FOOTE W W. (1995). *Street corner society, la structure sociale d'un quartier italo-américain*. Paris, La Découverte, collection Textes à l'appui (traduction de l'américain, 1re édition : 1943).

FORESTER J. (1988). *Planing in the face of power*. Berkeley, University of California press.

FORESTER J. (1999). *The Deliberative Practioner. Encouraging Participatory Planning Processes*. Cambridge, MIT press.

FORRAY-CLAPS R. (1995). « Des multiples manières d'habiter la ville : les temps et les espaces de la vie quotidienne », in *Vivre la ville ?*, Louvain la neuve, Fondation Michel Woitrin, Bruylant-Academia, p. 151-158.

FOUCAULT M. (1975). *Surveiller et punir*. Paris, Gallimard.

FOUCAULT M. (1984). « Le pouvoir comment s'exerce-t-il ? », in *Dits et Ecrits* tome IV, Paris, Gallimard.

FOUCAULT M. (2014), *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France 1978-1979*. Paris, Les Éditions du Seuil/Gallimard.

FRANQUESA J. (2013). *Urbanismo neoliberal, negocio inmobiliario y vida vecinal. El caso de Palma*. Barcelona, Icaria.

FUNG A. (2006). « Varieties of Participation in Complex Governance », in *Public administration review*, december 2006, special issue, p. 66-75.

GEHL J. (2010). *Cities for People*. Washington-Covelo-London, Island Press.

GEHL J. & STEENHARD A. (2013). *How to study public life*. Washington-Covelo-London, Island Press.

GERBER A. & GREEN D. (2000). « The Effects of Canvassing, Telephone Calls, and Direct Mail on Voter Turnout », in *American Political Science Review*, Vol 94, p. 653-663.

GIL RODRIGUEZ P. (2004). *Ultraindividualismo y simulacro en el nuevo orden mundial*. Tesis doctoral, Facultad de psicología, UAB.

GORDON A. & STACK T. (2007). "Citizenship Beyond the State: Thinking with Early Modern Citizenship in the Contemporary World", in *Citizenship Studies*, 11 (2), p. 117-133.

GOURGUES G., RUI S. & TOPCU S. (2013). « Gouvernamentalité et participation », in *Participations*, n°6, p. 5-33.

HABERMAS J. (1993) *Problemas de legitimación en el capitalismo tardío*. 1^{ère} édition en 1973, Madrid, Catedra.

HAGEN L., KROPCZYNSKI J., ESPINOZA VASQUEZ F., DUMAS C., (2015).
« Emerging trends in the use and adoption of E-participation around the world », in *Proceedings of the Association for Information Science and Technology*, Volume 52, Issue 1, p. 1-4

HARDT M. & NEGRI A. (2004). *Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*. Paris, La Découverte

HARDT M. & NEGRI A. (2009). *Commonwealth*. Boston, Belknap Press of Harvard University Press.

HARVEY D. (1975). *Social justice and the city*. Baltimore, Johns Hopkins University press.

HARVEY D. (2013). *Le capitalisme contre le droit à la ville*. Paris, Editions d'Amsterdam.

HEALEY P. (1973). *Urban planning under conditions of rapid urban growth*. Unpublished PHD, University of London, London school of Economics.

HEITMEYER J. & KIND K. (2004). « Retailing in My Backyard: Consumer Perceptions of Retail Establishments Located Within New Urbanist Communities », in *Journal of Shopping Center Research*, vol. 11, n°1, p. 33-53.

HOIDN B. & al. (2016). *DEMO:POLIS-The right to public space*. Zurich, Akademie der Künste-The University of Texas at Austin, Park Books.

HOLM A. (2010), « Urbanisme néolibéral ou droit à la ville », in *Multitudes* 4/2010, n° 43, p. 86-91.

HOU J. (2010). *Insurgent public space. Guerrilla urbanism and the remaking of contemporary cities*. Abingdon-New Yorks, Routledge.

INGALLINA P. (2001). *Le projet urbain*, Paris, PUF-Que sais-je

ISIN E. (2009), « Citizenship in Flux : The Figure of the Activist Citizen », in *Subjectivity*, 29

JACOBS J. (2011). *Muerte y vida de las grandes ciudades*. (1ª edº 1961) Madrid, Capitán swing

JOUVE B. (2005). « La démocratie en métropoles : gouvernance, participation et citoyenneté », in *Revue française de science politique* 2/2005, Vol. 55, p. 317-337

KALEKIN-FISHMAN D. (2013). « Sociology of everyday life », in *Current sociology*, sept 2013, Vol 61, n° 5-6, p. 714-732

KYMLICKA W. & NORMAN W. (1996). « El retorno del ciudadano. Una revision de la produccion reciente en teoria de la ciudadania », in *Cuadernos del CLAEH*, n°75, Montevideo, p 81-112

KOOLHAAS R. (1996). « Qué fue del Urbanismo? », in *Revista de Occidente*, n°185, Octubre, Madrid

LATOUR B. (2006). *Changer de société, refaire de la sociologie*. Paris, La découverte

LE BLANC P. (2004). «Etre assujetti : Althusser, Foucault, Butler», in *Actuel Marx*, n°36, p 45-62

LEAL E. (2009). « La Investigación Acción Participación, un aporte al conocimiento y a la transformación de Latinoamérica, en permanente movimiento », in Revista de investigación, n°67, vol 33, p. 13-34.

LEELS L. (2004). *The emancipatory city ? Paradoxes and possibilities*. London–Thousand Oaks, Sage

LEFEBVRE H. (1967). « Le droit à la ville », in L Homme et la société, Vol 6, p. 29-35

LEFEBVRE H. (1973). *El Derecho a la Ciudad*. Barcelona, península.

LEFEBVRE H. (2010). *La Production de l'espace* (4ème ed). Paris, Anthropos

LEFEBVRE H. (2011). « Métamorphoses planétaires », in Manières de voir, Lee Monde Diplomatique, n° 114

LEFORT C. (1986). *Essais sur la politique, XIX-XXème siècle*. Paris, Le Seui

LEIGHNINGER M. (2016). « Transforming governance: how can technology help reshape democracy? », in Public Agenda, Research Briefing, June 2016

LUND H. (2003). « Testing the Claims of New Urbanism: Local Access, Pedestrian Travel, and Neighboring Behaviors », in Journal of the American Planning Association, vol. 69, n° 4, p. 414-429

MAFFESOLI M. (1979). *La Conquête du présent*. Paris, PUF

MARSHALL T. (1963). *Citizenship and Social Class, in Class, citizenship and social development*. Chicago, Chicago University Press

MARSHALL T. (2000). « Urban planning and governance: is there a Barcelona model? », in International planning studies, 5(3), p.299-319.

MARTÍ-COSTA M. (2009). *Una verdad incomoda: la participacion ciudadana en el planeamiento urbano*. Barcelona, Objeto

MATTHEY L. (2011). « Urbanisme fictionnel : l'action urbaine à l'heure de la société du spectacle », in *Métropolitiques*, 28 octobre 2011. URL :

<http://www.metropolitiques.eu/Urbanisme-fictionnel-l-action.html>

MATUS T., QUIROGA A., ACOSTA L., MIRANDA P. & MUNOZ G. (2009).

« Indicadores Sociales para la Ciudadanía: Modelos Complejos de Intervención Social para enfrentar la Desigualdad », In: J. Arias, Matus, T., Muñoz, C. and Ponce, M. (Ed.), *Investigando en Red. Estudios Internacionales en Trabajo Social*. Santiago de Chile: International Association of Schools of Social Work.

MAZEAUD A. & TAPIN J. (2010). « Participer pour quoi faire ? Esquisse d'une sociologie de l'engagement dans les budgets participatifs », in *Sociologie*, 3/2010 (Vol. 1), p. 357-374

MESTRES JM. (2016). « Edito », in *Urbanisme*, n°55, 2016

MIESSEN M. (2014). *La pesadilla de la participacion*. Barcelona, Dpr-barcelona

MITCHELL D. (2003). *The Right to the City : Social Justice and the Fight for Public Space*. Guilford Press

MONTERO S. (2014). « Concertation et tactiques citoyennes pour la création d'un équipement culturel à Bordeaux », in *Participations*, n° 10, p 151-176

MOREAULT F. (1999). « Citoyenneté et représentation dans la pensée politique de Hannah Arendt », in *Sociologie et sociétés*, vol. 31, n°2, p. 175-190

MOULD O. (2014). « Tactical Urbanism: The New Vernacular of the Creative City », in *Geography compass*, 8/8, p. 529-539

MUGGAH R. & BARBER B. (2016). « Why cities rules the world », in *Ideas.ted.com*, <http://ideas.ted.com/why-cities-rule-the-world/>

NEGRI T. & REVEL J. (2011). « Inventer le commun des hommes », in *Multitudes*, Vol 4, n° 31, p. 5-10

NEVEU C. (2004). « Les enjeux d'une approche anthropologique de la citoyenneté », in *Revue européenne des migrations internationales*, 20(3), p. 89-101.

NEVEU C. (2013). « " E pur si muove ! ", ou comment saisir empiriquement les processus de citoyenneté », in *Politix*, 3/2013, n° 103, p. 205-222

NORRIS P. (1999). *Critical Citizens*. Oxford, Oxford University Press.

NOTRE ATELIER COMMUN. (2012). « L'Université Foraine », in http://www.universiteforaine.fr/contenu/Manifeste_textes_fondateurs_UFO.pdf

OUELLET M. (2006). « Le smart growth et le nouvel urbanisme. Synthèse de la littérature récente et regard sur la situation canadienne », in *Cahiers de géographie du Québec*, Vol 50, n° 140, septembre 2006, p. 175-193

PAQUOT T. (2009). *L'espace public*. Paris, Edition La Decouverte

PAQUOT T. (2010). « Éditorial », in *Revue Urbanisme*, n°372, Mai-Juin

PARÉS M. (2006). *Sostenibilitat, espai public i participacio : conseqüencies i paradoxes del model urba d'una societat postmoderna*. Thèse de doctorat, UAB

PARK R. (1967). *On social control and collective behavior*. Chicago, Chicago university press

PASSAQUIN S. & GUILLEMARD E. (2015). « Université Foraine de la Gauthière », in *La permanence architecturale - les actes de la rencontre au point haut*, Hyperville

PEREC G. (1982). *Tentative d'épuisement d'un lieu parisien*. Paris, Christian Bourgeois

PEREZ QUINTANA V. & SANCHEZ LEON P. (2009), *Memoria ciudadana y movimiento vecinal. Madrid, 1968-2008*. Madrid, Catarata

PEREZ QUINTANA V. (2009). « El movimiento vecinal: artífice de la ciudad desde el conflicto y la alternativa », in Papeles, n°106, p. 85-93

PETCOU C. & PETRESCU D. (2007). « Agir l'espace », in Multitudes 4/, n° 31, p. 101-114

PETRIK K. (2009). « Participation and e-Democracy How to Utilize Web 2.0 for Policy Decision-making », in Proceedings of the 10th Annual International Conference on Digital Government Research: Social Networks: Making Connections between Citizens, Data and Government, Puebla, Mexico: Digital Government Society of North America, p. 254-263

PHARR S. & PUTNAM R. (2000). *Disaffected Democracies*. Princeton, Princeton University Press

POPELARD A. (2012), « Citoyenneté, un mot galvaudé, des espoirs intacts », in Le Monde Diplomatique, Septembre 2012, p. VI-VII

POWER R. & NAYSMITH J. (2005). *Action Research : a Guide for Associate Lecturers*. Cobe, The Open University

PRADEL B. (2010). *Rendez-vous en ville ! Urbanisme temporaire et urbanité événementielle: les nouveaux rythmes collectifs*. Thèse doctorale, Université Paris-Est

PRADEL M. (2014). « Innovación social y gobernanza en las ciudades europeas », in *Àmbits de recerca i metodologies en sociologia*, Ed. Universitat de Barcelona

PULLANO T. (2014). « Conclusion. Le lien constitutif entre espace et citoyenneté" » in *La citoyenneté européenne*, Paris, Sciences-Po Les Presses

PUSSO A. (2006). « Participación simbólica y real en la gestión urbana », in *Revista I+A Investigación + Acción*, n°9, URL:

<http://fau.d.mdp.edu.ar/revistas/index.php/ia/article/view/112>

- PUTNAM R. (2000). *Bowling alone*. New-York, Simon and Schuster paperback
- QUINTANA O. (2004). *El posestructuralismo en la filosofía política francesa*. Bogota, Universidad nacional de Colombia
- RATO M. & BOLER M. (2014). *DIY Citizenship: Critical Making and Social Media*. Boston, MIT Press
- RAULET-CROSET N. (2003). « La méthode ethnographique appliquée aux ressources humaines », in L'encyclopédie des ressources humaines, Paris, Editions Jose Allouche-Vuibert
- RAWLS J. (1971). *A theory of justice*. USA, Belknap
- RING K. (2012). *Selfmade City Berlin: Self-Initiated Urban Living and Architectural Interventions*. Berlin, Jovis - Stadtgestaltung und Wohnprojekte in Eigeninitiative
- ROSA M. & WEILAND U. (2013). *Handmade Urbanism: From Community Initiatives to Participatory models*. Jovis
- ROSE N. (2013). « Governing cities, governing citizens », in ENGIN IF, *Democracy, Citizenship and the Global City*, New-York, Routledge, p. 95-110
- RODENVALLON P. (2001). *Le sacre du citoyen*. Paris, Gallimard.
- ROTH A. (1995). « Introduction to Experimental Economics », in *The Handbook of Experimental Economics*, eds. John H. Kagel, and Alvin E. Roth. Princeton, Princeton University Press
- ROUCH J. & MORIN E. (1960). *Chronique d'un été*. Argos film, 86 minutes
- SALOMON S. (2003). « Pour Hannah Arendt, la politique fait exister l'agir en commun », in *Multitudes*, Url : <http://multitudes.samizdat.net/Pour-Hannah-Arendt-la-politique>

- SASSEN S. (2012). « Urban capabilities : an essay on our challenges and differences », in *Journal of International Affairs*, 65, 2, p 85-95
- SEARLE J. (1995). *The Construction of Social reality*. New York, Editions Free Press
- SENNETT R. (2010). «La civilisation urbaine remodelée par la flexibilité”, in *Manières de voir-Le Monde Diplomatique*, n°114, p 85-93
- SENNETT R. (2011). *El Declive del hombre publico*. Barcelona, Anagrama
- SHERMAN F. & TORBERT W. (2000). *Transforming Social Inquiry, Transforming Social Action: New paradigms for crossing the theory/practice divide in universities and communities*. Boston, Kluwer
- SILVA C. (2013). « Citizen E-Participation », in *Urban Governance: Crowdsourcing and Collaborative Creativity: Crowdsourcing and Collaborative Creativity*, IGI Global
- SILVER H., SCOOT A. & KAZEPOV Y. (2010). « Participation in Urban Contention and Deliberation », in *International Journal of Urban and Regional Research*, Volume 34, Issue 3, p. 453–477
- SIMAY P. 2008, « Une autre ville pour une autre vie. Henri Lefebvre et les situationnistes », in *Métropoles*, Url: <http://metropoles.revues.org/2902>
- SOMERS M. (2008). *Genealogies of Citizenship. Markets, Statelessness, and the Right to have Rights*. Cambridge, Cambridge University Press.
- SUBIRATS J. (2011). *Otra sociedad ¿otra política?: De «no nos representan» a la democracia de lo común*. Barcelona, Icaria Asaco
- SUBIRATS J. & PARES M. (2014). « Cambios sociales y estructuras de poder ¿Nuevas ciudades, nueva ciudadanía? », in *INTERdisciplina*, Vol 2 , n° 2, p.97-118

SWYNGEDOUW E (2005). « Governance Innovation and the Citizen: The Janus Face of Governance-beyond-the-State », in *Urban Studies*, Vol. 42, N°11, p.1991– 2006

TALPIN J. (2008). « Pour une approche processuelle de l'engagement participatif : La construction de la compétence civique dans des institutions de budget participatif et ses conséquences sur la démocratie représentative. », in *Politique et sociétés*, vol. 27, n.3, 2008, p.133-164

TALPIN J. (2012). « What can ethnography bring to the study of deliberative democracy? Evidence from the study on the impact of participation on actors », in *Revista International de Sociologia*, 70 (2), p. 143-163

TAYLOR C. (2004). *Modern social imaginaries*. Durham, Duke University Press.

TODO POR LA PRAXIS (collectif) (2011). *Proyecto Banco Guerrilla*.

Todoporlapraxis.es/?p=168

TONKISS F. (2013). « Austerity urbanism and the makeshift city », in *City*, Vol 17, Issue 3, p. 321-324

WALLISER A. (2013), « New Urban Activisms: reclaiming place from public space through social innovation », CES Conference

WALZER M. (1990). « The Communitarian Critique of Liberalism », in *Political Theory*, Vol. 18, No. 1 (Feb., 1990), p. 6-23

WATES N. (2014). *Community planning handbook*. London-New York, Routledge

YIN R. (1994). *Case study research. Design and methods*. Thousand Oak-London, Sage

YOUNG I. (1996). « Vida política y diferencia de grupo : una crítica del ideal de ciudadanía universal », in *Perspectivas Femenistas en teoría política*, Madrid, Paidós

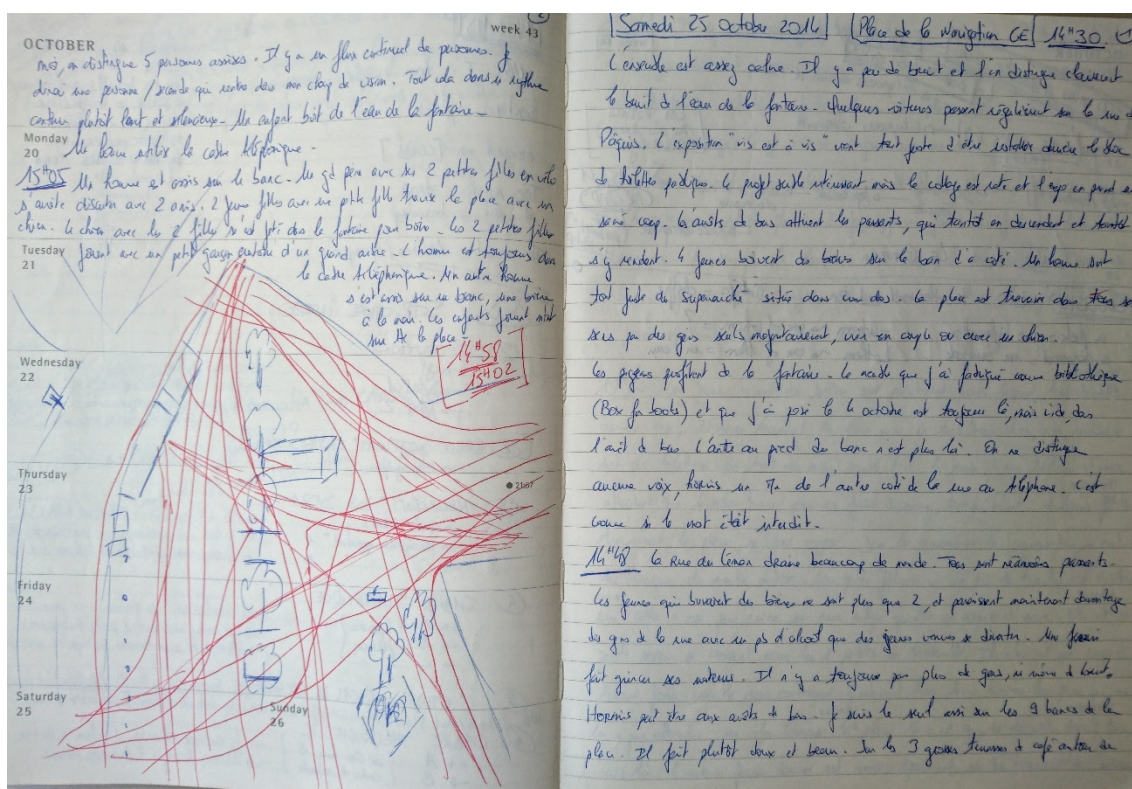
ZIEHL M., OSSWALD S., HASEMANN O. & SCHNIER D. (2012). *Second Hand Spaces: Uber das Recyclen von Orten in stadischen Wandel / Recycling Sites Undergoing Urban Transformation*. Jovis

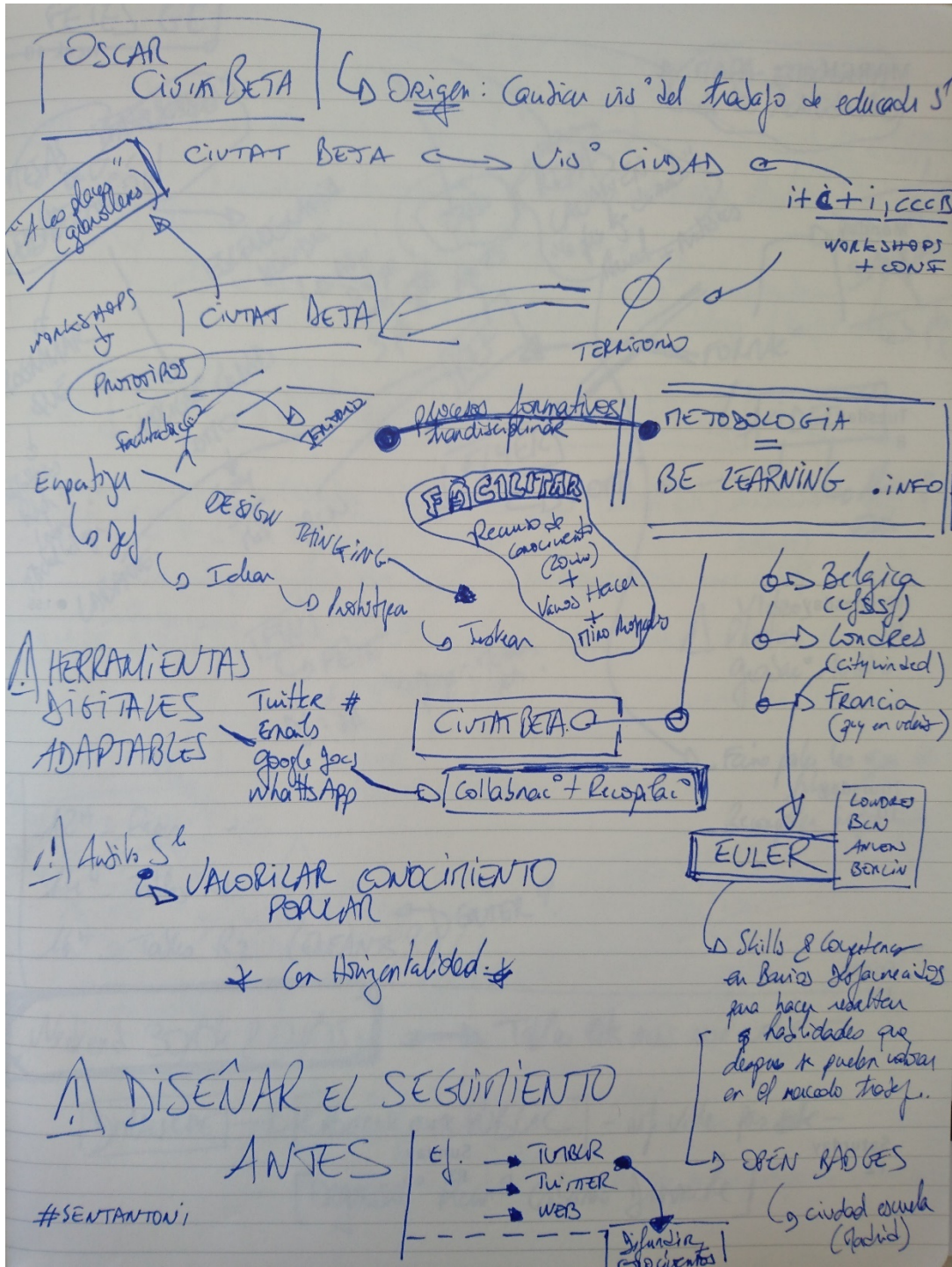
ZUPPINGER T. (2009). « L'habitat, un monde à l'échelle humaine », in Implications philosophiques, URL : <http://www.implications-philosophiques.org/Habitat/Zuppinger1.html>

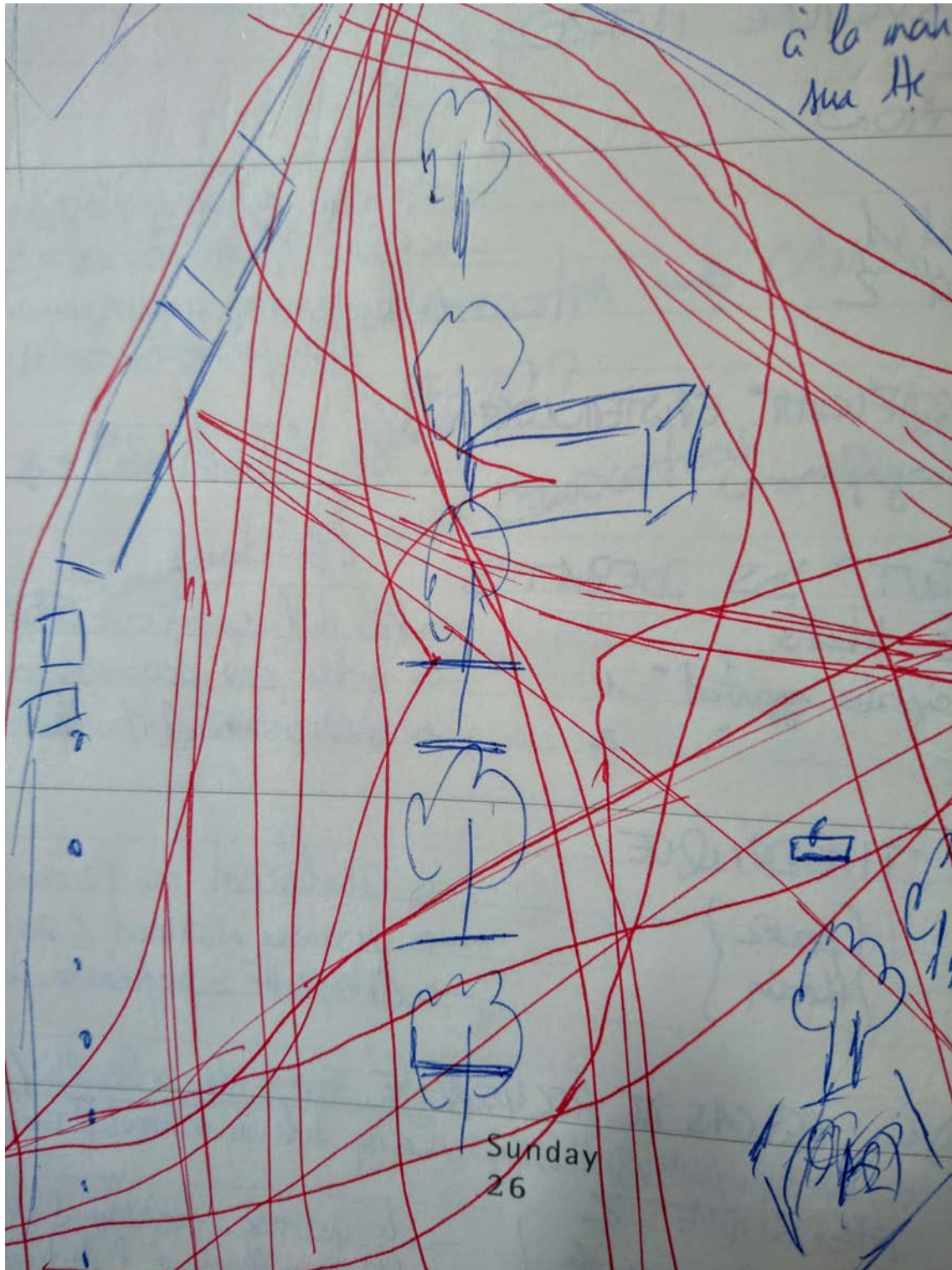
ANNEXES

ANNEXE I : EXTRAITS DU CARNET DE NOTES

L'original m'a été volé à Barcelone le 5 juillet 2016.







15/11 Il y a davantage de bairns humains. Les enfants sont toujours là et on dialogue clairement plusieurs conversations. Ma autre femme est maintenant dans le centre religieux. Quelques enfants sont sur la place. Ils se croisent les yeux le regardant intrigué. Le gâp est toujours avec ses amis. J'avis une amie Maria nous sommes. Le ciel est un mélange de gris et de bleu, le soleil est sur nos têtes sur le petit vent de la place. 2 jours jaunes pour ce fait dans le ma de l'hiver, dans le son de la langue. Ma deux et deux enfants s'étaient sur le banc en face de moi. Les enfants sur ses des théâtres. Ils regardent les 3 acts qui font maintenant 4 fois de longues minutes.

15/20 Les jours suivants des bairns sont maintenant parties passent leur journées devoirs esp. 2 heures devant la place avec un très bon chien, rose, se croisant habituellement de leur bras. J'ai. 2 jours d'un théâtre d'opéra attendant que le chien bairn pour en faire à venir, s'accrochant. Quelques filles traversent la place, en mes yeux. Jus de nouveaux des conversations, on entend des langues du monde entendre. Ma petite fille a un air de l'autre côté de la place. Elle n'est pas avec son non aigro qui elle en vient d'arriver. Elle et de petite sœur se croisent avec les 2 petits se théâtres. Ils s'échangent un regard. Peuvent faire comme nous continuer s'habitent leur chien devant leur père qui ne les a pas attendus. Ma très bonne la place. Ce n'est que le deuxième depuis que je suis là. L'autre jours bairns ont écrit, s'expriment, sur les bancs. Il fait beau.

DECEMBER ^{Décembre} = ^{introduction de culture et de points de vue} ^{qui nous a bairns à la place (culture)}
 Comprehension, bairns de qualité de vivre d'espice public = ^{regard de l'ensemble}
 A l'écoute de ses bairns = ^{il y a de la culture et de la langue} ^{et c'est un bairn}

Monday 8 ^{11h} ^{12h} ^{13h} ^{14h} ^{15h} ^{16h} ^{17h} ^{18h} ^{19h} ^{20h} ^{21h} ^{22h} ^{23h} ^{24h}
 A l'écoute de ses bairns = ^{il y a de la culture et de la langue} ^{et c'est un bairn}

Tuesday 9 ^{11h} ^{12h} ^{13h} ^{14h} ^{15h} ^{16h} ^{17h} ^{18h} ^{19h} ^{20h} ^{21h} ^{22h} ^{23h} ^{24h}
 A l'écoute de ses bairns = ^{il y a de la culture et de la langue} ^{et c'est un bairn}

Wednesday 10

Thursday 11

Friday 12

Saturday 13

Sunday 14

Diego TXP I

Planificación: Producción teatral [del espacio] de la ciudad.
 Como el individuo vive el esp público para definir como ciudadano urbano.

(H1): La ciudadanía urbana es discontinua y hipotética. El estado o los institutos no la determinan (a su vez los movimientos de ciudadanía), pero se construye mediante prácticas y usos, reduciendo el "auto público" ligado al espacio.

(H2): Técnicas y estrategias de diseño del espacio público se producen de manera crítica urbana que por el "auto" se produce el uso "stings" que cambia el contenido del esp público.

(H3): Algunas personas participativas producen arte urbano: cambio de escala - colectivo y urbano.

(H4): El desarrollo de la ciudad, su actualidad, tiene un rol formativo a la respuesta de la ciudadanía.

TXP
 "la intención" → Proponer el proyecto a la comunidad no proyecto colectivo!

Uso: Preocupación social y no son técnicas sino a grupos (algunos, humanos, etc.)
 La recuperación de la ciudadanía
 Lo se debe por un tiempo no a todos los tiempos → no hay apropiación de un espacio global pero algunas espacios a la ciudadanía (en red de humanos) se organizan a seguir con el poder de la organización.

6 intenciones: → hacer auto-organización de la comunidad [espacial y organizativa]
 → falta de interacción entre del "diego" (organización viciosa)
 → la ciudadanía para cambiar que los se bien (en su de ciudad - teatral se bien) ^{ciudad no es un espacio}
 → cambio de escala para cosas no definitivas y se viven.

B Se man a todo en bairns y no en bairns o bairns

Grupo: → espacio de reuniones de la ciudad no bairn
 → puntos de "red" pública → cambio urbano para un proceso de vida.
 → se vive en un centro urbano con "democracia"
 → a veces o no a veces? y a veces solo
 → sin embargo, falta "poder" y complejidad de la que el mundo
 → Abierta a muchos de implicar en la red de espacio (ciudadanía)
 → la base: a veces participativa, el espacio (público, teatro).
 → Abre un espacio de participación, de libertad el uso "stings" que el espacio para es a organización
 → muchos que se gana con cultura (está a un punto) ^{plano de ciudadanía de acción}

ANNEXE 2 : QUESTIONNAIRE DE L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE DU PROJET DSMY14

N° : _____ LIEU : _____
INTERVIEWER : _____ DATE : _____

1. IDENTITÉ

Age _____
Profession _____
Etude _____
- Depuis combien de temps vivez-vous ici ? _____
Enfants ? _____ Age : _____
- Vous sentez-vous identifié au quartier? _____
Pourquoi ? _____

2. ACTIVITÉS

2.1 SUR L'ESPACE D'INTERVENTION

- est-ce que vous allez sur la placette ? non oui
- vous y allez seul enfants amis animaux
- quel genre d'activité y effectuez-vous ?
 vous assoir parler repos courir lire
 faire un tour jouer autre _____
- Combien de temps passez-vous là bas ? (/semaine)
L'été : _____
L'hiver : _____

2.2 GENERAL

- qu'est ce que vous préférez dans votre quartier ? _____
- qu'est ce que vous aimez le moins ? _____
- Fréquentez-vous les commerces de proximité ?
 non oui, beaucoup oui, mais peu
-> qu'est ce que vous amélioreriez ? _____

3. ESPACE

3.1 L'ESPACE D'INTERVENTION

- comment définissez-vous cet espace ?

accueillant

confortable

négligé

- qu'est ce que vous aimeriez changer ? _____

3.2 GENERAL

- y-a-t-il une place, un lieu, que vous aimez particulièrement ? pourquoi ? _____

4. MOBILITÉ

- comment vous déplacez-vous le plus souvent ?

voiture

vélo

en marchant

transport public

- aimeriez vous utiliser un autre moyen de transport ? _____

pourquoi ? _____

- fréquence de l'utilisation de la voiture

- pour (/semaine):

- les courses _____

- le travail _____

- les loisirs _____

5. PARTICIPATION

a) organisation de la vie communautaire

- Faisiez-vous partie d'une association l'année dernière ?

non

oui

- comme dirigeant ?

non

oui

b) engagement dans les affaires publiques

- Vous êtes vous rendu aux réunions publiques (tram) ?

non

oui

- Avez-vous voté aux 2 dernières élections ?

non

oui

c) bénévolat communautaire

- Avez-vous effectuer du bénévolat ?

non

oui

- combien de fois par semaine environ ? _____

d) sociabilité informelle

- Etes vous d'accord avec les affirmations suivantes :

« je rends souvent visite à des amis »

non

oui

"le soir, je suis le plus souvent à la maison »

non

oui

e) confiance sociale

- Etes vous d'accord avec les affirmations suivantes :

« la majorité des gens sont honnêtes »

non

oui

« je peux faire confiance en la majorité des gens »

non

oui

ANNEXE 3 : GUIDE D'ENTRETIEN

DIRIGÉ DE L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE

DU PROJET DSMY14

QUESTIONS D'ORIENTATION	CRITERES
Comment se situent-ils en référence au projet DSMY14 ? Sentent-ils qu'ils ont le pouvoir de changer les choses ?	il a une image clientéliste du projet
	il n'a pas d'opinion sur le projet et ne se sent pas importants pour le projet
	il se sent capable de réaliser des projets
	il s'implique en fonction de leurs compétences et essaie de les améliorer via le projet
Pensent-ils que leur opinion peut-être importante lors d'une réunion ?	pas du tout, il ne se sent pas capable ou jamais écouté
	il pense pouvoir avoir une influence
	il a une expérience dans le contexte politique ou associatif
Seon eux, comment est-il possible de faire changer les choses dans leur quartier ?	découragement
	il reconnaît le positif lié à l'implication mais seulement de manière opportuniste ou pour des intérêts particuliers
	il croit en l'action collective
Le sens commun est-il une notion importante ?	les intérêts particuliers sont dominants et ne croit pas que les autres puissent agir pour le bien commun reconnaissance de l'importance de l'action collective et du "nous" pour la vie en société
	le réseau associatif et la participation sociale sont des éléments importants de leur vie
Que ferait-il s'il était en désaccord avec le projet ?	impossibilité de dire non sans sortir du projet
	reconnaissance d'une possibilité d'accords et désaccords en reconnaissant la possibilité de stratégies flexibles
	possibilité de dire non sans sortir du projet
Vis-à-vis de cet entretien	les réponses ont été courtes et l'interviewé a réutilisé les mots de l'intervieweur
	le dialogue a existé et il y a eu une recherche argumentaire

ANNEXE 4 : DIAGNOSTIC INTERMÉDIAIRE DU PROJET DSMY14



Diagnostic
intermédiaire DSMY14.

Lien : https://fr.scribd.com/doc/168837066/DSMY-Phase2#download&from_embed

ANNEXE 5 : RETRANSCRIPTION DE L'ENTRETIEN AVEC JEAN ET VICTOR, PARTICIPANTS DU PROJET DSMY14

1:09

V. Moi je me souviens lorsque l'on a fait la boîte aux livres et j'avais trouvé ça vraiment pas mal. Il faut en prendre un et en laissez un. Ce sont des livres que l'on ne lit pas forcément et du coup c'est un peu du troc.

J. Moi j'ai un bon souvenir d'une nuit où on était venu réinstaller complètement la place. On avait programmé d'agir un dimanche soir à 23h quand la nuit été tombée. C'était en juin. ON avait installé des affiches, deux-trois hamacs. On les avait essayé. J'avais bien aimé car du coup la place avait repris de la vie de façon quasi anonyme.

Vous avez suivi le projet depuis le début ?

J. Oui, depuis les premières séances que tu avais organisée. On avait démarré sur la confection des bibliothèques. On était allé faire de la menuiserie, pris toutes les mesures avec tout le matériel. C'était du vrai bricolage et c'était intéressant de faire quelque chose de nos mains.

Vous habitez le quartier ?

J. Pas du tout. On est d'Annemasse, juste à côté. Nous on était intéressé par le projet parce qu'on avait été interpellé par la grande pancarte qui était installé sur le carrefour. Ça donnait vraiment l'impression de l'implication des habitants dans des questionnements parce que ça démarrait par des questions sur ce panneau.

V. C'est après qu'il a été changé de couleur et qu'est apparu DSMY.

J. J'avais trouvé ça bien parce que ça demandait aux habitants de réagir sur la rénovation du quartier. Ça nous avait interpellé et finalement, par le biais du site internet, on est arrivé aux réunions. Du coup, on voulait changer de résidence et on voulait habiter sur la commune d'Ambilly et c'était l'opportunité de faire des projets citoyens et de faire quelque chose de nos mains pour les autres. En plus avec mon fils qui avait 10 ans à l'époque, c'était une super opportunité de nous impliquer dans la vie citoyenne.

4:59

Toi Victor comment tu as vécu ça ?

V. Moi j'ai trouvé ça bien parce qu'on pouvait faire plein de choses et beaucoup de couleurs. Ça avait changé énormément la place. Et on s'était bien éclaté quand on avait fait la fête.

Jean, toi tu avais fait beaucoup de choses rue de la Treille...

J. Oui, c'était le soir. On avait fait un projet "Dessine moi un mouton" qui était de faire un cadeau aux habitants. C'est à dire qu'ils devaient se réveiller en découvrant les cadeaux fait par notre collectif. On a eu la petite de poser une question aux habitants sur des grands tableaux pour voir si quelqu'un était capable d'y répondre. Ça pouvaient être des questions complètement improbables sur le quartier ou d'une manière beaucoup plus générale comme "d'où viens le big bang ?". Ça permet une accroche pour débiter une communication entre les habitants.

C'est une interaction entre des habitants impliqués et d'autres que l'on cherche à impliquer ?

J. C'est ça. A travers un mur, comme Facebook en fait. C'est public et on essaie de l'alimenter. Il y avaient trois arbres reliés par des grands fils sur lesquels étaient accrochés les tableaux.

V. Moi je n'avais pas pu venir parce que c'était trop tard et le lendemain j'avais classe.

J. C'était une porte que l'on avait repeinte qui faisait office de tableau. On pouvait le faire coulisser sur le fil. On avait passé un certain temps pour l'installer. Comme c'était la nuit, il fallait chercher la lumière. C'était assez grisant. Il y avait des gens d'horizons très différents qui étaient venus, avec des profils très diversifiés. Il y a même des personnes venues de Genève. On avait donc établi des groupes avec

des idées différentes et c'était génial parce que chacun avait trouvé son intérêt et c'était l'occasion d'interagir avec de nouvelles personnes.

9:33

Tu te rappelles de l'interaction avec le voisinage quand tu as installé ça en pleine nuit ? Parce qu'il y avait une dame qui habitait au dessus et qui était venue nous rencontrer...

J. C'était assez bien perçu. Je me rappelle plus de tous les détails mais y'avait aussi un autre monsieur qui nous avait rendu visite et qui avait apprécié la démarche. Le nettoyage préalable avait sans doute aussi aidé puisqu'on avait enlevé tous les excréments de chiens avant de travailler, et il y en avait beaucoup !

12:49

Il y a un an et demi environ, le projet était de refaire avec les habitants des passages piétons qui étaient absents à l'époque.

J. On avait beaucoup intervenu au milieu, on avait aussi repris ceux de l'autre côté. On avait aussi pas mal investi le trottoir avec des aliens. Il y avait la nécessité de visualiser les passages piétons pour permettre aux piétons de récupérer un espace qui leur était dédié et que cet espace ne soit pas uniquement pour les voitures.

Quel serait le bilan que vous pouvez faire sur la vie de quartier, sur votre implication personnelle ?

J. J'ai trouvé très intéressant le fait de pouvoir rencontrer d'autres personnes intéressées pour améliorer le quotidien des personnes qui habitent sur place, donc de parler de réappropriation d'un quartier par un moyen d'action, de faire quelque chose pour les autres et de produire quelque chose concrètement. La ville est faite de gens finalement, et pas seulement de fonctions avec des gens qui seraient là pour dormir, d'autres pour aller travailler et qu'il y en a aussi qui vivent ici et qui ont besoin d'un espace pour être à l'aise. Ça nous a permis de rencontrer des gens qui étaient impliqués. Parce qu'il y a aucun autre intérêt que de créer des relations intimes entre des gens qui ne se connaissent pas.

Vous avez eu l'impression d'avoir une influence sur le dessin de la ville ?

J. Je l'avais quand je le faisais et pour moi c'était ça qui était intéressant mais avec le temps je trouve que c'est à repenser finalement. Je pense que c'est très bien de faire des actions - notamment pour le caractère éphémère - mais je pense qu'il faut passer à l'étape au-dessus et se demander quels ont été les impacts deux ou trois ans plus tard et en quoi le visage du quartier a changé

ANNEXE 6 : RETRANSCRIPTION DE L'ENTRETIEN AVEC ANTOINETTE, PARTICIPANTE DU PROJET DSMY14

2:33

Tu nous emmènes où ?

Je vais vous emmener à la place que l'on avait peinte (où il ne reste plus rien malheureusement) et aussi aux bibliothèques de rue et à la place où l'on avait installé de la moquette avec un endroit pour mettre les vélos. On avait fait de jolies petits banc

C'était important pour toi de faire tout ça ?

Très. Très très important.

Pourquoi ?

Parce que j'ai pris beaucoup de plaisir à changer un quartier, le rendre plus accessible, plus humain. Et ça me manque de plus faire ça.

Qu'est ce qui te manque le plus aujourd'hui ?

De continuer. De continuer dans l'idée que l'on s'était fixer

Est-ce que c'est le fait de ne pas pouvoir continuer le projet, de ne pas avoir réussi à mettre en place ce que l'on avait réfléchi pendant longtemps, ou plutôt le fait d'être active dans ton quartier qui te manque, de t'impliquer, de rencontrer les gens ?

Les deux. Nos réunions que j'adorais. Nos divergences, nos accords. La possibilité d'aller voir ailleurs ce qu'il se faisait comme lorsque l'on était à Saint-Etienne. C'était une expérience géniale. On a eu un beau temps, on a été très bien reçu par ces gens qui faisaient la même chose que nous à Saint-Etienne... C'était vraiment

un très beau souvenir. Ils étaient plus libres que nous, on leur avait octroyé un quartier entier, ils avaient plus de place.

La place c'est quelque chose d'important quand même. On voit ici à la rue de Genève, c'est très serré...

Oui. On ne peut pas se croiser sur le trottoir. Personne te dit bonjour, on ne connaît personne, on sait pas qui ils sont...

On a quand même eu du mal à se faire une place. On a pourtant travaillé sur la route, les passages piétons, peint une place, organisés des fêtes de quartier...

Ca a intéressé les gens, ils se sont arrêtés pour voir ce que l'on faisait. On a discuté avec eux. Et ce qui me manque c'est le panneau. Le panneau c'était l'identité du quartier. Il y était toujours noté les activités, les rendez-vous, et il me manque énormément.

Tu penses qu'il y a encore des traces de ce que l'on a fait encore ?

Oui, les boîtes. Elles fonctionnent extraordinairement bien. Elles sont prises d'assaut, remplies.

Voilà la place qui a été repeinte dans toutes les couleurs. La boule était jaune et on avait mis nos noms par terre.

7:28

Et tu en penses quoi maintenant ?

C'est nu. C'est sans caractère, sans âme. C'est je pense comme ça que les mairies veulent avoir leur ville. Avant, les murs étaient rouges, les colonnes bleues. Mais le pharmacien n'aimait pas.

Et voilà une des petites boîtes, les bibliothèques de rue. On les a fait dans une halle et on les a installées avec d'autres personnes et ça fonctionne très bien. Il y en a une autre là-bas, qui fonctionne un peu mieux parce qu'on peut se garer deux-trois minutes devant. Il y a beaucoup de gens qui sortent du bus qui prennent un livre, qui en remettent un. Je suis venu en prendre un l'autre jour, et c'est déjà plus les mêmes, il y en a d'autres.

Donc là dans la boîte il y a une quinzaine de livres actuellement. Sur les volcans en éruption, des livres de poche, de Doherty, de poche, l'assassin de Sherwood, sur les figuiers, un livre de Cécile Planet, il y aussi un peu d'information sur le quartier...

Oui, souvent les gens mettent aussi des journaux, des beaux livres. Il y a de tout. Des livres anglais, de la littérature... Et les gens font très attention. L'autre jour j'ai même vu que quelqu'un avait mis un petit bâton pour réparer la boîte, et là il y a même quelqu'un qui l'a remplacé par une nouvelle pièce. Mais on sait pas qui. Le crochet a été réinstallé.

Et toi, au niveau de ton implication dans le quartier...

Maintenant il y a autre chose qui se met en place avec la mairie. Je ne sais plus comment ça s'appelle mais ça ne concerne plus seulement la rue de Genève mais c'est géré en agglomération. Il y a le Perrier, la rue de la Zone... Un monsieur est venu me voir pour m'expliquer. Ils ont fait une réunion aussi. Mais en fait on retombe dans la même chose.

Ils réutilisent quand même ce que l'on a fait auparavant ?

Oui. C'est du copié-collé. C'est bien mais c'est l'agglomération. Beaucoup plus grand et moins personnalisé.

Maintenant c'est institutionnalisé comme démarche, c'est là la différence.

Oui. L'idée est ancrée.

11:10

Tu as des bons souvenirs de tout ce qui a été fait ?

Oui, les peintures et les petits bonhommes "invaders" que l'on a fait en pleine circulation. C'était super. Ils sont encore là d'ailleurs. Il y en a quelques uns qui restent.

Tout à l'heure, on voyait qu'il y avait des restes de nourriture sur la place en face et là il y a un monsieur qui est en train de nettoyer la place justement. Un monsieur que l'on voit souvent et là c'est lui qui est en train de nettoyer...

On le voit souvent oui (rire). C'est mignon. Il y a un monsieur que je vois très souvent, qui travaille dans ce bâtiment et qui en rentrant en vélo chez lui, prend toujours un bouquin.

Il y a quand même une histoire d'appropriation du quartier même si la problématique du départ de notre projet, celle de relier les trois placettes qui sont très isolées en leur donnant une dynamique conjointe, est toujours présente. Parce que l'on a pas beaucoup de places ici... Est-ce que tu penses que notre projet a été utile par rapport à ça ?

L'utilité c'est d'avoir commencé quelque chose qui n'a jamais existé. Qui perdurera peut-être différemment mais qui perdure toujours.

Qu'est-ce que ça veut dire pour toi, "avoir commencé quelque chose qui n'a jamais existé" ?

Rien n'avait jamais été fait dans ce quartier. Alors on a commencé plein de choses et ça reste dans le cerveau des gens. Cela va être repris, sans doute différemment, mais l'idée reste là.

13:57

Là on avait mis des moquettes. Ici un parking à vélo. Là-bas, une table de ping-pong et ici voilà la deuxième petite bibliothèque de rue. Je me demande si on a pas été les précurseurs parce qu'on en voit un peu partout maintenant. Je parle pas de la Suisse parce que je connais pas, mais il y en a maintenant à Etrembières et ils vont mettre dans le parc et à la rue du Jura. Un peu plus moderne. mais ça restera toujours. DSMY, c'est l'âme de qui va se réaliser après.

15:14

On peut aller à la Halle en verre où on a commencé à bricoler. C'était notre premier atelier. C'est là que l'on a fait les échiquiers, les bibliothèques, nos meubles, la table de ping-pong, qu'on a peint...

La mairie nous a quand même bien soutenue au départ...

Très bien. La première fois que l'on été travailler là-bas, le maire est venu nous dire bonjour. Ils nous a invité dans un restaurant aussi pour demander a tout le monde qui on était, ce que l'on faisait dans notre vie. Je crois qu'il a beaucoup aimé ce qu'on a fait.

Et aujourd'hui, quels sont les liens entre le maire et ce groupe d'habitants qui a travaillé sur le quartier pendant deux ans et dont tu faisais partie ?

Et bien il y en a beaucoup qui travaillent maintenant et qui sont devenus des élus. Je pense que d'une certaine manière ceux qui se sont présentés sur la liste, moi compris, on voulait faire perdurer quelque chose. Continuer d'une autre manière, pas oublier ce qu'on avait fait. Enfin je parle pour moi, ça n'engage que moi.

Il y en a quatre qui faisaient partie du groupe et qui sont élus aujourd'hui ?

Oui, c'est quand même beaucoup. On a continué différemment.

Est-ce que tu crois que ça a été une manière aussi de développer la citoyenneté ?
La votre, votre implication dans la vie de la commune ?

Complètement. Parce qu'en mi concerne, je n'avais pas vraiment de liens affectifs avec la mairie. Enfin avec Ambilly même, n'étant pas d'ici déjà. Et ça m'a donné...
Je me suis accroché à cette commune et j'essaie faire du mieux que je peux pour elle parce que je l'aime alors qu'avant c'était un lieu d'habitation.

19:02

Tu referais la même chose si on devait recommencer maintenant ?

Oui.

Y'a des choses que tu changerais ?

Peut être que je le ferai plus en douceur. Parce que pour beaucoup d'habitants ça a été un choc de voir ça, donc je le ferai plus doux. En tennant compte du train que l'on va avoir (le CEVA) qui va avoir un impact terrible, et là je ferai plein de choses sur la voie verte.

Donc délocaliser le projet, et le faire plus à l'échelle de la commune ?

Voilà. En prenant comme colonne vertébrale la voie verte parce que c'est énorme.

Ok, parce que si on s'arrête un instant sur le chantier que l'on voit là, c'est quelque chose d'énorme : c'est la construction d'un métro dans cette commune de 6 000 habitants ! Qui va relier la France à la Suisse.

Il s'appellera le Léman Express. Il va entrer en terre ici et ressortir là bas. C'est là qu'on aura la voie verte qui va continuer jusqu'à Genève avec des pistes cyclables.

Donc à 100m de l'endroit où l'on a travaillé, on va avoir le début d'une grande voie verte qui va nous permettre d'aller à Genève en une quinzaine de minutes à vélo en passant juste par une voie cyclable au dessus du métro. Là quand on voit le chantier, c'est incroyable. Les foreuses sont gigantesques, à 15 ou 20 mètres de hauteur. Et il y en a au moins 6 à vue d'œil. Tu crois que notre projet a un lien avec ces travaux ? On a quand même rendu visite à toutes ces maisons qui subissent ces travaux aujourd'hui.

Peut-être, mais ils étaient déjà au courant depuis des années.

(On croise Jacques, un autre participant au projet)

Tu étais à la halle en verre ?

J. Oui, il y a une vingtaine de personnes.

A. Pour le truc à Laurent ?

J. Oui. Il y avait aussi le maire qui était là.

23:05

Vous vous êtes connus par rapport au projet DSMY non ?

J. Oui

A. Oui, on s'est tous connus là bas. Au "13", où on avait nos réunions. Laurent aussi, Jean aussi, enfin tout le monde.

Et maintenant vous êtes en contact régulièrement ?

A. On se voit tout le temps. Et puis, on se voit aussi au sein de la mairie.

J. C'est pour ça que j'aimerais qu'avec Lionel on relance ce truc là.

A. Oui Lionel, c'est le monsieur qui reprend ça au niveau de l'agglomération. Par contre il travaille pour la mairie, c'est un agent.

J. Il fait le lien entre le service jeunesse, les associations et la politique de la ville. Là sur le comité de quartier ils veulent réunir une centaine de personnes, dont certains seront tirés au sort et pour l'instant il y en a une dizaine qui se sont inscrites. Après faudra voir si les gens sur le long terme tiennent le coup. Mais là c'est en liaison avec le contrat de ville sur l'agglomération. Il y avait aussi au Perrier, à Gaillard, et il y en avait donc un qui sera monté à Ambilly entre la rue du Jura, la rue de la Zone et la rue de Genève.

A. C'est la continuité. T'étais précurseur.

(Jacques quitte le groupe)

25:50

On a fait beaucoup de choses à la halle en verre

La halle en verre c'était terrible. C'était l'ambiance aussi... Les chiens qui se promenaient (rire), les enfants qui venaient aussi nous aider. C'était fabuleux, comme une deuxième maison presque. Il y avait toujours à manger, du café.

Et on a quand même eu une régularité là bas ? Même si l'hiver c'était plus dur pour nous.

Oui, il fallait aussi aller chercher le matériel. La peinture, les pinceaux, etc.

Tu sens que tu reconnais davantage les gens dans le quartier maintenant ?

Dans mon quartier un peu moins parce que c'est vraiment un lieu de passage. Les gens vont travailler et rentre chez eux, point. C'est un quartier aussi sensible. Mais maintenant je connais tout le monde et je me sens plus chez moi.

ANNEXE 7 : RETRANSCRIPTION DE L'ENTRETIEN AVEC LAURENT, PARTICIPANT DU PROJET DSMY14

0:09

On est à la place de la Croix d'Ambilly. Le truc nouveau par rapport à ce que l'on avait fait, c'est cette chose (immeuble en face). En le regardant comme ça, il est assez clair. C'est peut être pas si catastrophique sauf que le côté un peu rond de la place que l'on avait imaginé, on peut oublier. Et qu'au niveau des trottoirs, cela va être des appartements alors que l'on essaie d'avoir des commerces ailleurs. Cela aurait pu entraîner une meilleure dynamique s'ils avaient cherché à faire autre chose que des appartements au rez de chaussé alors qu'il va y avoir du monde qui va passer là.

(il se tourne pour regarder la placette du square)

La place où on a fait deux fêtes. D'ailleurs les gens s'en souviennent. Je faisais partie des organisateurs. J'aurais pu faire partie des organisateurs de la troisième et puis le temps passe. C'est dommage, c'est pas perdu. La semaine dernière, il y avait un petit rassemblement ici pour parler de la politique de la ville. C'est une zone qu'il faudrait garder pour faire des activités parce que les gens se retrouvent un petit peu ici.

Y'avait donc cette fête de quartier.

Oui, deux fois. A l'automne. Ça avait drainé un peu de monde et surtout une bonne ambiance. Tous ceux qui étaient dedans c'étaient dis qu'il fallait que ça continue mais il manque LA personne qui dit "on la fait cette année". Il manque pas grand chose, ça veut pas dire que ça ne se fera pas l'an prochain. Surtout qu'il y a des idées de dynamiser et que c'est avec des choses comme ça que les gens s'y retrouvent.

2:31

Y'avaient des choses qui étaient appréciées et d'autres non. Les petites décorations dans le parc c'était sympa. Les petites bibliothèques de rue tout le monde en raffole et même les pires détracteurs du projet en ce qui concernait le côté visuel. D'ailleurs j'ai croisé cette dame hier (je pensais pas qu'elle pouvait être si aigrie) et elle disait qu'il fallait faire plus de ces petites bibliothèques de rue ! Les petits aménagements de l'autre côté de la rue sont partis, il sont pas trop été utilisés, mais ils dérangeaient pas du tout et apportaient de la dynamique. Le petit côté vert, c'est aussi le problème de cette petite terrasse qui ce matin est comme ça (il y a beaucoup de déchets laissés sur les tables). C'est trop souvent sale à mon goût et c'est vrai qu'il y a un problème. Je travaille à la mairie et j'arrête pas de dire que cette place devrait vraiment être bien nettoyer.

Il y avait cette question de l'appropriation de ces petites placettes qui sont isolées et manger par l'automobile...

Par exemple, il y a ce monsieur qui est là depuis une semaine. Il lit son journal tranquillement, fume sa pipe. J'ai discuté avec lui l'autre jour, je sais pas s'il est SDF mais il est bien sympathique, très ouvert. Ben voilà, de temps en temps il y a des gens assis.

Y'a quand même une appropriation mais qui est un peu marginale. Non pas pour faire référence à ce monsieur, mais ce sont des petits groupes à des moments particuliers qui vont venir.

Cet été lorsqu'il faisait beau, ça marchait bien cette terrasse. Mais globalement, il n'y a pas grand nombre. Et quand on voit le parc qui est à 150m d'ici, l'environnement urbain ici n'est pas agréable. Ca roule de partout, il y a beaucoup de bruit. On peut comprendre que les gens se soient pas trop appropriés ce lieu.

5:25

Et toi, en termes d'implication dans la vie du quartier grâce à ce projet que l'on a commencé en 2013, tu te trouves plus impliqué maintenant ? Ca t'a aidé à trouver des moyens pour t'impliquer davantage ?

Je pense que c'est à cause de ça que je suis entré à la mairie. C'est en bougeant à droite à gauche, et le fait d'aller aux cérémonies avec les enfants où j'ai croisé le maire. Y'a la bibliothèque pas loin aussi. Donc au départ j'étais déjà pro, mais avec ça encore plus, et puis ça a été le déclic puisque depuis un an et demi je suis dans l'équipe municipale en charge de l'habitat et c'est juste une continuité. Et effectivement, cette dynamique plutôt associative doit se faire en parallèle de la mairie. De toutes façons, on ne peut pas tout faire à la mairie. Il y a des élus, qui ont une vie à côté. Il y a des techniciens, qui ont pas mal de choses à faire. A côté de cela, l'objectif c'est bien de dynamiser la vie associative, la vie de quartier et il y a des projets de conciergerie à l'échelle d'un quartier pour faire du lien par exemple.

6:49

Donc tu trouves que l'échelle du quartier et la problématique de l'espace public sont des choses qui sont porteuses en termes d'implication ?

C'est évident. On est dans un quartier où ça bouge beaucoup, où les gens sont de cultures différentes. Ce seraient des supers villas où chacun seraient dans son coin, ça irait. Mais ici les gens sont dehors et il faudra quand même rendre le quartier agréable même si les gens vont au parc.

C'est ce que l'on a voulu faire en peignant cette place devant la pharmacie. Bon là, je pense qu'il y eu une faute de goût liée à une dynamique et que l'on avait pas mieux à proposer. Mais c'était trop marqué "jeunes et cultures alternatives" alors que la culture alternative ont l'a juste en face avec de vrais graffitis. La culture jeune c'est un chose, mais est-ce que c'était la seule cible ? C'est simple de le dire après mais les personnes qui ont le plus apprécié, ce sont ceux qui l'ont fait et qui étaient jeunes. Après ceux qui l'ont vécu tous les jours, et bien c'étaient tous les autres... Alors je te cache pas que le refaire couleur initiale, c'est comme ci-comme ça, et s'il y avait plus de couleurs sur cette rue que tout le monde critique à la mode hollandaise au lieu d'être un couloir de la mort, ça changerait...

9:12

Du coup cette place a quand même posé la question de la temporalité des projets parce qu'au départ c'était quand même prévu pour être très éphémère...

Exactement. On est bien d'accord c'était censé accompagner les travaux du tram et que tout devait être remis à zéro rapidement. Donc s'il devait y avoir les pelleteuses l'impact aurait été bien différent. Alors que là, les choses avancent petit

à petit et les gens se rendent bien compte que dans deux ans, ça serait à peu près pareil...

Du coup, il y eu un aménagement qui a perduré dans le temps, qui s'est aussi dégradé et qui a rendu la place...

... ben en fait, la décoration n'a presque suscité que des mécontentements- Enfin, chez ceux qui donnaient leur avis parce qu'il y en avait aussi plein que ça ne dérangeait pas spécialement. Le pharmacien a refait sa devanture et vu que les choses duraient un peu, la mairie a tout remis en l'état sans trop se poser de questions pour se dire "on remet tout à zéro". C'est vrai qu'au départ, on aurait pu travailler sur un thème moins porté vers la culture alternative mais c'était un choix et surtout c'était du temporaire. Le coup des pokemons et des batmans sur le trottoir c'était bien, maintenant il reste presque plus rien. Alors que là c'était bien marqué, et surtout l'autre mur où il y avait des inscriptions sous forme de tags.

11:30

Tu peux nous rappeler le projet qui a été présenté par les habitants ?

L'idée était de faire quelque chose d'harmonieux dans le cadre du développement du tram. Il fallait imaginer ce que cela allait donner sachant qu'un jour le tram allait arriver, que ce serait en sens unique, que le flux de circulation serait plutôt de ce côté, qu'il fallait essayer de mettre les voitures en arrière plan et faire s'imposer les piétons, les modes de déplacement doux. Les mettre en avant d'une manière ou d'une autre par le fait de travailler sur les revêtements, etc. Il y avait un aspect nature, un développement ludique, des petites fontaines. On essayait de garder une harmonie sur les trois placettes en faisant abstraction du nouvel immeuble. L'idée était de faire une place centrale. Et d'essayer de faire un prolongement avec l'avenue de Genève pour que ça se finisse sur un environnement agréable pour que les gens prennent plaisir à passer voir à s'arrêter, à échanger et à vivre.

On a donc fait les petites bibliothèques de rue, qui sont régulièrement réparées et remplies.

Elles sont donc là depuis plus de deux ans maintenant ?

Cela va faire deux ans. C'est régulièrement remplie et sont en auto-gestion. Il doit y avoir quelques personnes qui se spécialisent dans le remplissage mais ça tourne. Je vois jamais les mêmes. De temps en temps j'en prends un. Je vois des gens qui s'arrêtent, qui les regardent. Et d'ailleurs la mairie prévoie d'en mettre dans d'autres quartiers, autour du parc. Ça a donc été une très bonne initiative. Il y eu plein de choses de bon. Mais il y a eu deux choses qui ont cristallisées un peu les

conversations : c'est le retard du projet du tram, qui a questionné l'utilité du projet en lui-même et la portée du travail mené à l'intérieur de DSMY; et la faute de goût de la place. C'est pas grand chose mais si on avait été plus structuré, plus traditionnel... peut être que le saut a été trop grand depuis une petite bibliothèque sympathique (vers la place). On aurait pu travailler davantage sur les massifs. Y'avait une idée de végétaliser la place avec des places utiles. Faire qu'avec le tram la mairie arrête d'entretenir les plantes actuelles et que l'on installe des vivaces. On aurait peut être du plus se lancer dans des jardins. Chose que je voulais faire dans la cour de ma copropriété. Il aurait peut être fallu plus aller travailler chez les gens et faire le travail social et de lien que souhaite faire, en théorie, haute-savoie habitat qui gère ces immeubles. Et c'est dommage parce qu'ils ont de bonnes intentions, veulent travailler avec l'association Passage. Et on aurait peut être dû essayer d'aller les voir pour faire des choses en commun et mobiliser les habitants plus isolés. Je crois que tu avais fais du porte à porte mais ça aurait pu être l'occasion d'en remettre une couche.

16:23

Justement, sur cette implication des habitants, le relais avec le quartier, voir comment il a évolué avec ce projet, comment est-ce que tu le perçois maintenant ?

Il y a beaucoup d'efforts qui sont faits mais les gens... Regarde, ça c'est en l'espace d'une nuit ! On aurait dû travailler sur plus de poubelles, repérer que ça manquait de poubelles. Parce que quand les gens mettent des déchets dans les bacs à fleurs c'est qu'ils veulent pas les jeter par terre. C'est déjà un premier bon point.

Après la rue est classée "zone" mais pas tant que ça...

Mais tu trouves que le lien avec les gens. Ici c'est une rue sur-utilisée par les voitures.

Oui mais en semaine pendant la journée y'a pas grand chose. Le matin ça va dans ce sens et le soir entre 16h et 18h ça va dans l'autre. Sinon c'est relativement tranquille. Enfin, j'arrive de Paris donc c'est plus tranquille.

Après dans chaque copropriété, y'a des gens qui ont une bonne dynamique. Là on arrive dans la mienne où j'ai voulu essayer de me débrouiller. On est juste derrière la rue de Genève et là onet quatre-cinq à s'être lancés dans l' "agriculture" et on met des potirons, de la sauge, des fraises. Les piments commencent à apparaître. Un peu tard, mais ça va peut-être donner quelque chose. Fait dire qu'avec l'été qu'on a eu, il aurait fallu arroser davantage. Y'a personne qui y a touché alors que

c'est une cour avec du passage. Y'a pas des trafics mais de temps en temps les gens font demi-tour et y'a deux immeubles avec beaucoup de locataires qui l'utilisent.

Donc des petites initiatives comme ça, c'est pas une association, ni la mairie mais juste des gens comme ça qui se disent "pourquoi pas". C'est simple, ça coûte rien. Peut être qu'il faut développer les idées, comme pour les balcons où entre un balcon vert ou un balcon complètement minéral, c'est tout de même plus agréable.

21:06

Là par rapport à votre jardin, ce sont de nouvelles pratiques qui ont importées ici, et il y a quand même une définition de l'espace en récupérant un espace du parking.

C'était une place de parking sauvage. Il y a trois ans, ils ont installé ces grosses pierres qui coûtent très cher alors que l'équivalent de nos bassinent aurait coûté dix fois moins, et en plus ça aurait été de l'agriculture et beau à voir. Dans la ville il y a un grand nombre d'endroits où on peut faire les choses.

ANNEXE 8 : COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DU 4 NOVEMBRE 2013 DU PROJET DSMY14



CR-DSMY-041113.pdf

f

